

ÉGLANTINE ET VERT-DE-GRIS

RÉCIT SUR LA RÉSISTANCE TOULOUSAINÉ

DU COMITÉ D'ACTION SOCIALISTE

Dans la clandestinité, sous le régime de Vichy
et l'occupation allemande

Par Henri Docquier (1919-2000)

Publié sur Internet

par Georges Portales,

avec l'autorisation de la famille Docquier

georges.portales@numericable.fr

CHAPITRE PREMIER

LA DRÔLE DE GUERRE

Nous sommes partis sans trop d'émotion, ce 15 avril 1940. Nos parents nous avaient bien sûr, accompagnés sur le quai de la gare et à les revoir aujourd'hui, je pense qu'ils étaient déjà comme nous recouverts de la grisaille résignée de ces six mois de « drôle de guerre », commencés sous la folle peur des bombes et des gaz asphyxiants qui nous précipitait les premiers jours, dans l'humidité sépulcrale des vieilles caves abandonnées, dès le hurlement des sirènes. Puis, peu à peu, rien ne se produisant, la guerre s'était gelée comme ce terrible hiver de 1939-40, on attendait avec le secret espoir qu'il en serait toujours ainsi, jusqu'à la fin. C'est pourquoi quelques larmes coulaient à peine sur le visage usé et fin de ma mère et nous parlions de la première permission en s'assurant que rien n'avait été oublié, de la petite valise et du casse-croûte, jusqu'à ce que la secousse du train marqua, imperceptible, l'ébranlement du destin.

Autour de moi, dans le compartiment, nous étions tous accoutrés comme toutes les recrues du monde : un vêtement civil usagé qui n'avait plus rien à perdre d'un séjour prolongé au magasin militaire. Pas de chants, pas de cris, une sage bonne humeur régnait, qui nous faisait partager cigarettes et provisions. Voilà six mois que nous aurions dû être appelés au service, mais on n'avait pas eu besoin de nous.

À Paris, commença la séparation, nous n'étions plus que trois et le train dû rouler bien lentement, car c'est à la nuit tombée que nous arrivâmes à destination.

Les quais de la gare à Châteaudun... les sous-officiers nous attendent... en colonne par quatre et en route, maladroitement et sans marcher au pas, avec nos valises. La caserne n'est pas loin et la chambrée ne semble pas plus lugubre qu'un dortoir de collège, mais on tient à nous faire passer au magasin d'habillement dans la nuit et c'est un lent défilé monotone pour toucher gamelles, treillis et tenue de drap, dans la fatigue d'une journée trop remplie et l'appréhension d'un monde fermé, étrangement tatillon et froid.

Sur ma paillasse sans douceur et au contact des rugueuses couvertures grises, je me tourne et retourne sans pouvoir m'endormir. Me voici donc sous l'uniforme, comme mon père, qui, lui, a été rappelé sans délai dès le troisième jour de la mobilisation, bien qu'ayant fait la Marne et les Dardanelles à la dernière guerre. C'est en allant le voir, dans son unité de travailleurs à H..., que j'ai fait connaissance avec les corvées, la cuisine roulante, le tabac de troupe et les « tuyaux » sur les prochains déroulements de la guerre. Maintenant, nous sommes deux au service, tandis que ma mère reste seule et fait des ménages pour compléter son allocation militaire et que bien des hommes valides et débrouillards n'ont pas quitté leurs occupations, en qualité d'« affectés spéciaux ».

Si je suis là, c'est dans une certaine mesure à cause de Léo, ce diable d'homme... qui aurait dit, lorsque nous nous bagarrions derrière lui contre les « Croix-de-feu » anciens combattants et patriotards en diable, que six ans plus tard, je ferais du charme au conseil de révision pour ne pas être réformé et que je considérerais comme le but de ma vie de devenir officier et de tenir ma place au combat avec honneur ?

C'est pourtant ainsi... moi, collégien boursier, je sautais le mur du collège à seize ans pour aller faire le coup-de-poing contre les « Croix-de-feu » – et ces paysans de l'Avesnois cognaient dur – écouter André Malraux au cercle antifasciste quand sa *Condition Humaine* venait d'éclater dans notre ciel d'adolescents comme un rouge et, noir météore venu d'un autre monde et le commissaire de police me poursuivait jusque chez ma mère pour avoir couvert d'outrageantes affiches sang de bœuf la façade de notre vieil Hôtel de Ville, monument historique.

Car dans ce pays tout proche de Fourmies, j'avais humé le souffle de misère et de révolte des grandes grèves de 1930 derrière les drapeaux rouges qui faisaient fuir, épouvantées, les mères de mes condisciples bourgeois. Les ouvriers avaient faim et se nourrissaient de pain et de pommes de terre, au bout du dixième jour de grève, la boutique ne faisait plus crédit et les estaminets, tout bourdonnants les premiers jours, étaient tristement vides à la fin.

Mon père était artisan, dans une branche de luxe, en quelque sorte : il taillait la pierre pour en faire des monuments funéraires. Tant que les gens gagnaient leur vie, ils pensaient à honorer leurs morts : un caveau ou une pierre tombale pour les riches, un simple entourage ou une croix pour les ouvriers. Mais quand vint la crise, le chômage fit restreindre ces dépenses, les tombes dans les cimetières n'étaient ornées que des fleurs de la saison et de maigres couronnes de perle, au marbre et au granit nobles commencèrent à se substituer le ciment et le bois et les affaires de mon père périclitèrent, ce fut la pauvreté, la viande rare et les chaussures qu'on ne pouvait renouveler.

C'est à cette époque que survint dans notre pays Léo Lagrange. Jeune avocat parisien, il venait défendre les couleurs du parti socialiste à une élection partielle, provoquée par la mort de Louis Loucheur, député de notre circonscription.

L'idée que je me faisais dans ma jeunesse du parlementaire tenait beaucoup à ce qui se disait autour de nous de Louis Loucheur. C'était ce que nous appellerions aujourd'hui un grand technocrate, qui avait joué un rôle important durant la Grande Guerre comme ministre de l'Armement. Puis, il était passé dans les affaires, ce qui lui valait d'être surnommé par ses adversaires « Loucheur tout en or », avec les commentaires habituels sur le veau d'or et ses serviteurs. À ses compatriotes de l'Avesnois, il rendait service, mais sans doute à la façon d'un bureau d'organisation, efficace et impersonnel. Il en résultait qu'on l'appréciait à sa juste valeur – il était réélu presque régulièrement sans difficultés – mais qu'on ne lui portait aucun attachement particulier.

Léo Lagrange arriva et apporta à peu près tous les éléments contraires : jeune et peu fortuné, son allure de bohème distinguée trouva tout de suite, auprès des jeunes, le chemin du cœur. Bâti en force, il allait parler aux auditoires ouvriers dans les plus petites localités, avec une curieuse éloquence, qui donnait le spectacle, en quelque sorte, d'une performance d'athlète alliée à un cheminement de pensée d'artisan, pesant et martelé. Tout cela, allié à l'art oratoire très sûr d'un ancien secrétaire de la Conférence du Stage, lui faisait enlever ses péroraisons sur un rythme qui sonnait la charge et emportait l'enthousiasme de son auditoire bien au-delà de la sortie de la réunion publique, vers une adhésion et une conviction définitivement conquises.

Or, il se trouva que, par quelques concours favorables de circonstances comme il en arrive dans la vie pour lui donner son caractère d'aventure merveilleuse parfois, je dus à l'estime d'un de mes professeurs, à l'amitié d'un condisciple et de ses parents, de vivre dans la familiarité de notre grand homme, devenu le député dont tout notre petit peuple était si fier. Je le voyais à chacun de

ses séjours dans notre ville, j'assistais bien entendu non seulement aux réunions de la Section où il exposait régulièrement l'actualité politique mais aussi aux conversations familières entre quelques amis, je l'accompagnais dans ses tournées électorales car j'étais devenu secrétaire de circonscription des Jeunesses socialistes et même j'inculquais à son jeune fils la toute fraîche et rudimentaire science de latiniste que j'étais en train d'acquérir.

Voilà comment un grand mouvement de pensée s'était incarné dans un homme et ce fait, en apparence accidentel, m'avait conduit à choisir délibérément cette voie d'aspirant-officier au seuil de cette nouvelle guerre, dont les aïeules disaient qu'elle pourrait durer quatre années comme l'autre, si l'on en jugeait par la puissance des adversaires qui, pour le moment, se contentaient de s'observer de chaque côté de la ligne Maginot.

Sur mon châlit du quartier Kellermann, je comptai les heures en refaisant la nuit du Chevalier. Et le lendemain, tôt levé avec mes compagnons de chambrée, je me mis à accomplir les corvées du service avec l'application maladroite mais sérieuse du bon soldat.

On nous mettait progressivement à l'entraînement, car les sous-officiers paraissaient prudents et secrètement intimidés devant ces jeunes gens dont on allait faire des officiers. La discipline demeurait tolérante et de bon ton, tandis que la grosse fraternité de la troupe retrouvait ses vertus : c'est ainsi que s'accrut mon horreur des maladies vénériennes, à la vue d'un infortuné camarade chargé des importantes fonctions de chef de table. Un jour qu'il emplissait consciencieusement nos gamelles d'une main, je le vis porter l'autre à son pantalon de treillis qui s'humidifiait d'une tâche s'élargissant à la braguette. C'était un de mes compatriotes et il passait son temps à me vanter les prouesses amoureuses de sa cousine, demoiselle de petite vertu dans notre ville, dont il avait probablement gardé ce cuisant souvenir...

Le dimanche se passait fort agréablement dans les petits restaurants des bords du Loir. La guerre était loin de Châteaudun et ce printemps de 1940 fut d'une précocité et d'une douceur qui poussaient à l'oubli. Peut-être aussi retrouvions-nous cette vieille insouciance du soldat qui, destiné à rencontrer un jour la sombre silhouette de la mort, tient à savourer au mieux les quelques bons moments que la vie lui offre par hasard. Pour moi, cet heureux hasard avait pris les traits d'un de mes amis de Faculté, Louis T..., qui, étant plus âgé d'un an ou deux, avait déjà conquis ses galons d'aspirant. Très fraternellement, il m'amenait au mess des officiers et, grâce à sa solde, me faisait partager ses sorties du dimanche.

En semaine, nous faisions du service en campagne. Les marches à travers la grande plaine de Beauce nous endurcissaient, car nos entraîneurs croyaient que c'était la véritable école du soldat. Savoir marcher... en effet, cela allait servir tout au long de cette guerre pour ceux qui gagneraient par étapes la captivité, pour les évadés, demain dans les champs brûlants de l'été 1940, plus tard, péniblement accrochés aux sentiers abrupts des Pyrénées. Et l'on se répétait, à longueur d'étapes, sous la lourde charge du paquetage, les strophes de Péguy :

*« Vous nous voyez marcher, nous sommes la piétaille...
Nous n'avancons jamais que d'un pas à la fois. »*

Curieusement affublés de pantalons de golf, nous avions du mal à ajuster les anciennes bandes molletières qui complétaient la nouvelle tenue réglementaire. L'ordinaire offrait une nourriture fort convenable, mais le matin, le grand chic consistait à aller prendre le petit-déjeuner à la cantine, immense, nette, bien pourvue en croissants frais, café odorant et vin blanc du pays. On y

commentait le communiqué de la veille, la plupart du temps absolument vide ou faisant état de quelques coups de mains exécutés par les Corps Francs. Souvent le sentiment de l'inutile s'emparait de nous, car au fond, nous étions partis avec la secrète nostalgie des grades conquis et des épreuves de la bataille à affronter, avec l'angoisse même du corps à corps ou des bombes, et nous trouvions une existence terne et confortable de jeunes bœufs à l'engrais et nous restions secrètement, sur notre faim. Cet inassouvissement se traduisait par de longues promenades que nous faisions autour de la cour du quartier, à deux ou trois que des affinités de pensée et d'opinion avaient réunis. Je parlais, j'échafaudais des hypothèses, des raisonnements, sans doute assez vains et fous, mais que mes compagnons écoutaient avec sérieux et conviction.

Nous aurions fait une équipe, si le départ pour l'École des élèves aspirants n'était enfin survenu au bout de trois semaines : cette fois, c'était un objectif sérieux qui nous attendait au Fort-Neuf de Vincennes : en trois mois passer le premier peloton de sous-officier, puis trois mois encore d'entraînement accéléré pour la sélection d'aspirant. L'École fonctionnait selon un rythme de formation éprouvé, les élèves étant répartis en brigades, où chacun prenait la semaine à tour de rôle ; cours théoriques et exercices aux pièces partageaient la journée, avec l'entraînement aux armes à feu. Régime de dressage intensif, avec quartier consigné le soir pour nous obliger à travailler le programme.

D'emblée, nous nous sentions pris dans une ambiance d'entraînement, où toutes les connaissances théoriques à acquérir se justifiaient demain par leur utilité, dans la bataille. Fini le farniente, nous trouvions là un champ pour notre besoin d'action accordée à la guerre, si elle devait s'accomplir un jour.

Nous suivions avec un intérêt passionné les descriptions et les consignes de manœuvres de nos pièces d'artillerie, qui étaient installées dans la cour du quartier. C'était à qui réussirait le meilleur temps pour mettre en batterie et suivre le vol de l'avion repéré.

On était alors à mi-chemin, entre l'auto-canon modèle 1914 qu'il nous arrivait encore de servir, auréolé de la réputation d'une ancienne arme rudimentaire, mais simple de maniement et précise, canon de 75 tracté, et les pièces anti-aériennes actuelles qui suivent, une fois le dispositif d'alerte enclenché, le cheminement de l'avion. Il fallait donc que le chef de pièce calcule la trajectoire suffisamment vite pour permettre la manœuvre dans le meilleur temps et cela supposait, de la part des jeunes recrues, la révision de notions pratiques et théoriques.

Nous nous y consacrons avec ardeur, sous l'autorité d'officiers pourvus pour la plupart de diplômes d'ingénieurs. Le sous-lieutenant G..., ingénieur des mines, petit mais cambré et botté, dirigeait l'entraînement de notre brigade avec une lointaine autorité qui ne s'encomrait pas des corvées de chambrée et une qualification technique dont l'effcience s'imposait.

Notre sous-officier, un moniteur de société sportive de banlieue, nous entraînait dans les bois de Vincennes méthodiquement et avec une opiniâtreté qui faisait parfois sourire mais commençait à donner des résultats positifs.

Curieux amalgame – répondant sans doute à quelque doctrine de l'État-Major – que celui qui consistait à faire suivre les cours d'officiers dans de mêmes unités à de jeunes recrues de vingt ans comme nous, et à des hommes de quarante ans que les conseils de révision du temps de guerre avaient récupérés pour le service. Ainsi, nous trouvions dans notre brigade le normand G...

directeur d'école publique, l'Abbé L... qui ayant la charge d'une paroisse, essayait vaillamment d'entretenir un moral de patronage avec plusieurs industriels et hommes d'affaires légèrement blasés et protecteurs, un court et rougeoyant avocat de l'Aude et un sous-préfet courtoisement distant de Lorraine.

Nous partagions la même vie de quartier, les mêmes exercices auxquels ils se soumettaient avec plus de bonne volonté que nous. Bien qu'oubliant leur âge avec nous, ils n'en retrouvaient pas moins le soir, sous la lampe, avant de s'endormir, leurs responsabilités d'adultes, le souvenir de l'épouse et des enfants et leur attitude devant la guerre différait de la nôtre par un degré de gravité accrue.

Vingt ans nous séparaient et si nous étions bons amis, l'artifice de cette fraternité d'armes ne tardait pas à apparaître : les aînés s'efforçaient à une juvénile gaîté, parfois feinte et peut-être plus pénible que la tristesse. Les jeunes maîtrisaient leurs folies passagères et affectaient un faux air raisonnable qui engendrait l'ennui. Parfois, les anciens se prenaient au jeu, s'enivraient, chantaient à la place de leurs cadets. À nous, il arrivait de jouer leur personnage, en sombrant dans des crises de réflexions amères, de regrets d'une vie que nous ne connaissions bien qu'à travers leurs souvenirs.

Ainsi passaient les journées au Fort Neuf de Vincennes, entre les casernements nets et propres et les fourrés du Bois où notre sous-officier instructeur ordonnait des exercices qui ressemblaient davantage à des jeux scouts qu'à la préparation à l'apocalypse des batailles et des bombardements, qui pourtant formait la toile de fond de notre proche avenir.

Les permissions étaient rares en cette période d'entraînement : le mercredi soir, une volée de golfeurs kaki courait vers la station de métro. Paris, encore brillant et enchanteur sous les armes, s'offrait à nous : l'éclairage de guerre estompait la place Clichy et Pigalle, nous goûtions à son juste prix la richesse sans lendemain d'une soirée de féerie chez Jouvét qui jouait *Ondine*...

En sortant de la chambrée où les odeurs d'encaustique et de graisse d'armes dominaient, l'entrée aux velours rouges et or de l'Athénée m'apparaissait comme un refuge, un de ces abris souterrains où survivait, mystérieusement préservée et pour combien de temps encore ? la culture libérée des servitudes et des menaces du temps présent. J'y pénétrais avec un secret plaisir comme on entre dans un bain turc, où le corps va s'imprégner de tous les aromates de l'Orient pendant quelques minutes pour éliminer les poisons intérieurs qui l'affaiblissent et y retrouver la force vitale nécessaire pour continuer avec courage à affronter les luttes et embûches du monde.

D'autres recrues venues de Province comme moi, préféraient les boîtes de Pigalle et curieusement deux d'entr'elles – aujourd'hui disparues – dont l'entrée représentait le Ciel et l'Enfer en baroque carton-pâte. Peut-être recherchaient-ils sans le savoir la même évasion de l'Apocalypse que je trouvais avec une rare dilection au fond du square du Théâtre, à l'entrée et dans les couloirs somptueux et pleins de mystères de la salle de l'Athénée.

Le rideau s'ouvrait et le voyage hors du monde continuait, par le spectacle de ce décor lacustre où évoluaient Ondine et ses compagnes et surgissait la puissante stature du chevalier Hans, « qui cherchait dans ce monde ce qui n'est pas usé, quotidien, éculé », maladroite et gauche, selon Jouvét au sommet de son art, pour incarner le dépaysement, et non seulement celui du héros au milieu de la magie et de l'amour, mais aussi le nôtre en ces temps-là.

Un matin de Printemps éclatant comme ils l'étaient à peu près tous cette année-là... ce fut le 10 mai 1940. La radio nous apprit avec le café du matin la ruée des blindés nazis sur la Belgique, les premiers bombardements massifs des stukas sur les populations civiles. Cette fois, la guerre frappait à la porte. Allait-on, comme l'évoquaient les souvenirs de 1914, nous précipiter par camions et par trains vers les champs de bataille du Nord ? Chacun attendait dans l'anxiété, la cour du quartier ressemblait à une fourmilière sur laquelle un géant venait de poser le pied. Quelques jours plus tard, des camions ensanglantés l'encombrèrent : ils ramenaient les survivants de la promotion qui nous précédait, mitraillés, cloués à leurs pièces d'exercice au camp de Suippes.

Ceux qui n'étaient pas à l'hôpital erraient, avec des pansements légers et l'air hagard, racontant la panique devant le vol rasant et les hululements des « stukas » qui piquaient sur les canons par vagues, sans laisser le temps aux servants de mettre en batterie ni de tirer. L'enseignement d'école, même la manœuvre au tir réel n'avaient pas prévu ce genre d'agression foudroyante, malgré les cadavres et les villes rasées d'Espagne, qui aujourd'hui, en ce matin de printemps fleuri, venaient déposer leurs horreurs ensanglantées sur nos tables bien dressées de petits soldats bien instruits et astiqués.

Dès lors, comme dans les vieux films muets quand le projecteur déraille, le rythme de notre vie s'accéléra et devint saccadé. À la visite de 5 heures, parents et amis venaient nous apporter encouragements et paquets avant un départ pour le front, qui ne saurait manquer. Bien vite il ne fut plus question de monter vers le Nord. L'offensive allemande déferlait sans qu'aucune digue ne puisse lui être opposée, mis à part l'espoir que fit naître la contre-offensive des chars dans l'Aisne. Les civils de la Belgique et des départements du Nord affluaient et parmi eux, mon père mobilisé et surpris fut en permission chez nous pour emmener in extremis ma mère dans le dernier train qui passait d'Aulnoye. Madeleine L... vint me dire au poste de garde du Fort Neuf qu'elle les avait vus à la gare, en transit avec Toulouse comme destination. J'avais l'esprit libéré de ce côté, désormais je pouvais me consacrer à accomplir du mieux que je le pouvais « ma » guerre.

Notre guerre, nous la voyions dure, sans doute terrible, mais certainement victorieuse. Les aléas ne manqueraient pas, et même les défaites comme celle dont la forme se précisait chaque jour davantage devant nous. Nous nous trouverions un jour et peut-être sans tarder, devant l'horreur de l'acier, des bombes d'avion, de toutes les infernales merveilles des nazis, mais tout cela finirait un jour par être dépassé, vaincu. Car l'on vit toujours une guerre, au fond, d'après les récits de la précédente et les péripéties prenaient un autre nom, mais ressemblaient à la Marne, à Verdun et se termineraient inmanquablement par un autre 11 novembre.

Quelques jours plus tard, le colonel commandant l'école nous rassembla dans la cour. Il nous parla ; nous fit savoir que si les Allemands approchaient de Paris, ce qui devenait de plus en plus probable, l'École deviendrait un des points de défense de la capitale et serait tenue comme un fort : c'était notre adhésion qu'il demandait sans le dire, au fond de nos cœurs, elle lui fut donnée silencieusement, sans restriction.

Le lendemain qui était un dimanche, nous creusions autour du Fort Neuf des tranchées antichars qui pouvaient être nos tombes. À peine si les Anciens étaient plus graves, plus habités par une froide résolution. Pour de futurs officiers, se battre pour défendre notre École apparaissait comme un élémentaire devoir. Du moins, ne serions-nous pas mitraillés sans défense et assaillis au

dépourvu, comme nos camarades de Suippes l'avaient été. La terre ne pesait pas lourd sur nos pelles, l'esprit de Saumur nous rendait légers comme il passa plus tard sur l'École de cavalerie et il suffit de peu de choses à la guerre, de s'exalter ensemble dans la sueur en remuant la terre, de retrouver la vieille camaraderie des camps, pour que s'évanouissent les vieilles angoisses et s'élèvent dans le soleil les ailes inconscientes de ce mépris du danger qu'on nomme plus tard d'un bien grand mot, l'héroïsme.

La journée qui suivit en fut le contraire. Dès l'aube, une épaisse nuée obscurcit le soleil : des stocks de pétrole brûlaient vers l'embouchure de la Seine. L'ordre fut donné de préparer nos paquetages et, sans hâte ni bousculade, des camions nous firent traverser Paris déjà déserté, où quelques pauvres hères tiraient des charrettes à bras ou des landaus d'enfants tandis que quelques rares automobiles couvertes de matelas filaient sur les boulevards vides. Un train nous attendait, gare d'Austerlitz, avec ses wagons à bestiaux où nous nous installâmes sans trop de peine avec nos fusils. Destination ? Officiers et sous-officiers demeuraient mystérieux : le savaient-ils eux-mêmes ? En tout cas, le Sud, Bordeaux fut le terme de ce voyage, fort calme au demeurant, marqué seulement par la soif que la chaleur de cet été précoce faisait régner dans nos wagons aux portes closes, où seule la nuit apportait un peu de fraîcheur.

Certes, nous nous posions des questions sur ce repli soudain, qui au fond nous laissait mauvaise conscience quand nous pensions à nos amis qui se battaient au nord de Paris, essayant d'endiguer la ruée des chars allemands fonçant vers Rouen, Paris. Léo lui, était là-bas avec son beau régiment, le 61^e d'artillerie divisionnaire et comme je le connaissais, il devait faire front, comme cette unité de chars dont on se racontait la prouesse, clouant au sol l'avance des blindés allemands sur l'Aisne pendant plusieurs jours. Les hommes se battaient dans les flammes des chars incendiés, s'accrochaient au sol sous le mitrailage des avions hurlants aux croix gammées et nous, nous roulions vers le Midi, couchés sur le sol de notre wagon à bestiaux, comme les rois fainéants sur leur char à bœufs.

Les officiers sentaient flotter cet air épais de mauvaise conscience et de réprobation et ceux d'entr'eux qui ne le partageaient pas, essayaient de nous convaincre avec les raisons mises en avant pour expliquer cette soudaine migration : futurs cadres de notre arme, encore insuffisamment instruits, nous représentions un potentiel qu'il ne fallait pas laisser tomber aux mains de l'ennemi. D'ailleurs notre inexpérience n'aurait rendu aucun service à la défense, au contraire nous n'aurions fait qu'accroître le désordre.

Dès lors, nous étions sur les genoux du Destin... Caserne Nansouty, dans un faubourg de Bordeaux, l'oisiveté nous gagna, le rythme de l'instruction et de l'entraînement était brisé, nous errions entre la chambrée étouffante et la cantine où la voix de la Fatalité se faisait entendre sous la forme baroque d'un vieux poste de radio.

Après l'accélération du vieux film muet c'est son ralentissement au rythme de l'image après image que nous vivions maintenant : le soir nous faisons le mur pour aller dans le centre voir évoluer le monde replié des Administrations et de la Politique. Confusion, affrontements, complots... tels étaient les seuls bruits que nous en rapportions, bien maigre pitance pour alimenter notre angoisse.

Réveil en pleine nuit pour nous équiper en tenu n° 1, fusil et munitions. Nous allons au port pour assurer le service d'ordre au départ du Gouvernement et des parlementaires sur un paquebot

à destination de l'Afrique du Nord. Bien, cela paraît dans l'ordre des choses, puisque les nouvelles de la bataille sont mauvaises et que les Allemands approchent : sauvons ce qui peut être sauvé et puissions-nous partir aussi pour reprendre pied quelque part et échapper à cette atmosphère d'enlèvement. Les heures de la nuit d'été passent... nous sommes dans la cour du quartier les faisceaux formés prêts à partir, nous attendons... Un officier hagard nous renvoie nous coucher en racontant qu'il avait fallu protéger « les fuyards » contre la colère du peuple et « nos chefs n'avaient pas voulu mêler l'armée à cette mascarade ». Qui croire ? Qui ne pas croire ? Nous étions dans une impasse sombre où se préparaient de mauvais coups. Tout cela se passant fort loin au-dessus de nos têtes, ce qui en restait de plus clair pour nous, c'est qu'il n'était plus question de se battre.

À quelques nuits de là, autre alerte : de proches détonations de bombes, les mitrailleuses de la D.C.A. nous précipitèrent à moitié endormis dans les tranchées-abris creusées au milieu de la cour du quartier. Les bombes allemandes tombaient non loin de là sur le port, sur des civils. Les sirènes ne cessèrent de sonner l'alerte jusqu'au petit matin. Les avions ennemis s'approchaient, s'éloignaient, revenaient sans que rien ni quiconque ne vienne entraver leur ronde de mort et d'épouvante. Nous nous sentions à leur merci, c'est sans doute ce qu'attendaient de ce vain massacre les spécialistes de la propagande nazie pour accroître la pression défaitiste sur ce qui restait debout dans ce dernier réduit.

L'atmosphère de Bordeaux en juin 1940... ce qui en parvenait jusqu'à nous traduisait le reste : mornes parties de cartes coupées par l'écoute de la radio à la cantine où de jour en jour ce qui restait de la France s'effiloçait, s'amenuisait. Conversations défaitistes avec certains de nos officiers : « cette guerre a été mal engagée par les politiciens, il faut l'arrêter rapidement pour empêcher le massacre et le chaos. » Et pour couronner le tout, la voix chevrotante de Pétain nous plongeant dans la stupeur et nous rendant évidentes notre inutilité et la défaite.

Quand vous êtes dans une prison, vous ne songez pas à reprocher au prisonnier d'exhaler l'odeur de latrine et de vieille soupe car vous savez que vous en êtes vous-même imprégné et que, si vous restiez longtemps dans ces lieux, elle vous collerait au corps.

Tous les hommes de troupe passaient des journées entières vautrés sur leur paille, à supputer l'avenir. L'un parlait : s'il était du Nord ou de l'Est, les invasions allemandes n'avaient laissé aux siens que misère et ruines. Un autre répondait : la guerre moderne s'est humanisée, on pouvait vivre dans le Midi, toutes ces troupes ennemies en marche paraissaient avoir rompu avec les vieilles dures lois de la guerre. Après tout, disait l'intellectuel, la déclaration de guerre à l'Allemagne nationale-socialiste ayant été une faute, pourquoi pas ne pas repartir à zéro et vivre en paix avec le peuple allemand ? « Nous autres, ajoutait-il, s'il était de gauche, avons voulu faire une guerre idéologique à Hitler ; dans ce genre de conflit, si l'on est battu, on a eu tort. Laissons maintenant les hommes de bonne volonté en France faire la paix avec ces Allemands qui, après tout, sont peut-être aussi des hommes de bonne volonté, même s'ils saluent à l'hitlérienne. »

Loin de ces poisons, l'été montrait ses moissons exceptionnelles et la guerre en devenait d'autant plus irréelle, impensable que sa continuation s'avérait absurde, impossible, que les chefs militaires eux-mêmes en appelaient la fin, sous la menace de l'Apocalypse. Mais le fascisme ? Mais le nazisme ? Qu'était devenue l'Espagne, elle aussi rendue à la paix ?

Un soir, recrues de dégoût, prêts à quitter Bordeaux, nous décidâmes avec quelques-uns de nos « anciens » récupérés, d'aller noyer notre peine chez les filles.

C'était une des « maisons » huppées de la ville mais les blindés ennemis fonçaient à quelques kilomètres de là et la clientèle l'avait désertée. Nous étions seulement notre groupe de quatre ou cinq soldats, assis tout au long des tables sombres du bar cossu avec en face de nous des filles de la meilleure allure, superbes. Mais ce soir-là, leur passivité était faite beaucoup plus de lourde appréhension que du fatalisme coutumier et toutes avaient ces yeux de catastrophe qui plongent dans l'avenir et en demeurent agrandis, pleins de larmes. Les filles et les soldats, lorsqu'une ville va être prise, risquent les mêmes souffrances, les blessures, la mort, à tout le moins une servitude inconnue et c'est sans doute pourquoi, dans ce mauvais lieu et par cette pesante nuit de juin, nous n'avions même plus le désir de chercher ensemble l'oubli. Vint l'heure de la fermeture, aujourd'hui les derniers français... demain, les premiers allemands..., les filles en nous quittant nous embrassèrent comme si nous avions été leurs frères. « Adieu, ne provoquons pas le malheur, nous ne connaissons pas encore la forme aveugle sous laquelle il va fondre sur nous tous et toutes. »

Les civils pouvaient s'agiter comme des mouches prises au piège, les officiers essayer d'expliquer ce que l'honneur militaire n'eût jamais dû supporter, ils survivaient seulement à un monde factice et dépassé. La vérité de la situation et le pressentiment de l'animal devant le danger se trouvaient là et non ailleurs.

On les trouva aussi un autre soir à la cantine quand le récepteur de radio laissa échapper pendant quelques minutes une voix furieuse, inexperte, hurlant sa colère devant la capitulation et terminant par ces mots « ...la guerre continue... », le brouillage se déclencha... un sous-officier fit fermer l'appareil.

CHAPITRE II

L'ENLISEMENT

La lourde main du Destin s'était abattue : en colonne, mais sans marcher au pas nous gagnions la gare de Bordeaux. Portant sur nous tout notre équipement, à bout de bras les cantines qui contenaient nos misérables biens nous avançons comme une troupe de clochards qu'on amène à la désinfection, dans ce doux matin ensoleillé de juin. Les rares passants que nous croisons détournent presque les yeux de notre peu reluisant cortège ; sans doute, ces soldats qui ne s'étaient même pas battus leur faisaient-ils un peu honte, en même temps qu'ils se trouvaient soulagés de voir les derniers uniformes quitter leur ville désormais ville ouverte, ouverte enfin à la fin des alertes et des dangers, ouverte à ce qu'ils croyaient la Paix...

Au détour d'un carrefour, une masse sombre s'avance à l'horizon dans un vrombrissement de moteurs. Un mot parcourt la colonne « les Allemands ! » À mesure qu'ils avançaient sur le côté droit de la large rue, nous pouvions voir plus distinctement de jeunes hommes blonds hâlés, vêtus de longues capotes de cuir. Malgré la chaleur naissante de ce jour de juin ils n'avaient pas l'air le moins du monde éprouvés, pas plus d'ailleurs qu'ils ne semblaient provocants ou fanfarons : plutôt des sportifs au terme d'une course qui ont la ligne d'arrivée dans les yeux et rien d'autre. Rien d'autre, même pas nous dont la ligne rampante et brinquebalante de boîtes métalliques et de valises devait pourtant leur apparaître sur leur gauche. Ils avaient l'air d'appartenir à un autre monde et nous étions sourdement inquiets que, nous trouvant là, ils puissent nous considérer en somme comme leurs prisonniers.

Les impressions se succédaient rapidement en nous-mêmes : les « casques à pointe » de la Guerre 1914-18 dont les récits avaient accompagné notre enfance ; les atrocités commises en plusieurs points de leur avance, que les journaux avaient mises en vedette tant que la guerre avait eu une chance de se poursuivre ; ces petites croix gammées enfin qui apparaissaient à peine en quelque endroit discret sur l'uniforme de campagne, mais marquaient néanmoins ces gars indifférents, d'un signe de terreur...

Les événements s'étaient précipités ces derniers jours : Paul Reynaud et son équipe avaient été effacés comme des ombres, dans un théâtre d'ombres. On avait confiance en lui : pourquoi était-il parti ? Le maréchal Pétain avait gagné le devant de la scène, accompagné de quelques républicains rassurants comme Camille Chautemps et d'une nouvelle équipe, formée en grande partie d'inconnus. À l'applaudissement quasi général, il avait fait le décompte en homme politique opportuniste plus qu'en soldat glorieux : les carottes étaient cuites, la France était le dos aux Pyrénées, à quoi bon continuer ce jeu de la guerre ? En foi de quoi, l'Armistice étant sur le point d'être signée, les Allemands marquaient le pas à quelques kilomètres de Bordeaux, en attendant que les dernières troupes françaises l'évacuent.

Ils avaient même légèrement anticipé sur le scénario, puisqu'ils arrivaient déjà. Ou bien est-ce notre intendance qui nous avait mis dans cette pénible situation par un retard ? Plus tard dans nos cantonnements, on s'interrogea longuement sur cette péripétie : par quelle chance les Allemands,

si friands de prisonniers partout ailleurs, et qui ne s'étaient pas gênés pour diriger sur les camps des troupes désarmées et même des invalides et des blessés, avaient-ils fait une exception pour les troupes cantonnées à Bordeaux pendant les préliminaires de l'Armistice ? Quel rôle ces troupes, ou en tout cas la menace qu'elles faisaient peser, avaient-elles joué dans l'évolution des esprits ? Est-ce pour cette raison que d'un commun accord, la captivité leur fut épargnée ?

Après le transport sous l'ardent soleil de juin, Nérac fut une halte d'ombrages et de larges avenues, où nous nous mettions à l'abri, en quelque sorte de la guerre. Nous y serions bien demeurés quelque temps, mais la petite ville de Gascogne servant aussi de refuge à l'état-major de la Marine et à son illustre enfant, l'amiral Darlan, il nous fallut donc aller plus loin.

Des camions nous embarquèrent avec tout notre matériel – y compris nos canons d'exercice – et ces pièces d'artillerie antiaériennes auraient pu protéger à elles seules tout un convoi. Notre cantonnement s'établit au petit village de Bruch, non loin de Pont-Sainte-Marie.

L'été flamboyait sur la plaine où les récoltes attendaient la moisson et les vergers promettaient d'amples cueillettes. Mais il restait peu de moissonneurs au pays et peu d'hommes pour la cueillette. Où étaient-ils ? Personne n'en savait rien, car en cette période de défaite dissimulée sous la paix, les lettres n'arrivaient plus, les trains s'étaient arrêtés, le téléphone, on ne se doutait même pas qu'il continue à exister. Peut-être sur les routes de France en train de revenir en maraude, dans leur village en se cachant des patrouilles, en se ravitaillant aux écarts. Peut-être, pour les plus disciplinés, dans des camps ou en colonne le long des routes pour gagner la captivité. Peut-être même qui sait ? en Grande-Bretagne où quelques combattants avaient trouvé refuge.

Cependant, les habitants qui auraient pu concevoir quelque rancœur de nous voir arriver chez eux, jeunes et sans avoir combattu, alors que leurs soldats se trouvaient au danger ou à l'aventure, dans l'ensemble, nous reçurent avec une large hospitalité, nous disant qu'ils souhaitaient que les leurs trouvent, là où ils pouvaient être, le même accueil.

Il en est ainsi à la guerre : c'est une vaste loterie où chacun pose sa mise : ses biens, sa vie. Puis en tire ce que le sort veut bien lui envoyer : la ruine, les blessures ou bien la victoire et le bon temps. Curieusement, personne ne se révolte ni ne s'indigne outre mesure. La résignation à la guerre est sans limite et avec elle une solidarité de troupeau où la passivité de tous laisse échapper seulement parfois un geste, un calcul qui a toutes les chances d'apparaître soit comme une folie, soit comme un coup de génie.

Notre Brigade eut pour partage une remise à foin située à la sortie du village, près d'une ferme dont les métayers étaient italiens. Ils nous vendaient des œufs, du lait et des fruits et leur fille, brune aux traits réguliers, allait et venait parmi nous. Les premières semaines se passèrent dans l'oisiveté la plus complète et l'hospitalité la plus large des habitants du village. Le mythe du retour à la terre prenait corps et la première nuit de notre arrivée, nous avons dormi sur des tas de vieux foin, face à la tiède nuit étoilée dans une sorte de ravissement.

Certes, le lendemain au réveil, ce foin qui avait tourné ressemblait plutôt à du fumier et les commodités de l'eau courante et du miroir au mur pour se raser, commencèrent à manquer. Mais la chaleur du soleil montant, l'odeur des blés mûrissants, nous firent vite oublier ces misères et, une cigarette aux lèvres, nous n'étions pas loin du bonheur parfait.

Il y avait parmi nous les habiles qui mettant à profit leur fortune et leurs relations s'installèrent rapidement chez les propriétaires des alentours et dès lors, menèrent la vie de château profitant au mieux de ces vacances forcées pour se hâler, faire du sport et se livrer aux plaisirs de la vie de société à la campagne ; les actifs qui prenaient plaisir à aller suer dans la plaine, à ramasser les gerbes et gratter la terre du râteau jusqu'au crépuscule et à revenir au cantonnement éreintés, mais ayant perdu tout souci de la chair ou de l'esprit ; et enfin quelques irréguliers dont j'étais qui travaillaient à leur gré, sans s'astreindre à revenir plusieurs jours de suite, passaient des heures à rêver et à s'interroger, battaient la campagne, insatisfaits et mécontents d'eux-mêmes.

C'est que les autres trouvaient l'oubli dans leurs conventions sociales ou leur travail éreintant, tandis que nous n'arrivions pas à retrouver notre équilibre dans ce temps d'été trompeur qui n'était pas un vrai repos, mais une accalmie grosse de larmes et de sang. Nous paraissions les inadaptés de cette période où tout était faussé, depuis les officiers qui ne s'occupaient plus de nous, jusqu'aux chœurs chantés qui commençaient à bercer la vieille rengaine vichyste, la messe de plus en plus fréquentée et ceux qui n'y allaient pas, écartés du recrutement pour les cadres des Chantiers de Jeunesse.

Tout cela prit corps, lorsque les organisateurs de la défaite imaginèrent une trouvaille : les cours théoriques reprirent dans la salle de classe fermée pour les vacances : on nous arracha aux paradis des fleurs et des fruits de Gascogne pour nous envoyer sur les bancs de l'école, où pénétra, botté, monoclé et en grand uniforme, le colonel S... le grand théoricien de la défense antiaérienne pour reprendre sa craie au tableau noir et nous enseigner les subtilités de la recherche de l'objectif mouvant. Il était dommage qu'à son entrée, nous ne pouvions plus claquer des talons quand le chef de brigade criait « fixe », car nous avions adopté comme chaussures les espadrilles locales. Sans doute, les instigateurs d'une telle mascarade ont-ils dû l'évoquer comme un fait d'arme et expliquer après coup un tel soubresaut tardif par la volonté de tenir l'armée de l'Armistice prête à reprendre sa place au combat. En réalité, nous les entendions parler chaque jour et nous savions bien que leur idéal du moment se bornait à vénérer le maréchal et à conspuer De Gaulle et les Anglais, mais il leur fallait reprendre leurs habitudes et leur vie de quartier, comme de malheureux déments continuent à rire et s'agiter sous la douche.

Un terme fut mis à ces excentricités, lorsqu'une commission allemande d'Armistice, en bordée dans la contrée, manqua tomber foudroyée d'indignation devant nos pièces de 75 fièrement dressées sur la place du village. Dès le lendemain, nos officiers déconfits nous firent transporter toutes ces belles armes au dépôt d'Agen où elles furent dûment réceptionnées et prises en charge par des gardes-mites vert-de-gris.

On ne peut imaginer la douceur de cet été 1940 : pendant le jour, le soleil ne cessait de resplendir, emplissant d'une sorte de complète hébétude la nature et les humains. Chercher un coin d'ombre, accomplir quelques travaux à la place des absents pour gagner un peu de vin – Dieu ! que ce vin blanc sorti tout frais d'un vieux tonneau enfoui dans l'ombre d'une resserre, a pu réconcilier de pauvres hères perdus, abandonnés, avec le goût de la vie et l'énergie de durer ! – passer à heure fixe dans le chaud préau de l'école pour trouver la pitance que nos gradés ravitailleurs s'ingéniaient à détecter en battant le pays, nous passions ainsi insensiblement et sans penser, du lever du jour jusqu'au moment fiévreux de gagner notre coin de grange à la nuit tombée.

Le lait, les fruits ! Dans de vieilles bouteilles, nous allions chercher notre provision à la ferme, attendant avec impatience que les filles aient fini de traire leurs vaches. Le vieil Italien comptait nos sous d'un air soupçonneux, car il avait dû éprouver quelques déboires avec des gaillards coupés de leur approvisionnement en mandats. Et aussitôt, assis dans un coin, nous nous précipitions goulûment sur cette blancheur qui sentait l'herbe, le goût fort des animaux, qui finissait par nous répugner un peu à vrai dire, ainsi crue et monotone jour après jour, mais qui nous attirait obscurément comme une source universelle de vie et de durée.

Les fruits nous étaient offerts dans une profusion inouïe : la récolte, comme on en avait rarement vue, les cueilleurs absents, loin de leurs cageots, les arbres ployaient à tel point que c'était rendre service que de les cueillir sur l'arbre pour éviter aux branches de casser.

Nous connaissions à peu près chaque spécialité de ces belles pêches de la vallée de la Garonne, celles juteuses et légèrement acides qui rafraîchissent au milieu d'un après-midi brûlant ; ces énormes jaunes, qui à deux ou trois exemplaires, suffisent à compenser un repas du soir. Les petites, sans valeur, accompagnant le petit-déjeuner du matin, alternaient avec les magnifiques fruits de cageots qui, en d'autres temps, gagnaient à grande vitesse les tables de la Capitale.

Et dans ce temps pourri, même cette profusion contribuait à aggraver notre misère : cette alimentation désordonnée, prise aux hasards d'une fringale ou d'une grande soif, ruinait nos estomacs et finissait par rendre malades les plus solides. Nous nous traînions alors, vidés dans tous les sens du terme, écœurés et misérables, sous l'œil distrait et impuissant du médecin militaire qui attendait, comme nous tous, sa démobilisation.

Une autre source d'humiliation et de misère était le manque d'eau pour se laver et se baigner. Certes, il y avait bien quelques points d'eau, mais il fallait y prendre son tour, ménager la consommation pour ne pas priver les fermiers et leurs bêtes. Les premières semaines, nous n'y primes pas garde, mais rapidement, l'absence d'une douche ou d'un bain dans cette chaleur qui collait les lourds vêtements militaires sur notre peau, devint très pénible. Des baignades furent organisées au canal proche, mais il fut mis à sec, quant à la Garonne, ce n'était plus qu'un filet d'eau au milieu de son lit désertique.

La rentrée des récoltes nous chasse en même temps de notre grange, à la sortie du village et c'est dans une bicoque abandonnée du bourg, près de la vieille porte monumentale que les quelques rescapés de notre brigade transportent leurs misérables dépouilles. Les plus assoiffés de confort choisissent, par une vieille survivance bourgeoise, de camper à plusieurs dans la salle à manger et la chambre. Pour moi, une soupente sans fenêtre au rez-de-chaussée rencontre mon goût du moment pour la solitude et la méditation. J'y traîne un matelas et ma caisse métallique qui contient encore quelques classiques, Vaubourdolle, un Sénèque et une traduction de Platon. Socratique est en effet l'installation de cette soupente où je médite, couché, à longueur de journée, souffrant d'une sorte d'eczéma au visage qui, m'empêchant de me raser, me laisse hirsute.

Peu ragoûtant, certes, est mon aspect et combien je pardonne à nos officiers qui me voyant dans ce triste état comme un vivant reproche sans doute et comme l'image de leur misérable volonté, si ballotée et si suspendue aux homélies des gens en place, m'estimèrent indigne d'endosser le bel uniforme vert pour aller exercer un commandement entraînant et enthousiaste aux Chantiers de Jeunesse : « Esprit anarchisant, peu de dispositions pour exercer l'autorité » tel fut à peu près le jugement sans appel qui m'éloigna des vertes prairies et des chants choraux

auxquels un certain nombre de mes compagnons aspiraient, car ils représentaient un incontestable éden par rapport à notre pourrissoir et les perspectives d'avenir y semblaient plus assurées.

Il ne pouvait en être autrement : peu à peu, imperceptiblement, mais inexorablement, sont mises au ban les anciennes valeurs. Le sable de la défaite monte, monte, et arrive à tout niveler, à supprimer les reliefs, jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un vaste désert. Si quelques monuments, tenaces témoins du passé, veulent encore surnager au-dessus de l'enlissement général, alors, les maîtres du moment n'hésitent pas à les dynamiter.

Ainsi l'école publique veut encore rallier les fidèles d'une certaine notion de démocratie : aussitôt les petites feuilles qui ont remplacé les vrais journaux la rendent responsable de l'esprit de scepticisme et de la défaite. Cette accusation énorme, inouïe, devient le thème des conversations puis, peu à peu, la croyance officielle. C'est qu'habituellement, elle prend le relais de mille calomnies qui ont couru de bouche à oreille ces dernières années dans les milieux fascistes, et trouve chez certains un terrain favorable. Pour moi, une pièce de ma maison s'effondre, car cette école publique maintenant calomniée, c'est ma mère spirituelle, j'ai pu juger par moi-même de son désintéressement, de la multiplicité de ses opinions, de la tolérance qu'elle savait pratiquer. Dans quel monde allons-nous vivre désormais, si de telles folies deviennent la doctrine officielle ?

Mes amis politiques deviennent à leur tour les cibles des seigneurs de la défaite. Déjà, Bordeaux avait vu de louches hommes de main exercer la violence contre les principaux leaders républicains. Depuis, au cours de ces dernières semaines l'étau se referme inexorablement sur eux : les uns sont mis en accusation, avec de bas moyens de police pour les déshonorer.

Pour eux, la zone libre devient comme un piège de chasse avec au fond le filet des Pyrénées derrière lequel Franco dresse son mur, infranchissable pour le moment. Tous y viennent chercher refuge, comme les Allemands anti-nazis, les Juifs de toute l'Europe qui n'ont pu s'échapper à temps et vont et viennent comme des oiseaux sauvages qui s'affolent et se précipitent, dans un mouvement désordonné, contre les dures parois de verre de leur cage. Une fois le journal nous apprend que Léon Blum est placé sous surveillance pour avoir protesté dans un article contre l'interdiction de la franc-maçonnerie. Une autre fois, c'est Paul Reynaud qui est livré en pâture à la malveillance des amateurs de ragots à sensations avec sa vie privée et l'aventure de deux de ses collaborateurs qui ont été trahis dans une aventure d'Espagne. Insidieusement, la calomnie fait son chemin, rencontrant d'ailleurs certains griefs légitimes que l'on pouvait faire valablement au régime défunt, en un habile amalgame, qui mêlant le vrai au faux, peut être accepté en bonne conscience par la masse indifférente et meurtrie.

Par contre, les rares Français disciples de Hitler ou du moins ceux dont les idées de toujours présentent quelques affinités avec les siennes, notamment sur l'antisémitisme, l'hostilité à la démocratie présentée comme une décadence, ceux-là ressurgissent de l'enfer ou du purgatoire où la guerre les avait plongés : le plus illustre d'entre eux, Laval, tient les rênes du pouvoir et au hasard des nominations, met lentement ses hommes en place, tandis que ceux de la République descendent à leur tour au purgatoire et à l'enfer.

Curieusement, le grief majeur articulé contre le Régime disparu, c'est le goût pourtant fort naturel à l'homme d'améliorer sa condition matérielle et d'accéder dans la justice aux dons supérieurs de l'existence, à la culture, aux loisirs. Cet élan et ces aspirations naturels sont travestis en esprit de jouissance malfaisant, tandis qu'une sorte de vieux masochisme remonté de l'arrière-

boutique du temps exalte le travail surtout manuel, le retour à la vie primitive à laquelle nous condamnons, bon gré, mal gré, la défaite. Que l'on se résigne à cultiver la pomme de terre parce que les Allemands nous volent nos belles récoltes soit, que l'on se remette à gratter le sol avec de vieilles charrues à bras, parce que notre acier s'achemine par wagons outre-Rhin, nous n'y pouvons rien, hélas ! puisque nous sommes battus. Mais que l'on nous demande d'ériger ces expédients en éthique pour les Français de demain, rares sont ceux qui perçoivent l'aberration sous l'assurance des déclarations officielles.

La capacité d'absorption des pires insanités ou escroqueries politiques par un peuple ou une masse qui vient d'être matraqué par un coup sans rémission comme une défaite consommée ou une menace toute proche de cataclysme, constitue à chaque fois une surprise assez ahurissante mais néanmoins, une donnée historique dont il faut tenir compte au cours d'une vie, si l'on ne veut pas périr sous les décombres de ses illusions. Nous autres Français, en particulier, si sensibles aux faux pas d'un pouvoir librement choisi et légitime, si particularistes et si divisés en nuances de pensées multiples par temps calme, nous semblons depuis vingt ans nous raccrocher dans la tempête aux réalités terre à terre de la survie matérielle et individuelle, tolérant alors dans la plus totale indifférence des renversements politiques bouleversants et déchirants, dont la centième partie en période normale eut suffi pour nous jeter dans la rue et déclencher la révolution et les crises.

Je pense à Léo Lagrange, je lis chaque matin *La Petit Gironde* jusqu'à la dernière de ses maigres colonnes, mais pas un signe, pas une nouvelle. Il est vrai qu'en ce mois de juillet-août 1940, des millions de Français sont ainsi perdus, disparus. Lui qui fut, pour la première fois, le jeune et brillant « ministre des Loisirs » lui qu'une marée de jeunes, en 1936, portait en triomphe sur les routes, dans les auberges de Jeunesse des premiers congés payés qui ouvraient à des malheureux qui ne les avaient pas connus jusque-là, les chemins de la mer, de la montagne, de la Provence et de la Côte d'Azur, lui qui était tant admiré, entouré, comme l'idéal vivant de la Jeunesse, de la Culture, du monde de Demain, où vit-il, où souffre-t-il, où lutte-t-il ?

Pour moi, son absence prolongée me prive d'un directeur de conscience, en quelque sorte, car s'il était revenu, je lui écrirais, j'irais le voir, nous ferions beaucoup mieux le point avec lui, au milieu de ces sables mouvants où nous perdons pied à trop attendre. Mais pour lui, au milieu de ce déferlement de haines recuites et hypocritement cachées sous les bons sentiments, peut-être vaut-il mieux qu'il demeure dans cette « aura » mystérieuse de l'éloignement, de l'absence, de l'inconnu. Car les tyranneaux du jour seraient capables de voir en lui, en ses loisirs, la personnification du mal, la cause innocente de tous nos maux ; de l'enfermer, sous un prétexte quelconque et peut-être même celui de sa sécurité et de lui monter un de ces procès dont on ne sort pas, car le verdict est fixé par avance.

D'ailleurs, même éloigné, même perdu, l'événement donne raison à Léo Lagrange : le clivage des opinions s'opère tel qu'il l'avait prévu, non point tant entre gens de gauche et gens de droite, mais entre une certaine tournure d'esprit de faiblesse et de compromission vis-à-vis de l'hitlérisme et de ses tièdes décoctions françaises, qui s'étend de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, et une autre position qui n'est point tant de regret d'un passé aboli, mais plutôt de refus devant l'abaissement et l'acceptation de la victoire momentanée d'une cause que l'on sait mauvaise.

Il est tellement vrai qu'un pas accompli vers le progrès ne peut être annulé, mais qu'il doit être admis, bon gré mal gré, par ceux-là mêmes qui en furent les adversaires idéologiques, que Vichy

reprend, sous deux formes différentes, des novations de Léo Lagrange en créant un Secrétariat à la Jeunesse et un haut commissariat aux Sports. Ce ne sont, bien sûr, que de pâles copies : l'idéal présenté ces aspirations de la Jeunesse consistant essentiellement à aller fatiguer ses muscles à abattre des arbres dans les vastes forêts et à faire du charbon de bois pour alimenter les gazogènes. Le sport sert surtout à illustrer les visites dominicales du maréchal Pétain dans les villes de province et il est servi à une sauce folklorique assez nocive, dans la mesure où elle s'efforce – sans succès – de détourner les esprits du drame de la Grande Patrie, pour les distraire sur les coutumes en voie de disparition et les gloires locales du passé. Il arrive même que les dirigeants rappellent l'œuvre de Léo Lagrange, en prenant bien soin de la désinfecter de tout son environnement de 1936, c'est-à-dire en l'atrophiant, comme si l'on croyait rendre hommage à un coureur de fond, en présentant l'image écorchée des muscles de sa jambe.

Tout concourt à l'abjection dans cet été finissant, comme l'écrit un des acteurs du drame (1) : « J'enfouis ma tête sous la cendre. » À peine si de temps en temps, en captant une émission de Londres, on peut se rendre compte que le monde libre tourne encore, bien que nous l'ayons quitté, et que Hitler n'a pas encore gagné la guerre. Mais l'accablement gagne les plus vaillants, car on s'installe dans cette situation de défaite : fort habilement, de petites soupapes sont ouvertes périodiquement par les Allemands et le pouvoir de Vichy, comme on sort de temps en temps le prisonnier de sa cellule afin qu'il ne devienne pas fou : des cartes imprimées permettent d'échanger quelques brèves nouvelles, de vie ou de mort, avec les Français de la zone occupée au-delà de la Loire. La pénurie du ravitaillement s'organise et les cartes de rationnement font leur apparition, ce qui contente le sens bien connu d'égalité et de justice du peuple français... pour le moment.

Il n'est pas jusqu'aux prisonniers qui ne commencent à donner signe de vie, posant un des points d'interrogation les plus gros aux partisans de la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne : si le vainqueur est magnanime et si nos peuples sont frères, pourquoi garder en esclavage des millions de soldats français dont les familles réclament le retour ?

Ainsi, ces petits ballons d'oxygène permettent de faire vivre la grande masse dans la résignation et à l'abri de la révolte. Quelques autres expédients contribuent à tromper les faibles et les éternels gogos, tel celui qui consiste à flatter les Anciens Combattants de 1914-18 et à les constituer en une Légion, qui est en quelque sorte la garde d'honneur du Régime, avec ses bérets, ses décorations et ses moustaches gauloises.

Quelques mois plus tard, toujours mobilisé, je fus versé dans un régiment d'artillerie à Toulouse et j'allais finir ma courte carrière militaire à Montauban, dans un régiment de cavalerie. Je me trouvais en compagnie de gars qui aimaient bien le vin rouge et les chevaux. Ils m'aidaient dans mon apprentissage de garde-écurie et de cavalier débutant et certains avaient à mon égard des attentions vraiment touchantes, dont je me souviens avec infiniment de reconnaissance. J'aurais fini par devenir un cavalier acceptable, si je n'avais pas eu à faire à un lieutenant dont je me bornerai à dire qu'il eût réalisé un parfait adjudant, selon Courteline. Il y a chez certains officiers de cavalerie, une morgue insupportable et une parfaite méconnaissance du sens humain qui détruisent malheureusement en eux toutes les qualités dont cette arme s'honore. Sans que je sache jamais pourquoi, simplement peut-être parce que j'étais artilleur et que j'avais eu l'audace de lever les yeux vers la carrière d'officier, cet individu grossier s'ingénia à m'infliger les pires vexations.

(I) Léon Blum

La mesure était comble, j'aspirais à reprendre la vie civile et mes études interrompues à leurs débuts. Je fis des plans la nuit ; en prenant ma garde d'écurie dans l'immense manège où étaient venus échouer toutes les rosses et tous les canassons de l'armée française, survivant à la débâcle. Je n'eus de cesse, que lorsque je retournais enfin à la vie civile, puisqu'aussi bien, la défaite étant consommée, l'armée de l'armistice ne servait plus qu'à procurer des gardes d'honneur au vieux Maréchal pour ses pérégrinations et homélies dominicales.

J'arrivai à Toulouse une fin d'après-midi, le jour de Noël, trop tard pour assister au mariage de mon cousin : le repas de noces était terminé, les mariés et leurs invités étaient partis s'amuser en ville. J'arrivais dans mon costume miteux de démobilisé, qui ressemblait à la tenue grise d'un pensionnaire d'hospice, ce qui jetait une note divergente dans la gaieté ambiante. Je sortais d'ailleurs d'un autre monde et n'ayant jamais aimé les transitions trop brutales, je suis assez long à me mettre au diapason ; je me contentais de dévorer quelques reliefs du festin que ma bonne mère avait mis de côté à mon intention.

Déjà commençait cette longue période de la faim, les débuts en étaient insidieux, le café perdait sa riche odeur au moment où l'eau commence à passer sur le grain moulu ; le pain n'était déjà plus cet accompagnement plus ou moins superflu, que l'on consommait distraitemment autrefois ; il devenait un aliment en soi, attirant les regards par la dégradation progressive de sa blancheur et de sa qualité. On eût dit que la défaite s'insinuait partout comme une infection qui contaminait le bon aloi et le bel aspect des choses.

En cette fin de l'année 1940, ce n'était encore que des signes avant-coureurs, car à ce repas de noces chez mon oncle, rien ne manquait sur la table. Il est vrai que chez eux, on avait toujours eu le culte du bien-manger, de l'hospitalité et de l'abondance. Les derniers jours de l'année se passèrent donc dans cette atmosphère de fête, que presque rien ne venait troubler, sinon de temps en temps, l'évocation d'un absent ou la conscience plus aiguë de notre exil.

Car nous avions tout perdu : mes parents avaient abandonné précipitamment, quelques jours avant l'arrivée des Allemands, notre maison du Nord, d'un confort modeste, mais où rien ne manquait, n'emportant avec eux qu'une ou deux valises contenant leurs pauvres richesses d'ouvriers : quelques souvenirs de famille, un peu de linge, laissant notre pauvre petite chienne Marquise, bâtarde noire et blanche au poil légèrement frisé – petite tache de tendresse aveugle s'agitant dans nos jambes, aux bons soins de notre propriétaire.

Notre nouveau logis était fait d'une cuisine et d'une chambre, faisant partie d'une villa, au fond de la cour. Il était meublé fort sommairement d'un vieux poêle, d'un lit pour mes parents prêté par l'oncle Marius et d'un étroit divan pour moi, qu'il fallut rallonger d'une planche, car mes pieds dépassaient. Quelques rayonnages en caisses de savon, fabriqués par mon père, complétaient le tout et contenaient soit les ustensiles de cuisine, soit notre linge.

C'était à la fois minable et gai. Minable par une foule de détails : les cabinets communs aux quatre ménages qui occupaient les différentes parties de la villa ; l'absence de tout-à-l'égout qui nous obligeait à voir couler les eaux de vaisselle devant la porte ; et surtout le froid, car les murs étaient minces et au-dessus du plafond, les rats couraient entre le toit. Le charbon devenait rare, il fallait choisir le moment le plus utile pour faire ronfler le poêle de la cuisine. Nous étions parfois engourdis de froid et je ne connais rien de plus triste, lugubre et déprimant, c'est pour moi un des aspects les plus frappants de la misère.

Gai, car il n'y avait aucun abattement chez nous. Au fond, aucun de nous n'avait été touché dans ses forces vives. Si l'épreuve avait été rude pour ma mère, de quitter sa maison, le cadre de sa vie depuis vingt ans, elle n'en avait pas moins éprouvé une grande joie à retrouver son Midi et sa famille. Son Midi en premier, qu'elle m'avait toujours raconté dès mon enfance comme un Eldorado, hors de notre atteinte, hélas en raison du prix élevé du déplacement en chemin de fer : dans ce Midi, il faisait chaud, la vie était facile, on y trouvait à volonté ces fruits et ces légumes qu'elle s'évertuait à rechercher en été chez les marchands de primeurs du Nord pour me les faire goûter : les tomates, les aubergines – mais le prix du ticket de chemin de fer était si élevé et nos moyens toujours si précaires que la périodicité de ses voyages était de l'ordre de sept ans. Quant à moi, il me fallut attendre mes dix-sept ans et la ruée générale vers les voyages de 1936, pour connaître, dans mon âge de raison, la chaleur du soleil sur la grasse plaine Ariégeoise et les derniers reflets de neige éternelle sur les Pyrénées.

En outre, ma mère vouait une adoration à son frère aîné, Marius. Il représentait pour elle, par sa grande taille et la modération de ses pensées, une sorte de refuge et de recours universel qui ne s'était jamais démenti au cours de son existence difficile. L'éloignement avait encore accru, comme il arrive souvent, cette auréole de prestige et une situation matérielle modeste, mais assise, faisait de lui pour ma mère, la réalité incarnée de la sécurité.

Aussi, vivre dans son Midi, à une centaine de mètres de son frère qu'elle verrait tous les jours, c'était déjà pour ma mère un stimulant sans égal. Mais il serait injuste d'attribuer à sa vaillance une seule cause affective : entre son mari et son fils, retrouvés vivants, grâce à Dieu ! alors que tant de foyers étaient meurtris d'absences temporaires ou à jamais, refaire sa vie et repartir à zéro lui apparaissaient comme une aventure qu'il n'était pas question de ne pas tenter avec courage, avec d'ailleurs un côté drôle et cocasse qu'un trait particulier de son caractère lui permettrait de saisir. Elle adorait, par exemple, passer deux fois aux « queues » pour profiter de l'inattention du commerçant et s'assurer double ration pour sa maisonnée. Ou encore partir en expédition à la recherche de provisions contingentées, et tromper la vigilance des employés du ravitaillement, en emplissant son giron d'un sac de haricots, spécialement conditionné à cet effet : ses formes rebondies, à elle qui était assez menue, devenaient une source de rires aux larmes lorsqu'elle les dégonflait tout d'un coup en « lingots » ruisselants sur la table de la cuisine.

Là encore, l'entreprise d'enlèvement fonctionnait, car des milliers de foyers se rebâtissaient ainsi précairement, dans une fausse sécurité. Notre gaieté et notre entrain font penser à ceux des enfants qui construisent des cabanes de joncs et de branchages avant ou pendant l'orage. Ils prennent plaisir à s'assurer un abri bien à eux, qui ne doivent rien au monde des grandes personnes. Mais comme ils le construisent dans l'orage, ils ne tiennent pas compte de la pluie et des bourrasques prêtes à fondre du ciel qui vont rendre cet abri dérisoire et l'anéantir.

Dans le même ordre d'idées, nous avons, bien avant 1940, redécouvert Charles Péguy. Léo Lagrange aimait à citer ces vers :

*« Vous nous voyez marcher, nous sommes la piétaille
Nous n'avancions jamais que d'un pas à la fois. »...*

pour illustrer la lenteur et la patience des conquêtes ouvrières.

Péguy, pendant cette période, est systématiquement utilisé, mais exclusivement sous son aspect : retour à la conscience du travail bien fait, attachement au vieux fond du métier, de la terre, de la famille. Mais ses exploiters officiels se gardent bien, naturellement, d'appeler l'attention du public sur ses débuts anarchisants et socialistes et davantage encore, sur sa conviction de résistance à la bêtise, au racisme, au nationalisme étroit, dont son large souffle s'écarte tellement qu'il en est l'antidote.

Revenu à la vie civile, il me fallait gagner ma vie et terminer ma licence, c'était la préoccupation la plus immédiate, car il importait d'abord de subsister. Je trouve assez facilement un poste de maître d'Internat au lycée de Toulouse, dans un milieu de jeunes étudiants et professeurs qui pratiquaient fortement la solidarité et la compréhension.

Quant aux études, sevré par le service militaire, je suis pris par une boulimie intellectuelle assortie d'une sorte d'impuissance à fixer mon attention : je volete des cours de philologie à ceux d'archéologie et d'Antiquités grecques et latines, je suppute le grec, qu'il me fallait étudier pour ma licence de Lettres classiques, sans parvenir jamais à m'y mettre vraiment.

Ce marivaudage intellectuel s'avère assez agréable, mais en réalité, plein de germes de néant. À tel point qu'encore aujourd'hui, quand mon esprit est surmené, un cauchemar évoque cette période : je suis des cours en amateur, je ne parviens jamais à obtenir un résultat, à enregistrer un succès... et je me réveille, transpirant dans l'angoisse de cette vie perdue.

CHAPITRE III

HIVER 40-41

NOUVELLE DE LA MORT DE LÉO LAGRANGE

Léo Lagrange... Que pouvait-il bien être devenu ? La plupart des gens se trouvaient perdus dans un brouillard sans fin. De temps en temps, tout à coup, le voile opaque se déchirait sur un ami à cent lieues de l'endroit où on l'avait quitté six mois plus tôt. Léo avait-il réussi à passer à Londres avec De Gaulle qu'il connaissait et avait reçu, rue de Tilsitt ? Était-il parqué dans un de ces camps de prisonniers qui jalonnaient la route vers l'Allemagne ? Mais alors, quel sort les nazis réserveraient-ils à un antifasciste aussi notoire ?

Léo Lagrange était en opérations avec son régiment, le beau 61^e d'artillerie, dans le secteur Aisne-Ardenne, et il n'y avait pas d'in vraisemblance à ce que, par Boulogne, ou la Normandie, ou la Bretagne, il ait pu rejoindre la France Libre à Londres. S'il avait survécu, cette détermination était même absolument dans la ligne de sa conduite et de sa pensée des dernières années, souvent exprimée dans le cercle de ses intimes et publiquement, dans le journal *Agir* qu'il avait fondé avec quelques-uns de ses amis politiques pour lutter contre le lâche engourdissement général qui suivit Munich.

Léo Lagrange, libre et en vie, ne pouvait être qu'auprès de De Gaulle, s'il avait réussi à franchir la Manche : sa robuste confiance dans les destinées de notre pays, le dégoût physique qu'il éprouvait pour tout affaïssissement, toute capitulation, ne pouvaient avoir que cette issue logique. N'avions-nous pas entendu pour la première fois prononcer le nom de De Gaulle par Léo, à une réunion de la section socialiste d'Avesnes en 1936, en des termes qui définissaient en lui un des rares et ultimes recours ?

Une foire aux nouvelles se tient, certains dimanches du mois, sous les arcades de la place du Capitole : les gens du Nord et de l'Est, maintenant zone interdite, viennent y chercher quelques traces de parents et d'amis. Dans les cafés voisins, de grands tableaux noirs posent des questions : « demande nouvelles de M. X... de Roubaix... prévenir M. Y... à Saint-Gaudens... » ; apportent quelques maigres réponses : « L... en bonne santé, est replié à Châteauroux... ». En buvant des tasses de café ersatz et de bière sans houblon, les conversations se mêlent d'une table à l'autre, partageant les incertitudes.

L'hostilité à l'égard du régime de Vichy y est née plus tôt que n'importe où ailleurs, car les gens du Nord lui reprochent d'avoir consenti à un abandon sans phrase de leurs départements ; on ne peut rentrer là-bas, en zone interdite, et les laissez-passer ne sont plus délivrés par Paris, mais par la Kommandantur de Bruxelles.

Aussi, la colère monte dans les rangs des réfugiés : aux réunions de l'Association officielle, le ton s'élève : les comptes rendus faits par les dirigeants de leurs démarches à Vichy expriment l'indignation et la colère. La résistance courageuse des Anglais est chaudement applaudie, sans aucun souci des oreilles indiscretes et des rapports qui peuvent en être faits à la police. Ces réunions deviennent une sorte de renouveau de la vie des cafés et brasseries du Nord, où chacun

exprime librement sa façon de penser, d'autant plus fortement qu'il y a unanimité sur les conclusions : puisqu'avec les Allemands et Vichy, le Nord est sacrifié, il ne reste plus qu'à espérer dans la victoire des Anglais et de De Gaulle, qui, de surcroît, est un enfant du pays.

Au lycée, nous formons une petite colonie de Nordistes : quatre au total, dont un ancien officier de l'artillerie coloniale que les études n'intéressent plus et qui ne songe qu'au moment où il pourra recommencer à en découdre contre les Allemands. Bâti en géant, il maintient les traditions du vieux Nord, si loin et maintenant interdit, et souvent avec lui, nous vidons notre verre chez le père Louis à l'évocation de la braderie de Lille, des bals de Valenciennes et d'Anzin, aux amis que nous avons laissés là-bas.

Non loin du lycée, habite rue Lakanal un appartement sous les toits où il faut grimper par un escalier extérieur et une terrasse branlante, notre ami Roger. Député socialiste, il a voté les pleins pouvoirs à Pétain, ce qui lui vaut d'être assez mal vu dans notre milieu. Comme il faisait partie de l'aile pacifiste du Parti, derrière Paul Faure, son attitude s'explique, en un certain sens, par une aberration imputable à une certaine fidélité. Pour le moment, il cherche sa voie, écrit dans *L'Effort*, le journal socialiste qui continue à paraître en zone Sud, ce qui ne manque pas de lui être aussi reproché. En dehors de son comportement politique du moment, qui d'ailleurs ne tardera pas à retrouver la ligne droite sous l'énergique pression des amis, c'est un grand gars franc comme l'or, brillant et séduisant causeur, videur de pots et coureur de jupons, comme on aime à en rencontrer dans les moments difficiles de la vie.

C'est par son intermédiaire qu'un jour, je retrouve la trace d'Eugène, autre député socialiste voisin de circonscription de Léo Lagrange. Je ne le connais que de réputation – il collaborait avec Léo au bulletin *Agir* qui était l'organe des « durs » antinazis avant 1939 – j'ai suivi certains de ses meetings et la dernière fois que je l'ai vu, il était sous-lieutenant de réserve en cantonnement à Avesnes.

Il vit à Saint-Martory, après diverses pérégrinations qui l'ont conduit de l'armée, où il était lieutenant, à l'élevage familial dont il fait partager le produit à ses amis demeurés à la ville, étant passé déjà par une prison allemande pour avoir tenté de franchir clandestinement la ligne de démarcation.

V... m'ayant donné son adresse, je lui écris, il me fixe rendez-vous à la gare de Boussens qui dessert Saint-Martory, un jour de semaine où j'avais congé. Il fait un froid sec d'hiver, les premières lignes des Pyrénées à l'horizon donnent au paysage un caractère sévère mais exaltant qui s'accorde bien avec nos pensées.

Nous prenons la route en échangeant d'abord les renseignements que nous possédons sur nos amis et, en premier lieu, sur Léo Lagrange. L'un et l'autre, nous sommes angoissés par son absence qui se prolonge dans le silence. Nous nous passons aussi avidement, comme des naufragés échangent de menus objets qui constituent leurs dernières richesses, les nouvelles que nous avons reçues du Nord par cartes « interzones » : « je suis en bonne santé, X... est malade, vivant (rayer les mentions inutiles) ».

Arrivés au village juste avant Saint-Martory, nous faisons halte dans notre marche animée pour prendre comme naguère dans le Nord, un demi de bière. Mais la bière n'a plus le même goût, ce

n'est plus le jus de houblon que l'on boit là-haut l'été pour se rafraîchir et l'hiver pour se réchauffer, mais une pâle tisane à l'image de notre pauvre époque de défaite.

Reprenant sa marche, la bicyclette au côté, Eugène Th. me met au courant de tout un ensemble de contacts qu'il a renoués dans la région avec des militants du Parti et des républicains fidèles. L'élevage familial sert de façade à des occupations beaucoup moins pacifiques. Le travail ne manque pas de risques : la tromperie de Pétain et de Laval a abusé parfois les meilleurs esprits et l'on ne sait jamais, au premier abord, si l'on a affaire à un nouveau converti du régime ou à un camarade demeuré fidèle. Il visite régulièrement à bicyclette – c'est le seul moyen de locomotion qui permet de passer inaperçu – plusieurs noyaux d'amis sûrs en Ariège et dans la Haute-Garonne.

J'apprends aussi l'importance des émissions de la radio de Londres et j'entrevois, à travers ses paroles, tout un réseau qui se noue dans le secret au milieu de beaucoup de dangers et de déboires, nous rattachant à tout ce qui a fait le meilleur de notre vie avant juin 1940 et jetant un pont vers l'avenir au-dessus du gouffre de la défaite.

Le feu qui nous attend dans la curieuse maison à galerie de Saint-Martory m'en paraît, du coup, plus réconfortant et le café que nous sert son épouse, plus corsé. Autour d'elle joue une petite fille qui, avec la chevelure blonde et les yeux bleus d'Ondine, ressemble à la jeune Espérance.

Eugène soigne non seulement le moral, mais aussi la forme physique : il engraisse des oies et m'en promet une paire pour mes parents ainsi que des provisions qui nous permettront de passer plus facilement les durs mois de 1941. Par la suite, ma mère et moi-même ferons souvent le voyage de Saint-Martory : c'est pour nous le havre de grâce où nous trouvons des provisions que les Toulousains sont incapables de nous procurer. Grâce à elles, nous ne mourrons pas de faim et la solidarité devient autre chose qu'un vain mot.

Nous sommes aux premiers mois de 1941 et la dureté des temps se fait de plus en plus pesante : peu à peu, les illusions sur une Allemagne miséricordieuse et sur un Hitler philanthrope s'amenuisent. En réalité, il s'avère même aux yeux des plus abusés, que la nécessité de continuer à faire tourner la gigantesque machine de guerre, la perspective d'attaquer prochainement le géant soviétique, conduisent inexorablement les Allemands à mettre en coupe réglée les pays vaincus et occupés et la France suit le sort commun.

Le rationnement si strict que le moindre morceau de pain devient précieux ; la viande distribuée à raison de 150 grammes par personne et par semaine ; le topinambour, seul légume présent sur les tables, font que désormais la plupart des gens vivent dans un état permanent de sous-alimentation et de faim.

Quand l'estomac est vide, l'esprit ne gagne ni en hauteur ni en solidarité. Les réfugiés de la zone interdite, les israélites nombreux à avoir quitté la partie occupée du pays pour fuir la discrimination raciale, sont insidieusement enveloppés dans une sourde réprobation : « que ne retournent-ils pas chez eux ? Les Juifs sont des accapareurs qui finiront par faire monter les prix et provoquer la famine... les républicains espagnols, les réfugiés politiques de toute l'Europe asservie forment une pègre qui risque de provoquer un jour la colère de l'occupant... ». Tels sont les propos que l'on entend de plus en plus fréquemment sur le marché d'Arnaud Bernard, au long

des « queues » chez les commerçants. Ceux-ci réservent à leur clientèle habituelle les petits stocks et les rares suppléments dont ils disposent, tandis que les parents et amis de la campagne assurent le ravitaillement en vin, œufs, volailles et conserves de porc. Les réfugiés, eux, n'ont rien.

Combien de fois suis-je rentré à notre petite maison de la banlieue de Toulouse, le ventre affamé et insatisfait par la maigre pitance de l'économe du lycée. Dans le buffet de la cuisine, je trouvais un peu de nourriture que mes parents m'avaient gardée. Ils se privaient sur leur maigre ration pour que leur fils puisse travailler sans trop dépérir. Lorsque les jours heureux sont revenus, ma mère m'a souvent raconté son désespoir lorsque, rentré affamé, j'ouvrais la porte du buffet et qu'elle n'avait pu m'y mettre de côté qu'un maigre morceau de pain ; sa joie aussi, lorsque grâce à sa vivacité et à sa gentille ingéniosité elle avait pu extorquer à quelque féroce épicier de marché noir, un quignon de pain supplémentaire ou bien un peu de fromage qu'elle me réservait jalousement.

Un jour, mon ami Rolland, lui aussi surveillant au lycée, quitte Toulouse pour l'armée où il reprenait du service. Il me cède une provision de vingt-cinq kilos de pommes de terre qui constituent à l'époque mon plus précieux trésor. Un après-midi, ayant loué un charreton à bras, nous transportons à deux avec lui, cette précieuse cargaison de la rue Sainte-Catherine à la rue Jules Verne, c'est-à-dire d'une extrémité à l'autre de Toulouse. J'avais eu chaud, mais pendant quelques semaines le régime des topinambours nous fut ainsi épargné.

À présent, chacun à Toulouse s'efforce de tirer le meilleur parti de la situation, de creuser son trou, de s'installer dans les privations. On court pendant des heures dans des boutiques dont on se donne l'adresse à l'oreille, les maîtresses de maison se lèvent avec l'aurore pour aller battre la semelle à une « queue » de charcuterie sans ticket. On expérimente les « ersatz » les plus fantaisistes pour essayer de tromper la faim qui prend la plus grande partie de nos concitoyens au ventre.

Pour certains, l'abjection était une sorte de vocation obscure qui se révélait à la faveur des circonstances. Un autre collègue du lycée J... garçon parfaitement équilibré et soldat irréprochable en 1939-40 fut la première victime. Préparant son doctorat en droit et réfugié comme plusieurs d'entre nous de la zone occupée, il prenait un jour son café-ersatz à la terrasse de la Frégate en compagnie de quelques amis. Un journal fut lu dans le cercle, un gros titre y annonçait la dernière pantalonnade de Vichy. J..., d'habitude plus mesuré dans son langage, laisse échapper un « Ce Darlan, quel salaud ! » indigné. Aussitôt, un consommateur attablé près d'eux, membre de la Légion et commerçant du quartier, se lève sans mot dire et va requérir les inspecteurs au poste de police le plus proche. Quelques minutes plus tard, des agents surviennent, cernent la table de J... qui continuait à converser, ne s'étant aperçu de rien. En un clin d'œil il fut ceinturé comme un dangereux malfaiteur et conduit au poste de la rue de Rémusat, où il fut gardé tout l'après-midi et le lendemain, avant d'être amené à la prison de Saint-Michel. Nous étions tous muets d'indignation et de honte : tous, même les plus fermés à l'esprit de la Résistance, se relayèrent pour lui porter des provisions, sous l'œil désapprobateur des agents qui les traitaient d'anarchistes. Ce fut comme un coup de foudre pour nous tous : ce jour-là, notre groupe de jeunes hommes mesura le prix de la liberté perdue et l'abjection du régime. Autant la rhétorique, à l'époque parfois bien vide, de la radio de Londres nous laissait souvent insensibles, autant cette ignominie nous fouetta jusqu'au sang. L'après-midi où J... comparut en correctionnelle sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'État, au milieu d'autres délinquants de droit commun, nous étions tous dans le public, frémissants. Un jeune avocat que l'un de nous

connaissait, sut mettre en valeur les services de guerre de notre ami et le tribunal prononça une peine d'emprisonnement, qui était couverte par la prévention. Pendant l'audience, un de nos collègues ne cessait de susurrer à l'oreille du mouchard qui était venu « salaud, salaud, on te cassera la gueule » et comme il était grand et fort, l'homme au béret ne pipait mot, rouge de honte et de peur. Le soir même, nous étions en délégation au café qui fait face à la prison pour accueillir notre ami : lorsqu'il sortit, pâle dans ses vêtements fripés et que la lourde porte se fut refermée derrière lui, ce fut pour un certain nombre d'entre nous la statue du Commandeur dont la vue brûle le cœur d'une flamme inextinguible.

Cet incident ne fut guère connu que de notre petit cercle. Sans doute, y en eut-il des centaines semblables, en cette année 1941, qui révélèrent le caractère mensonger d'un régime prétendant défendre l'honneur et qui, sous l'œil de l'ennemi, instaurait les mœurs fascistes de délation. Alors que jusque-là, à notre table, des voix s'élevaient parfois pour défendre les gens de Vichy avec les arguments de jeunes hommes ardents, dégoûtés du passé, abusés par une propagande parfois habile, ce fut fini désormais : la cause était jugée sur le vif.

C'est alors, en ce printemps de 1941, que les journaux nous apprennent, un matin, la mort de Léo Lagrange : une brève dépêche rapporte qu'un Allemand vient d'indiquer l'endroit où il avait inhumé le 9 juin 1940, un officier français, dont les papiers étaient ceux d'un député, ancien ministre : c'est au bord de la route, à Evergnicourt, dans l'Aisne, non loin de son dernier poste d'observateur. On aperçoit de cette route, la papeterie, l'usine bombardée, près de la rivière. La tombe ouverte à l'endroit désigné par l'Allemand avait réduit à un cadavre de soldat tué l'incertitude et le secret de son destin.

Dix mois s'étaient écoulés depuis cette mort qui apportait enfin une réponse terrible à un mystère : il y avait déjà quelque temps que la troupe d'infanterie, parmi laquelle se trouvait en mission le sous-lieutenant observateur d'artillerie, avait quitté la papeterie pour « décrocher » vers le sud, en abandonnant cette position. Or, l'endroit de la route où il fut atteint à mort, se trouve au Nord par rapport à la rivière. Pourquoi a-t-il remonté face à l'ennemi plutôt que de se replier comme les autres ? Ce n'était pas un homme à se tromper sur la direction, il se savait déjà, en un poste d'observation, en pointe par rapport à l'ennemi. Mais par contre, ce colosse était homme à piquer une rage froide, désespérée, et à partir tout seul sur la route pour vendre cher sa vie et tuer avec ses propres armes quelques ennemis, qui seraient autant de moins à fouler le sol de France et la liberté.

Depuis le 10 mai, on a su autour de lui, dans son Unité qu'il n'arrivait littéralement pas à avaler la défaite : il passait son temps à exhorter ses camarades, convaincu sans doute qu'à défaut d'une volonté de victoire chez les chefs, la résistance de chaque groupe, de chaque homme pouvait encore établir une barrière de poitrines et de feux, devant laquelle l'avance ennemie, faite autant de bluff que d'aventure, devait s'arrêter.

Ainsi, au bout de cette longue incertitude, c'était la mort qui avait donné la réponse, la plus stupide et la plus inexorable. Celle que nous espérions comme la plus belle, c'était sa présence à Londres, auprès de De Gaulle, qu'il aurait aidé à organiser la France Libre ; la captivité en était une autre, moins séduisante, mais préservant cependant les chances de l'avenir. La mort était venue, la dernière et celle à laquelle nous pensions mais sans vouloir lui accorder le moindre crédit, bien qu'avec le temps, nous éprouvions sans oser l'exprimer que ses chances s'accroissaient. Cette mort était la première de ces temps de deuil, de souffrance et de sang. Avec elle, nous

sortions des fantasmagories de l'adolescence où tout prend un caractère de vie et d'aventures préservées et inoffensives, pour entrer dans l'horreur de l'âge d'homme où les séparations deviennent, tout à coup, brutales et sans rémission.

C'est par un billet que je donnai au *Midi Socialiste* de Toulouse, que le public fut appelé à réfléchir sur cette tombe bien longtemps après la mort : tout imprégné de tristesse, débordant d'indignation contre la veulerie de certains survivants, je le composai tel qu'il me vient, sans grand génie. Par contre, je mis une force de persuasion indignée à l'imposer au père B... responsable du *Midi Socialiste* qui avait uniquement en vue la survie de sa feuille et ne voulait pas la compromettre par des écarts imprudents, selon lui. L'article parut, j'avais pour ma part, accompli un acte et à partir de ce moment-là, je brûlai d'en accomplir d'autres, moins symboliques, plus effectifs.

Vingt-cinq ans après, nous mesurerons combien l'absurde destin de la guerre a pesé sur notre avenir en nous privant de certains de ces hommes, les meilleurs de la génération de quarante ans en 1940 ; il fallait une transition nécessaire entre les responsables de la génération aînée, trop marqués par les luttes et les rivalités politiques qui avaient fini par user la III^e République, et les jeunes révélations que la guerre à l'extérieur et les combats de la Résistance intérieure allaient porter au premier plan, mais qui manquaient souvent de cet idéalisme, de cette constance dans l'attachement aux règles de la démocratie avec lesquelles on a trop joué et qui ont fini, aux yeux de la grande masse, par déconsidérer la vie politique.

De ce point de vue, la perte d'un Léo Lagrange, d'un Jean Zay, aura été inestimable : on ne peut s'empêcher de rêver à ce qu'aurait été le renouveau socialiste avec la présence de Lagrange aux premiers congrès qui suivirent la Libération ; d'imaginer combien les radicaux auraient donné une allure plus neuve, plus désintéressée aussi, à leur action si Jean Zay avait été au premier rang. Il n'est pas jusqu'à la droite classique qui n'aurait certainement su se donner un visage, plus jeune, plus accordé au xx^e siècle avec la présence d'un Mandel qu'on pouvait ne pas aimer dans ses méthodes de gouvernement et ses côtés mineurs, mais qui n'en représentait pas moins une force entreprenante, tournée sans cesse vers ce qui venait.

Car ces hommes politiques de quarante ans savaient déjà, par expérience personnelle, ce que comporte l'exercice des responsabilités ; ils connaissaient, pour en avoir souffert, les embûches que trament aux inexpérimentés l'antique bêtise et la continuelle dispersion des intérêts. Mûris par la guerre, ils auraient apporté des solutions à la fois neuves et solidement forgées, que les néophytes de l'après-guerre n'étaient pas en mesure de découvrir.

CHAPITRE IV

RETOUR À LA VIE : PRINTEMPS 1941

Dans ces premiers mois de 1941, la bêtise nous cerne de partout. La plupart des gens marinent encore dans leur lot de misère ; dans les tramways toulousains brinquebalant le long de leurs rails dans un bruit de vieille ferraille, on n'entend parler que de distribution de topinambours, de légumes secs et de charcuterie-ersatz. Les gens grognent contre tout le monde : les Anglais, les Juifs, les politiciens qui nous ont conduits là où nous sommes, c'est-à-dire au trente-sixième dessous. On patauge dans les haines recuites, les rancœurs qui se débordent comme un tonneau de purin. Il faut certes avoir le cœur solide, aussi de plus en plus nombreux sont ceux qui cherchent à fuir ce bourbier où nous marinons, vers les États-Unis qui sont encore neutres dans le conflit Allemagne-Angleterre, ou encore Londres et la France Libre, ce qui est très difficile car les filières sont rares ou inexistantes, ou vers l'Afrique du Nord que la mer sépare encore des nazis.

Justement, ce jeudi, je vais voir un professeur de faculté israélite qui va quitter la France occupée avec sa famille, pour les États-Unis où une université, moins stupide et odieuse que celle de M. Carcopino, lui offre une chaire d'économie politique. L'économie politique une science que les dirigeants vichystes semblent ignorer, tant ils administrent nos pauvres ressources avec incurie et impopularité, à tel point que l'on pourrait croire que c'est fait exprès pour torpiller le régime.

Mais auparavant, le matin, sitôt avalé le café à l'eau et la demi-tartine du lycée, je m'élance avec deux complices vers la bienheureuse évasion, qui nous sort de ce cloaque pourri, pour nous entraîner vers Athènes, les dieux et les déesses trônant sur les neiges éternelles de l'Olympe, à moins que nous n'allions à Delphes, consulter les mystérieuses divinités exhalant leurs oracles des entrailles profondes de la vieille terre grecque. Tout cela commence à la bibliothèque universitaire, rue du Taur, où le professeur Laumonier nous attend, avec la statue de Poséidon en majesté, son visage hiératique et le silence de la pièce tout rempli d'un autre monde. Cet autre monde, c'est la Grèce Antique vue par un étonnant médium qui va, pendant une heure, nous plonger dans la tragédie des Atrides, le monde des symboles qui constitue la vraie religion des Grecs derrière le décor factice des aventures et scènes de ménage des divinités. Nous partons en procession à Eleusis avec les nouveaux initiés et nous découvrons avec eux, dans la grotte des mystères, le secret de la connaissance et de la vie. Entre temps, nous nous réjouissons à quelque discrète allusion d'une victoire des troupes grecques sur les ridicules envahisseurs italiens, comme nous sentirons les sanglots nous monter à la gorge, le jour où le professeur Laumonier nous annoncera, avec un visage de crucifié, cette profanation de toute l'intelligence grecque : le drapeau nazi-flottant sur le fronton du Parthénon.

Non pas que le professeur soit débordant de sentimentalisme ou prolix en paroles ; on dirait plutôt à le voir un homme de loi austère, à la silhouette mince, aux traits émaciés. Toujours vêtu de sombre, son cours s'annoncerait plutôt, à la première impression, comme érudit, sévère et monotone. Il faut persévérer et prendre patience : un jour vient, où après les prémices habituelles sur les détails descriptifs et la chronologie, le lyrisme s'empare de lui à propos de l'évocation d'une destinée de dieu ou de héros ; il devient alors comme inspiré et décrit avec des yeux de voyant l'aventure de l'homme éternel transposée dans l'azur et le marbre de l'Attique. Jamais on

n'explique les mythes et la religion grecs avec cet enthousiasme ; cette transposition en arrive à son paroxysme, à fournir des similitudes et des réponses aux situations et aux interrogations présentes. Nous quittons nos tickets de rationnement, nos vêtements de misère et nous respirons, toute notre petite troupe de huit ou dix auditeurs, l'air transparent de Delos ou de l'Hymette, contemplant à nos pieds avec clairvoyance et détachement les vicissitudes et les misères du temps présent.

Non sans être repassé à midi par le lycée afin de faire bénéficier un de mes amis de ma part de repas, je reprends le tram brinquebalant pour gagner le quartier de Sainte-Anne, où je suis invité à déjeuner chez mes amis Petitpierre. Ainsi, certains jeudis dans le mois, M. Petitpierre, professeur d'école pratique et Madame, institutrice, me font partager leur table, pour me remercier des leçons de latin que je donne à leur fils Bernard. Lui est un homme parvenu à la cinquantaine, calme et paisible, comme on l'est à Valenciennes, tirant sur sa cigarette et jetant sur le monde, à travers de fortes lunettes, le regard d'aimable scepticisme du fonctionnaire syndiqué et républicain. M^{me} Petitpierre est une femme assez forte, aimant à rendre service à son prochain, pourvu qu'elle lui trouve une communion d'esprit sur un certain nombre de points : la juste appréciation de la bonne cuisine, le bien-parler de la petite patrie : le Nord et plus particulièrement Valenciennes, et surtout la sympathie pour De Gaulle, et la radio anglaise.

En entrant, après quelques vigoureuses exclamations d'usage : « Alors, mauvaise semaine pour Rommel... », « Encore quarante bombardiers boches détruits sur l'Angleterre... », « À ce rythme-là, on ne va pas tarder à retourner à Valenciennes boire quelques bons demis de bière, après avoir poussé tous « ches frisés » à grands coups de pieds où je pense... »

Et l'on s'attable dans la cuisine bien chauffée, devant une véritable montagne d'huîtres : elles sont très bonnes, les belles Portugaises ou les Claires, et elles ne sont pas rationnées. Quelques rasades de vin blanc – M. Petitpierre étudie méticuleusement les vitrines du quartier en prévision de ce festin hebdomadaire, en rentrant de son école pratique – et nous voici partis sur les grands sujets : d'abord les réflexions sur les communiqués de la semaine que les journaux de Toulouse donnent encore sans commentaires. Les Anglais tiennent le coup, c'est l'essentiel. Quel cran ! On les admire, sous les feux des bombardements de la Luftwaffe d'autant plus qu'on les connaît pour les avoir eus pendant l'hiver 1939-40 dans la région de Valenciennes. Les gens du Nord savent tous leurs petits défauts, ils sont raides, ont l'air de faire du chiqué, mais ils boivent sec, savent jouer au football et c'est surtout ce qui a été apprécié dans le Nord. Depuis, bien sûr, ils tiennent le coup tout seuls devant l'immense arsenal de Hitler et les gens du Nord sont persuadés qu'ils retrouveront leur pays et la liberté quand les Anglais auront vaincu. À côté de cette conviction, les officiels de la radio de Vichy peuvent bien venir essayer de rappeler Mers-el-Kébir et Dakar périodiquement ; ils sont déphasés, dépassés et chacun chez nous les écoute avec pitié comme des individus qui sont obligés de faire un triste travail, mais leur accorder le moindre crédit, pas question : vive De Gaulle, vive Churchill, vivent les Anglais !

Après les huîtres, soigneusement accompagnées de tous leurs condiments, M^{me} Petitpierre se lève au milieu d'un silence respectueux et va enlever de sur le feu soit une bonne choucroute qu'elle a minutieusement préparée elle-même, soit une tranche de beefsteack qui a dû épuiser toutes les rations de la semaine de la famille, grand-mère y compris, car il y a une grand-mère, blanche, bien coiffée, souriante et silencieuse dans son coin, comme elles le sont chez nous.

Le ton monte, comme dans ces repas du Nord où l'on aime la bonne chère, mais surtout le fait d'être ensemble, de parler de la vie comme si on la survolait de la table du banquet des Dieux. Nous aimons ces frairies, pour lesquelles même l'ouvrier se prive pendant plusieurs jours avant de « pendre la marmite » et de mettre « les petits plats dans les grands ». C'est un plaisir de partout, mais particulièrement des pays au ciel rude et au travail dur et triste, comme chez nous.

M^{me} Petitpierre regarnit mon assiette, son mari emplît mon verre ; à ce moment du repas, nous avons tous la trogne bien allumée et la conversation remonte vers le passé : un passé récent, celui des jours heureux de 1936, cet enthousiasme qui déferla dans nos régions, cette libération de décades de servitude et de travail exploité.

Puis, la période heureuse et menacée des années 1937, 1938 que j'ai bien connue, moi aussi, dans cette bonne ville de Valenciennes. Riche de biens d'abondance que nous évoquons aujourd'hui en salivant : les étals des charcuteries nets et parés comme des nefes royales, le vieux marchand de vins, « chez le Père Louis », avec son tablier bleu de tonnelier qui allait chercher à sa cave de rares bouteilles venues de terroirs dont nous ne connaissions parfois même pas les noms ; ces grands cafés et ces restaurants de la place de la gare où la Société valenciennoise donnait ses bals et ses banquets ; ces bals de banlieue du samedi soir à Anzin, avec les belles filles, ardentes au plaisir comme au travail, parfois une sortie de bal où il fallait jouer des poings. Et aussi, les plaisirs artistiques d'un monde de peine, mais de richesse et de civilisation : les concerts du Conservatoire au théâtre, le musée Carpeaux et les massifs fleuris du Jardin public.

Une fois le café bu – du vrai café, exceptionnellement, car M^{me} Petitpierre trie les trente grains de café que l'on trouve mêlés à l'ersatz dans un paquet d'une demi-livre – je prends congé de mes hôtes et je file vers le Grand Rond, au Jardin des plantes.

J'y ai rendez-vous avec le professeur Jean, qui est au chômage puisque, je vous l'ai dit, l'Université l'a chassé de sa chaire d'Économie politique à la Faculté de droit pour crime racial : il est israélite. Il a bien été mobilisé comme tout le monde en août 1939, il a fait une guerre honorable, cela ne fait rien, il est hors-la-loi. Aussi vient-il promener son bébé par ce doux jeudi de printemps avec sa femme, dont la beauté et la dignité frappent dès le premier abord. Pendant ce temps-là, les étudiants subissent un ersatz de professeur avec qui ils perdent leur temps pas d'importance, lui est Aryen.

Nous causons, nous remuons des idées. Ayant pris quelques calories à mon déjeuner chez les Petitpierre, je n'hésite pas à me lancer dans l'improvisation. J'expose la société future telle que nous la voyons, nous les jeunes : c'est une République pure, débarrassée de toutes les compromissions et faiblesses qui – reconnaissons-le – ont pu ternir la dernière. L'exécutif librement élu y est fort, car nous en avons assez des crises et des changements de majorité tous les six mois et le législatif fait son travail en se tenant à sa place. L'économie est socialiste, car notre génération est persuadée que si l'œuvre entreprise en 1936 avait pu être menée à bien, l'équilibre de nos finances eût été assuré tout en maintenant les conquêtes sociales du Front Populaire. Mon interlocuteur opine surtout sur ce chapitre et a même – est-il besoin de le dire ? – des idées plus précises que les miennes sur cette partie. Enfin, nous couronnons l'édifice en plaçant au premier plan une préoccupation de civisme qui existe au tréfonds de notre peuple et que j'incarne alors dans la puisée de Charles Péguy.

Je me fais aussi le champion d'une spiritualité plus grande qui partant de l'individu finirait par renforcer la qualité humaine de la masse. L'époque est propice à une réforme des esprits, certes

non pas dans le sens indiqué par les penseurs de la Révolution nationale, mais vers un approfondissement de la conscience pour chacun d'entre nous. Qu'en sortira-t-il ? D'abord une meilleure conscience pour chaque individu, qui doit apporter plus de dignité, moins d'égoïsme, en somme une sorte de réforme intérieure.

Ai-je besoin de le dire ? Tout cela ne sort pas tout droit de mon cerveau : c'est dans l'air, aussi bien dans de petites revues de poésie, comme *Poésie 40* ou *Fontaine*, de Max-Pol Fouchet, qui bénéficie d'une plus grande liberté d'expression s'imprimant à Alger – que dans un journal bimensuel comme *L'Écho des étudiants* publié à Montpellier par une équipe de jeunes et qui se spécialise dans la technique littéraire et philosophique, même dans la page du *Figaro littéraire* édité à Lyon, courageux pour l'époque et ouvert aux divers courants de la pensée libre.

C'est notre pâture en lectures quotidiennes de l'époque et je crois que, pour un temps de pénurie, c'est une sorte d'abondance de la pensée en gestation, de remises en question dans l'art de s'exprimer, que nous regretterons peut-être un jour de ne plus trouver dans une période de plus grand confort.

Face à ce que tout habitant de la zone dite libre de la France occupée se doit de lire en 1941 – et ne se fait pas faute de lire, les publications officielles constituent le meilleur exemple de contre-propagande que l'on n'ait jamais vu : ne parlons pas des journaux pro-nazis de Paris, publiés sous l'instigation et sous la surveillance de l'occupant, qui ne trouvent que de rares lecteurs et sont méprisés par tout honnête homme, comme l'est aussi bien la *Nouvelle Revue Française*. Mais les publications de Vichy comme certains hebdomadaires dont le nom n'est même pas connu du grand public, s'empilent en paquets d'invendus, que seule la pénurie de papier fait regretter.

Bêtement, la Légion fait la meilleure publicité à André Gide, en essayant de boycotter ses conférences sur la Côte d'Azur : aussitôt, les étudiants se précipitent chez les libraires pour s'arracher les ouvrages de lui qui restent sur les rayons.

Les livres que l'on demande le plus à la librairie de Silvio Trentin : *La Condition humaine*, *L'Espoir* d'André Malraux ; les Roger Martin du Gard ; Aragon pour sa poésie facile et légèrement cocardière et Elsa Triolet, qui a su tirer du triste présent une série de nouvelles qui le transposent en œuvre d'art.

Il est vrai que Silvio Trentin n'est pas n'importe quel libraire ! Antifasciste italien notoire, professeur honoré dans son pays qu'il a quitté au moment du triomphe de Mussolini, c'est en grand seigneur qu'il vous reçoit dans sa boutique, guide vos recherches avec une patiente bienveillance, va chercher dans un rayon secret la traduction anglaise ou américaine qui n'est plus rééditée et dont il ne reste que quelques exemplaires, si vous vous êtes fait reconnaître. On parle à mi-mots, une complicité s'instaure qui ressemble à l'amitié, on échange des nouvelles des absents, des proscrits...

À Font-Romeu, de la terrasse de ma chambre d'hôtel, au soleil brûlant, je surplombe la haute vallée de la Cerdagne. Immédiatement en bas, ce sont les toits d'ardoises d'Odeillo, puis la masse grise de l'Hippopotame qui occupe la plus grande partie de la vue et sur la droite, au lointain, les fumées et les miroitements de vitres de Bourg-Madame, de Puigcerda et des bourgades espagnoles. Cette masse grise de l'Hippopotame forme la plus grande superficie géométrique du paysage et pourtant, elle n'offre rien qui retienne la vue, n'étant qu'aridité et monotonie grise. Ce

qui intéresse le regard, c'est plutôt cette pente ; sur la droite, où l'on projette d'aménager de nouvelles pistes de ski, où quelques personnes se déplacent en bas sur la route en lacets d'Odeillo ; si l'on va du connu vers l'inconnu, je recherche le site de Puigcerda, avec sa ville haute et sa ville basse, le relief formant une ligne de pente ; peut-être là-bas, est-ce Llivia, cette anachronique enclave espagnole en Cerdagne française avec son Église sur le rocher, Llivia, qui resta espagnole, au traité des Pyrénées, parce qu'il était stipulé que les villes et bourgades resteraient espagnoles et que la campagne seule deviendrait française... Curieuse ville dont il ne reste aujourd'hui que quelques maisons et qui fait ainsi rêver à ce qu'elle pouvait être sous Louis XIV.

Ainsi, si le regard se laissait circonscrire à l'évidence, il ne contemplerait que la masse énorme et neutre de l'Hippopotame, dont les larges superficies de pentes sont effectivement présentes au premier plan. Mais ce n'est pas ainsi que réagit l'esprit : il préfère promener les yeux vers des endroits cachés, moins accessibles du premier coup, mais qui sont eux, la vraie vie du paysage, ce qui l'anime et en fait le prix. L'Hippopotame est déplacé dans le paysage, aussi l'attention le néglige-t-elle, tandis que la moindre bergerie au flanc de la montagne, les pauvres agglomérations de la vallée espagnole prêtent à la réflexion et à la rêverie.

Je compare cette équitable répartition de l'intérêt que l'on prête aux divers plans et parties du paysage aux rapports de force qui existaient en 1941 : l'appareil officiel, les journaux, les privations occupent le devant de la scène, mais la bêtise de leur énormité pourtant hélas ! trop réelle – se trouve annihilée par de petits centres d'intérêts secondaires comme la librairie Trentin, le jardin du Grand Rond ou les conversations des réfugiés sans doute parce que là seulement se trouve la réalité des courants qui bouleversent le monde.

Je prends congé du professeur Jean et notre poignée de mains participe à l'émotion du moment : il attend d'un jour à l'autre son autorisation de passage pour tout ce qu'évoque le Nouveau Monde : la liberté d'être Israélite ou n'importe quoi et de penser tout haut, l'absence d'Allemands nazis et des collaborateurs français, l'abondance des cigarettes, de la nourriture, des automobiles et de l'essence, tout cela mêlé, oui. Une fois le sillage du bateau aplani, que deviendrons-nous, lui et nous, et le jour qui nous réunira de nouveau sera-t-il pour bientôt ou pour jamais ? Toutes ces questions demeurent informulées, elles sont pourtant présentes dans l'ombre des grands arbres, la maigre pelouse du jardin public, la douceur insolite de cet après-midi de printemps.

Il commence à se faire tard, la nuit n'est pas loin. Je pourrais faire quelques visites dans ce quartier du Busca. Il se trouve qu'il constitue un centre géométrique mystérieux de gens plus ou moins irréguliers, tous mal pensants, tous déjà surveillés ou sur le point de l'être. La pension de famille du professeur Jean est à deux pas, mais il y a aussi par là la cave de Clara Malraux, rue des Pyrénées l'appartement des G. B., conseiller d'État, sur le Grand Rond lui-même Jules et Germaine Moch sont les voisins du consulat de Franco, tandis que le professeur Camille Soula a sa maison sur les allées.

Les uns sont des errants, chassés de Paris par les mesures antisémites ou réfugiés politiques, qui ont pu trouver à se loger dans ce quartier et qui forment une petite colonie avec ses lieux de rendez-vous, ses adresses transmises de bouche à oreille comme les communiqués de Londres.

Camille Soula est le seul Toulousain. Il a conservé ses occupations à la Faculté de médecine où il enseigne et sa maison familiale est vite devenue le carrefour accueillant et chaleureux de tout ce petit monde pourchassé.

Dans la nuit qui tombe, je regagne ma chambre au lycée. Les lumières sont maigres dans les rues et les gens qui sortent du travail ont l'air malheureux et las. Cependant, une certaine allégresse monte en moi à la fin de cette journée. Provient-elle des hautes leçons de l'Antiquité écoutées le matin, ou du repas à la mode du Nord, ou du contact avec ce monde d'opposants, de persécutés, qui sont mis aujourd'hui au ban de la Société et qui, cependant, cultivent une petite flamme encore sans nom, sans objectif, mais brûlant à sa place parmi tant d'autres dans l'actuel cosmos de la défaite et de la guerre.

Place du Capitole, rue Lakanal, les pensionnaires du lycée rentrent au bercail, après leur demi-journée de congé du jeudi. Certains me saluent, je rencontre un collègue et nous faisons route ensemble en échangeant quelques propos, mais mon esprit est ailleurs : il se souvient, il cherche quelle pourrait bien être l'issue de toutes ces paroles, de toutes ces bonnes intentions dont le verbalisme finit par apparaître comme gênant.

Je ferais bien mieux de préparer ma licence, car je suis en train de perdre mon année scolaire entre tous ces conciliabules, toutes ces pistes que je suis, sans savoir où elles vont me conduire. Ce n'est pas une excuse pour cette année perdue, mais il faut bien en convenir, les études elles-mêmes, et Dieu sait si pour moi elles sont importantes, dans la mesure où elles seules conditionnent mon avenir car je n'ai pas de fortune, plus de protecteurs, ces études paraissent, comment le dire, absolument anachroniques dans l'environnement de notre défaite, de notre misère et de nos espoirs qui, eux, sont à la dimension du monde.

Nous entrons dans la cour d'honneur de l'hôtel de Berny où les sculptures Renaissance forment à cette heure la masse obscure des siècles témoins. Là aussi, nous vivons bien au-delà de tout ce qui devrait nous retenir, de toutes les petites entraves du présent : laissons-nous donc aller pour un soir aux rythmes larges du vaste monde et de l'Histoire, peut-être, après tout, sont-ils plus vrais que la Réalité.

CHAPITRE V

PREMIERS TRESSAILLEMENTS

Les premiers tressaillements de la révolte, il fallait remonter aux scènes de panique à Bordeaux en juin 1940 pour en retrouver l'origine lointaine : là ; Léon Blum avait courageusement tenu tête à la meute des Laval, Marquet et leurs clients qui commençaient à se déchaîner. Constamment soutenu dans l'adversité par Vincent Auriol et Jules Moch, il avait dignement fait front, tandis que dans le Nord, coupé désormais du reste du pays, Jean-Baptiste Lebas était revenu au milieu des travailleurs de Roubaix, refusant lui aussi la capitulation et la mort de la République. Ainsi le premier noyau de résistance socialiste devait rejoindre des groupes identiques dans toutes les nuances de l'opinion publique qui allaient se manifester pour la première fois, lors de la réunion des assemblées parlementaires à Vichy, par la minorité des « 80 » qui s'opposèrent à la délégation des pouvoirs à Pétain. En dehors de ce dernier carré, tout n'était plus que consciences inquiètes, peurs physiques, soucis matériels du lendemain.

La grande masse des conservateurs ne dissimulait pas sa satisfaction que le destin leur ait apporté enfin la revanche sur les victoires ouvrières de 1936, les plus déchaînés ne rougissaient pas de « remettre de l'ordre dans le pays » avec l'appui des mitraillettes hitlériennes. Ces insensés acceptaient de s'allier avec leurs ennemis de toujours, pourvu qu'ils préservent leurs privilèges et les aident à arrêter les aiguilles à l'horloge de l'Histoire.

Cette coterie avait sourdement travaillé tous les milieux politiques dans les années qui avaient immédiatement précédé la guerre : les parlementaires groupés derrière Laval qui répondaient aux invitations de l'ambassadeur allemand Abetz, les journalistes de *Je suis partout* et de *Gringoire* dégénérescence de l'Action française, qui empoisonnaient l'opinion publique par leurs calomnies meurtrières et leurs campagnes anti-républicaines, d'aveugles pacifistes qui préféraient « vivre à genoux que mourir debout » ou qui croyaient au « socialisme » de Hitler, certains milieux religieux enfin qui voyaient en Philippe Pétain un nouveau restaurateur de la Foi.

Dans les rangs socialistes, l'instinct de défense avait joué chez les meilleurs : on a vu que le 10 juillet, à la réunion des assemblées à Vichy, Léon Blum, Vincent Auriol, Marx Dormoy s'étaient opposés au coup d'État et s'étaient vus menacés par Doriot et ses hommes de main, qui tenaient le haut du pavé parmi l'abandon général. Le 25 juillet 1940, Léon Blum, qui avait protesté dans un journal de l'Aude contre l'interdiction de la Franc-Maçonnerie avec d'autant plus de mérite qu'il n'y avait jamais appartenu, était interné à Bourrassol. Le 25 septembre Vincent Auriol était conduit sous bonne escorte à Pellevoisin, comme « individu dangereux pour la sécurité publique et la défense nationale », et Montel, Grumbach et Jules Moch venaient le rejoindre.

Ainsi dans les trois mois qui suivirent la défaite les principaux responsables socialistes étaient emprisonnés. Erreur tactique du pouvoir en même temps que déni de justice car si les militants perdaient leur chef de file, ils voyaient du même coup de quel côté désormais était leur devoir.

Mais la coupure se faisait à l'intérieur même de chaque groupe d'opinion : à Toulouse, vieille citadelle du Socialisme, une trop longue pratique du pouvoir municipal et de ses délices fit hésiter les responsables locaux devant la seule solution dont la dignité s'imposait, dès lors que Vichy eut découvert son véritable visage : se démettre, en refusant de se faire les complices de la sinistre farce. Ils ne surent pas s'y résoudre à temps, ce qui ne fit d'ailleurs que reculer leur chute que le pouvoir ne manqua pas de précipiter à quelque temps de là.

Les militants fidèles étaient partagés entre deux réflexes divergents : les uns suivirent le Comité d'action socialiste (1) que Daniel Mayer avait fondé en zone sud sur les directives données par Léon Blum, du fond de sa prison. Son principal propagandiste dans la région de Toulouse, Eugène Thomas, se tenait en liaison suivie avec Vincent Auriol, dans la mesure où la mise en résidence surveillée de ce dernier permettait encore les visites. C'est avec lui que Suzanne Buisson et Germain Saint vinrent présenter la nouvelle organisation, au cours d'une réunion clandestine tenue au café des Arcades à la Pentecôte de 1941. Ils se regroupèrent dans les fédérations et, notamment dans l'Ariège autour de François Camel qui parcourait ses cantons à bicyclette pour regrouper les républicains. N'est-ce pas dans l'Ariège que le 14 juillet 1941 vit éclore des croix gammées et des inscriptions infamantes sur la porte des renégats et des traîtres, tandis que des papillons rappelaient, face à Vichy, les simples mots de la devise républicaine : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Ce geste – tout symbolique, mais combien éclatant dans le morne présent – devait coûter la liberté à d'excellents militants comme Peyrevidal. Camel, lui, devait trouver la mort, au retour d'une de ses missions de regroupement, dans un traquenard tendu par les assassins du S.O.L. ariégeois, et camouflé en accident.

Les autres décidèrent de créer une organisation de résistance nouvelle, qu'ils appelèrent « Libérer et Fédérer ». Ils se montraient particulièrement sensibles à cette impression que nous ressentions tous alors : la défaite de juin 1940 avait marqué la fin d'un monde, tout s'était écroulé, il fallait repartir, après avoir fait table rase, sur nouveaux frais. Les responsables, Zaksas, Descours, Auban, entraînèrent avec eux beaucoup de monde par leur dynamisme d'hommes d'action et la pureté de leurs convictions.

Cependant, Paul Faure vint, lui aussi, à Toulouse pour expliquer à ses amis son adhésion au régime et surtout à la nouvelle formule d'entente avec l'Allemagne. C'était l'aboutissement de son attitude passée de pacifisme à tout prix, de son approbation de Munich. Ses amis de Vichy ne s'y étaient pas trompés, qui l'avaient fait nommer conseiller national par Pétain, cependant que sa pensée s'étalait dans le journal *L'Effort*. Misérable qui ne sentait pas qu'il fallait se taire, même quand les événements semblent donner raison à ses théories, lorsque ses camarades de luttes sont emprisonnés.

Les tièdes, les mauvaises consciences qui allaient écouter tout à coup Eugène Thomas puis Paul Faure et qui hésitaient entre ces deux voies – fort divergentes, il est vrai – s'éliminèrent rapidement d'eux-mêmes tant par le peu de confiance que manifestait la base à se regrouper autour d'eux, que par le peu de zèle qu'ils mirent aux activités clandestines à eux confiées à titre d'essai. Négligents, n'osant prendre aucune responsabilité, ils ne tardèrent pas à donner la mesure de leur incurie, ce qui leur valut de se voir renvoyés à leurs pantoufles avec une brutalité amplement justifiée.

(1) Voir pour son organisation sur le plan national la brochure publiée par Robert Verdier à la Librairie du Populaire.

Ce qui dépasse de cent coudées toutes ces faiblesses, c'est l'admirable sursaut l'énergie qui entraîna alors les humbles militants des sections. Loin des intrigues de couloirs, à l'écart des malsaines accoutumances des places, l'esprit critique et le bon sens faisaient naître en eux les réflexes d'autodéfense par lesquels un organisme sain se défend contre la gangrène. En dépit des campagnes menteuses d'une presse et d'une radio asservie, le militant de la ville et de la campagne n'était pas dupe. L'esprit de la Résistance vivait en lui à l'état latent. Il allait suffire d'un appel comme celui qui fut lancé par Léon Blum au procès de Riom, en février 1943, et diffusé par le Comité d'Action Socialiste dans une brochure présentée par Amédée Dunois et réimprimée par la Fédération du Nord « Si la République doit rester ici l'accusée, nous resterons à notre poste de combat comme ses témoins et comme ses défenseurs », pour qu'il se cristallise.

Tout cela, c'est par bribes que je l'apprends au cours de visites, de conversations, au hasard d'une rencontre dans un café inconnu, d'un rendez-vous dans un de ces petits salons de thé toulousains où l'on essaie de tromper la faim qui vous saisit l'après-midi, après un repas de famine, avec un chocolat à l'eau.

Je vais aux nouvelles chez les Grunebaum-Ballin qui avaient trouvé à se loger rue des Pyrénées. Lui, le confident, l'ami de Léon Blum, se voyait chassé du Conseil d'État où il s'était illustré en rendant des arbitrages fameux dans les conflits du travail qui suivirent 1936. Elle, la grande dame qui avait su avec tant de délicatesse de cœur devenir la présidente entourée d'affection du Centre laïque des Auberges de Jeunesse, leur co-présidente avec Léo Lagrange... Tous deux gardant une fraîcheur de réactions, une fougue et une jeunesse d'esprit véritablement étonnantes. Avec un crâne courage, ils avaient surmonté le désastre pour se créer un nouveau foyer provisoire où ils accueillait toutes les personnalités politiques de la III^e République, persécutées par Pétain, lorsqu'elles se trouvaient de passage, à Toulouse. Ils étaient nombreux et j'en vis là qui parlaient pour la dernière fois dans un cercle d'amis sur le sol de France, avant de faire le saut dans l'inconnu et, parfois, nous les entendions quelques semaines plus tard défendre les mêmes arguments devant le micro de Londres à travers les éthers, parfois aussi nous n'en avons plus rien su, ou nous les avons retrouvées au retour du camp de concentration. C'était le dernier carrefour avant le franchissement aventureux des Pyrénées et les geôles franquistes, cet entresol de la rue des Pyrénées.

Le président Grunebaum-Ballin avait toujours en chantier un pamphlet écrit dans une belle langue du XVIII^e siècle, dans la meilleure tradition de Voltaire et d'Anatole France. Voilée ou non sous des allégories transparentes, sa pensée stigmatisait les iniquités du régime nouveau et, dans ses visions de raison, allait au-devant des difficultés qu'aurait à résoudre la nouvelle République de nos espoirs, celle que nous entrevoyions au bout du tunnel. Un jour, il nous lisait sa dernière épître à Cheneaux de Leyritz, le tout puissant préfet régional de Toulouse, qui avait été son jeune collègue au Conseil d'État. C'était des pages d'une ironie sanglante sous la forme la plus élaborée et la plus froidement distante que M^{me} Grunebaum-Ballin reproduisait infatigablement sur une petite machine à écrire, dans un coin du salon. Si le destinataire avait un peu de cœur, j'imagine que ces lettres devaient lui procurer la pire peine secrète.

Parfois, l'entresol de la rue des Pyrénées se trouvait fermé pendant quelques jours : nos amis portaient pour une destination inconnue et nous apprenions un peu plus tard qu'il s'agissait d'une

visite de fidélité à une prison, le Portalet puis Evaux, où un homme enfermé expiait le crime d'avoir aimé le peuple et d'être resté fidèle à la République : Léon Blum.

Un jour, après déjeuner, Clara Malraux me conduisit chez le professeur Camille Soula pour prendre le café, dans ce salon que connaissent tous les résistants toulousains, admirablement tapissé de toiles des meilleurs peintres modernes. Le mot de passe était, outre la caution de Clara Malraux, le souvenir de Léo Lagrange. Admirable fraternité de cette période sombre ! Un nom, une fidélité partagée liaient autant que des années de fréquentations banales. Il est vrai que ma fidélité au souvenir de Léo Lagrange se trouvait être une faible image de celle que vouait Camille Soula à son ami alors interné, Vincent Auriol. Et quel mérite n'avait-il pas alors, de parler avec chaleur et admiration d'un homme politique traqué, honni et vilipendé par toutes les gazettes du nouveau régime ! Supposez quelqu'un sous la Terreur vantant son ami Chénier, en plein triomphe de la Montagne, alors que le reniement était à l'ordre du jour et que les plus courageux se taisaient.

Certes, nous pratiquions l'anti-conformisme le plus agressif, au milieu d'une société vouée par l'« ordre nouveau » au pire des conformismes, celui de la servitude sans espoir. Au lycée, dans notre confrérie, c'était à qui commenterait au réfectoire les nouvelles de la radio de Londres, en envoyant des pointes aux quelques professeurs « pétainistes » qui partageaient notre pitance pour éviter les soucis du ravitaillement tout en maudissant notre compagnie. Tous les persécutés du régime bénéficiaient de notre sympathie « *a priori* ». Nous commencions à lacérer les affiches de propagande officielle, la nuit, cet exercice servant d'épreuve pour l'entrée dans certains mouvements de résistance. Un jour, l'épreuve consista à aller prendre contact avec un antifasciste allemand, sorti depuis peu du camp de Noé, dans une chambre garnie de la place Saint-Cyprien, Clara Malraux attendant au café du coin le résultat de la visite. C'était une période où la police se montrait particulièrement virulente. Il s'agissait, je crois, de prévenir cet homme de l'éventualité d'une prochaine rafle, mais il n'avait pas attendu l'avertissement, ayant déjà déguerpi de cet immeuble nauséabond qui a gardé dans mon souvenir l'image du premier risque et de la première peur.

Cependant, nous n'étions pas contents de nous, demeurant sur notre faim. Nous ne pouvions nous empêcher d'admirer les téméraires, les têtes brûlées, ceux qui distribuaient les premiers tracts ou barbouillaient de goudron les portes des demeures collaboratrices. Pour la masse, leur geste pouvait paraître enfantin, inutilement dangereux, ridicule même, comme la menace dérisoire d'un nain de cirque contre M. Loyal : pour nous ils nous faisaient envie, car ils possédaient la clé secrète, seule capable de délivrer le flot d'angoisses et de rancœurs qui nous montaient à la gorge : l'action.

Clara Malraux, après avoir partagé à Paris et dans le monde les difficultés et la gloire du grand écrivain, vivait maintenant à Toulouse dans une cave. Une véritable cave en sous-sol, sans feu l'hiver et sans guère de lumière. Encore, si elle avait été seule, Clara Malraux se fut gaiement accommodée pour elle-même de cette pauvre installation. Mais elle vivait avec sa petite fille, ce qui lui mettait au moins deux angoisses au cœur : juive, elle craignait d'être internée et, par suite, séparée d'elle. Comme la petite n'avait pas une santé brillante, il avait fallu la suralimenter et ce n'était pas facile pour une réfugiée en 1941.

Pourtant, ce n'est pas pour rien que Clara avait fait l'expérience de l'antifascisme souffrant et persécuté. Jour après jour, elle tissait sa toile et découvrait des trésors de lard ou de beurre dont

elle choyait sa petite fille avec un féroce amour maternel de panthère : je crois qu'elle aurait poignardé de sa main un trafiquant du marché noir ou un chef de la Légion pour procurer la becquée à son enfant.

Dans sa cave, elle ne se faisait pas faute de cultiver la flamme de la révolte, pour elle-même et pour les autres. Écrivain elle ne manquait pas de lire et de composer, lorsqu'elle n'était pas occupée à courir les boutiques ou à battre la campagne en quête de ravitaillement. Alors, on pouvait assister chez elle à d'étonnantes discussions sur la princesse de Clèves ou sur Stendhal, la maîtresse de céans, installée les pieds sous une couverture, les visiteurs casés au mieux dans cette cave gelée, parfois une tasse de menthe avec du sucre à la main, lorsqu'on venait de toucher la ration. L'esprit se trouvait comme aiguisé par le manque de nourriture et le besoin d'évasion faisait de ces conversations une tyrannique habitude. Clara, souriante et entêtée comme une grande dame au milieu d'un salon, parlait de son travail, du livre qu'elle avait en chantier. À l'époque et malgré ses sympathies passées, elle n'admettait pas que les communistes russes aient pu s'allier à Hitler, sa forme de pensée politique se rapprochait, autant que j'aie pu en juger, d'un mysticisme chrétien. Contrairement aux apparences, en ces années troublées, les filles spirituelles de Mesdames de La Fayette et de Staël ne se trouvaient pas dans les salons maréchalesques de la bonne société bourgeoise, mais dans une cave sans feu où une juive courageuse soignait un enfant malade.

En rentrant de la rue des Pyrénées, je m'arrêtais souvent à la librairie de Silvio Trentin, rue de Languedoc. La censure des livres n'a jamais eu beaucoup de succès chez nous, mais chez Silvio Trentin, on demandait surtout les auteurs proscrits par Vichy ou exilés. Le maître de maison, fort calme et souriant, vous les remettait en échangeant des nouvelles d'amis communs, car on finissait par connaître ceux qui avaient des ennuis, ceux qui portaient ou les nouveaux venus. Une fois présenté, Silvio Trentin vous avait photographié dans son esprit et vous deveniez un affilié dans cette chaîne de sympathie et de volonté dont il formait patiemment les maillons, au milieu de ses livres. Il avait quitté son pays pour échapper à l'O.V.R.A. Aidé par sa femme, sa fille et ses fils, il avait ouvert une librairie pour gagner sa vie. Après la défaite de 1940, sans se désespérer de voir monter la marée du fascisme, il avait pris de sérieux risques dans les premiers mouvements de Résistance toulousaine. Dès que son pays commença à devenir libre, il s'y précipita pour prendre sa part du combat, trop tôt pour y saisir la victoire, mais à temps pour y trouver la mort. Ce qui plaisait en lui, c'était la noblesse du professeur exilé, accomplissant son travail quotidien avec une bonne grâce et un charme de grand seigneur. Fort heureusement pour le peuple italien, il a eu de telles figures pour nous faire oublier les fantoches des Commissions d'Armistice.

Je ressentis assez profondément l'inanité de l'action individuelle, aussi noble et dangereuse fut-elle et l'impérieuse nécessité d'agir dans le rang, à un poste assigné, l'état de guerre étant le seul où une telle soumission puisse être exigée de l'homme. Je connaissais par E. Thomas l'existence de l'organisation clandestine socialiste, je m'étais depuis longtemps mis à sa disposition et j'attendais qu'il me fasse signe, l'heure étant venue. Chaque jour, chaque geste, chaque parole prononcée me rapprochaient de ce rôle de soldat dans l'armée clandestine.

Après l'invasion de la Russie, le Front national avait été créé. Nous avions été pressentis, mon collègue Guerre et moi, pour y adhérer et représenter dans cette vaste union des bonnes volontés, les jeunes socialistes. Nos interlocuteurs ne manquaient pas d'avancer des arguments séduisants : les partis politiques pouvaient revivre, mais il fallait une organisation de choc qui réunirait tous les hommes d'action, décidés non plus à tenir des conciliabules, mais à lutter les armes à la main

contre l'ennemi. D'ailleurs, nous disait-on, les anciens partis devaient éclater, ils s'étaient tous plus ou moins compromis dans la défaite et ne représentaient plus une base de départ suffisante pour mener le combat.

Nous étions ébranlés par ces arguments spécieux. Nous ne voyions pas très clairement les buts du Comité d'Action Socialiste et nous redoutions qu'il ne fût qu'une occasion à réunions clandestines, mais platoniques. Nous voulions nous consacrer à un travail anti-nazi et anti-pétainiste qui fût effectif et concret. Si c'était cela que nous offrait le Front National, si nos opinions socialistes y étaient respectées, pourquoi ne pas lui donner notre adhésion ?

Je ne pouvais arriver à joindre Eugène Thomas lorsque cette proposition nous fut faite. Aussi décidâmes-nous de demander audience à Jules Moch par l'intermédiaire de son fils André, pour prendre l'avis d'un aîné plus expérimenté que nous et plus au fait des buts de la nouvelle organisation : nous étions assez émus en nous rendant à l'immeuble du Grand Rond, proche du consulat franquiste et quelle impression nous fit son drapeau que nous méprisions comme le signe de la complicité avec nos vainqueurs ! Nous fûmes introduits auprès de Jules Moch, après avoir été dûment reconnus à la porte entre-baillée et notre arrivée annoncée par un système très ingénieux de sonneries.

Intimidé, j'expliquai à notre camarade le cas de conscience qui se posait à nous. Bien qu'amaigri, nous le trouvâmes enthousiasmé par les dernières victoires anglaises au Proche-Orient et il prit plaisir à commenter les derniers communiqués, en nous montrant la puissance technique de nos alliés. Il parlait admirablement du tonnage des navires de guerre, des nouveaux appareils inventés, des avions à la puissance fantastique de bombardement. Il suivait la guerre en technicien et sa confiance en la Victoire était basée, non sur des sentiments, mais sur une étude attentive des moyens mis en œuvre pour les belligérants. C'était pour mon compagnon et moi une façon nouvelle de voir la guerre qui nous effrayait et nous emplissait de confiance, en même temps. Quant à adhérer au Front National, notre interlocuteur n'avait rien à y opposer, mais il estimait que le moment était proche où les socialistes auraient en main une organisation de lutte aussi valable.

CHAPITRE VI

NAISSANCE DE L'ORGANISATION

Ce dimanche matin, il fait chaud mais frais dans le tram qui monte vers l'avenue de Muret. Septembre ne manque pas de charmes à Toulouse, l'air y est limpide et le soleil vif, on respire après l'étouffante chaleur de juillet et août qui fait fuir tous ceux qui le peuvent de la ville où les murs de briques cuisent comme les parois d'un four, tandis que des trottoirs montent parfois en cette année 1942, des odeurs de pourriture.

En passant sur le pont de la Garonne, la chaîne des Pyrénées à l'horizon évoque les vacances que je viens de passer dans un village perdu de l'Ariège : de longues promenades dans les champs, le travail de la terre auprès d'une vieille parente silencieuse, la nourriture qui mijote dans l'âtre noirci de la cheminée ont fait beaucoup pour me rendre les idées plus claires et le choix plus facile.

Au retour, j'ai demandé un rendez-vous à Tulle, qui est maintenant chef du réseau et je lui ai amené Madeleine, qui ne l'avait pas revu depuis son arrivée en zone Sud. Au café Terminus en face de la gare Matabiau, conversation brève car Tulle est tendu, préoccupé, il surveille d'un coup d'œil exercé les consommateurs voisins. De notre côté, Madeleine et moi, nous sommes sourdement attirés par toute cette vie secrète de risques, de dangers, d'exaltation dont la frontière se trouve au-delà du regard de notre ami.

Madeleine voudrait agir, « être dans le coup », autrement qu'en discussions autour d'une tasse de thé et distributions de tracts clandestins. Mais Tulle est intraitable pour elle : les siens ont suffisamment payé puisque Léo est mort un des premiers ; il lui reste son fils à élever, qu'elle reste tranquille, on verra plus tard.

Pour moi, une adresse chuchotée à mi-voix, un jour : dimanche, une heure dans la matinée « on te donnera du travail puisque tu en veux » c'est tout, nous avons fini notre café et nous nous sommes séparés brièvement, sans effusion superflue, Madeleine et moi restant sur notre faim d'aventures. Moi du moins ai-je quelque chose à me mettre sous la dent, puisque ce dimanche matin, je vais dans ce tram du jour du Seigneur, au milieu des Toulousains rieurs, bien vêtus encore malgré les restrictions, vers je ne sais quel rendez-vous clandestin : une pharmacie... évidemment j'appréhende M. Homais et des parlotes radicales ; si c'était cela la Résistance, je serais bien déçu et pourtant !...

Mais voici que mon regard croise celui d'un homme qui semble m'examiner avec attention, il n'est pas seul, mais avec un compagnon. Une première angoisse me saisit, avec laquelle il va falloir s'habituer à cohabiter : un observateur peut-il détecter à un rien, un trouble dans mon air, une hésitation dans mon allure, que j'ai un secret à cacher ? C'est une inquiétude dont je serai long à me défaire : les secrets que l'on porte en soi peuvent-ils vous laisser votre air habituel, ou au contraire, former une « aura » qui attire insensiblement l'attention d'autrui ? Je descends à l'arrêt de la petite place : ils me suivent. En cette période, à Toulouse, on évoque en pareil cas des

miliciens indicateurs, des inspecteurs de police en civil, pas encore la Gestapo, cela ne va plus tarder.

J'entre dans la pharmacie : c'est une officine de quartier toulousain, assez exiguë et moderne avec des rayonnages clairs. Si j'ai le cœur battant aujourd'hui, ce n'est plus pour les mystères des drogues et des médicaments qui m'émouvaient autrefois quand j'étais enfant dans les hautes pièces sombres des pharmacies du Nord, avec leurs boiseries de chêne et leur haut comptoir. Une pharmacie comme celle-ci, ce n'est plus pour moi qu'une apparence sans mystère et j'y entre d'habitude, comme dans un magasin ordinaire. Je laisse servir deux ou trois clients qui ont pris le tour avant moi, mais je donne le mot de passe au préparateur, petit et brun, sur un ton d'insouciance qui laisse percer, sans doute, quelque émotion.

Je fais ainsi mes premiers pas dans la vie inconnue et secrète de l'univers clandestin, en franchissant la porte d'une arrière-boutique, – mi-bureau, mi-resserre – où quatre personnages, parmi lesquels je reconnais mes voisins du tramway, sont assis autour de la pièce et parlent tranquillement avec le maître de maison, à sa table de travail, semblant attendre que tout le monde soit là pour ouvrir la séance.

Il est en blouse blanche de travail et je suis frappé surtout par son beau visage de Don Juan méridional, où l'éclat des yeux et des dents s'oppose mystérieusement à la chevelure poivre et sel, presque blanche.

Après quelques questions posées avec un entrain souriant mais destinées à vérifier soigneusement mes origines et parrainages, les derniers participants arrivent et se présentent sous leur nom de guerre. Je me rends compte avec soulagement que chacun de nous, à part le maître de maison et un autre personnage âgé qui se tient hiératique dans un coin, semblons débiter dans l'organisation et nous trouver en présence pour la première fois.

Bourthoumieux commence à parler, en nous fixant tour à tour de son beau regard florentin : c'est un homme jeune, dans la force de ses trente ans. Visiblement, son expérience de militant responsable des Jeunesses socialistes l'a entraîné à une chaude éloquence, sans qu'il en abuse cependant, adoptant une précision nette et concise qui se rapproche plutôt du ton de l'officier d'État-Major.

J'apprendrai plus tard que cet homme exceptionnel et inconnu ne s'était guère galvaudé dans le personnel politique d'avant-guerre. À peine était-il apprécié d'un cercle restreint de jeunes et d'étudiants socialistes, il était venu à Toulouse de sa montagne du Lot où il avait reçu l'empreinte républicaine d'un père instituteur.

Quelle est la situation du mouvement à Toulouse en ce début du quatrième automne de la guerre ? Peu brillante, nous expose-t-il : des anciens responsables politiques, les uns sont passés carrément sous l'obédience de Vichy et leur trahison même ne les aura pas préservés de la chute, puisqu'ils viennent d'être révoqués de leurs postes municipaux, les autres, ayant d'abord accepté des missions de la Centrale du parti clandestin à Lyon, ne les ont finalement exécutées qu'avec tiédeur et laisser-aller, empilant dans les placards les tracts et journaux qui devaient faire connaître l'action et provoquer les adhésions nécessaires, négligeant de les distribuer, allant parfois même jusqu'à les détruire, motif invoqué : les condamnations très dures portées dans ces feuilles sur d'ex-camarades répudiés pour leur complaisance envers le pouvoir. Cause réelle : une tendance

trop nette et trop tardivement décelée à confondre le verbalisme d'intentions avec l'action et ses risques.

Il s'agit donc désormais de se répartir les tâches, et de se substituer aux anciens responsables que Tulle, en tant que représentant du Comité directeur, vient de brutalement remercier. Je saisis soudain, dans l'éclair d'une pensée, pourquoi Tulle m'a ordonné ces derniers mois, d'attendre ses instructions : le moment est venu après le grand coup de balai, de mettre en place une nouvelle équipe.

Ainsi, dans les circonstances de la vie, faut-il parfois savoir laisser s'accomplir les mûrissements nécessaires sans céder à l'impatience qui risque de déranger les sûrs cheminements d'une harmonie qui vient de loin.

– Vous, Bécane en tant que dirigeant de l'association des Officiers républicains, vous devez être à même de pressentir ceux qui préfèrent à Vichy la continuation de la lutte contre les nazis. Vous les regrouperez par unités de trois et diffuserez parmi eux, pour commencer, nos mots d'ordres en attendant les consignes d'action.

– Je m'y efforcerai, mais vous savez que d'une part, Vichy a fait beaucoup de dégâts parmi les officiers de réserve, en invoquant faussement l'intérêt de la patrie et le devoir d'obéissance. De l'autre côté, certains éléments de l'armée d'Armistice se regroupent d'eux-mêmes en vue de résister aux Allemands, dans l'éventualité d'une invasion de la zone Sud... Néanmoins, j'ai quelques amis sûrs et avec eux, je disposerai d'un réseau dans les unités d'active qui ne sera pas négligeable.

Bécane, avec son béret et ses lunettes, a répondu en pesant ses mots, il s'engage en mesurant les difficultés, mais avec confiance.

Bourthoumieux allume sa pipe et se tourne vers le vieil homme, qui se tient raide et soigné dans son coin :

– Vous, Pierre, vous continuerez à assurer les liaisons avec le comité directeur de Lyon : paquets de tracts et de journaux à convoier sur Toulouse, à diffuser ensuite à nos correspondants des départements de la région. Sous l'apparence d'un ponctuel voyageur de commerce, explique-t-il, notre ami Pierre qui porte bien ses soixante-dix années accomplies, fait passer chaque mois sous le nez de la police et des miliciens, sans compter les agents de la police économique en service dans les gares, deux énormes valises qui contiennent toute la littérature clandestine, non seulement la nôtre, *Le Populaire*, mais aussi *Combat* et parfois même dépanne-t-il d'autres organisations : Qui pourrait soupçonner notre digne ami à cheveux blancs, toujours élégant et tiré à quatre épingles, d'accomplir cette besogne ordinairement confiée à de jeunes estafettes ?

Pierre rit malicieusement dans sa moustache : il n'en est pas, lui, à son coup d'essai. Les boîtes aux lettres de Lyon lui sont familières et aussi tout un système de relations parmi les cheminots et les porteurs de la gare Matabiau, qui lui permet de faire franchir à ses grosses valises les barrages des sbires de Vichy.

Au tour de Delbruel, ingénieur, brun, Toulousain à l'allure sportive, qui est accompagné d'un de ses collègues :

– Il importe, dit Bourthoumieux, que nous ayions le maximum de renseignements sur les fabrications que le III^e Reich exige des établissements industriels de Toulouse, comme contributions de guerre ; en outre, nous devons contrôler l'eau, le gaz et l'électricité en n'importe quelles circonstances.

Un instant, le vertige me saisit, je vois projetés dans l'avenir, cette poignée d'hommes qui s'emparera des centres nerveux de la grande ville et tiendra entre ses mains à un moment donné, tout l'appareil de la vie quotidienne de cent mille êtres humains : pour le paralyser si les nécessités de la lutte l'imposent, pour le remettre en marche si l'ennemi l'a arrêté en menant son combat.

Nous ne serons pas les seuls... il y a d'autres familles politiques ou spirituelles que la nôtre. Mais nous étions ici les plus puissants quand le choix populaire était libre de s'exprimer : c'est de là que nous tenons, indiscutablement, nos droits et nos responsabilités.

À cet instant précis, il semble que tous les assistants perçoivent l'ampleur du rôle qui leur incombe, en même temps que la fragilité de leur actuelle condition : nous nous regardons et en d'autres temps, peut-être, l'ironie ou la blague auraient éclairé d'un jour particulier cette scène non exempte d'un caractère équivoque où l'on se répartit des rôles et des pouvoirs qui sont actuellement détenus par d'autres. Là pourtant, tout le monde est sérieux, sans un sourire, pas tristes cependant.

C'est maintenant au tour du camarade At, militant ouvrier à la cartoucherie. Notre hôte s'adresse à lui et tout le monde tourne le regard vers cette bonne gueule façonnée ailleurs que dans les grandes écoles, campée sur un corps qui a subi les déformations précoces du travail inhumain.

– Toi, Albert, tu as conservé tes liaisons avec les responsables ouvriers, les purs, ceux des grèves de 1936, ceux qui ont tenu jusqu'en 1939 et qui n'attendent qu'un mot d'ordre pour se regrouper, recruter tout naturellement, sans crise de conscience. La lutte contre les fascistes français, puis contre Franco, c'est aujourd'hui la lutte contre Hitler et Mussolini, les alliés de tous ces gens-là. Jusqu'à présent, ils ont eu des tracts, les ont fait circuler, ont écouté la radio de Londres, maintenant beaucoup demandent à entrer dans la danse : renseignements aujourd'hui sur ce qu'on leur fait faire dans les usines d'aviation et ailleurs pour alimenter la machine de guerre nazie ; action demain pour se soustraire, eux et leurs fils, au travail obligatoire en Allemagne et se battre contre l'occupant.

Albert fait un signe affirmatif ; il faudra, évidemment lui fournir du matériel, des moyens...

Quant à moi, dit B., je serai le responsable local : organisation politique en vue de la reconstitution des secteurs mais aussi centralisation des renseignements économiques et militaires sur les usines, les bases allemandes, l'aérodrome de l'agglomération toulousaine ; et encore le passage vers les Pyrénées de tous ceux que le Comité directeur nous enverra et qui voudront gagner Londres par l'Espagne, qu'il faudra héberger pendant quelques jours dans des maisons amies, regrouper, acheminer par des filières sûres.

C'est un rôle écrasant mais qui ne lui fait pas peur, on sent en lui une sorte de fringale d'action, que les mois d'attente ont creusée et qu'amplifie la volonté de mieux faire que tous les vieux cadres qui ont échoué.

Cependant, ajoute-t-il, il reste une part importante de responsabilités qui demande des qualités supérieures et que je ne saurais assumer : c'est la représentation de notre groupe local dans les instances directrices qui fonctionnent, pour la zone Sud, à Lyon et Marseille. Il faut aussi recevoir les émissaires de Londres qui passent périodiquement et défendre auprès d'eux la représentativité de notre mouvement, expliquer ses besoins en munitions et en moyens de toutes sortes, en être à la fois le champion et l'avocat. Cela exige un homme disposant déjà d'une autorité reconnue : vous portez un nom estimé dans les milieux de socialistes militants, votre père a siégé au conseil municipal de Toulouse, et votre notoriété parmi les jeunes intellectuels a dépassé largement l'audience de l'Université, professeur Naves, c'est pourquoi je vous demande avec tous nos amis, d'accepter cette charge.

Tous les regards se portent alors vers une silhouette mince et bien découpée : la taille assez petite est dominée par un visage bien construit, aux méplats saillants s'ouvrant sur un éclatant sourire, tandis que les yeux cachent leur flamme derrière de grosses lunettes d'écaille.

– Je vous remercie pour ce choix, dont je mesure à la fois le caractère flatteur et les graves responsabilités qu'il implique, répond Raymond Naves en souriant – mais justement, comme il s'agira d'accomplir cette mission dans la totalité de l'action qu'elle exige et que l'année scolaire comporte pour moi des travaux professionnels qu'il n'est pas question de négliger, vous comprendrez sans doute que j'aie besoin de quelques jours de réflexion avant de vous donner une réponse, qui vaudra pour moi un engagement.

C'est alors un concert d'encouragements et d'apostrophes chaleureuses qui jaillit du groupe toulousain, pour essayer d'emporter son adhésion sur le champ, mais il résiste et tient visiblement à son délai de réflexion.

Dans mon coin, sur ma chaise, je souris en réfléchissant aux caprices de la destinée : jusqu'à ces derniers temps, j'étais sûr de n'avoir plus rien à faire avec les professeurs de littérature française, dans la préparation de la licence, puisque j'avais passé l'écrit du certificat à Lille avant d'être mobilisé, en avril 1940. Bien que n'ayant pas passé l'épreuve orale d'ancien français, je croyais avoir bénéficié d'une mesure de temps de guerre qui déclarait reçus définitivement les étudiants admis à l'écrit et dont les études avaient été interrompues par le départ aux armées. J'avais vécu pendant deux ans dans cette illusion, mais récemment j'avais demandé au doyen de la faculté de Lille un certificat de mes diplômes, j'avais eu la déception d'apprendre que ma classe n'était pas visée par la disposition d'admission définitive et que même, n'ayant pas passé les épreuves orales pour la seconde fois dans les délais imposés, j'avais perdu le bénéfice de l'attribution de ce certificat. Je me trouvais donc contraint de le préparer à nouveau à la faculté des lettres de Toulouse : parmi les professeurs dont j'allais devoir suivre les cours à la rentrée de novembre, M. Naves...

Lui-même, au milieu de sa préparation magistrale et de ses travaux personnels, subissait dans le même temps l'attraction vers l'action. Son passé, ses réflexions sur les bassesses de la période présente, sa révolte devant l'attitude louvoyante et sans dignité de certains élus municipaux socialistes, tout l'incitait à reprendre la lutte dont la « drôle de guerre » de 1939-40 lui avait déjà fourni l'occasion de vivre un premier épisode.

On a trouvé dans un ouvrage auquel il travaillait au cours de cette période, publié en 1943 (1) sous le titre transparent de « *L'Aventure de Prométhée. La patience* », des allusions précises aux débats intérieurs de l'homme cultivé et méditatif confronté avec les calamités qui s'abattent sur son pays.

Du Vair, magistrat stoïcien se trouve dans Paris assiégé par Henri IV au moment des guerres de religion. Il s'émeut devant la misère, la famine qui frappent surtout les pauvres gens : « cette plaie nous cuit si fort que nous ne pouvons que nous n'y portions souvent la main... ».

De curieux rapprochements s'imposent avec l'époque que nous vivons en 1942 : l'État est « vieux, ayant amassé en cette vie débordée et dissolue beaucoup de mauvaises humeurs, et encore plus de mauvaises mœurs... » la noblesse est « dénaturée et découragée... » « l'Église s'est déshonorée... ». Se faudra-t-il étonner si un vieil État meurt de telles maladies ? Bien plutôt se faudrait-il ébahir s'il en pouvait relever... ».

Mais l'homme de pensée a un recours : il peut s'abstraire de tous ces troubles et détourner ses regards de la misère qui l'environne : c'est pour Raymond Naves la tentation qui s'offre à lui, celle du renoncement. « Les chrétiens avaient, du temps de Guillaume du Vair, ressource de se retirer dans un monastère, loin du monde, ou bien les Stoïciens de toutes les époques peuvent mépriser souverainement « ce qui ne dépend pas de nous ». En fait, cette séduction de la retraite est une lâcheté, c'est ce que du Vair écrit à M. de L... qui voulait se faire moine.

Sur ce thème, l'esprit de Raymond Naves court au long de sa méditation. C'est une des joies des Belles Lettres de retrouver ainsi dans un écrit vieux de trois cents ans la résonance et le miroir des doutes qui vous assaillent, et surtout la réponse que l'on attendait secrètement et qui vous est dictée par la vieille sagesse de la condition humaine que les hommes se transmettent par les livres, culture qu'aucun progrès technique, même étonnant, ne pourra jamais supplanter.

Le devoir est de rester dans le siècle, de maintenir son propre exemple au milieu « des hasards et des indignités » écrit-il et aussi : « du reste, la situation d'un pays n'est jamais telle qu'on en désespère ; et en tout cas, le premier ennemi à combattre, c'est la « tristesse », ce que nous appellerions plutôt aujourd'hui dégoût et mélancolie.

Sa décision est prise sans aucun doute lorsqu'il écrit ces lignes. Son destin lui-même se dessine et tout le tragique qui y est contenu se lit à travers cette mystérieuse prescience qui lui fait citer du Vair : « Souvenez-vous lors qu'êtes hommes, et que vous êtes Français. Que votre courage ne s'enfuie pas avec votre bonheur. Plantez-vous au droit et à la raison ; et si la vague a à vous emporter, qu'elle vous accable le timon encore à la main. »

D'autres se lançaient dans l'aventure dans un joyeux élan qui ne voulait retenir que la perspective finale du triomphe. Raymond Naves savait parfaitement tout ce qu'il en coûte au départ comme à la fin, son stoïcisme, à défaut du secours que l'on tire des incitations qui viennent du ciel, reposait en tout et pour tout sur l'homme. C'est ainsi qu'il interprète du Vair en une de ces formules finales dont il avait le secret : « Et puis, il est de *l'homme* de jouer son rôle, de garder son poste tant qu'il a des forces : transfiguration d'une morale quasi militaire, par l'obéissance à sa propre décision. »

(1) Chez Privat Didier, Toulouse

La réunion finit et j'ai un moment d'inquiétude car, si je récapitule, tout le monde a reçu ses attributions, sauf moi – mais le regard de Berthoumieux vient de se poser dans ma direction.

« La règle, pour les responsables, est d'avoir son double, c'est-à-dire quelqu'un qui connaîtra ce qui doit se transmettre et qui, en cas de disparition du titulaire, pourra assurer la continuité. » Ce que l'on sait de mon action avant-guerre, la caution de membres du Comité directeur dont Tulle le conduisent à me demander d'assumer ce rôle de second, auprès de Raymond Naves.

Je remercie comme il se doit et je me tourne vers celui que je vais assister, en demandant ce qu'il en pense, car après tout, nous ne nous connaissons que depuis que nous sommes entrés dans ce bureau de pharmacien, dont l'air commence à s'épaissir de la forte odeur du tabac « sauvage ».

Une lueur d'acquiescement passe vivement dans les verres épais de ses lunettes. Reste une dernière formalité, à laquelle chacun se prête et qui ramène le sourire : se trouver un nom de guerre pour les futures communications qui devront rester secrètes : Berthoumieux devient sur le champ Bonnard, Pierre Soula reste Pierre, Naves Grange, je choisis Dupin je ne sais trop pourquoi, peut-être en songeant à la littérature, à George Sand qui déguisait aussi son identité, à ce professeur qui demain sera le mien dans le monde et que je « doublerai » dans l'ombre... Tout cela maintenant se passe dans un tourbillon d'euphorie...

Rendez-vous est pris ici même dans quinze jours, pour rendre compte des premières tâches exécutées.

En sortant, nous descendons à pied l'avenue de Muret avec Raymond Naves, sa bicyclette à la main. Nous faisons connaissance il est parfaitement simple et il parle plutôt comme un militant que comme un professeur de Faculté. De quoi ? De choses quotidiennes, comme les services que rend en cette période où l'on ne connaît plus l'essence, un bon vélo qui, en outre, vous maintient en excellente forme physique. Mais cette forme serait parfaite s'il n'y avait pas la pénurie de ravitaillement et je le trouve, sur ce point, étonnamment ignorant des menues pratiques du « marché noir ». J'espère quand même que notre futur chef ne sera pas trop éloigné du dur maniement des réalités...

Chemin faisant, nous revenons sur terre après cette réunion qui nous a fait planer du vol des aigles dans l'éther de l'avenir. Je ne lui cache pas qu'il aura l'occasion de me retrouver dans la vie quotidienne, puisque je dois suivre ses cours. Visiblement, ce petit fait l'amuse, car l'aventure offre ses aspects inattendus de jeu, de déguisement qui, désormais vont mettre leur piment sur nos existences.

Pour l'instant, il est vrai, nous n'avons à combattre dans cette zone non-occupée que la police et la milice du régime vichyste. Les risques les plus gros semblent se limiter aux camps d'internement français, à la comparution devant un tribunal, à la prison, qui demeurent les châtements policés d'un univers connu et civilisé.

Deux ans plus tard, presque jour pour jour, lorsque quelques rares survivants de cette première réunion chanteront *La Marseillaise* sur le balcon du Capitole, présentant à la foule les chefs que la Résistance leur a donnés comme successeurs, ce sera d'un océan furieux de trahisons, de tortures et de meurtres qu'ils sortiront à quelques-uns seulement, les autres morts en sursis dans les prisons ou dans les camps ou morts à jamais...

CHAPITRE VII

MISÈRES DU TEMPS

Les jours passèrent... sans qu'aucun remous ne vînt troubler la surface des événements quotidiens, un vaste mouvement se mit à faire bouger les profondeurs, entraînant avec lui des mutations dont les effets ne se firent sentir que bien plus tard.

Bonnard se mit au travail avec patience et méthode, renouant les fils interrompus, étendant son réseau jusqu'aux centres nerveux de l'appareil administratif et policier, allant jusqu'à persuader l'intendant de Police d'atténuer sa répression et ses recherches contre les agents de la France Libre et les Résistants, traitant presque d'égal à égal avec ce haut fonctionnaire qu'il arriva à circonvenir avec une habileté florentine, usant tantôt de persuasion, tantôt de la menace.

Car la peur de l'avenir commençait à s'insinuer dans l'esprit des hommes du Pouvoir, jusqu'à devenir panique lorsque les alliés, déployant, pour la première fois, l'immense « armada » de leurs forces, entreprirent la vaste opération du débarquement en Afrique du Nord.

8 novembre 1942... Beaucoup crurent alors que nous étions arrivés au bout de nos peines : les Américains une fois installés à Alger et à Rabat, la libération du continent ne devait plus être qu'une question de semaines. Mais il fallut bien vite se rendre à l'évidence : les forces de l'Axe ne reculaient en Tunisie que pied à pied, Pétain demeurait à Vichy, l'immense machine nazie renforçait l'emprise de la terreur sur l'Europe.

Alors que certains se laissaient aller à la trompeuse euphorie des premières victoires, se préparait pour nous la phase la plus sombre et la plus meurtrière de nos aventures : d'abord sans bruit, la Gestapo, suivant les troupes allemandes qui envahissaient l'ancienne zone libre, s'installa à Toulouse.

La Gestapo... sa sinistre réputation avait à peine franchi la ligne de démarcation. Jusque-là, nous connaissions seulement la répression surtout bête et tracassière de la police politique française, les exactions et les interrogatoires plus brutaux des miliciens, leurs irruptions dans certains restaurants de « marché noir » : tout cela ne pouvait donner qu'une faible idée des méthodes policières éprouvées tour à tour sur chacun des peuples asservis de l'Europe, et que l'on ne connaît vraiment, en dépit des livres et des journaux, que lorsqu'elles se trouvent à votre porte, dans votre ville.

Pour le moment, les événements renforçaient la muette complicité qui nous entourait : au lycée, à notre réfectoire, c'était exactement le monde extérieur à l'envers – les seules nouvelles commentées étaient celles de la radio de Londres et bientôt d'Alger ; les seules feuilles qui recueillaient créance, les pages petit format des gazettes clandestines. Certes, si un nouveau venu partageait un jour notre table, de passage ou à demeure, un silence prudent régnait d'abord, puis quelques questions insidieuses étaient posées pour sonder ses opinions : la plupart du temps, comme 80 % des Français en cet automne 1942, il était pour De Gaulle, les Alliés et contre Vichy et les Allemands. Mais si, par une malheureuse rencontre, c'était un admirateur de Hitler

ou simplement un sectateur attardé, l'opposition la plus sournoise et la plus féroce s'acharnait contre lui.

Dans deux ou trois cas, les flèches décochées devenaient si vengeresses, les plaisanteries de corps de garde si fortes, que l'indésirable ne tardait pas à abandonner la position. Ainsi demeurions-nous strictement entre nous, ce qui permit de maintenir un esprit fraternel et uni, et plus tard, d'héberger parmi nous des clandestins ou des amis traqués.

La plupart de ces jeunes gens n'avaient aucune appartenance politique, ils étaient simplement mus par deux ordres de sentiments, dignes de leur âge ; la solidarité et l'admiration pour tous ceux qui combattaient. Ainsi, le geste de de Lattre, général à trois étoiles commandant la région de Montpellier, prenant le maquis avec quelques blindés le jour où les nazis envahissaient la zone Sud, suscita plus d'enthousiasme et d'envie secrète que la Presse officielle, tournant en dérision ce qu'elle présentait comme une incartade, ne s'efforçait de le dissimuler.

La pitié aussi et la solidarité pour tous les traqués, les persécutés, étrangers antifascistes ou juifs réfugiés, dont la région de Toulouse accueillait un grand nombre, sans parler des tristes camps d'internement de Noé et du Récébédou. C'était quelques semaines plutôt que s'était répandue la noble lettre pastorale de l'archevêque Salièges, dont on se récitait les célèbres phrases : « que des enfants, que des femmes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que des membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, c'était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle »...

« Dans notre diocèse des scènes d'épouvante ont lieu dans les camps de Récébédou. Les juifs sont des hommes, les juives sont des femmes, les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes et contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier... »

« Les juifs sont des hommes... les étrangers sont des hommes... Ils font partie du genre humain »... Fallait-il que l'abaissement des esprits soit profond, pour qu'un rappel si simple des élémentaires valeurs humaines, prît par contraste valeur exemplaire et risquât de faire jeter en prison le pasteur qui eut le grand et rare mérite de le proclamer ?

C'est ainsi qu'un jour atterrit dans notre réfectoire tout bruisant des nouvelles de la radio de Londres, un de nos « anciens », devenu inspecteur de police par nécessité familiale. Dans la chaleur des retrouvailles, il se laissa vite aller aux confidences : chargé d'enquêtes économiques, il venait instruire le dossier de quelques commerçants et hommes d'affaires israélites de Toulouse. C'était à l'époque, hélas ! monnaie courante, à tel point que notre homme n'y mettait aucune malice. Mais au milieu des esprits en surchauffe, ce fut comme un jet d'huile sur le feu... Il n'était ni grand, ni fort et au moins deux ou trois armoires à glace le considéraient déjà avec des yeux réprobateurs qui allaient de sa personne à la porte de la salle en une expression féroce.

Lorsqu'heureusement ces gaillards s'aperçurent à temps que quelques Ulysses, peut-être moins chevaleresques mais certainement plus rusés, ne ménageaient pas les carafes de vin de l'Économat pour s'intéresser aux détails techniques d'une telle enquête qu'ils semblaient considérer avec un intérêt admiratif. Au dessert, les dossiers venus de Paris étaient installés sur la table, certains même

sans vergogne prenaient des notes en continuant de s'émerveiller de la subtilité des opérations économiques, qui venaient nous distraire bien à point de nos études littéraires ou mathématiques.

Il fut conseillé à notre hôte d'aller faire la sieste, ce qu'il accepta et la meilleure chambre lui fut offerte. À peine était-il assoupi que le téléphone sonnait pour prévenir tous les commerçants en cause et les inviter, avec toutes les précautions désirées, à préparer leurs batteries.

Le soir au dîner, nous nous fîmes rendre compte de la mission de notre inspecteur, car notre curiosité vers une vocation possible de futurs enquêteurs s'aiguissait. Le programme du lendemain nous fut communiqué. Les déboires d'une recherche qui déjà s'annonçait décevante amenaient de sourires vite réprimés sur les lèvres. Était-ce naïveté ou demi-complicité ? Notre ami paraissait très euphorique et tout heureux de se retremper dans cette ambiance du réfectoire, qui rappelle les mess militaires ou encore les repas dans une communauté.

Ainsi, pendant trois jours, l'enquêteur se rendit chez des suspects qui avaient eu le temps de mettre de l'ordre dans leurs affaires en sorte que son rapport final que nous l'aidâmes à rédiger se traduisit par zéro, à part quelques remarques inoffensives.

Notre groupe de professeurs, répétiteurs et maîtres comprenait une trentaine d'adultes. Et à côté de nous vivaient plusieurs centaines de jeunes, pour la plupart entre seize et vingt ans, qui composaient les classes préparatoires aux grandes écoles, pour l'essentiel de l'Internat. Ce monde clos formait un creuset à la fois différent par sa jeunesse et son repli sur des études hors des temps, et cependant ressemblant au monde extérieur, dont il épousait avec plus ou moins de recul, les idées, les querelles et les espérances. Nous étions proches de ces élèves, à la fois par l'âge – bien souvent, quelques années nous séparaient à peine – et par la communauté des soucis : la guerre, le rationnement, l'incertitude du lendemain... et par bien des côtés, nous nous sentions des leurs de même qu'ils se rapprochaient volontiers de nous, dès lors qu'ils voulaient échapper à leur condition d'écouliers pour entrer dans l'actualité des adultes.

On y rencontrait de tout, certes ; même quelques jeunes dévoyés, heureusement fort rares, qui mettaient leur point d'honneur à porter le signe de ralliement du maréchal et allaient même parfois jusqu'à adhérer à la milice, menaçant de dénoncer professeurs et maîtres qui leur faisaient des remontrances, comme des « marxistes et ennemis de l'Ordre Nouveau ». Produits amoindris d'une bourgeoisie épuisée, cancres préférant rejeter leurs défaillances sur de prétendues persécutions, on peut certes les négliger vu leur petit nombre, encore fallait-il s'en méfier comme de la peste, en un temps où une dénonciation imbécile, l'accusation d'un « minus », suffisaient à vous faire rejoindre un camp d'internement ou une prison.

À l'opposé, l'environnement clandestin exaltait des bouillonnements dans de très jeunes cerveaux : la haine des nazis et des traîtres français qui formait le fond des conversations familiales venait renforcer le goût des mystères et des clans, des signes de reconnaissance et des sociétés secrètes, chers aux garçons de quatorze ans. Dans les classes de troisième et seconde, il se trouva ainsi, un groupe de quelques fils de résistants qui se livrèrent, autant par jeu que par conviction, aux distributions de tracts, aux inscriptions subversives de V sur les tableaux noirs ; puis à mesure que l'enfance les quittait pour laisser la place à la violence de l'homme, ils s'exaltèrent dans un certain trouble à des jeux moins innocents que la police vint sanctionner avec sa lourde patte de l'occupation. Ainsi, connurent la cellule et le dépôt des jeunes gens dont les pères, affrontés aux périls adultes, devaient trouver la mort dans les maquis ou à Auschwitz... Époque cruelle où les

sanctions bénignes infligées aux enfants, frappaient les parents d'un surcroît d'angoisses qui les meurtrissait dans leur descendance avant qu'eux-mêmes n'endurent, dans leur chair, la torture et l'angoisse.

La stupidité avait ses adeptes les plus attardés là où l'on pouvait le moins s'y attendre : chez ceux qui voulaient faire profession de courage en entrant dans le métier des armes : la classe où le portrait de Pétain trôna le plus longtemps, où l'air retentit le plus fréquemment de son hymne « *Maréchal, nous voilà...* », où l'on maudit le plus tardivement De Gaulle et les « Anglo-Saxons », aura été incontestablement la classe préparatoire à Saint Cyr.

Quand j'y pénétrais, mon cœur se serrait comme si j'avais été contraint de séjourner une heure dans la chambre froide d'un paquebot : on s'y sentait isolé des courants de l'extérieur, figé dans une tradition de fidélité absurde, au milieu des rejets de la meilleure noblesse languedocienne vivant et respirant la doctrine politique de l'Action française, le catholicisme du général de Castelnau et le faux patriotisme de Vichy, alors que tout autour d'eux murmurait et se révoltait dans un frémissement unanime qui les laissait indifférents. En sortant de là, j'ai ancré dans ma tête qu'il fallait absolument renoncer à faire respirer de son propre chef la caste militaire au rythme de la Nation.

Bien plus avisés et mieux armés pour résister aux agressions psychologiques de l'époque, apparaissaient les jeunes littéraires et scientifiques des classes de Première supérieure : en eux survivait la tradition de Socrate, de Montaigne, de Stendhal qui avaient assisté au triomphe, puis au déclin de quelques autres illustres tyrannies sans se départir de leur haute doctrine. Autre tradition, dira-t-on, mais aussi éloignée des drames du monde moderne ! non pas !... On y trouvait au contraire un goût des informations, des aperçus sur l'extérieur, qui s'ouvrait avidement sur tout écrit passant à leur portée et susceptible d'être analysé, dépouillé, décortiqué. Deux courants distincts gouvernaient ces jeunes esprits : celui des rationalistes du XVIII^e siècle, des radicaux des Lettres, Alain, dont l'ennemi faisait partager les responsabilités de la défaite, sans entamer chez eux la foi, nourrie dans l'Humanisme : Hitler et Vichy, des accidents terribles, mais seulement des accidents de l'Histoire qu'il fallait subir dignement, tout en sachant « raison garder ».

Tout un autre groupe, parmi les Khâgneux, suivait le mouvement catholique de gauche, les dominicains et le professeur Borne, que j'avais connu au lycée de Valenciennes et dont la grande silhouette courbée semblait une houlette vivante pour rassembler ces ouailles, que l'on reconnaissait d'ailleurs à certains traits communs : une onction dans les gestes, un détachement affiché des détails matériels de l'existence, une pudeur de jeunes néophytes... Charles Péguy florissait dans ces parages, naturellement pas le Péguy militariste et clérical des morceaux choisis de Vichy, mais le Péguy socialiste chrétien, le militant drapé dans sa pauvreté, le fantassin qui paya de sa personne, que d'ailleurs nous pratiquions tous vers 1939-40, car nous ressentions particulièrement le caractère d'authentique expérience humaine, malgré ses longueurs de style et ses haines injustes, depuis que Léo Lagrange nous l'avait fait connaître en citant ses plus beaux vers dans les meetings socialistes.

On se souvient de la description que donne Péguy (les jeunes élèves maîtres de l'École normale : « Les hussards de la République ». Rien ne s'appliquait mieux que ce titre aux élèves de mathématiques supérieures et spéciales. Moins brillants que les « Khâgneux », les « Taupins », lorsqu'on les côtoyait chaque jour, conquéraient l'estime par le sérieux de leurs travaux, par

l'ardeur et la vaillance qu'ils mettaient à attaquer un programme scolaire ardu, des « colles » trimestrielles que les professeurs s'ingéniaient à parsemer d'embûches. Cet entraînement et ce dressage finissaient par conférer à presque tous une force de caractère concentré, qui brûlait en eux comme un haut et noble secret. Peu de discussions chez eux, peu d'éloquence, néanmoins aux grandes vacances suivantes, personne d'entre nous ne fut surpris d'apprendre que plusieurs d'entr'eux avaient librement choisi de rejoindre les combattants d'un maquis et le petit Sauvegrain dut fixer les mitraillettes allemandes braquées sur lui, avec le même regard aigu et volontaire, derrière les verres de ses lunettes, que nous étions accoutumés de lui voir, lorsqu'il se battait avec les signes algébriques au tableau noir jusqu'à ce que le problème fût résolu.

Sorti de ce milieu amical où tout se trouvait, en fait, favorable à notre cause, des filières nous menaient secrètement vers d'autres rencontres et nous cheminions ainsi, perdus dans l'hostilité et la veulerie quasi générales avec la même sécurité que les touristes empruntant le chemin de la digue, au milieu des embruns et des sables, dans la baie du Mont-Saint-Michel.

Un des carrefours de ces cheminements secrets était constitué par la place du Capitole : non pas qu'elle fût déserte, bien au contraire, les allées et venues incessantes dont elle était traversée constituaient le plus sûr des lieux clandestins, surtout certains jours après le marché, où l'on pouvait se noyer dans la foule qui parcourait les rangées de boutiques de toiles que les marchands se dépêchaient de plier à l'heure dite.

J'y rencontrais, entr'autres, mon ami Achille, un ancien des Jeunesses socialistes, employé à la mairie. Enthousiaste et emporté, il consacrait de longues tirades à fustiger les anciens dirigeants locaux, qui avaient trahi la cause. Son éternelle cravate en lacet de souliers au cou, l'accent montagnard et le verbe puissant, il essayait de me convertir à « Libérer et Fédérer », mouvement socialiste dissident puissamment organisé à Toulouse et dans la région, sous l'impulsion d'un ancien agitateur communiste, Gilbert. Nous rompons des lances, le ton montait, on se serait cru revenus à l'époque où les tendances s'affrontaient au sein du Parti, dans un curieux mélange d'aigreur fraternelle.

Mais voilà que, trônant dans son kiosque à journaux du coin de la place, maman Rose nous faisait amicalement signe que nous parlions trop fort, qu'on nous entendait de loin et qu'il valait mieux passer inaperçus... Aussitôt, nous sortions de nos controverses et nous tombions d'accord pour scruter les visages anonymes qui nous environnaient et rentrer dans notre coquille : nous éprouvions alors la juste valeur de nos oppositions et nous mesurions très vite notre véritable similitude.

Achille savait manier la dialectique : « sur des penseurs nouveaux, faisons des vers antiques », telle était alors la dominante de son idéal socialiste : l'ancien état de choses ne pouvait être restauré tel quel, ni surtout suffire à faire face aux responsabilités de demain. Au départ, rien à dire, personne ne songeait à soutenir le contraire. Mais ensuite, il allait plus loin, quittant délibérément la notion d'un Parti socialiste, pour se contenter de « Fédérer » simplement des familles, des tendances... Tant qu'il s'agissait uniquement de se battre contre l'occupant, le lien existait tout simple et tout bête. Mais après ? Le moyen de l'action politique prendrait une forme assez souple pour permettre la coexistence de tous les mouvements se réclamant du Socialisme et leur action commune sur un certain nombre d'objectifs simples et bien définis.

Tout cela n'était pas si mal vu par Gilbert, le théoricien politique génial : c'est peut-être là, dans cette première conception qu'il a épuisé son feu, plutôt que dans ce projet de constitution de la IV^e République, auquel il a beaucoup apporté mais dans un esprit d'adaptation aux nécessités de l'heure, qui avait déjà perdu le grand souffle de la tempête.

Mais les meilleures conversations déambulatoires, je les faisais, place du Capitole, avec Raymond Naves. Il arrivait, l'air sérieux et pénétré, toujours exact à l'heure juste. Nous nous enfoncions dans la foule et nous parlions à voix basse. Le plus souvent, il exposait une affaire qui l'occupait cette semaine-là, minutieusement en s'appliquant à suivre mes réactions. D'autres fois, il me faisait raconter tel événement, telle orientation qui mettait en jeu nos connaissances de Lyon ou de Marseille que j'avais eu l'occasion de rencontrer. Je mis quelques semaines à comprendre quel intérêt il pouvait tirer de ces conversations avec moi, moins expérimenté, moins rompu certes que lui aux pratiques de l'organisation et de la négociation : comme je n'avais aucun parti pris dans la politique locale, que d'autre part, j'étais assez informé par nos amis du Nord des positions prises sur le plan général, sans doute, tenait-il à se rendre compte à travers mes réflexes et mes idées, des impressions que son action pouvait susciter de l'extérieur. Peut-être aussi éprouvait-il le besoin, au cours de ces conversations, de mettre de l'ordre dans ses idées et n'aimait-il pas le soliloque ?

Le rôle de confident n'est pas aussi artificiel qu'on le pense, en lisant les tragédies classiques : la réalité nous a souvent offert des hommes de premier plan, isolés par leurs immenses responsabilités, qui ressentaient à certains moments la nécessité de confier à une oreille sûre et complaisante leurs doutes et leurs remue-ménage intérieurs.

CHAPITRE VIII

CONTACTS ET ACTION

Chaque guerre possède son tragique : 1914-18 a marqué dans les mémoires par l'enlèvement dans la boue des tranchées, les corps à corps à la baïonnette au petit matin, ces pilonnages d'une artillerie aveugle qui s'abattaient comme un cruel destin sur les adversaires séparés par quelques mètres de remblais.

La Résistance n'a pas été ce bain d'horreur et de sang, mais plutôt une calme prairie verte à l'aspect innocent, semée de pièges d'acier capables, bien souvent, de vous broyer un membre ou de chausse-trapes qui vous engloutissaient, rompus. Ainsi, on pouvait côtoyer les dangers, pendre le thé en bavardant sur le dernier communiqué de Londres et vaquer à ses occupations pendant des semaines sans qu'aucun indice vînt vous rappeler l'éventualité de la prison, des supplices ou de la mort. Jusqu'au jour...

Les résistants eux-mêmes vivaient et menaient leur combat de trente-six façons et peut-être faut-il vous montrer deux types absolument opposés, l'un d'individualisme et d'artisanat, pourrait-on dire, l'autre d'action organisée.

À la première manière appartenaient Madeleine et Clara ; la première, nous l'avons dit, écartée de l'organisation secrète en raison de son deuil, ayant déjà lourdement payé son tribut et cantonnée à élever son jeune fils ; l'autre, Clara, partagée entre l'irréductible goût d'écrire et une ancienne attirance vers l'aventure ; ayant gardé de son mariage le goût de la classe et du panache ; humain déjà la piste du risque à courir, des responsabilités à assumer, cette fois pour son propre compte.

Madeleine et elle s'installent à Montauban. Après avoir été hébergées quelque temps chez M^{me} Mongreville, dans un grand appartement près du quai, elles retrouvent la paix dans cette autre ville rose, où la vie est plus calme, le ravitaillement plus facile qu'à Toulouse.

À Montauban, une tradition protestante s'allie au courant politique dominant, radical et socialiste, pour maintenir un climat accueillant aux réfugiés, aux israélites comme aux adversaires du régime tout puissant. L'évêque favorable aux Résistants, le préfet indulgent et tolérant contribuent à faire de leur ville une oasis relativement tranquille, éloignée pour l'instant des activités de la Gestapo.

Le musée Ingres et son conservateur symbolisent le maintien d'une vie intellectuelle qui s'enracine dans la tradition, s'ouvre largement sur les courants de pensée que Vichy condamne et fait confiance à l'avenir du monde moderne en guerre contre Hitler. La vieille ville est là, autour de sa grand'place en arcades, tandis qu'un peu plus loin, les vergers de la banlieue offrent leur profusion...

C'est dans cette banlieue bucolique que les deux amies s'installent, dans cette villa des Pâquerettes qu'elles ne vont pas tarder à établir en un nouveau relais, où visiteurs clandestins, politiques, écrivains, artistes, se succéderont dans l'accueillante salle à manger, trouveront même le gîte pour la nuit sur un divan souvent transformé en lit pour les hôtes de passage. Tous y goûteront la paix pour quelques heures, des livres qui rattachent au monde vivant, le réveil ensoleillé au milieu des arbres, des fleurs et du chant matinal des oiseaux.

Cet accueil ne résultait pas d'une richesse dont il arrive que des âmes bien nées cherchent à s'excuser en la faisant partager agréablement. En réalité rien n'était facile pour ces deux femmes et il leur fallait compter, ménager, pour assurer leur train de vie. Mais précisément elles avaient choisi de réserver une part de leurs ressources pour recevoir tous ceux qui vivaient le drame de la solitude dans la Résistance. Partout ailleurs, il fallait feindre, se méfier, se taire. D'où le plaisir réel que d'innombrables clandestins, chargés d'un nom et de responsabilités prenaient à faire halte, le temps d'un déjeuner ou d'une fin de semaine entre deux missions.

Pour eux, la villa des Pâquerettes, c'était déjà les conversations de Londres ou d'Alger, avec en plus, le détachement féminin si frais succédant à l'âpreté des manèges quotidiens de fauves en cage.

Périodiquement aussi Clara et Madeleine partaient se ravitailler à la source, par exemple chez les Grunebaum-Ballin à Toulouse. J'y allai, moi aussi, avec plaisir écouter ces deux éternels amoureux, véritable réseau autonome, avec imprimerie miniature constituée par la machine à écrire de Cécette, alimentée par l'usine à idées anticonformistes qui fonctionnait dans le cabinet de travail du toujours jeune Président. Pas une semaine qui n'amenât, rue des Pyrénées, un homme politique, un professeur ou un écrivain qui, par le hasard bienveillant provoqué par la maîtresse de maison, y rencontrait fort opportunément les têtes de la Résistance toulousaine, autour d'une tasse de thé.

Dans la partie de la rue de Metz qui gagne la Garonne après la place Esquirol, on aperçoit à droite, un immeuble à l'alignement portant sur la façade en lettres de fer forgé « modern'style » l'inscription « Maison de la Mutualité ».

C'est là, au deuxième étage, que nous transférons notre centre, dans des bureaux mis à notre disposition par Achiary-Arnal. Du palier, on traverse une salle d'attente, puis on pénètre dans un vaste bureau, bien éclairé, donnant sur la rue. Autour de ce bureau, rayonnent plusieurs pièces ou débarras et une salle de conseil d'administration dont les murs sont ornés des photographies encadrées de mutualistes vénérables.

Achiary siège à son bureau, la petite sténodactylographe en face de lui, comme un aiguilleur dans sa cabine. Il joue admirablement des portes de communication, des débarras et du couloir pour que l'un sorte pendant que l'autre rentre et que les personnes qui doivent s'ignorer ne se rencontrent pas, même entre deux portes.

Avec Achiary, c'est la méthode personnifiée qui entre dans notre formation. Il apporte à tout ce travail de centralisation de renseignements et de diffusion de tracts, journaux, etc., une méticuleuse diligence qui laisse rêveur. Dans sa « Centrale », chaque groupe dispose d'une pièce ; les rendez-vous sont minutés de demi-heure en demi-heure comme chez le dentiste. Le plus surprenant, c'est que notre ami dirige réellement un service d'assurance chirurgicale dont jamais

aucun usager ne se plaint. Seuls les horaires ne coïncident pas : nous prenons possession des lieux lorsque le dernier « assuré » a tourné les talons.

Quelles sont les activités qui émanent de la Centrale ou y aboutissent ? D'abord arrivent périodiquement les feuilles clandestines qu'il s'agit de « réceptionner » et de répartir ensuite entre les correspondants des départements et ceux des secteurs de Toulouse. C'est en premier lieu, *Le Populaire* que le père Soula amène de Lyon dans ses valises. Nous diffusons aussi, sans distinction *Franc-Tireur*, *Libération* et, à l'occasion, les feuilles chrétiennes que des francs-maçons sont parfois les plus ardents à répandre, tandis que des curés de campagne distribuent *Le Populaire*.

C'est là encore que viennent les responsables nationaux, pour y donner leurs rendez-vous dans un bureau tranquille, protégé par la vigilance d'Arnal, y dicter leur courrier, travailler à leurs rapports pour Londres.

À mesure que le temps avance, le filet se resserre sur certains d'entre eux : Eugène Thomas a dû quitter son domicile de Saint-Martory et entre dans la clandestinité, car la police a fini par s'inquiéter de ses nombreux déplacements à travers la zone sud et l'a assigné en résidence surveillée. Les gendarmes ayant eu le bon esprit de le prévenir, un soir qu'ils avaient reçu l'ordre de l'arrêter le lendemain à l'aube, il a gagné la montagne ariégeoise, où Peyrevidal et Laffeu lui ont préparé un abri sûr dans une ferme, à Brassac. Là, soigné comme un coq en pâte, il ne tarde pas cependant à sentir le poids de l'inactivité et, malgré l'amicale insistance de ses hôtes, il leur fait part au bout de quinze jours, de son intention bien arrêtée de rallier Lyon ou Marseille, en passant d'abord par Toulouse.

C'est ainsi que je le vis un jour arriver au lycée, la veille d'une vaste rafle policière dans l'agglomération toulousaine, en vue de contrôler les nouvelles cartes d'identité, établies par Vichy. Nous étions tous prévenus et pour lui éviter les risques de l'hôtel, je l'emmenai passer la nuit dans le modeste appartement de mes parents, rue Jules Verne, en banlieue.

Je lui passai mon lit de fer « restrictions » et je dormis sur un mauvais divan. Réveillé la nuit par l'inquiétude de cette rafle, j'eus le spectacle, au clair de lune, de deux jambes qui dépassaient les barreaux du lit manifestement trop petit pour la grande carcasse qui y reposait paisiblement.

Les renseignements intéressant l'Allemagne en guerre sont transmis à Londres par notre réseau Brutus. C'est là qu'Alfred Martin, un gars du Nord entre en scène : il a lui aussi son P.C. à la Maison de la Mutualité et il y recense les maisons amies qui peuvent héberger, pour un soir, son radio en mal d'émission. Le scénario se déroule, toujours pareil : l'opérateur installe son matériel sous l'œil effrayé de la maîtresse de maison et l'émission commence, tandis que dans la rue patrouillent, pour assurer la sécurité, deux hommes qui dissimulent sous leurs vêtements une mitrailleuse.

Alfred Martin, avait suivi les mouvements de 1936 avec Roger Salengro, Lebas. Cet instituteur était un athlète, il mettait dans la mission que lui avait confiée Eugène Thomas un sérieux et une conscience qui passent pour être les vertus caractéristiques des gens du Nord. Sa forme physique devait le servir :

Attendant le 7 octobre 1943 sur le quai de la gare Matabiau notre camarade Quillivic – qui ne se souvient dans le Réseau de cet agent de liaison, si juvénile et si sérieux dans son travail à la fois ?

– il est loin de se douter que Quillivic vient d’être arrêté sur le même quai et que l’attendent un homme de la Gestapo et le traître Pitou qui est chargé de le désigner – un revolver braqué sous le nez, Martin est emmené vers un baraquement occupé par des soldats allemands en armes, mais épiait la moindre chance, il bande ses muscles et profitant d’un instant où le gestapiste a baissé son revolver, il bondit sur les soldats surpris, gagne la sortie, court le long du canal du Midi, rampe sous plusieurs rames en stationnement, sort de l’autre côté de la gare : le soir tombant, sans argent ni papiers, il est sauvé par la première personne qu’il rencontre qui, par chance, est apparentée à un responsable de l’Armée secrète.

La forme physique devait être maintenue ; elle en a sauvé beaucoup, parmi ceux que la « Centrale » de Toulouse dirigeait sur Foix, Saint-Girons, Latour de Carol, pour passer les Pyrénées. Les gens au cœur solide, aux muscles exercés pouvaient franchir les crêtes, courir s’il le fallait, garder leur souffle. Les malheureux dont les poumons s’essoufflaient, les pieds étaient trop fragiles, périssaient misérablement, forcés comme de faibles proies par les gendarmes allemands ou trahis par les contrebandiers pour qui la faiblesse et l’argent constituaient la pire des tentations.

Ces mille actions formaient la vie quotidienne de la Résistance : tandis que les uns hébergeaient des fugitifs pourchassés par toutes les polices et les aviateurs alliés dont les appareils avaient été abattus sur la France, la Belgique et la Hollande, les villes du Sud-Ouest formant un sinueux vestibule qui conduisait aux Pyrénées, seules portes de la liberté encore entr’ouvertes dans la mesure où les prisons franquistes et les camps d’internement figuraient dans leur imagination, le purgatoire avant l’Éden de l’Afrique du Nord, de l’Angleterre ; tandis que d’autres faisaient franchir la montagne meurtrière aux fugitifs par dizaines, multipliant les trajets dans les deux sens, les conduisant pour la plupart sains et saufs à destination au milieu des tempêtes et des avalanches ; dans les villes et les usines, cheminots dans les gares, ajusteurs à leur établi, épiaient tous les indices qui pouvaient trahir une faille, servir à neutraliser les machines, les munitions, les rendre inutilisables pour l’occupant, inoffensives pour les Alliés. Un réseau comme le nôtre offrait des possibilités inégalées car il avait pour agents volontaires ou involontaires des milliers de travailleurs, qui à leur ouvrage ou à leur poste, ne cessaient d’observer, de s’ingénier à rendre inopérants les efforts d’un ennemi industriel, pauvre en matières premières, déjà plus qu’à demi aux abois dans cette Europe qui, de jour en jour, prenait l’allure d’un dernier réduit assiégé, auquel le monde tout entier avec le poids de sa puissance et la force gigantesque de ses blindés et de ses bombardiers, allait bientôt livrer le dernier assaut final.

Ces activités diverses constituant le travail courant, la besogne ingrate et quotidienne, il y avait de temps en temps des exploits qui tenaient les volontaires en haleine et faisaient éclater au grand jour la puissance de l’organisation résistante. Tel fut, en juillet 1943, le coup des faux gendarmes à Toulouse.

Un beau jour, grand branle-bas à la Maison de la Mutualité : un de nos responsables importants, Morereau, est emprisonné à Saint-Michel, capturé par la police française de Vichy. Un dispositif se déploie, imaginé par Denvers avec sa méthode minutieuse.

Achiary se lance à la recherche de deux uniformes de gendarmes : panoplie peu facile déjà à se procurer en temps de paix, combien plus encore en France occupée de 1943 où la maréchaussée se trouve en alerte continue : coups de mains, recherches de suspects, attentats... finalement, c’est une veuve de gendarme qu’il persuadera, en associant le souvenir du disparu au but patriotique de la mission.

Ailleurs, c'est un authentique adjudant de gendarmerie, appartenant à notre Réseau, Jean Bonnis, qui fera répéter aux deux hommes chargés d'exécuter la mission les gestes réglementaires : pose des menottes d'un seul coup sec du poignet, fouille classique dès la remise du prisonnier.

Au palais de Justice de Toulouse, une avocate passe quelques instants dans le cabinet d'un juge d'instruction : elle lui subtilise quelques imprimés de convocation, revêtus du cachet officiel.

Pour les véhicules, Denver lui-même emprunte une traction avant à un parent du prisonnier et Martin met la main, en ces temps de cyclo-taxis et de gazogènes, sur un gigantesque camion de transport. Enfin, pour le refuge, non loin de Cazères-sur-Garonne en une zone où le maquis est à peu près le maître, une ferme est retenue, qui nous est ouverte.

Derrière ces préparatifs, on imagine le temps passé à tisser patiemment cette trame, les démarches, les palabres, les engagements qu'il faut faire prendre à des sympathisants, néanmoins par principe méfiants en ces temps d'occupation ennemie et de dénonciations. L'équipe fait merveille : Arnal surveille son vestiaire dans ses locaux de la rue de Metz, Martin parcourt les routes de la campagne toulousaine, Denver tient entre ses mains tous les fils de l'opération mais tout demeure suspendu à un détail négligé : à quelque temps de là, une tentative pour faire évader de Lattre de la prison militaire échouera, à deux doigts de la réussite, car il fut transféré inopinément.

Lundi matin, c'est le grand jour : une traction avant noire s'arrête devant la prison, c'est André Boyer, en gradé de gendarmerie, qui est au volant. Deux gendarmes en descendent, Stadler et Piétri, sonnent à la lourde porte, présentent le mandat d'amener le détenu Morereau.

Là le destin de l'opération se joue en quelques secondes : le surveillant lit la convocation, mais il n'est pas habituel que le juge d'instruction fasse venir les prisonniers le lundi : les cœurs battent, le surveillant se décide et va chercher le prisonnier...

La fouille commence, minutieuse : Morereau ne bronche pas et pour cause ; l'aumônier de la prison, l'abbé Crouzil membre du Réseau, l'a prévenu voici quelques jours. Stadler lui passe prestement les menottes, ils échangent un long regard muet en présence du surveillant, indifférent, qui suit le déroulement des opérations avec l'attention machinale de l'habitude.

Le cortège se met en route, voici la lourde porte de sortie, la rue calme qui lance au visage du prisonnier une bouffée d'air pur, la traction avant noire qui démarre : tous voudraient accélérer, mais il faut garder l'allure sans hâte d'une opération administrative, car le surveillant-chef peut avoir un doute, téléphoner, donner l'alarme...

À proximité de l'aérodrome de Franczal, le lourd camion attend avec Denver et Martin ; prisonnier et gendarmes s'y engouffrent sans longues effusions, tandis que Harter ramène l'automobile à son garage par des chemins détournés : toute trace a maintenant disparu, le prisonnier est en sûreté dans la ferme de Cazères, l'opération a réussi.

L'enquête de police conclura, sans résultats, en soulignant l'importance de l'organisation capable de mettre sur pied une telle opération. Elle donnera comme preuve la qualité exceptionnelle des faux : convocation du juge d'instruction et cachet dont elle était revêtue.

CHAPITRE IX

LA GESTAPO FRAPPE...

Ainsi, nous naviguions dans notre monde sous-marin des activités clandestines faisant surface aussi souvent qu'il le fallait au niveau irréel de la vie quotidienne datée des premiers mois de 1943. L'existence en surface, avec ses tickets de rationnement et son respect apparent d'autorités et d'institutions vichystes fantoches, présentait mille caractères bien plus absurdes, car à la vérité on ne pouvait s'y raccrocher à aucun point de repère solide : camaraderie, honnêteté dans les échanges commerciaux, certitude du lendemain, tout sombrait de plus en plus dans le faux-semblant et les conventions factices, depuis le voisin qui pouvait vous dénoncer pour tenter d'échapper au Service du Travail Obligatoire en Allemagne, du commerçant dont l'éventaire présentait un vide apparent tandis que son arrière-boutique regorgeait de produits rationnés, qu'il vendait au plus haut cours du marché noir, jusqu'à tous ceux qui avaient cru à la défaite définitive, au règne éternel de Pétain et qui commençaient maintenant, à la lecture des journaux et à l'écoute de la radio de Londres, à ouvrir des yeux épouvantés sur la victoire possible des Alliés, le futur triomphe des résistants amenant De Gaulle et les comptes qu'ils auraient à rendre dans cette fatale perspective.

C'est en replongeant dans notre véritable royaume que nous retrouvions, au milieu de beaucoup d'attentes déçues, d'inexplicables menées et de troubles personnages parfois, le véritable sens des notions humaines les plus élémentaires mais aussi les plus nécessaires : l'amitié, la fidélité aux engagements, la noblesse de pensée et l'espérance.

Nous abordions une période difficile, meurtrière même. Un matin, après son cours, Raymond Naves me donne rendez-vous sur les quais de la Garonne, devant la basilique de la Daurade. Dès qu'il vient vers moi, je vois à son air sombre et contracté qu'un événement grave s'est passé.

Un de nos camarades de la Centrale, rue de Metz, a été arrêté hier par la Gestapo. Des hommes en civil, inconnus, dont c'est le premier coup à Toulouse, l'ont emmené de force à leur siège dont l'adresse commence à peine d'être connue. Toute la nuit, ils l'ont interrogé, brutalisé, torturé, enfin pour tenter de vaincre son silence, mais en vain. Ses tortionnaires se sont acharnés à tel point qu'à la fin, il ne leur est resté entre les mains qu'un corps inerte, sans vie, muet à jamais, qu'ils sont allés abandonner à la morgue municipale, où un de ses compagnons de travail a été prié d'aller le reconnaître au petit matin livide.

Explication officielle, car il fallait bien en donner une : Béret postier, avait trahi son secret professionnel pour faire de l'espionnage au profit des Anglo-Saxons ; les services spéciaux de l'armée allemande l'avaient pris sur le fait...

Ainsi, involontairement, l'ennemi qui lui avait donné la mort lui accordait l'hommage au combattant pris les armes à la main. Bonne conscience pour tous ceux qui s'écartaient avec horreur de ce sang tout frais versé : de quoi était-il allé se mêler ? Il fallait bien que les Allemands en guerre se défendent. Si la Gestapo massacrait un civil, un postier, en pleine ville de Toulouse,

il n'y avait pas lieu de protester, puisqu'il s'était mis lui-même hors la loi et que tous les autres civils pouvaient continuer à croiser les uniformes verts et les messieurs de la Gestapo sans rien risquer, – ils restaient bien tranquilles et n'avaient aucun rapport, ni de près ni de loin, sauf une vague et toute symbolique sympathie, avec les Anglo-saxons.

Pour nous, c'était autre chose, des sentiments nouveaux que je lisais dans le regard fixe de Raymond Naves, alors que nous nous taisions après son récit.

D'abord que c'en était fini des risques mineurs, une arrestation, quelques semaines en prison. Maintenant, c'était à la mort que nous allions être affrontés, et la pire de toutes, celle qui arrive comme une délivrance après que toutes les souffrances physiques aient été employées pour vous faire parler.

Cette réflexion en amenait inévitablement une autre : puisque nous faisons le même travail, nous courions donc les mêmes dangers. Alors, serons-nous comme Béret assez fortement ancrés dans notre volonté, pour tout supporter sans parler ? Désormais, nos jours et nos nuits seraient hantés par cette incertitude contre laquelle on avait beau se dresser, mais qui demeurerait comme une écharde plantée en nous-mêmes.

Ainsi, nos poings se serraient en pensant à Béret, frêle postier au regard bleu que je voyais souvent, assis devant le bureau d'Achiary qui me l'avait présenté, calme et avare de gestes. J'en gardais le souvenir d'une profonde et tranquille vie spirituelle, installée solidement dans un corps assez menu de Français moyen, de petit fonctionnaire. Et maintenant, si triste pourtant, j'admire que ce corps peu exercé en apparence aux performances athlétiques, ait su demeurer ferme au milieu des coups, du fer et du feu et que dans sa mort, l'esprit ait triomphé.

La rage de ses bourreaux en apportait la preuve : impuissants à en tirer les informations sur ses compagnons, sur le réseau, ils étaient allés jusqu'à lui donner la mort – fait rare en cette année 1943 – ou peut-être l'avait-il trouvée sur son chemin de douleurs comme une réconfortante inconnue, survenue à point pour le faire échapper aux mille tourments qu'il avait déjà subis.

La vengeance enfin... son goût cruel faisait irruption en nous. Une conception des Allemands qui survivait encore inconsciemment en notre esprit après trois ans de guerre ; celle des disciples de Goethe, des combattants meurtris comme les nôtres à la guerre de 1914-18, des pacifistes vaincus et enrôlés de force dans les cohortes brunes de Hitler ; tout cela finissait de disparaître avec la mort horrible de notre ami. Un civil allemand ? Ce pouvait être un de ceux qui l'avaient torturé à mort. En de pareils temps, comme toujours depuis la tragédie antique, le sang appelle le sang : si l'ennemi tuait un des nôtres, pourquoi, quand l'occasion s'en présenterait, ne subirait-il pas à son tour, la grenade, la balle de mitraillette ou le poignard ?

Le goût du sang rôde dans les vieilles rues de la cité rose : après ce premier hiver où les uniformes verts se multiplient, les principaux hôtels se transforment en P.C. pour les généraux nazis, avec des sentinelles en armes à leur porte, les grands cafés en « soldatenheim » dont il faudra bientôt grillager les terrasses, par peur des grenades des « terroristes », pour les Résistants vient un printemps lourd, mêlé de grands espoirs et de terribles angoisses.

La Gestapo s'installe ouvertement rue Maignan et à l'hôtel de l'Ours Blanc, c'est là désormais que tout résistant arrêté sera conduit et à côté de ces sinistres repaires, les commissariats et les chambres de sûreté de l'administration française se teintent bientôt de couleurs roses.

L'intendant de police Marty est envoyé à Toulouse par Darnand, à la tête d'une brigade spéciale d'hommes de mains, pour démanteler ce nid de résistance particulièrement fourni en adversaires du régime de Vichy et des Allemands. Marty et la Gestapo recrutent des indicateurs jusque dans la pègre toulousaine et travaillent efficacement avec eux à « noyauter » les filières des réseaux en utilisant méthodes éprouvées et ruses du métier. Ces groupes « collaboration » se montrent d'autant plus arrogants qu'ils opèrent maintenant sous la protection des mitraillettes allemandes et qu'ils savent qu'ils luttent à la vie, à la mort : sous leur impulsion, la spoliation des biens israélites redouble.

On regarde autour de soi en comptant dorénavant les vides qu'y taille cette répression méthodique : le professeur Camille Soula est arrêté car sa fidélité offusque et sa maison est un rendez-vous notoire de proscrits, de persécutés, d'écrivains, d'artistes, d'hommes politiques ayant chacun leurs responsabilités dans la Résistance. Jeté à la prison militaire, malgré son âge et son état de santé, il reconforte ses compagnons de captivité en leur apportant, outre les soins médicaux, l'exemple d'un stoïcisme souriant et optimiste.

De notre côté, les coups de mains succèdent aux attentats : le parti communiste et son organisation, le Front national, se lancent dans la lutte en armant des commandos de volontaires qui tuent des soldats isolés de l'armée allemande, lancent des bombes sur leurs centres d'accueil, sabotent les voies de communication.

Les dangers incessants, les meurtres mettent en rage les ennemis : la Gestapo a fini par déceler les activités de Bourthoumieux – Bonnard, ses hommes perquisitionnent à son domicile, mais il réussit à s'échapper. Furieux d'avoir manqué leur coup, les hommes à l'imperméable et à la Citroën traction-avant noire saccagent tout et ne laissent derrière eux que débris et cendres : rien ne subsiste de son foyer, de ses affaires personnelles et c'est un homme sans passé, mais ayant un compte de plus à régler avec l'ennemi, qui gagne ses montagnes natales du Lot, puis Lyon et Paris, les traits durcis, moins beau garçon, plus chef de terroristes.

La réussite de notre entreprise se mesure aux ralliements qu'elle suscite : un des plus importants, numériquement et qualitativement, est le renfort des services municipaux de Toulouse, groupés autour de Delpech, responsable du N.A.P. (Noyautage des Administrations Publiques). Raymond Naves négocie et réussit ce ralliement, opéré en milieu très favorable, socialiste et franc-maçon. Ce sont des cadres précieux qu'il nous apporte et des troupes capables de saborder ou d'assurer – selon le besoin de la guerre – les services vitaux de la grande ville du Sud-Ouest : voirie, service des eaux, ravitaillement. La mairie – le Capitole, comme on dit à Toulouse – c'est aussi la distribution des cartes de ravitaillement, tickets de toutes natures, bons de toutes les couleurs, sans lesquels il est alors absolument impossible de vivre, car il faut constamment les sortir de son portefeuille au restaurant, chez le tailleur, partout...

Un jour, la délégation générale de la France combattante à Lyon, n'ayant pas reçu de Londres son contingent de fausses cartes et de faux tickets, ç'allait être pendant un mois une situation de pénurie pour tous les « irréguliers » : responsables nationaux, agents de liaison, familles de disparus ou d'emprisonnés. Alors Daniel Mayer a l'idée de s'adresser à Toulouse et, en quarante-

huit heures – le temps d’une liaison Lyon-Toulouse – le bureau d’un des camarades du Capitole, Cazampoure, réussit la prouesse de lui livrer une centaine de feuillets mensuels de rationnement – parfaitement authentiques.

Parallèlement, notre organisation édite elle-même son journal *Le Populaire du Sud-Ouest* dont je deviens le rédacteur en chef, sous la direction de Naves. Lorsque l’imprimeur Lion nous fait savoir qu’il peut composer notre *Populaire du Sud-Ouest*, le mercredi suivant, je commence à réunir la « copie » que me remettent Raymond Naves et Achiary, le premier écrivant l’éditorial, le second recueillant les projets d’articles, échos, etc., que les camarades de bonne volonté de Toulouse et des Fédérations veulent bien lui faire parvenir. Tantôt je dois faire des coupes sombres, parce que les rédacteurs bénévoles ont été trop prolixes et que les échos sur les « collaborateurs » ou les « papiers » qui sonnent le rassemblement des patriotes, ne tiennent pas un compte suffisant du format de notre journal « feuille de papier ministre » qui se présente en réalité comme un tract. Tantôt, lorsque nos correspondants n’ont pas envoyé d’article ou qu’ils les ont envoyés en retard, ce qui arrive car nos messagers n’ont pas toujours la régularité de la poste, il me faut rédiger la quasi-totalité du journal, sauf l’éditorial que Raymond Naves me donne toujours avec ponctualité, écrit dans son beau style voltairien, clair et nerveux.

Deux ou trois jours après que je lui aie porté cette copie, l’imprimeur Lion me voit arriver dans son atelier pour la journée décisive. Au fur et à mesure que les linotypistes composent, je corrige sur le marbre les épreuves toutes grasses d’encre fraîche. Mais je ne suis pas seul et il y a ces jours-là dans cette imprimerie une atmosphère véritablement extraordinaire. Si les premiers temps Lion a pris la précaution de me faire passer par un couloir dans une pièce située derrière son atelier et aux heures de fermeture, alors qu’un ouvrier ou une employée de confiance qui achèvent une impression ou un pliage urgents restent seuls avec moi dans la maison fermée, par la suite, il en fut, hélas ! bien autrement. Les imprimeurs courageux et même téméraires qui acceptent de faire les feuilles clandestines en 1943 ne sont guère nombreux à Toulouse ni même dans toute la zone sud. Si en 1944, certains imprimeurs voyant tourner le vent ou peut-être ayant à se faire pardonner beaucoup de faiblesses vis-à-vis de Vichy ou des Allemands, se montrent plus accueillants pour les journaux de la Résistance, on ne doit pas oublier que Lion fait à Toulouse, en 1943, figure de phénomène unique. Aussi, les dirigeants d’organisations clandestines viennent-ils de Lyon et de Marseille pour se faire imprimer chez lui.

Curieuse atmosphère, en vérité et combien peu rassurante. Ce n’est qu’avec appréhension, je l’avoue, que je vais passer chaque mois ma journée du journal, rue Croix-Baragnon, appréhension qui hélas ! doit se justifier ensuite par l’affreux malheur qui s’est abattu sur cette maison toute entière. Assailli littéralement de commandes par les organisations, trop patriote, trop courageux pour leur imposer une sorte de contingentement, Lion a imaginé une formule d’un héroïsme désespéré. Chaque fin de mois, il interrompt le travail normal de son imprimerie pour ne faire, pendant trois ou quatre jours pleins, parfois davantage, que du travail clandestin.

Ces jours-là, l’imprimerie tout entière vibre d’une activité exaltante. Les vieux linotypistes chevronnés avec leur belle tête de compagnons, s’escriment sur les « papiers » parfois illisibles, faute de machine à écrire, qu’on leur apporte, l’encre du stylo à peine sèche. Les jeunes apprentis s’affairent agiles et tout glorieux de participer à un travail secret et dangereux. Sur les marbres, des personnages mal définis, portant lunettes, barbe ou moustaches destinées à les rendre selon eux méconnaissables, corrigent chacun leurs épreuves côte à côte. Tout ce que l’on sait d’eux, c’est

que l'un vient pour *L'Espoir* de Marseille, un autre pour *Libérer et Fédérer*, un autre pour *Libération*, un autre pour *Le Populaire du Sud-Ouest*.

Si dans les débuts, ils se dévisagent avec méfiance, par la suite, ils échangent quelques mots, unis par le même mouvement instinctif de crainte, lorsque la sonnerie de la porte d'entrée tinte sur un arrivant inconnu, car la pièce de derrière étant devenue trop petite pour abriter ce pandémonium mensuel, on a fini par s'installer dans l'atelier même, à deux pas de la rue. Au milieu de toute cette activité fébrile, règne le calme de M^{me} Lion, femme héroïque qui tient à partager les risques de son mari pour tâcher de les conjurer, cependant que lui s'agite, parle avec un bel accent toulousain, prolonge les délais, réclame les épreuves corrigées.

Le lendemain, nous venons Achiary et moi, avec une charrette à bras, prendre livraison de notre journal et nous filons aussi vite que nous pouvons pour éviter les questions indiscretes des policiers qui peuvent nous arrêter en supposant que nous transportons sur notre carriole quelque marchandise précieuse de marché noir.

Nos milliers d'exemplaires une fois entreposés dans les placards de la Maison de la Mutualité, ce va être pendant quelques jours le défilé de nos distributeurs des départements voisins qui viennent chercher leur paquet, préparé et ficelé toujours avec amour par le méthodique Achiary.

C'est une véritable source d'espoir qui coule chaque mois de l'atelier Lion vers les quartiers de la grande ville, vers les villages les plus éloignés. Quand j'entends maman Rose, une vieille marchande de journaux de la place du Capitole, qui distribue crânement les journaux clandestins en même temps qu'elle vend avec un dégoût ostentatoire les feuilles de la collaboration, quand j'entends cette pure femme du peuple me dire en me montrant un article ou un écho de chez nous « Voilà qui est envoyé, voilà qui fait plaisir, voilà qui nous venge de toute la saloperie des grands journaux » ; lorsque quelques mois plus tard, obligé de me réfugier à mon tour dans un petit village au fond des Causses, je peux mesurer la valeur insoupçonnée prise aux yeux des gens du peuple, à la campagne comme à la ville, par cette pauvre feuille qui parvenait froissée et souillée, un soir de foire à la ville voisine, j'ai eu la faiblesse de penser que mes compagnons du « marbre » et toute l'équipe de l'imprimerie Lion n'ont pas prodigué en vain leur enthousiasme, leur peine et leurs angoisses.

Eugène Thomas, passé dans l'ombre et accomplissant ses tâches de « responsable » clandestin à travers toute l'ancienne zone Sud avec comme point d'attache Lyon, assurait en particulier avec Toulouse une liaison fort précieuse. Les consignes écrites ne parvenant guère et la prudence commandant d'ailleurs de les limiter, une conversation avec Thomas Tulle autour de son « demi » de bière habituel suffisait à nous éclaircir un point de doctrine qui pouvait paraître obscur, à préciser une attitude prise sur le plan national vis-à-vis de tel autre mouvement ou parti.

En avril 1943, ce lien précieux se détache : une réunion générale des principaux agents du réseau Brutus se tient à Paris, mais le lieu du rendez-vous a été vendu par un traître qui s'est glissé dans le réseau. C'est dans une véritable souricière que viennent buter Eugène Thomas et une dizaine de nos amis : les hommes de la Gestapo sont là. Pendant près de deux ans, le silence s'étendra sur lui, sauf la trace d'un passage à la prison de Fresnes, où sa courageuse femme put lui faire passer quelques colis.

Par-dessus tout cela, l'été vient quand même et l'éclatant soleil qui fait de Toulouse en juillet une cuvette où tout marine dans une chaleur insupportable. Pour moi, c'est en plus de tout, la période des examens et je passe un certificat de licence, précisément avec Raymond Naves. Mais engagés dans la même lutte, nous n'en pratiquons pas moins une haute conception de ce qui distingue les questions personnelles des relations du combat quotidien ; pendant les quinze jours qui séparent les épreuves écrites de l'oral, je le verrai au moins deux fois chaque semaine, et cependant aucun de nous deux, pas plus l'étudiant que le professeur, ne songera à parler du résultat de cet examen qui me préoccupait fort, comme on s'en doute. Ce n'est que le jour de l'affichage officiel des résultats que j'abrégai notre rendez-vous en lui disant : « Je dois passer à la Faculté des lettres pour voir si je suis admissible » et qu'il partit d'un bon rire : « Oh ! mais ce n'est pas nécessaire, je puis vous le dire, votre résultat : vous êtes admis avec un seize à votre dissertation. »

Sitôt que j'en eus fini avec mes examens, je gagnai la campagne ariégeoise pour reprendre quelques forces, puisées aux nourritures rustiques, haricots, pommes de terre, salaisons de porc devenues introuvables à la ville, malgré les recherches infatigables de ma pauvre mère. Puis, seul avec ma vieille marraine, paysanne peu bavarde adonnée aux travaux des champs et à la protection contre les maléfices, je recréai mon unité intérieure, en réfléchissant sur les événements vécus au cours de ces derniers dix mois, comme je l'ai toujours fait lorsque je l'ai pu et lorsque cette occasion de méditation m'a manqué, je m'en suis toujours mal trouvé.

Car la rentrée s'annonçait lourde et sombre : on sentait confusément les dangers proliférer autour de nous, jusqu'à nous étouffer dans une sombre nasse. Le premier coup n'allait pas manquer de retentir, à peine les activités normales reprises au lendemain de la rentrée.

Le 8 octobre 1943, tout est calme, rue Boulay, dans cette paisible banlieue verdoyante du quartier de Moscou dominant Toulouse de ses lotissements et de ses villas neuves où Léon et Henriette Achiary occupaient un petit pavillon. Ce quartier semble prédestiné à servir de cadre aux résistants socialistes : la villa de Raymond Naves se trouve à deux pas sur l'avenue de Lasbordes où habite aussi Miguel qui doit héberger le neveu de De Gaulle, Michel Caillau. Dans sa maison sera lancée l'organisation clandestine des anciens prisonniers. Quelques mois plus tard, nous nous réunirons dans la même rue Boulay chez Debauges-Ducarre, qui sera notre représentant au Comité départemental de Libération.

Ce dimanche matin, alors que tout le quartier dort encore, une traction-avant Citroën noire freine devant le pavillon des Achiary. Deux hommes en surgissent, sans hésiter, ils bondissent à la grille, sonnent longuement. Personne ne répond, la maison a l'air vide avec ses volets clos. Aucun signe de vie. Dans les villas proches, des voisins réveillés par le bruit guettent, angoissés, derrière les rideaux. Ils ont reconnu la voiture et la dégainée des hommes de la Gestapo et ils savent que les Achiary sont là, derrière cette porte qui va peut-être s'ouvrir.

Les deux policiers allemands sautent par-dessus la grille, essayant d'ébranler portes et fenêtres. Personne ne répond. Ils font demi-tour, la « traction-avant » démarre... Ils sont partis, croyant s'être trompés d'adresse. Les voisins poussent un soupir de soulagement, Henriette et Léon Achiary aussi... Car ils ont suivi la scène, tout entendu, mais sont restés tapis dans leur chambre à coucher, retenant leur souffle, espérant je ne sais quoi de follement inespéré, qui s'est réalisé. À peine la voiture a-t-elle démarré, qu'ils sortent, emportant précipitamment quelques affaires.

Quelques minutes plus tard, les hommes de la Gestapo reviennent. Ils sont quatre, cette fois. Sans doute les deux premiers s'étaient-ils fait durement semoncer, car tous paraissent furieux. Ils enfoncent la porte d'entrée, fouillent toutes les pièces en les mettant sans dessus dessous, démolissant la bibliothèque et déchirant les livres feuille par feuille. Frénésie ou recherche de documents ? Ils ne peuvent que s'en prendre aux objets, les personnes sont déjà loin, réfugiées chez des camarades hospitaliers.

Le lundi, au rendez-vous habituel, place du Capitole, c'est un Achiary qui se voulait méconnaissable avec une inhabituelle casquette au lieu de son béret, que nous vîmes arriver, Raymond Naves et moi. Ordre lui fut donné de cesser toute activité et de se « mettre au vert » pour quelques semaines. Pendant cette période, il serait comme un malade contagieux, qui pouvait amener le pire sur ceux qu'il fréquenterait. Achiary tenait à liquider auparavant tout ce qui pouvait subsister de compromettant à la Maison de la Mutualité, où nous nous attendions à voir la Gestapo descendre d'une heure à l'autre. En ces moments dramatiques, le remarquable équilibre physique d'Achary, dû à une longue pratique sportive, faisait merveille pour ne rien laisser au hasard.

Il fut décidé que je me rendrais à la Maison de la Mutualité au début de l'après-midi pour voir ce qui se passait et prendre liaison avec la secrétaire.

J'y arrive vers 15 heures. Je trouve la secrétaire à son travail, comme si rien n'était et cependant on respire dans ces locaux administratifs un air inhabituel, lourd d'angoisse. Je demande à la jeune personne de me prévenir d'un clin d'œil si quelque arrivant suspect se présentait dans l'entrée, pendant que j'ouvrirais les tiroirs des bureaux de son patron. Tout étant parfaitement vide, j'achève cette rapide inspection sans encombre, je souhaite des heures tranquilles à cette jeune fille qui demeure très courageuse et calme en dépit de l'imminence du danger et lui donne rendez-vous à la sortie du bureau pour qu'elle me tienne au courant des événements de l'après-midi.

À peine ai-je descendu quelques marches, que je sursaute en voyant monter les escaliers quatre à quatre deux individus à la mine patibulaire, vêtus d'imperméables qui les identifient sans aucun doute. En me croisant, ils scrutent mon visage en marquant un temps d'arrêt. Je parviens à continuer ma descente, le plus calmement que je peux. Rien n'arrive, les deux hommes continuent à monter. Comme l'immeuble comportait plusieurs étages occupés par des bureaux et que la circulation dans l'escalier était assez nombreuse, sans doute s'imaginèrent-ils que je venais de l'étage supérieur. En bas, devant l'entrée, je trouve un troisième quidam près de la trop fameuse « traction » noire, passe devant lui en coup de vent et, arrivé à l'angle de la petite place hors de sa vue, je prends mes jambes à mon cou.

Je revins le soir, non seulement pour avoir des nouvelles de la jeune secrétaire, mais aussi pour éloigner de cet immeuble, devenu dangereux, de jeunes camarades que j'avais convoqués pour ce lundi. Lorsque la jeune fille apparut sur la petite place, elle était tout haletante des émotions de cet après-midi dramatique. Après avoir fouillé les tiroirs d'Achiary et consigné d'inoffensifs clients de la Caisse de Mutualité qui se trouvaient là par hasard et se demandaient ce qui leur arrivait, les deux policiers s'étaient acharnés à presser la jeune fille de questions sur son poste, sur son action « terroriste », faisant alterner menaces et promesses. Lui enjoignant de revenir le lendemain pour se trouver à leur disposition, ils s'étaient retirés furieux et menaçants.

Par la suite, une dernière circonstance vint compléter l'allure comique de ce coup de filet manqué, où somme toute la Gestapo fort maladroite perdit à tout coup : son seul butin fut 3 000 numéros de *L'Espoir* qui étaient entreposés là pour le compte de nos camarades de Marseille et un colis que la femme d'un résistant arrêté avait déposé la veille à destination de la prison Saint-Michel. Nous craignions beaucoup pour nos correspondants départementaux que nous ne pouvions prévenir instantanément et qui avaient l'habitude de se rendre à la Maison de la Mutualité, aussitôt débarqués de l'autobus ou du train. Or, par une nouvelle maladresse dans cette affaire, la Gestapo se chargea de les mettre en garde elle-même, en apposant sur la porte désormais close des bureaux d'Achiary, de magnifiques cachets de cire portant très visiblement l'empreinte de l'aigle germanique et la croix gammée : aucun de nos visiteurs habituels n'eut de doute quant aux causes de fermeture, lorsqu'il vint se casser le nez, horrifié sur les sinistres marques.

Béret assassiné, la « Centrale » de la rue de Metz mise hors de service par la Gestapo et Achiary obligé de fuir Toulouse, nous étions donc engagés à fond désormais dans une succession d'événements tragiques qui constituaient la période décisive du combat.

Dans nos rangs, combien déjà avaient été capturés, tandis qu'un grand nombre d'autres changeaient de gîte chaque nuit, après avoir dû quitter précipitamment leur famille, leur foyer, encore bien heureux d'avoir pu échapper...

L'angoisse ne s'empare réellement de l'homme que s'il a senti passer sur son propre visage le terrible souffle du danger. Pour mon compte, descendant l'escalier de la « Centrale » avec dans le dos, le regard des hommes de la Gestapo, j'avais subitement compris jusqu'à quel point nous étions un gibier traqué, à la merci du réflexe sûr ou de la défaillance du chasseur.

Achiary, cet homme de soixante ans passés, était pour nous une donnée permanente, quasi une institution. Et voilà son bureau scellé de la marque nazie, ses meubles et ses objets familiers réduits en miettes, sa femme prenant courageusement avec lui le chemin de la clandestinité, c'est-à-dire de l'illégalité où le fugitif tente d'échapper à ses poursuivants, jusqu'au jour...

CHAPITRE X

CONCILIABULES

Pierre Soula lui-même se trouve repéré. Malgré sa prudence, son allure inoffensive, son grand âge, le voilà lui aussi brûlé, à la merci d'une arrestation, qui risquerait d'avoir sur le Réseau les plus lourdes conséquences, en raison de l'importance des liaisons qu'il a assumées de Lyon, à Toulouse, à Marseille, à Montpellier. Deux années pleines de telles allées et venues chaque mois ont fini par le rendre suspect aux services de police français et allemands. Il est peiné lorsqu'il reçoit l'ordre de ses chefs de cesser toute activité clandestine : « Je me sens encore si jeune, si plein de force... » répète-t-il à soixante-dix ans passés. En effet, il vient de se marier et sa jeune femme est aussi passionnée que lui par la lutte clandestine. « Allons, cher ami, lui dis-je, nous aimons mieux vous savoir au vert, pour votre lune de miel, dans votre villa du parc Gramat qu'en train de perdre votre jeunesse à l'ombre d'une prison. » Il sourit dans sa fine moustache, une larme roule derrière ses lunettes.

C'est un jeune agent de liaison qui prend la relève. Max, tel est le nom qu'on lui donne, produit une forte impression de sérieux, on sent en lui une tristesse latente qui semble un pressentiment : il ne fera que passer parmi nous, arrêté, quelques mois à peine plus tard, dans la région de Bordeaux.

*« Ami, si tu tombes,
« Un ami sort de l'ombre,
« te remplace... »*

Telle est la cadence de la célèbre chanson des maquis, c'est bien ainsi que l'un après l'autre apparaissent, disparaissent, happés rapidement par le rythme de plus en plus dévorant de la bataille. Max est remplacé par Marcel Gros, gaillard à l'optimisme communicatif, dont la santé n'allait pas tarder à s'altérer à la tâche. Beau-frère de Vincent Auriol et, pour cette raison, tenu à l'œil par la police, il assurera les missions sans faiblir, jusqu'à la fin.

Nous sommes au creux de la vague... Il ne se passe pas de mois, de quinzaine même qui n'apporte sa mauvaise nouvelle : les uns capturés, les autres plus chancards en fuite mais obligés de se terrer, autour de nous la menace, la peur établissent une zone d'angoisse et de solitude.

Cet hiver 1943-1944 marque une recrudescence de la répression. Peut-être la Gestapo tient-elle mieux en main les immenses moyens dont elle dispose. Ses coups se font plus précis, il est de plus en plus vain de miser sur ses bévues ou son inattention. Peut-être aussi, à mesure que la Résistance gagne du terrain et que, dans le conflit mondial, le sort des armes lui devient plus favorable, se laisse-t-on aller davantage à la témérité, voire à l'imprudence...

À la rentrée des classes, une grande foule silencieuse se rassemble à la chapelle des Jacobins du lycée sur un mystérieux mot d'ordre qui a circulé de bouche à oreille : comme en ce temps-là où les journaux ne publient que des nouvelles que personne ne croit ou des avis que tout le monde méprise, seule compte la ferveur d'un appel chuchoté.

Une fois de plus, la mort frappe et amène sur la scène grise de la médiocrité quotidienne les cadavres de jeunes gens, capturés au maquis par les Allemands et fusillés à dix-huit ans. Sauvegrain, en particulier, je le revois parmi les internes qui préparaient le concours d'entrée à l'École polytechnique : un fin visage brun, une application à l'étude, mais aussi sans doute de longues méditations sur le devoir d'un jeune Français quand son pays est asservi, des compatriotes persécutés, l'honneur bafoué... les vraies vacances pour lui et ses compagnons, cela devint peu à peu le maquis, sa fraternité, la bataille qui fait de vous des hommes. Les Allemands, eux, mouraient aussi par milliers dans l'enfer russe et lorsqu'ils revenaient au cantonnement dans le Midi, les actions des francs-tireurs leur enlevant cette dernière parcelle de quiétude, les harcelant comme des insectes un fauve malade, tout contribuait à les rendre féroces et impitoyables, jusqu'à fusiller au petit matin d'été des adolescents, encore des enfants, échappés à leurs mères.

Dans le cul-de-sac qu'écrase la masse de briques roses de la chapelle des Jacobins, se presse tout ce que Toulouse compte d'adversaires du régime et des Allemands, publics ou secrets. Au mépris de toute prudence, tous sont venus, poussés par quelle irrésistible nécessité ?

La Gestapo cernant cette allée qui forme une parfaite souricière, les trois quarts des responsables clandestins tomberaient entre ses mains. Et pourtant, ils sont là : peut-être parce qu'on a beau exprimer ce qu'on pense dans l'ombre et en secret, après des mois et des mois de dissimulation, il devient impossible de ne pas sortir dans la rue au grand jour, marcher au coude à coude avec des inconnus qui pensent comme vous, trouver dans les regards d'une foule l'écho des sentiments qui battent dans votre cœur et ne cherchent qu'à s'échapper en torrent. Une occasion comme celle-ci fait tout sauter : consignes de prudence, peur, instinct de conservation. L'horreur de cette mise à mort de jeunes hommes, le cri qui s'élève contre la complicité du silence étouffant et enterrant une nouvelle fois leur courage sous le poids de la lâcheté quotidienne, les révoltes accumulées ont fait sortir irrésistiblement ce jour-là de leur maison une multitude de vieux hommes considérés, de femmes douloureuses et apitoyées, de jeunes gens pleins de vengeance, qui se regardent tous dans les yeux.

Les portes de la vieille chapelle s'ouvrent, la foule s'engouffre dans la vaste nef aux murs nus, longtemps désaffectée, simplement réservée au culte pour les internes du lycée, sans orgues ni harmonium.

À l'autel, un vieux prêtre aux cheveux blancs, au fin visage méridional animé par des yeux ardents, commence à célébrer la messe des morts d'une voix un peu grêle, servi par deux jeunes lycéens en civil. C'est l'aumônier du lycée, l'abbé Sistac. Nombreux sont les élèves pensionnaires, et même au grand complet, israélites, protestants, libres penseurs.

C'est un service d'indigent, mais on y respire un air de solennité rarement atteinte. Les poitrines sont oppressées, on attend quelque chose : et voici que le vieux prêtre, après s'être dépouillé de son étole, se tourne vers l'assistance et s'avance vers elle. Il parle, et c'est d'abord un murmure que l'émotion fait trembler : sa parole évoque ces jeunes gens qui, avant les vacances, hantaient familièrement les êtres du vieux lycée. Puis subitement, au milieu d'un silence angoissé

où chacun retient son souffle, la mince voix s'indigne et prononce des paroles de justicier : « Quel crime ont-ils commis, ces enfants ? Aimer leur patrie... prendre pour elle les armes... » Une onde de stupeur, puis de délivrance parcourt l'assistance, comme lorsque arrive un moment de grâce, longtemps espéré, qui détend et apaise souverainement.

Le reste se perd dans l'expression de la pitié pour les parents, l'office se termine et la foule se disperse, contractée, exprimant ses craintes pour la sauvegarde de l'aumônier. Tous ont conscience d'avoir vécu un moment unique : celui où une autorité spirituelle n'est enfin dressée publiquement pour dire aux bourreaux de quel côté étaient les réprouvés.

J'ai trouvé ce prêtre admirable et pourtant, je ne partageais pas sa foi. Je me sentais plus proche de lui que de certains camarades qui n'avaient pas voulu s'engager dans la Résistance. Un clivage nouveau s'opérait ainsi, en présence de la Gestapo et des poteaux d'exécution. Mais aussi, l'existence de Vichy empoisonnait tous les rapports, faussait tout : par exemple, Péguy que j'avais aimé aux premiers mois de la guerre, parce qu'il représentait l'homme engagé avec ses camarades de combat, fidèle à ses idées, pas seulement la plume à la main, mais aussi face aux mitrailleuses – eh bien ! ce Péguy si cher à nos cœurs de vingt ans, devenait, travesti par la propagande de Vichy, une sorte d'apôtre en carton-pâte du retour à la terre, une statue de Saint-Sulpice vouant son pays à la seule voie de salut des pèlerinages à Chartres et des sarcasmes contre la démocratie – le zèle maladroit finissait par vous dégoûter des meilleurs et Péguy en souffrit chez moi et chez d'autres.

C'est par réaction aussi, je crois, que je consacrai mes soins et mes études au XVIII^e siècle : au début, lorsque Raymond Naves reprenait, dans son enseignement, les thèses de Lanson, toutes les critiques lues précisément dans Péguy me remontaient à l'esprit. Mais de voir ce grand siècle accusé bêtement des pires maux, entre autres, de nous avoir fait perdre la guerre en compagnie de ses héritiers : les instituteurs, les francs-maçons et le Front populaire, tout cela ne manqua pas d'opérer l'effet contraire et de le rehausser prodigieusement à mes yeux. De là, est né mon goût pour l'action émancipatrice et salubre de l'Encyclopédie et l'orientation qui me fit estimer Diderot. Moi et beaucoup d'autres, le pharisaïsme de Vichy aura contribué à nous réconcilier avec de vieilles lumières, que l'on s'efforçait trop prématurément d'éteindre.

Dans la même période, un soir, R. Naves m'avait donné rendez-vous à son petit bureau de la Faculté des lettres, sous les combles. En arrivant, il m'apprend que nous allons recevoir ensemble un envoyé d'Alger, chargé de l'organisation des pouvoirs publics, à la Libération. À l'heure exacte, ce messager de l'autre monde est en face de nous. Nous attendions un Martien, à la fois du point de vue des sentiments, car Alger et Londres sont loin et, si l'on communie bien sûr dans les mêmes espérances et les mêmes combats, nous autres de la Résistance intérieure n'en éprouvons pas moins une sorte de frustration vis-à-vis de ceux qui mènent la guerre au grand jour, sont au coude à coude avec les Alliés, fument, mangent et boivent comme tous les soldats du monde, tandis que nous demeurons empêtrés dans notre nuit, avec nos morts rejetés comme des criminels, notre peur qui ne connaît ni trêve ni permission. Martien réellement celui qu'un avion anglais, a dû déposer de nuit sur un terrain de parachutage clandestin, puis a emprunté une filière secrète pour arriver à l'heure dite à travers les mailles des polices française et allemande... et qui repartira de même vers ce monde étrange et inconnu, qui est si loin.

Mais c'est un homme jeune, vif et assuré qui entre dans le bureau improvisé. Celui qui se fait appeler Vincent a la silhouette svelte, l'allure élégante et l'aisance verbale d'un ancien élève de

Sciences Po. Pendant une heure, il va nous faire un véritable « Amphi » sur les règles de constitution des Comités départementaux et leur rôle en cas de libération du territoire.

Chaque groupement existant sur le plan national doit obtenir une représentation fixée selon une règle de proportionnalité, étudiée et mise au point à Alger. Mais ce qui s'ordonne parfaitement sur le papier à Alger ne cadre pas toujours avec l'organisation réelle de la Résistance, qui varie d'ailleurs selon les départements : des groupements obtiennent un siège de droit au C.D.L. qui n'existent pratiquement pas dans notre ville, tandis que d'autres, non reconnus par Alger, vivent bel et bien chez nous.

Et cependant, il faut qu'une norme uniforme préside à l'installation des nouveaux pouvoirs de la France libérée. Nous l'admettons fort bien, après avoir entendu les commentaires clairs dont il assortit les instructions dont il est porteur.

Sa mission remplie, un moment de détente intervient et une conversation à bâtons rompus s'engage : que pense-t-on à Alger de l'avenir politique du pays ? Raymond Naves regarde avec un sourire sous ses lunettes ce messager dont l'ardeur égale la précision et qui se situe tout de suite, en nous déclarant catégoriquement qu'il est « socialiste chrétien » le qualificatif surprend sans doute le commentateur de Voltaire, mais sa courtoisie foncière le fait s'enquérir avec beaucoup d'intérêt des éléments de cette nouvelle doctrine que Vincent expose avec une égale bonne grâce et que j'ai reconnue plus tard comme ce « Socialisme humaniste » de Philip, Hauriou, dont on a beaucoup parlé après la Libération, sans peut-être en creuser suffisamment la notion.

Vincent-Closos, c'est la hiérarchie, l'appareil de la Résistance, l'envoyé muni des pouvoirs indéfinis mais indiscutés de l'homme de Londres, le seul que nous reconnaissons au milieu des intrigues internationales : De Gaulle. La reconnaissance va à l'efficacité et aussi, il faut bien le dire, à l'intransigeance qui n'a fait aucune concession depuis juin 1940.

Une autre visiteuse vient et celle-là incarne la camaraderie : c'est Suzanne Buisson, membre et délégué du Comité directeur du Parti. Imaginez une femme taillée dans un trapèze, comme les vieilles dames de Faizant, et sur ce corps lourd et qui peine, un visage de jeune fille, aux yeux curieusement bleu d'azur.

Elle parcourt ainsi toute la zone Sud, transportant avec elle un éternel cabas et un pliant : le cabas est l'attribut de la trésorière du Parti et les camarades prétendent qu'elle y transporte la caisse secrète de l'organisation ; on en plaisante, mais je l'ai vue un jour en sortir une lourde liasse de billets de banque qui me confirma la légende. Le pliant sert à cette femme qui a dépassé la cinquantaine, à prendre quelques instants de repos dans le couloir d'un train encombré où toutes les places assises sont réservées aux vieillards, aux enfants et aux verts uniformes de l'armée allemande, sur le quai d'une gare parcouru par les policiers soupçonneux et les froids courants d'air. Elle est seule, toute à ses missions, ses rendez-vous fixés un mois à l'avance dans les grandes villes de la zone Sud, Buisson l'ayant quittée pour Alger où, secrétaire de la CGT, il est allé représenter son organisation en 1943. Avec la ponctualité d'une horloge, elle arrive à l'heure convenue, tasse sa haute silhouette qui semble alourdie par la longue suite des jours difficiles et projette sur l'auditoire de sept ou huit hommes attentifs la surprenante jeunesse de ses yeux d'azur.

La réunion se termine dans le brouhaha heureux des retrouvailles. Suzanne Buisson s'éloigne de son pas lourd...

Israélite, elle courait un double danger. Mais elle n'en avait cure, car elle était animée par la foi militante. Qu'est-ce que la foi militante, rencontrée si rarement aujourd'hui ? Pour la comprendre il faut se reporter à l'époque d'entre les deux guerres où les conquêtes des travailleurs étaient emportées à force de meetings, de grèves, de conflits. Alors, dans ces luttes où l'on se battait à coup d'arguments de tribunes publiques, d'articles de journaux et de pamphlets, mais aussi parfois au corps à corps contre les hommes de main des intérêts adverses, contre les forces de l'ordre aussi, les capitaines étaient les délégués permanents, des hommes et des femmes qui consacraient leur temps à parcourir la province, tenant en haleine les militants locaux en leur apportant les informations et les mots d'ordre du secrétariat général. Au cours de cette rude existence qui exigeait beaucoup de ceux qui s'y dévouaient, il fallait faire preuve de deux qualités essentielles : le goût de l'organisation, afin de laisser derrière soi autre chose qu'un sympathique souvenir, et un oubli de soi-même qui faisait bien souvent sacrifier toute vie familiale, tout confort personnel, à une sorte d'exaltation permanente de soldat en campagne.

C'est dans cette même conscience que Suzanne continuait, avec naturel, à accomplir dans la guerre son travail du temps de paix : seuls avaient changé les dangers et l'enjeu, mais à la besogne du délégué à la propagande qui travaille au corps une province comme un paysan laboure son champ, elle consacrait la même opiniâtreté, la même robuste patience.

Tout cela la conduisit à cette journée du printemps 1944 où elle faisait les cent pas devant un immeuble cossu de la rue de Saxe à Lyon. Cet immeuble était une banque dont le directeur, notre ami Gaillard, offrait habituellement l'hospitalité aux membres du Comité directeur pour leurs réunions. Une réunion était prévue pour le jour même, mais ce matin-là, Gaillard venait d'être arrêté et les hommes de la Gestapo passaient devant les fenêtres, fouillant les meubles et tendant une souricière aux arrivants. Nos camarades lyonnais avaient pu prévenir quelques-uns d'entre eux mais on courait le risque que d'autres se rendent directement de la gare à la banque et alors...

Suzanne avait insisté pour venir faire le guet devant l'immeuble dangereux, disant qu'une femme attirerait moins l'attention, que son aspect inoffensif et son âge seraient le meilleur camouflage pour tromper les policiers nazis. Elle y était donc allée, sans que personne puisse s'y opposer. Depuis un long moment, elle allait et venait lentement, scrutant les visages, attentive à reconnaître l'allure familière d'un passant. Lorsque derrière la fenêtre, un des hommes de la Gestapo eut son regard attiré par le manège de cette femme, sans doute aussi fit-il un rapprochement avec une fiche signalétique connue... il quitta sa besogne, descendit dans la rue, vint à elle, lui demanda ses papiers.

Des semaines passèrent... les murs du Fort de Montluc laissèrent filtrer le bruit de dures tortures qu'elle y subit... puis d'autres semaines encore. Jusqu'au jour où un de nos camarades lyonnais, qui l'admirait beaucoup, attendait un train sur un quai de la gare des Brotteaux. Tout à coup, un groupe surgit et il vit passer, muet de stupeur, notre amie Suzanne entre deux policiers allemands. Elle portait toujours son éternel pliant, douloureuse elle marchait cependant avec courage vers d'autres souffrances et d'autres geôles. D... s'élança, mais que pouvait-il faire ? À deux, avec un compagnon, il aurait pu monter dans le train, tenter d'« endormir » les gardiens, enlever leur prisonnière. Seul, il ne le pouvait pas sans lui faire courir des risques incalculables. Nous l'avons connu lui, des mois durant, rongé par cette dernière vision et cet atroce regret ; elle

a gagné dans le silence de son destin ces camps de mort d'où, comme tant de ses frères et sœurs de race et de pensée, elle n'est jamais revenue.

CHAPITRE XI

1943 : L'ÂGE D'OR

Daniel Mayer vient aussi. C'est le jeune secrétaire général de l'organisation. À notre première rencontre, j'avais en tête ses chroniques du monde du travail dans *Le Populaire*, je le trouvais rude et brusque, armé d'une volonté qui le haussait à la hauteur de son personnage de chef, dépassant un corps d'adolescent. Cette armure de combat recouvrait un camarade affectueux et sûr, on s'en apercevait vite. En réalité, ce qui élevait Daniel au-dessus de lui-même, c'est qu'il était habité par la pensée de Léon Blum qui, de sa prison de Riom, l'avait choisi comme médium pour communiquer avec les militants et faire passer le courant de sa forte action spirituelle en chacun de nous. Ainsi, chargé du message, Daniel allait infatigable et persévérant, de ville en ville, secourant les hésitants, apaisant les téméraires, taçant les imprudents, conscient de porter sur ses épaules les lourdes responsabilités du présent et de l'avenir. Toutefois, lorsqu'il abandonnait ce fardeau pour un moment de détente, c'était le gavroche parisien, exubérant et déchaîné.

Nous aimions beaucoup voir arriver à Toulouse Denver (Defferre) qui, outre ses fonctions de responsable du parti socialiste clandestin, assure la direction du réseau Brutus, depuis que Boyer a disparu et que Thomas est arrêté. Ce grand gaillard brun, inconnu jusque-là dans le Parti, se révèle à trente-cinq ans en faisant preuve d'une maîtrise de soi et d'une souriante autorité, environnées d'un certain charme phocéén qui lui ont, dès les premiers contacts, acquis la sympathie et le concours dévoués de nos hommes de Toulouse. Les plus dures besognes de la Résistance, il les accomplit comme un sport qu'il faut pratiquer avec élégance et *fair play*, payant de sa personne, n'hésitant jamais à diriger un coup de main comme celui de l'évasion de la prison Saint-Michel, raconté plus haut. On aime en lui ce sourire amusé de grand collégien qui participerait à une blague de fin d'année scolaire, et aussi cet intérêt fraternel qu'il porte naturellement à tous ceux qui sont avec lui dans le combat, quel que soit leur rang – sans doute, parce qu'il déteste le laisser-aller et les habitudes avachies des anciens édiles de Marseille, qui ont fait rire toute la France mais ont aussi beaucoup contribué à tourner en dérision les libertés communales, il professe une admiration marquée pour les responsables du Nord, dont il place par-dessus tout la discrétion, le sérieux et l'efficacité.

En 1943, ayant quitté clandestinement la métropole pour se rendre à Alger avec une délégation de la Résistance métropolitaine, il rend une visite protocolaire au général Giraud. En entrant dans le cabinet, le premier objet qui frappe sa vue est un portrait de Philippe Pétain. Son flegme l'abandonne, l'évocation des dizaines de ses camarades qui sont pourchassés au nom du Maréchal lui fait faire un éclat : en termes véhéments, ce jeune chef de bande accable le vieillard couvert de feuilles de chêne qui préside alors le Comité provisoire d'Alger, au point qu'il en reste sans voix, pantois.

Lorsque Denver ne peut venir, il nous envoie son « alter ego », Lionel délégué du Comité national de Libération. Avec lui, c'est autre chose : imaginez la douceur provençale avec le regard bleu de la rigueur protestante. Ajoutez-y un lent débit minutieux, destiné à faire comprendre au plus borné, le pourquoi et le comment de telle opération – la patience évangélique s'allie au goût

robuste de l'action – chacun se laisse convaincre, persuadé qu'il connaît et comprend les raisons ayant conduit les grands dirigeants à décider cette tactique qu'il s'agit maintenant d'appliquer avec la même ferveur.

Où se réunir ? Dans l'action clandestine, le meilleur lieu de rencontre est incontestablement la rue, pourvu qu'elle comporte des dégagements et permette de voir venir de loin tout danger. La place du Capitole, les quais de la Garonne, les abords de Saint-Sernin nous offrent ainsi des rendez-vous commodes et provisoires après la chute de notre « Centrale » de la rue de Metz.

Mais, très vite, d'autres locaux nous sont nécessaires car il importe fortement à notre action de pouvoir disposer d'endroits fixes où recevoir les responsables nationaux en déplacement à Toulouse, pour conférer avec eux tout à loisir.

C'est là l'endroit clandestin numéro 1, le sanctuaire seulement connu de quelques initiés. Ainsi, Grange utilise à la Faculté des lettres un bureau, mis à sa disposition avec une bienveillance complice par le doyen Dottin, lui-même résistant de la première heure en liaison avec des réseaux britanniques. Comme coffre-fort pour ses papiers secrets, il emploie l'urne, traditionnel instrument des jurys pour les thèses de doctorat.

Parfois, lorsqu'il s'agit de réunions à participation nombreuse, c'est un ami sûr qui met à notre disposition le salon ou la salle à manger de son propre appartement : ainsi le Comité directeur viendra tenir séance plusieurs jours de suite dans l'appartement du professeur Salesse, qui a la confiance entière et l'amitié de Raymond Naves.

Mais il faut, en plus de ces réduits cachés et insoupçonnables, des lieux de rencontre semi-publics, où puissent venir un agent de liaison, des responsables départementaux, sûrs de trouver à toute heure du jour ce qu'on appelle en langage du métier un « point de chute ». Le risque est évidemment multiplié, par le nombre relativement grand de personnes habilitées à connaître cet endroit. Aussi faut-il prévoir qu'il sera tôt ou tard « brûlé » et en tenir tout prêt un autre de secours.

Ainsi le bureau de Sylvain Dauriac, rue du Poids de l'Huile : on y pénètre par une sorte de hall d'attente et on trouve, derrière un guichet, un visage interrogateur aux lourdes lunettes – s'il s'agit d'une simple commission, comme de laisser ou de prendre un pli, un paquet, on donne le mot de passe et l'affaire est réglée en trois minutes, sans bavardage inutile. Si l'on présente un visage familier, Sylvain ouvre la porte et nous fait entrer dans son étroit bureau où l'on peut parler tranquillement en fumant une cigarette tandis qu'il allume sa pipe, dans la mesure où l'on n'est pas interrompu par un client qui se présente au guichet pour toucher son dû. C'est là que je remarque déjà qu'un assujetti à la Sécurité Sociale perçoit rarement son indemnité à la première présentation, car la plupart du temps il manque invariablement une pièce à son dossier.

Nous sommes là, en effet, dans un vieil immeuble où l'on pénètre par un large porche, puis un escalier obscur, dans un des nombreux services de ce qui s'appelle alors les Assurances Sociales. Comme dans les bureaux de la rue de Metz, un va-et-vient continu permet aux visiteurs de se mêler sans risques aux usagers de tous âges et de toutes conditions, à deux pas du square du Capitole, le plein centre de la ville.

Sylvain, après Achiary, c'est le calme succédant à la tempête et son large visage placide inspire tout à la fois la prudence et la patience. Moyennant quoi, chaque mission est accomplie à temps, chaque message se trouve distribué, chacun rencontre qui il doit rencontrer, à l'heure dite et sans heurts. Cela se passe aussi bien qu'autrefois, mais par des voies différentes.

Non loin de là, on se retrouve aussi au studio photographique de Patez, rue Saint-Rome. La disposition varie, mais demeure tout aussi ingénieuse : au rez-de-chaussée, les allées et venues des clients drainés par l'épouse et la fille. Au premier étage, nouvellement aménagés et tout flambant neufs, les salons de pose où opère un phénomène volubile, la voix tonnante, cravate Lavallière au vent. Marcel Patez fait mentir la réserve réputée des Ardennais ou bien l'a laissée à Vouziers, pour donner ici la représentation quotidienne d'un Toulousain poussée jusqu'à la caricature. Il vient nous serrer la main, tandis qu'il fait patienter la noce, parquée dans le salon voisin. Il interpelle et il place, face à la rampe éblouissante des lumières, un jeune communiant intimidé, accompagné de sa mère. Mais il garde en réserve un salon pour les clients de marque et, pendant cette année 1943, on y verra plus souvent des individus au déguisement apparent, à l'œil inquiet, occupés à de mystérieux et graves conciliabules, que des personnalités de la haute Société toulousaine, désireuses de se confier à l'objectif du photographe.

Marcel, dans tous les gestes courants de la vie, met une chaleur humaine ; s'agissant des actions clandestines, il redouble : photographies pour fausses cartes d'identité, photocopies des plans d'installations et d'ouvrages ennemis qu'il reproduit avec un zèle mêlé d'amour, et dont certaines permettront à Londres d'exécuter des destructions spectaculaires, tout est accompli dans une exubérance et un enthousiasme fous, rue Saint-Rome, par un artiste qui a enfin trouvé sa véritable vocation.

Profonds fauteuils, murs aux tentures claires tapissés de photographies d'art composent le cadre d'un moderne salon bourgeois, agencé par un décorateur à la mode de 1943. Il subsiste encore, dans certaines demeures, des vestiges du goût de cette époque : ce sont des meubles lourds aux formes géométriques construits avec des matières riches : cuir, acajou, cristaux, métaux étincelants, presque trop ostentatoires, mais qui décèlent bien, par l'aspiration comme du contraste, l'environnement d'un monde de pauvreté et de restrictions, le désir inconscient de trouver refuge, en quittant un temps de misères et de malheurs dans l'abri intime d'une pièce qui exprime à la fois le luxe et le secret.

Ceux qui se réunissent là périodiquement sont les inconnus qui dirigent notre mouvement socialiste et résistant, ceux qui reçoivent eux-mêmes les instructions directes des émissaires de la France Libre, à Londres.

Augustin Laurent est le premier de ces visiteurs secrets : bel homme brun, de taille moyenne, portant moustaches à l'époque, on le prendrait plutôt pour un Espagnol que pour le dirigeant de la puissante Fédération ouvrière du Nord. Et pourtant, il est un ancien mineur de fond, militant des grèves et des répressions, devenu par la suite le second de Jean-Baptiste Lebas. Avec lui, il a diffusé en 1941, une feuille clandestine *L'homme libre*, puis Lebas arrêté, la Gestapo à ses trousses, il a dû gagner la zone Sud ; entré au Comité directeur, il y joue un rôle de premier plan puisqu'il le préside : conciliateur, mainteneur de la doctrine, il est le symbole de la continuité socialiste dans les zones ouvrières, momentanément sous le joug.

Un mois à l'avance, le passage de chacun de ces responsables est fixé. À l'heure dite, il ouvre la discussion dans le salon tout flambant neuf de Marcel Patez, en présence des principaux responsables toulousains ayant à leur tête Raymond Naves.

Aujourd'hui l'ordre du jour appelle les relations avec les mouvements unis de la Résistance et la création d'un groupement armé, à direction socialiste.

Il semble, en effet, à tous les assistants que la manne envoyée par Londres matériel de guerre et argent – aille trop exclusivement aux mouvements de Résistance, tandis que les partis politiques sont encore réduits à la portion congrue, soit par méfiance ou plutôt par survivance d'un vieux préjugé à leur encontre – nombreux, en effet, sont encore ceux jusque dans les cercles dirigeants de la France Libre, qui leur imputent plus ou moins ouvertement une part de responsabilités dans l'état où étaient tombées les institutions et qui a conduit à la défaite. De là à souhaiter leur disparition, ou tout au moins leur extinction...

Cependant, lorsque les mouvements veulent s'enraciner dans une région, ils se heurtent à des problèmes d'effectifs, car ils sont essentiellement des organismes de cadres, avec à leur tête des chefs parachutés à partir des services spéciaux de Londres, s'appuyant sur quelques notables qu'ils ont su rallier à la France Libre, en tel ou tel point du territoire.

Mais quand il s'agit de recruter une troupe pour une action de diffusion de tracts ou pour créer des groupes de choc, à qui ces notables s'adressent-ils ? La plupart du temps à des responsables politiques locaux ou régionaux qui, eux, en faisant revivre l'ancienne organisation du Parti dans chaque canton, disposent d'hommes sûrs, capables d'exécuter cette action de masse.

Les terrains de parachutage ont été trouvés par ce moyen, la plupart du temps, ils ont même été homologués. Mais les hommes réclament maintenant avec une véhémence grandissante les armes qui doivent leur permettre d'assurer un minimum de chances dans cette lutte inégale. Le dévouement et l'esprit de sacrifice ne suffisent plus, face à l'occupant, et l'on combat la plupart du temps, les mains nues. Les cas de détresse se font de plus en plus nombreux dans nos rangs : tous ceux qui sont pourchassés par la Gestapo et qui se trouvent privés de leur emploi et de leur gagne-pain ; familles de ceux qui ont été emprisonnés ou tués, qu'il faut secourir en allant implorer les chefs des mouvements, lesquels disposent de moyens financiers importants, en même temps qu'on leur assure la quasi-exclusivité des parachutages en armes.

La piétaille gronde, car dans le monde souterrain de la Résistance, tout finit par se savoir. Vaut-il se trouver un jour en présence de l'ennemi, face à une révolte de la troupe exaspérée contre les états-majors trop pourvus ? C'est un concert général de récriminations qui monte de la base vers les responsables, en ce début de conférence où les esprits se défoulent de longues méditations solitaires. Denvers répond que l'organisation a agi déjà, par sa double coopération avec le réseau Brutus et les groupes armés du colonel Vincent. Réseau et groupes armés constituent bien, en effet, des organismes homologués selon les critères de Londres et permettent de drainer vers nos hommes, dans une certaine mesure, les armes et les munitions. Mais il le reconnaît, c'est encore insuffisant.

D'où la préparation d'un projet en cours de négociation, dont il va nous donner la primeur : les épaules se rapprochent et l'on entendrait une mouche voler. Puisque Londres ne veut connaître que les mouvements et que nous mettons nos hommes et notre organisation à la

disposition des Mouvements sans en tirer le bénéfice direct en moyens, l'idée s'est imposée de créer notre propre mouvement, auquel nous réserverions l'exclusivité de notre participation.

L'avantage est double : nous serons les maîtres chez nous en dirigeant nous-mêmes désormais nos propres troupes que nous mettons, jusqu'ici à la disposition de chefs de mouvements qui sont souvent des inconnus. Nous pourrions justifier d'effectifs réels, encadrés par nos propres moyens et sous notre responsabilité, pour obtenir de Londres l'armement suffisant.

Denvers ne dissimule pas que la négociation est difficile : certains voient dans ce projet un camouflage destiné à servir les partis politiques et non seulement le nôtre. De plus, une action de persuasion est en cours à Londres, sur un plan plus général, pour faire admettre que la Résistance, préfigurant les nouvelles institutions, ne peut couvrir d'opprobre les partis, rouages nécessaires d'une démocratie, comme l'ont fait Pierre Laval et avant lui, Hitler.

Vincent Auriol, en particulier, travaille efficacement à Londres. En cette année 1943, il devait être convoqué à Londres pour aider le Comité français à regrouper toutes les tendances de l'opinion démocratique française et exécuter le mandat que lui avait confié Léo Blum avant son départ en déportation, lorsque le chef de la S.F.I.O. au cours d'une dernière entrevue avec André Le Troquer dans sa prison, lui avait déclaré : « Allez voir Vincent, dites-lui que je remets le Parti entre ses mains. Mais sa place est à Londres où il doit représenter le Parti et me représenter personnellement. »

Raymond Naves demande la parole : à Toulouse la situation est exceptionnellement favorable, grâce à un homme. Compliquée aussi, à la fois, par l'existence d'un noyau communiste replié sur lui-même réticent à toute tentative d'unification réelle, tout autant qu'il se montre entreprenant dans sa grande filiale du « Front national ». En outre, le mouvement dissident « Libérer et Fédérer » recrute des éléments efficaces, essentiellement chez les Socialistes et les Chrétiens. Jusqu'ici, nous nous sommes opposés à sa reconnaissance, mais sans aucun doute, il y a là un foyer de malaise.

Ne parlons pas de querelles de personnes : même face à l'ennemi, des hommes pourtant liés par un même idéal, ne cessent de s'opposer sur les conceptions même de la lutte. Certes, le combat clandestin y prédispose puisqu'on n'y obéit pas à des ordres d'exécutions précis et étroits, mais on interprète au mieux des consignes très générales, chacun selon son tempérament et ses moyens. L'exemple de la guerre d'Espagne n'est pas si loin, ni dans le temps ni dans le lieu, à cet égard et d'ailleurs, notre race ne se montre-t-elle pas querelleuse et divisée, même dans les plus grands dangers, depuis Vercingétorix ?

Nous bénéficions à Toulouse d'une situation particulièrement favorable grâce à un homme, dit Naves. Chef régional des Mouvements unis de la Résistance, Verdier-Forain a manifesté au départ à l'égard des partis politiques la même méfiance, pour ne pas dire plus, que l'on rencontre chez bon nombre de résistants. On trouvait alors dans ses circulaires aux chefs départementaux, une phrase comme celle-ci : « Une fois de plus, les partis politiques prennent le dessus, les questions personnelles reviennent au premier plan et des manœuvres déloyales risquent de compromettre l'unité du Mouvement. »

Mais peu à peu, il a besoin de groupes organisés pour faire exécuter les missions qui lui sont confiées. Il trouve alors devant lui une formation solide, nombreuse, encadrée par des hommes

désintéressés qui ont la foi, étendant ses ramifications aussi bien dans l'agglomération urbaine qu'au fin fond des Pyrénées. À sa tête, un grand intellectuel, à l'esprit clair et positif, possédant à fond le sens de l'action et de l'organisation.

Alors, de plus en plus souvent, Verdier utilise les forces Socialistes et, en chef d'entreprise habitué à jauger les hommes sur les résultats, il reconnaît la valeur de nos groupes et le concours effectif qu'ils lui apportent alors que certaines organisations ne peuvent aligner que des effectifs réduits, même s'ils sont valeureux et des comptes rendus d'activité éloquents... sur le papier.

Ce que ne dit pas Naves, c'est qu'insensiblement aussi une grande estime est née entre Verdier et lui, qui ne tarde pas à se transformer, au fil des périls et des dangers vécus ensemble, en une confiante amitié. Favorisée encore par un autre grand « patron » de la Résistance toulousaine, le professeur André Hauriou qui dirige le mouvement « Combat » avant d'être appelé à Alger, où il devait jouer un rôle important à l'Assemblée consultative. Professeur de grande classe, juriste par tradition familiale, il jouit d'une influence considérable sur l'« intelligentsia » toulousaine.

Telle est donc l'influence prépondérante du comité d'action socialiste à Toulouse, ajoute Raymond Naves arrivant à sa conclusion, qu'il s'est vu offrir le mandat de futur maire à la Libération. Doit-il accepter ? Ce sera une tâche lourde et ingrate, que de remettre en route la vie d'une grande cité après plusieurs années d'oppression et de privations. Or, lui-même sent sa santé éprouvée par le surmenage de son activité double et les carences du rationnement.

Autour de la table, des exclamations fusent : il a trop bien réussi pour ne pas récolter les fruits de sa longue patience. De plus, lui dit Denver, il paraît tout désigné pour prendre la tête à Toulouse du nouveau mouvement « France au Combat » : rendez-vous donc le mois suivant à Paris pour en jeter les bases, les négociations une fois parachevées.

Puis, l'on se sépare : des réunions comme celles-ci comportent pour tous ceux qui y participent un danger mortel ; il suffirait que l'un des responsables ait été suivi, qu'un agent de liaison, chargé de transmettre la date et le lieu, ait été pris et ait parlé sous la torture, pour que cette conférence devienne une souricière tragique où les hommes de la Gestapo sonnent à la porte, mitraille au poing, après avoir cerné le quartier de maisons.

Au cours de cette période, il ne se passe pas de mois sans que ne se produisent de tels ravages dans nos rangs, ou dans ceux d'organisations sœurs. De plus en plus, l'étau se resserre sur ceux des chefs et des militants qui ont pu passer au travers depuis l'arrivée de la Gestapo en zone Sud. Les risques augmentent considérablement, à mesure que le mouvement de Résistance s'amplifie, s'étendant à un plus grand nombre d'inconnus, comportant davantage d'actions, de déplacements, de rencontres douteuses...

Dans quelques mois, c'est Forain-Verdier qui sera traqué : les hommes de la Gestapo font irruption dans le garage qu'il exploitait, une bataille rangée s'engage entre les policiers nazis et les employés de Verdier, qui sont aussi ses gardes du corps.

Mais à l'issue de ce combat inégal, il est capturé. Après quelques semaines d'emprisonnement, un jour, il est conduit par ses bourreaux en un lieu désert, la forêt de Bouconne, à quelques kilomètres de Toulouse. Là une dernière fois, le marché infâme lui est proposé : la vie sauve s'il livre ses secrets, rien moins que les têtes de la Résistance du Sud-Ouest ; s'il reste silencieux, la

mort à l'instant même... Il tombe déchiqueté par les balles. C'est un cadavre défiguré que laisseront les policiers nazis, comme s'ils avaient craint de laisser à l'armée de l'ombre dans le visage de son chef, un signe inexorable de ralliement et de vengeance.

Qu'importe, le flux est irrésistible et l'on dirait même que le danger attire tous ceux qui ont le cœur généreux : déjà, ils sont des dizaines qui nous supplient de les engager comme agents de liaison, dans les groupes de combat, de leur fournir l'accès à un maquis. Autour de nous, de tous jeunes gens brûlent de se précipiter dans l'action. Or, c'est moins d'effectifs que de moyens dont on a alors besoin. Et certains de ces jeunes sont les enfants de compagnons déjà engagés, exposés à l'emprisonnement, à l'exécution. Que faire ? Le plus longtemps possible, nous les tenons à l'abri, évitant de les compromettre. Mais la pression de leur fougue généreuse devient si forte qu'elle convainc même les parents : « C'est un homme désormais, nous lui avons montré les risques ; il les accepte. Pouvons-nous l'empêcher de servir, de se battre, si telle est sa volonté réfléchie ? »

D'ailleurs, certains d'entre eux comme Francis Naves ont déjà payé de leur personne, résistant aux policiers, courageux jusqu'en prison à seize ans. Alors ? Nous constituons avec eux un groupe qui assurera des liaisons et plus tard, participera aux coups de mains, en se plaignant amèrement lorsqu'on ne les utilisera pas aux endroits les plus dangereux.

Ainsi se mêlent les réunions exaltantes et les moments de solitude où les morts et les disparus vous obsèdent. Les semaines se passent et la guerre piétine. Il en est alors comme toujours, lorsqu'il faut que le temps mûrisse l'action des hommes : seuls les plus forts tiennent, les plus forts ou les inconscients, ceux qui ne sont pas à leur aise dans l'existence quotidienne, mais qui respirent à plein dans les époques d'aventure. Les autres, c'est-à-dire le plus grand nombre, s'essouffent, se laissent aller à la mélancolie, geignent et récriment, parfois quittent la troupe pour s'asseoir sur le remblai de la route.

De toutes ces hésitations, ces défections, ces énergies à renflouer, l'action journalière se trouvait aussi employée. La lutte clandestine est née de révoltes individuelles, s'entretient de grands moments d'exaltation quand on se trouve réunis pour tracer des plans d'avenir ou mener ensemble une action immédiate dont le succès emplît de joie. Mais à part ces moments qui sont rares, la clandestinité est faite, plus prosaïquement, de réactions individuelles qui, non contrôlées, non confrontées avec une volonté collective, peuvent tourner à l'aigre, devenir négatives à force de tourner en rond. La guerre où l'on se bat au coude à coude, à visage découvert, comporte un entraînement quasi mécanique pour le combattant qui ne se pose guère de questions. Le maquisard, l'homme de réseaux, lui, est seul et passe des heures à épier l'ennemi le plus cruel, qui est celui qu'il porte en lui.

Le soldat clandestin a le loisir de conserver les habitudes et les plis du civil : ainsi dans les villages, un tel ne veut pas reconnaître comme chef de file son voisin qu'il connaît depuis l'école et pour lequel des frictions quotidiennes lui ont enlevé toute considération. Les responsables, eux, ont jugé qu'il était plus apte à assurer le commandement, soit par l'étendue de son ascendant, soit plus simplement parce qu'il fallait faire vite un choix, qui d'ailleurs ne comporte pas forcément un jugement de valeur : dans une armée régulière certes, personne ne songe à contester le caporal ou le colonel : il en faut un.

Mais dans l'armée de l'ombre, on veut parfois choisir ses compagnons et ses chefs. Puisque l'on est dans l'illusion lyrique, comme disait André Malraux à propos de la guerre d'Espagne, puisque

l'on a choisi la cause à laquelle on a fait le don de sa liberté, de sa vie, pourquoi ne pousserait-on pas le goût de l'absolu jusqu'à vouloir combattre seulement avec ceux qu'on aime et qu'on admire ? Pourquoi ne pas récuser les autres ?

Les conflits naissent alors, ni faciles, ni agréables à arbitrer. Pourquoi les celer ? Ceci est une histoire d'hommes et non de héros. Grange lui-même doit parfois distraire quelques moments de son temps si mesuré avec sa modération qui a la pudeur des mots pour se pencher sur ces difficultés. Il écrit alors « Dans le... (ici le nom d'un département que nous tairons pour ne pas faire de peine aux survivants) j'ai dû procéder à un changement, car il fallait sortir, là aussi, d'un imbroglio. Je tâche de faire partout pour le mieux, mais la susceptibilité des camarades ne facilite pas toujours les choses. »

Devant abandonner son pseudonyme de Grange, qui devient trop connu, il adopte celui de Leverrier, car me dit-il « Je passe mon temps à essayer de réparer les carreaux cassés ».

CHAPITRE XII

L'ORGANISATION DÉCAPITÉE

La guerre s'éternisait... Il fallait donc composer avec elle. En 1940, 1941 encore, on pouvait se consacrer exclusivement à l'attente, mais ensuite il a bien fallu comprendre que cette guerre durerait longtemps et ceci admis, s'organiser en conséquence. En cet automne 1943, certes, les Allemands s'épuisent dans l'immensité russe, les Américains ont achevé de mettre en route leur grande mécanique dont on sait bien qu'elle pulvérisera inexorablement Hitler et ses armées. En attendant, l'offensive alliée piétine en Italie et l'ouverture du second front en Europe Occidentale paraît bien ajournée après l'hiver, malgré les récriminations de Staline.

Ainsi, devons-nous camper sur le volcan, plus qu'à demi assurés que l'éruption n'est pas pour demain. Les conditions matérielles comptent beaucoup, cela manque de romantisme, tant pis ! C'est vrai, jamais plus que pendant cette occupation, on n'aura prêté attention au vin, à la viande et la plus haute occasion de passer un bon moment ne se conçoit pas autrement qu'à table... Lorsque les containers alliés sont parachutés sur un terrain du maquis, on recherche immédiatement l'accessoire, les cigarettes au tabac blond, le chocolat... On vit comme des somnambules, mais des somnambules qui s'éveillent régulièrement aux heures des repas. Moi, le jeudi, je vais d'ordinaire déjeuner chez mon ami V... qui tient épicerie près du marché des Carmes. Son commerce est florissant, sinon occulte, car après les premiers tâtonnements, il a trouvé l'astuce de se procurer du vin, toutes sortes de crus, et avec cette monnaie d'échange, il acquiert accessoirement des salaisons, du beurre, toutes sortes de comestibles entassés dans sa boutique obscure comme dans une caverne de brigands.

Cependant, V... s'ennuie : toujours rejeté par le Parti clandestin, cela le ronge. Actif et plein de savoir-faire, il est entré dans un autre mouvement clandestin, celui des Prisonniers de guerre. Il rend des services, trouve des planques, des imprimeries, du ravitaillement, il initie même des apprentis résistants. En dépit de tout, ce grand gaillard blond s'ennuie : il passe d'interminables heures à jouer aux cartes dans un café de la place des Carmes en buvant des pastis d'époque.

De chez lui et de sa conversation aux longs développements politiques qui manquent curieusement d'envolée idéaliste et restreignent son horizon à l'aspect utilitaire des choses, un peu le La Rochefoucauld des mouvements de Résistance : l'amour-propre, l'égoïsme, les places, cela doit bien exister, nous le verrons plus tard, mais lui les décèle partout et exclusivement, de chez lui donc, je vole vers les amphithéâtres de la Faculté où je retrouve Pindare et Diderot.

Libéré enfin du bachotage de la licence, je suis des cours d'agrégation, tout en préparant le sujet d'un diplôme. Recherches personnelles, cours donnés en petites équipes, ce travail me plaît, au fond c'est le meilleur de ma vie. Je le mène consciencieusement, pour oublier le reste, les misères, les amis morts ou en prison, les dangers de chaque jour.

Les « Lettres à Sophie Volland » figurent au programme cette année-là et Raymond Naves m'a dit : « Au fond, pourquoi ne feriez-vous pas votre travail sur cette correspondance ? Tenez, par exemple, la curiosité dans les lettres à Sophie Volland... n'est-ce pas un beau sujet ? » Je l'ai pris comme il me l'a donné : après tout, pourquoi pas ? La curiosité, c'est-à-dire le goût des voyages exotiques, ou encore les libres recherches vers tous les horizons intellectuels du monde entier, avec l'ardent désir de connaître, de voir des pays nouveaux, de confronter le produit de notre civilisation avec ce que l'on peut prendre aux autres groupes humains répandus sur le globe, tout cela peut paraître paradoxal dans un pays dont les frontières sont fermées, où la pensée pour s'exprimer doit être conformiste, où c'est un délit d'écouter une radio étrangère. Mais préserver le goût de la curiosité, n'est-ce pas aussi préparer la libération ?

Nous partons un après-midi, le professeur et l'étudiant, pour Montauban où j'ai tant parlé de lui à Madeleine et Clara qu'un vif désir de le connaître est né. Nous ne serons jamais d'ailleurs que deux visiteurs de plus à la villa des Pâquerettes, avant ou après Julien Benda, Leenhardt et tant d'autres qui seront passés pour goûter un après-midi de libres propos et de fraternel accueil, richesses que l'on gaspille en temps de paix mais qui alors, valait un détour.

Sur le quai où attend le train omnibus, nous nous retrouvons, un début d'après-midi. Souriant, détendu, il s'enquiert de ces femmes, le métier d'écrivain de Clara, leurs relations dont certaines lui sont communes. Il a l'air d'oublier soucis et responsabilités ; pour une fois encore, nous sommes des enfants en vacances.

Arrivés à Montauban, nous n'avons rien d'autre à faire qu'à prendre le pas de promenade – incalculables les longues courses à pied que l'on faisait en ce temps où les automobiles ne circulaient pas – pour franchir le pont sur le Tarn, saluer au passage le musée Ingres avec une pensée pour son conservateur, André Chamson, traverser la vieille ville et gagner la lointaine banlieue maraîchère. La conversation roula sur dix sujets, de Marivaux à Karl Marx. Le professeur semblait émerveillé de ce monde vivant où les auteurs de la N.R.F. prenaient figure de connaissances, avec leurs traits familiers et leurs derniers démêlés avec Vichy et l'occupant. Les deux amies écoutaient avec considération le professeur leur parler beaucoup de littérature et un peu de politique. Clara a toujours eu un faible secret, mêlé d'un enfantin respect peut-être, pour les maîtres parlant *ex cathedra* et cela me rappelait l'hiver 1941 où nous suivions ensemble les cours d'archéologie et d'histoire de l'art, bouche bée devant l'enthousiasme pour la patrie grecque, toujours présente pour lui, du professeur Laumonier.

Mais Raymond Naves ne parla pas ce jour-là, ne parlait jamais *ex cathedra*, simplement des auteurs qu'il aimait, autour d'une tasse de thé. Au retour dans le train, il me parut amusé et attiré par ces deux femmes, dont le goût de la conversation se développait jusqu'à être devenu une de leurs raisons de vivre : « À force de respirer non pas l'air confiné de notre triste époque, mais l'oxygène des idées et des courants de pensée, elles ont créé autour d'elles un monde différent, tonique. Mais ne vivons-nous pas aussi nous-mêmes au-dessus et en avant du temps présent, comme des voyants et n'est-ce pas ce qui nous distingue et nous fortifie ? »

Lui-même n'était-il pas déjà dans cet état de sursis ? Dès le début de l'hiver, on le savait suspect, plus ou moins surveillé par les policiers français et nazis. Ses amis toulousains lui conseillent de renoncer à ses occupations publiques, soit pour gagner Alger où il remplirait fort honorablement une mission de représentation, soit pour disparaître dans la clandestinité, avec fausse identité, résidences secrètes et, si possible, dissimulation physique.

N'écoulant que son besoin d'agir, le voilà qui part pour Paris, le 20 janvier 1944, il est convoqué par Pontcarral, responsable national de l'Armée Secrète, en vue de discuter d'une nouvelle organisation pour la région de Toulouse. Il a rendez-vous également avec des membres du Comité directeur du Parti : ceux-ci l'invitent de façon pressante à prendre le maquis. Mais voilà bien un des défauts qui enlèvent de son efficacité à une organisation à caractère démocratique, en période de danger : partout ailleurs, la Direction donne des ordres, qui sont immédiatement exécutables, même par les plus hauts responsables. Ainsi, Raymond Naves aurait dû, bon gré mal gré, prendre la mesure de sécurité qui s'imposait et entrer dans l'illégalité. Mais chez nous, la décision lui appartient en fait et sa détermination dépend de facteurs personnels, honorables certes comme le désir d'achever son cours public afin de ne pas faire tort à ses étudiants, mais absolument étrangers aux règles élémentaires de sécurité à appliquer à un haut responsable d'un mouvement clandestin, en temps de guerre.

Le voici au Dupont du boulevard Saint-Michel où il retrouve un monde de souvenirs... il déjeune avec Léon et Henriette Achiary, qui ont la conversation tonique. Eux aussi, pratiquent la Résistance comme une épreuve sportive et leur nouvelle existence à Paris avec ses rencontres des dirigeants nationaux, ses missions imprévues où l'on frôle dangereusement le pire, leur rend une nouvelle jeunesse qui transporte et transfigure leurs soixante ans. « Vous trouvez encore le temps d'écrire, nous avons vu à la montre des libraires un livre de vous *Marivaux et le Marivaudage...* » Son visage vibre de plaisir, car il l'apprend à l'instant, de la bouche de ses amis : difficultés de liaison en ces temps troublés ou négligence, son éditeur ne l'a pas prévenu ; « il faudra, à tout le moins que j'aie lui réclamer quelques exemplaires d'auteur ». On plaisante, la vie coule dans la chaleur de la grande salle de la brasserie.

Le professeur Naves rentre à Toulouse nanti de nouvelles responsabilités que lui a confiées Pontcarral, après avoir examiné les conclusions de leur premier entretien. Il tient suffisamment en mains les ficelles des mouvements de résistance à Toulouse ; son rapport et ses propositions dénotent un sens du commandement et de l'organisation qui font de lui le meilleur des coordinateurs possibles. Il est donc chargé de diriger l'organisation de l'Armée Secrète pour la région ; cette désignation sera confirmée sur place par une prochaine visite de Pontcarral. Elle exige, bien entendu, qu'il y consacre désormais tout son temps, à l'exclusion de son activité professionnelle, ce qui confirme pour lui l'impérieuse obligation de passer dans la clandestinité.

On imagine notre satisfaction à tous, lorsque cette désignation commença à se répandre rue du Poids de l'Huile, rue Saint-Rome, dans les couloirs de la Faculté : non seulement, c'était les qualités personnelles de notre ami qui étaient reconnues et triomphaient dans cette jungle des mouvements clandestins où le faux-semblant primait souvent le mérite, mais pour nous c'était encore la consécration de notre mouvement, parvenu à son apogée d'efficacité.

« Quand vous verrez, m'avait-il dit un jour que je lui rendais visite à sa villa de l'avenue de Lasbordes, les volets fermés à la fenêtre du pignon – elle se voyait de loin lorsqu'on montait l'avenue – ce signe vous préviendra qu'il y a péril en la demeure. »

Ce jeudi 24 février s'annonçait comme un jour semblable aux autres. Je l'avais cependant noté sur mon agenda, car j'avais rendez-vous avec un officier anglais, agent de l'I.S. que Guéret devait me faire rencontrer dans la chambre qu'il louait rue Pargaminière pour ses séjours à Toulouse. Nous étions toujours à la recherche d'approvisionnements en armes et munitions et Guéret

m'avait fait savoir que cet Anglais disposait de possibilités de parachutage pour notre région, si nous pouvions nous entendre avec lui. J'avais donc décidé de le « contacter » et, si mon impression était favorable, de le conduire l'après-midi même vers Raymond Naves, car il y avait urgence à régler ce problème d'armes.

Je descendis donc en ville depuis notre maison de la rue Jules Verne, j'étais en congé de maladie, ce qui me permettait de ne plus me rendre au lycée. Dans la petite chambre, je rencontre ce jeune Anglais et nous abordons les préliminaires en confiance, car Guéret tient dans sa maison de Montauban un véritable relais de l'I.S. et comme il est très méfiant, sa caution équivaut déjà à un premier filtrage sévère : j'expose nos besoins, il demande évidemment des garanties sur notre efficience, la sécurité et nos méthodes. Je lui donne rendez-vous quelques heures plus tard dans cette chambre, le temps de voir Raymond Naves à la Faculté et, s'il en est d'accord, de le conduire vers lui.

Comme pour ces questions d'armement, Naves s'est adjoint récemment le professeur Monsuez-Dupont dont il a fait, en quelque sorte, son chef d'état-major, je me disposai à aller le voir. Pour parvenir à sa planque, il faut d'abord montrer patte blanche chez mon ami V..., l'épicier de la rue Pharaon. J'ai devant moi une heure ou deux, avant de retrouver Raymond Naves qui doit faire son cours à la Faculté, lui parler et lui amener éventuellement l'Anglais.

Mais lorsque V... me voit entrer dans sa boutique, j'ai l'impression d'apporter la foudre : les yeux hagards, il m'entraîne dans la cuisine : « Que fais-tu ici ? Tu ne sais donc pas ce qui se passe ? Naves a été arrêté ce matin, d'autres camarades aussi... » Sa femme Suzanne, vivement émue, nous conjure de partir tous les deux sur le champ car « ils » risquent de venir ici.

Deux minutes de réflexion avec V... : les hommes de la Gestapo ont lancé leur coup de filet ce matin ; il est trois heures de l'après-midi, s'ils devaient venir ici, ils seraient déjà là.

Mais il est important pour moi d'avoir quelques détails sur l'arrestation de notre chef : « Va voir Dupont, il est enfermé chez lui à côté, persuadé que sa cachette n'est connue de personne, il est allé à la Faculté ce matin. »

J'enfile la petite ruelle, je monte chez Dupont. Je sonne, un long moment s'écoule avant qu'il n'entr'ouvre la porte : je m'annonce et entre. Encore hagard, éperdu d'émotion, il me raconte la scène : « Vers huit heures, des étudiants ont vu le professeur Naves qui se dirigeait à pied dans la rue. Près de la Faculté, deux inconnus l'accostèrent, lui ont demandé son identité qu'il a déclinée, et immédiatement l'ont entraîné avec eux – on a su plus tard, qu'ayant quitté pour se rendre à son cours la chambre qu'il occupait Faubourg Bonnefoy, il eut l'impression d'être suivi, les suiveurs le rejoignirent... Police allemande... c'était fini. »

Je quitte Dupont et me précipite rue Pargaminière pour prévenir l'Anglais. L'action chasse la tristesse, on garde les yeux secs, même quand un être cher vient de tomber, lorsqu'on court le danger d'avoir la police ennemie aux trousses.

Sentant l'air de la ville étrangement lourd pour moi, je saute dans un tram pour regagner la petite maison de la rue Jules Verne et là-bas, je rentre en prenant bien garde de m'assurer que les abords ne présentent rien d'anormal.

Rien à signaler, sauf un peu plus tard un jeune visiteur : Francis Naves, qui exécute les consignes que lui a enseignées son père en cas d'arrestation : prévenir les amis pour qu'ils puissent prendre le large, s'ils en ont le temps.

Lui aussi a les yeux secs, l'air déterminé : à seize ans, il a déjà subi l'emprisonnement dans « le complot des lycéens », puis il a travaillé dans nos groupes de jeunes : dans la matinée, les policiers allemands sont arrivés chez lui. À M^{me} Naves venue leur ouvrir la porte, ils ont réclamé M. Naves. Entendant cela et pensant que c'était lui qui était visé, Francis s'enfuit par le jardin de derrière – les Gestapistes procèdent alors à une perquisition acharnée, emportant même les manuscrits de ses travaux littéraires, la suite de son Prométhée non encore publiée, qui seront à jamais perdus. Systématiquement, les livres sont ouverts, les tiroirs vidés : conscients de l'importance de leur prise, ils procèdent avec une cruelle minutie.

Mais là ne s'arrête pas le désastre : le matin du même jour, les hommes de la Gestapo ont fait irruption au bureau des Assurances Sociales, rue du Poids de l'Huile et au magasin de photo, rue Saint-Rome : Dauriac et Patez ont été pris et se trouvent à cette heure entre leurs mains. Quel est leur sort, quelles tortures subissent-ils ?

Cette question n'est pas la seule que l'on se pose dans la nuit tôt venue de cette journée de février. Pourquoi ce coup de filet s'était-il abattu dans cette période précise ? Pourquoi les principaux responsables socialistes en même temps ? Certes, dans la clandestinité, tout arrive à son terme et l'ampleur même d'une organisation culmine comme un fruit mûr, puis s'achemine vers sa chute – cent raisons à cela : le succès suppose des agents plus nombreux, donc plus de risques d'infiltration en provenance de mouchards...

C'est sans doute à l'un d'entre eux qu'il faut attribuer cette hécatombe – les rescapés parleront plus tard d'un agent de liaison qui était passé rue Saint-Rome peu de temps avant. Pris, il aurait parlé... seuls ceux qui ont subi la torture sans livrer un seul nom, peuvent s'ériger en justiciers.

Comme tout filtre, même derrière les murs des sanglantes chambres de la Gestapo, même à travers les barreaux des prisons, on a su plus tard que Patez, au cours de son interrogatoire, fut questionné sur un de ses complices, Dupin, professeur au lycée ; il réussit, sous les coups, à égarer leur attention en décrivant Dupin sous les traits d'un homme âgé, portant la barbe – évidemment, les recherches aiguillées sur cette voie, ne présentaient plus aucun danger pour moi qui avais vingt-cinq ans et me rasais tous les matins, sans laisser subsister même l'ombre d'une moustache. Ainsi, la vie ou la mort, la prison ou la liberté dépendaient de trente secondes, pendant lesquelles un cerveau humain, dans le tunnel des coups et de la torture, conservait ou perdait assez de présence d'esprit pour préserver un camarade ou le précipiter dans les mêmes souffrances.

Lorsque l'automne continue l'été par une succession de beaux jours en octobre, on a beau se dire que tout conduit vers le froid et le dépouillement, on se laisse aller à la tiédeur de l'air, à la verdure des feuilles, que pour un peu on croirait persistantes. Mais tout à coup, un vent furieux se lève et tout est remis en question : les feuilles usées sous leur fard trompeur se détachent et virevoltent et soudain apparaît, perçant la masse vivante et ronde, le squelette dénudé, branches noires qui vont affronter la lente mort de l'hiver.

Alors qu'on n'y croyait plus et qu'on se prenait à espérer un éternel été, voici qu'en une heure la rigoureuse succession des saisons mortelles vient appliquer son inexorable règlement et l'homme qui laissait s'envoler son âme dans l'euphorie, se retrouve aux prises avec les moments misérables de sa condition.

Ainsi resta marqué pour nous le souvenir de cette journée du 24 février 1944. Sur le vaste champ de bataille, la perte d'un réseau local, accompagnée sans doute en d'autres lieux de coups portés à l'ennemi, d'avances sur le terrain, rien de plus ; pour nous, c'était le crépuscule d'une période brillante qui tombait au moment même où nos compagnons arrêtés voyaient pour la première fois la nuit d'hiver emplir un cachot de prison.

CHAPITRE XIII

LYON, CAPITALE

Passer dans la clandestinité ? J'y étais déjà à demi. J'avais cessé de travailler au lycée. Il valait mieux ne pas avoir de point d'attaches fixe, où l'on puisse nous mettre la main dessus à coup sûr. Congé de maladie très certainement, que l'économe prolongeait aussi longtemps qu'il en avait le droit. Libre donc de mes mouvements, j'avais déjà acquis une mobilité qui permettait d'échapper aux plus grosses mailles du filet.

Restait l'identité, contrôlée en 1944 à tout bout de champ, dans la rue au hasard d'une rafle, au portillon des gares, dans les restaurants même si on se hasardait autour d'une de ces tables mieux garnies que ne l'aurait permis le rationnement légal. L'État français avait instauré une carte d'identité nationale qui était obligatoire. Quant aux autorités qui pouvaient contrôler, il n'y en avait que trop : cela allait de la police économique, simples contrôleurs du ravitaillement dont l'activité se limitait à vérifier que vous ne transportiez pas dans votre valise de trop grandes quantités de bœuf frais, de porc salé ou de jambon, de haricots secs. Aussi la police française, toute la gamme de la gendarmerie officielle jusqu'aux plus vicieux, membres du Service d'Ordre Légionnaire ou miliciens qui se spécialisaient dans la chasse aux « terroristes », c'est-à-dire nous. Enfin de beaucoup les plus dangereux, ces hommes au chapeau sur les yeux, imperméable à ceinture, circulant habituellement en automobile Citroën traction-avant, la Gestapo : ceux-là n'apparaissaient pas dans les opérations de police ordinaires, mais seulement pour les coups de filet, les arrestations au petit jour. Gueules de tueurs, de repris de justice, tortionnaires et sadiques.

Mais tous ces gardes-chiourmes menaient, consciemment ou non ; une action convergente qui multipliait le risque. Des exemples ? Dans une gare, un contrôleur du ravitaillement vous fait ouvrir votre valise : elle est pleine de tracts. Il peut fermer les yeux et ne rien dire, s'il est patriote comme cela arrive. Mais s'il y a à proximité un milicien qui croit défendre la France éternelle en pourchassant le Juif et le terroriste, il se mêle de l'affaire et vous emmène à la permanence de la milice, en dégainant son revolver : vous êtes pris.

Vous êtes bloqué dans une rafle par des gendarmes ou des policiers français ; parqué avec vos semblables, le Français occupé de 1944, vous attendez votre tour de montrer patte blanche. Mais surviennent les hommes de la Gestapo, qui ont en tête quelques photographies de Juifs ou de résistants notoires : vous n'êtes plus le Français moyen, soumis à la tracasserie administrative du maintien de l'ordre ; dès que l'œil de l'homme au chapeau se pose sur vous, vous prenez déjà le chemin du camp de concentration et du four crématoire.

Cruelle époque où la machine fonctionne à peu près à quatre-vingts pour cent de rendement pour éliminer le résistant, le placer à tout le moins entre les pattes des polices allemandes. Inconsciemment, sans le vouloir formellement, tout l'appareil officiel de police et de répression tourne dans ce sens. Plus tard, certes, les vingt pour cent de déchet et de sabotage permettront aux uns et aux autres de démontrer qu'ils n'ont fait qu'aider la Résistance. Comme la vie eût été belle pour nous, s'il en eût été réellement ainsi, mais la vérité force à dire qu'au lieu de nous sentir

choyés, assistés par cette protection occulte, nous étions plutôt en 1944 aux abois, écoeurés, désespérés de jamais échapper à cette nasse, tous autant que nous étions.

D'où une sorte de fatalisme qui s'insinuait en nous. Pour le choix d'une nouvelle identité, les moyens ne manquaient pas : des cartes d'identité, nous en fabriquions, nous en distribuions, les unes plus réussies, plus accomplies que les autres, parfois avec les authentiques cachets officiels, les fichiers qui auraient pu faire foi ayant souvent été détruits par nos commandos. Mais j'en avais tellement vu de fausses, qu'au fond je m'en défiais : je résolus donc de ne les utiliser qu'à toute extrémité, naturellement, j'en tenais en réserve quelques exemplaires dans une de mes cachettes. Mon raisonnement tenait que, puisque les Allemands me recherchaient sous le nom de guerre de Dupin, et qu'aucun des camarades capturés n'avait parlé, c'est qu'ils n'avaient pas pu percer ma véritable identité. Dès lors, plutôt que de risquer d'être repéré avec une fausse carte qui pouvait éveiller le doute, pourquoi ne pas continuer à utiliser la vraie, jusqu'au moment où je serais vraiment « brûlé » ?

Pourquoi pas ? Dans cet univers fou, la police était au diapason et s'harmonisait le mieux avec le temps tandis que trop de raisonnable pouvait conduire aux pires impasses.

Pourquoi, comment aussi ai-je été mis à même de me rendre à Lyon ? Devais-je y aller avant les arrestations de Toulouse pour faire la liaison ? Ou bien, un des camarades « nationaux » était-il passé entre temps et m'avait communiqué l'adresse du rendez-vous ? Toujours est-il que j'étais en mesure de me jeter dans le train pour aller rendre compte de la situation et prendre les consignes. Un des seuls rescapés à Toulouse à connaître la direction de notre organisation, je me sentais porteur de responsabilités lourdes mais nouvelles, et somme toute assez exalté et pressé d'agir.

Arrivé la veille d'une réunion du Comité directeur, je trouvai, en descendant de la gare dans un grand café de la place Bellecour, des compatriotes du Nord qui me prirent cordialement en charge, dans cette ville où pullulaient les clandestins, les Israélites, tous gens en rupture de ban qui attiraient comme des mouches policiers de la Milice et de la Gestapo.

Le lendemain matin, nous étions tous exacts dans un bureau cossu, celui de Gaillard à la Banque dont il était le directeur : profonds canapés et fauteuils de cuir, lourde table de conseil d'administration, il me fallut un long moment pour m'accoutumer à ce décor paisible et riche, moi qui sortais tout chaud encore du drame et me sentais plutôt une âme de fugitif et de rescapé.

Parmi les assistants, je retrouvai à la fois des connaissances et des inconnus : Raymond Gemez, qui m'avait accueilli la veille, administrateur du *Populaire* clandestin, Daudel de Lyon qui passait régulièrement à Toulouse pour assurer les versements de solidarité aux veuves et aux épouses d'emprisonnés ; Roubert de Nice que je voyais pour la première fois, je crois, ce jour-là ; de Marseille, Denvers ou Lionel ; Missa de Montpellier que je rencontrais plus souvent car il était notre voisin. D'autres encore... au total une bonne douzaine, confortablement installés dans les fauteuils, devisant tranquillement dans la fumée des pipes et des cigarettes – tandis que Gaillard jouait avec rondeur et courtoisie son rôle d'hôte.

La présidence appartenait de droit à Augustin Laurent : représentant de l'ancienne et puissante Fédération ouvrière du Nord, sur les traces des Jules Guesde, Salengro et Lebas, il remplissait une sorte de mandat spirituel à la place de Léon Blum emprisonné et de Vincent Auriol parti pour Alger, sorte de mainteneur de la doctrine et de modérateur pour la conduite de l'Action.

Avec une cordiale autorité, il donne la parole d'abord à Daniel Mayer, qui fait son exposé de secrétaire général sur la représentation qu'il assume au Conseil national de la Résistance : avec le temps qui avance, l'action devient plus fiévreuse, les rivalités s'exacerbent parfois et aussi les convoitises. Mais, dominant tout ce contentieux quotidien, l'ardente volonté de contribuer à hâter le jour de la Libération, emporte partis et groupements dans une émulation enthousiaste dont les nombreux coups de mains contre Vichy et l'occupant, la prolifération des feuilles clandestines, les échanges réguliers de messagers et de matériel avec Londres et Alger sont les preuves tangibles.

Les partis sont maintenant reconnus, car à la suspicion des jeunes mouvements parfois pressés d'enterrer pêle-mêle les vivants et les morts de la génération précédente, a succédé la reconnaissance forcée de leur efficacité et de leur nombre. Pas de libération intérieure sans les bras de leurs militants, pas de future république sans la libre confrontation de leurs doctrines : telle est l'évidence que les responsables des jeunes mouvements ont rencontrée au cours de leurs périples dans le terroir et dans les villes.

Le parti communiste demeure renfermé sur lui-même comme un sphinx. Comme lui, il pose d'innombrables questions auxquelles on ne peut répondre. Ses groupes de choc se battent bravement, ses grands chefs sont pratiquement invisibles et lointains. On sent chez ses militants une volonté positive de s'assimiler et de coopérer avec les autres groupements ouvriers. Mais cette opinion est parfois contrariée par une tactique machiavélique qui décourage la confiance. Rien n'avance de ce côté.

Quant à notre organisation, son expansion et sa vigoureuse jeunesse surprennent les responsables eux-mêmes. À Londres et à Alger, ses hommes sont écoutés par De Gaulle qui, réticent dans les débuts, a trouvé en eux des artisans de la libération qui assurent et garantissent le retour à la République. À l'intérieur, beaucoup de résistants qui pensent aussi aux lendemains de la Libération, placent en sa doctrine leur jeune confiance et promettent de lui apporter un sang nouveau. On peut déjà prévoir que le parti socialiste sera la première force politique dans le pays, quand les opinions pourront s'exprimer librement.

À mesure que Daniel parle, je me sens moins une âme de lièvre fugitif, je me situe de nouveau dans un vaste et puissant mouvement qui avance invinciblement sur l'échiquier de la guerre et du monde. Je me carre dans mon fauteuil de cuir et je regarde mes camarades bien assis dans les leurs, non plus comme les infortunés rescapés de la catastrophe, mais comme les hommes qui tiennent une partie d'importance.

Lorsque la parole m'est donnée pour rendre compte des arrestations de Toulouse et des conséquences désastreuses qu'elles entraînent pour l'organisation dans le Sud-Ouest, j'expose ce qu'étaient nos positions, fortifiées par ceux qui manqueront désormais. Heureusement, les filières subsistent dans les départements ; quant à Toulouse, nous nous efforcerons de trouver des hommes du cru suffisamment représentatifs et de leur transmettre la lourde charge, en les aidant par l'expérience acquise.

Il est décidé que j'assurerais la liaison entre la région de Toulouse et le Comité directeur en remplacement de Raymond Naves, après les quelques semaines de « mise au vert » qui s'imposent traditionnellement sur le coup d'une telle vague d'arrestations.

Le Comité se sépare : on se souhaite la chance de se retrouver au complet à la prochaine réunion, ce qui laisse toujours planer une ombre, car bientôt les places vides des absents finiront par devenir les plus nombreuses et sait-on de qui viendra le tour ?... Mais une jovialité un peu forcée emporte vite ce moment d'émotion et Gaillard – que je vois là pour la première et dernière fois avant son arrestation – joue parfaitement son rôle d'hôte, accompagnant ses invités qui gagnent la sortie séparément, non sans s'être assurés que rien de suspect n'est signalé aux abords.

Exceptionnellement, je pars avec Raymond Gernez entre les mains de qui Augustin m'a remis pour mon séjour à Lyon. Nul mieux que lui ne connaît les détours de cette grande ville, où j'aimerais flâner sur les quais, dans les vieilles rues noires, comme je l'ai fait autrefois.

Mais aujourd'hui, le danger menace et toutes les précautions doivent être prises : nous ne sortons guère du petit appartement que Raymond possède dans une de ces ruelles étroites et grimpantes, les traboules, que l'on ne rencontre qu'à Lyon, pratiques pour notre genre d'occupations, car elles ouvrent presque toujours sur des cours à plusieurs issues et permettent de s'échapper. C'est là qu'il habite sous un faux nom lorsque la confection du journal l'appelle en ville et qu'il héberge libéralement les amis, leur permettant ainsi d'éviter le séjour à l'hôtel, toujours dangereux, avec les fiches à remplir et les contrôles de nuit fréquents.

L'après-midi, nous allons au cinéma, autre moyen facile et peu coûteux de passer un moment tranquille, en réduisant les risques. Combien d'entre nous ont pratiqué alors ce passe-temps entre deux trains ou des rendez-vous, assistant plus qu'à n'importe quelle autre période de leur vie à la projection des films les plus divers, car on ne choisit pas le spectacle, mais la tranquillité du quartier, la disposition des lieux. Dans la salle obscure, perdu dans la foule anonyme, on y goûte un rare moment de sécurité.

Avec son allure de gavroche, sa voix gouailleuse, Raymond lui-même inspire un curieux sentiment de sécurité : sa pipe, fumée posément, semble exorciser l'aventure, ses rendez-vous sont pris avec une telle précision méticuleuse, ses précautions de vieux troupier aguerri composent un filet si protecteur qu'auprès de lui on se sent sur le sentier de la guerre sous l'égide d'un chef Sioux. Ou plutôt, c'est qu'il personnifie la paisible, sûre et précise manière flamande avec la touche espagnole inévitable qui transparait parfois dans un éclat de voix et le poil bleu de sa barbe mal rasée, sous le béret basque qu'il a mystérieusement retrouvé comme la coiffure favorite d'un lointain ancêtre.

Lyon... à deux ans de distance, comme le rythme de mon premier séjour était différent ! C'était alors 1941, la période encore calme et j'y étais venu, à l'occasion du concours d'entrée à l'École polytechnique, passer une semaine en juillet. Nous étions logés au lycée de garçons et je flânaï des demi-journées entières dans les calmes allées du parc de la Tête d'Or, avec un livre que j'étudiais.

L'après-midi, je parcourais les quais, les vieilles maisons, les musées : tout m'attirait dans cette grande métropole, les témoignages toujours debout et nombreux de l'Histoire, la richesse et la pérennité d'une sérieuse et solide civilisation. De la colline de Fourvières, contemplant les bâtiments allongés sur ses quatre rives, je songeais qu'une telle ville n'aurait pu survivre au déclin définitif de sa nation mais que, du moment qu'elle était encore là, peut être engourdie mais tellement vivante, c'est qu'elle attendait le retour des temps meilleurs après une bourrasque de plus, comme elle en avait tant connu et surmonté.

Plus peut-être que la commodité des communications, que l'immense et secrète protection recherchée au sein d'une grande termitière, c'est sans doute ce spectacle naturel d'un site solidement arqué par le triomphe de l'industrie humaine face aux forces gigantesques de la montagne et des fleuves, qui a retenu dans cette ville les énergies et les volontés pour en faire ce qu'elle fut au cours des deux dernières années de la guerre, la capitale de la Résistance.

En 1941, j'y avais retrouvé un ami de jeunesse qui était alors élève à l'École polytechnique repliée à Lyon. Se nourrissant autant de littérature que de mathématiques, il m'avait traîné à longueur d'après-midi chez les libraires et les bouquinistes et nous discussions de poésie, de romans, en nous abstrayant alors absolument de la guerre, de ses privations et de ses cauchemars.

Comme cet heureux temps paraissait loin ! Même pas un court moment pour visiter un musée ou un marchand de livres pendant ce dernier séjour. Même pas une heure à dérober pour refaire cette promenade sur les bords de la Saône, entre ciel et terre, tout au bout de la ville, près des premiers villages de la campagne...

La mission, rien qu'elle, envahissant tout et brûlant tout à l'entour : je me retrouvai, la nuit venue, cherchant une place assise dans mon train, une heure à l'avance, entre les voies ferrées de la gare de Perrache : pour un long parcours comme celui de Toulouse, les cheminots vous indiquaient l'endroit où se formait le train, dans la zone obscure qui entoure toute grande gare et l'on allait y prendre position, car entre les places louées aux voyageurs en règle et les compartiments entièrement réservés à la Wehrmacht, il ne restait plus pour les irréguliers comme nous que les couloirs, si durs, si hostiles sur le coup de trois heures du matin.

Ayant parcouru le quai où stationne le train, je fais choix d'un compartiment et j'y entre. À tâtons, dans l'obscurité, je marque ma place, lorsqu'une forme humaine se dresse soudain de la banquette. L'homme, réveillé d'un sommeil profond, a l'air hagard et traqué. Au bout de quelques secondes d'angoisse, nous nous dévisageons en craquant des allumettes et je reconnais... un des camarades qui se trouvait ce matin à la réunion du Comité directeur. Comme chacun d'entre nous, tout sommeil interrompu brutalement le fait passer de l'inconscience ou des rêves face à face avec ce que le Destin peut lui réserver de plus cruel, l'ennemi le plus mortel et le plus implacable, l'homme de la Gestapo.

Longtemps encore, bien au-delà de ce temps, ce réflexe nous marquera ; ainsi d'ailleurs que cet autre, qui consiste à se sentir suivi, à mesurer les regards qui se posent sur vos épaules, sur votre nuque. Très vite, cette présence sur vos pas, pour peu qu'elle se poursuive, même fortuite et sans conséquence, devient intolérable : il faut alors s'arrêter malgré soi à la première vitrine, au premier obstacle, pour jeter un coup d'œil rapide et se délivrer de cette frayeur physique, irréflectie mais tenace.

Nous rions de notre peur avec D... Nous allons faire une partie de la route ensemble, puisqu'il descend sur Avignon. Les voyages en chemin de fer sont monotones et dépouillés d'intermèdes agréables, sans wagon-restaurant, sans cigarettes dans le couloir pour ne pas perdre sa place. Il ne subsiste que le peu de conversation autorisé par la défiance à l'égard des voisins : il y a beaucoup plus de chances qu'ils soient hostiles que complices. Dans ces conditions, mieux vaut échanger un sourire avec ce cher vieux D... et son collier de barbe aux poils roux clairsemés et s'endormir.

CHAPITRE XIV

PARIS, LA RAFLE

Les semaines qui suivirent appartiennent à ces périodes mornes, comme des étendues désolées, qui ne laissent rien dans le souvenir ; je devais disparaître, je me réduisis donc à la dissolution dans le néant. « Faites-vous oublier... mettez-vous au vert... ». Après une telle alerte, où avaient disparu les têtes de notre mouvement clandestin dans la ville, il n'y avait rien d'autre à faire que d'essayer de se terrorer, comme sous un bombardement en attendant qu'il cesse.

On ne savait pas, les premiers jours, jusqu'où s'étendait la zone de destruction : certains hommes pouvaient être laissés en liberté pour un temps ; afin de servir d'appât aux policiers qui les pistaient ; des lieux de rendez-vous, des « boîtes aux lettres » qui demeuraient en apparence inviolés, étaient soupçonnés de demeurer surveillés comme des pièges dangereux. La consigne de prudence qui nous forçait à disparaître était fondée sur un certain nombre d'expériences tragiques et c'était plus un devoir envers ses compagnons qu'envers soi-même de ne pas l'enfreindre, au moins pendant quelques semaines.

Je rentrais donc tellement dans le néant, que je ne saurais dire où je logeais, comment je passais le temps : sans doute à voyager dans le Sud-Ouest, à changer de gîte dans Toulouse chaque nuit, me transportant de refuge en refuge. Intemporel, sans lien avec le passé. L'on vit ainsi comme dans un rêve et la mémoire, comme la police, perd alors toute trace.

Au milieu de ce néant, où j'étais à peu près seul, je mesurais tantôt les points d'appui qui demeuraient solides, les quelques rares hommes, rescapés de la catastrophe, sur qui nous pouvions compter dans Toulouse et derrière eux, ces inconnus, prêts à prendre la relève comme autour de toute troupe en marche vers la victoire, inconnus dont nous ignorions non seulement les traits du visage, mais aussi la force et le désintéressement de leurs convictions... tantôt je passai de longues heures à compter combien de mois, de semaines, nous pourrions encore tenir, en attendant que la lente avance des armées alliées en Italie, que l'échéance toujours ajournée du débarquement sur la Manche, l'Atlantique ou la Méditerranée, vint enfin délivrer notre dernier carré, échappé aux assauts de la milice et aux rafles des multiples polices nazies.

Au bout du tunnel, apparaissait cependant une mystérieuse lueur qui nous attirait tous : Paris. La plupart des Parisiens étaient remontés vers leur ville et ceux qui y étaient interdits de séjour avaient tenté au moins une fois l'aventure pour la revoir. Comment cela s'était-il fait ? D'abord, la suppression de la ligne de démarcation avait rendu son unité à notre misérable communauté. Puis, en 1943, pour des motifs qui touchaient sans doute à l'évolution de la guerre, se rapprochant des côtes de l'Ouest et du Nord, la capitale était sortie de son oubli et de sa torpeur des deux premières années de l'occupation, pour redevenir le point de rencontre et le P.C. de la plupart des mouvements de Résistance. Enfin, nulle part ailleurs n'éprouvait-on, comme à Paris, le sentiment de confuse sécurité au creux d'une grande métropole et d'une misérable et chaude multitude.

Et chacun de nous, vivait la secrète nostalgie évoquée par le poète :

*« Reverrons-nous jamais le paradis lointain
Les Halles, l'Opéra, la Concorde et le Louvre
Ces nuits, t'en souvient-il, quand la nuit nous recouvre,
La nuit qui vient du cœur et n'a pas de matin. » (1)*

Tant que Paris avait eu le triste privilège de recevoir seule un occupant arrogant et jouisseur, on éprouvait quelque honte à revoir ses sites, ses monuments, ses cafés, ses théâtres dans un tel contexte. Un peu comme aujourd'hui encore, l'Espagne pour certains hommes de notre génération qui ont vécu en 1936 l'agonie de sa liberté : comme nous aimerions connaître ses arènes, ses musées et ses plages sous le fier soleil ! Mais la misère et l'oppression laissent en notre bouche un fiel amer qui gâterait le goût des plus beaux fruits.

Une fois ou deux, j'avais traversé Paris entre deux trains, lorsque j'étais allé passer les fêtes de Noël dans le Nord en 1942 et en 1943 avec mon père, après la suppression de la ligne de démarcation.

Retourné rapidement, comme en pèlerinage sur les lieux de ma brève carrière militaire, au Fort Neuf de Vincennes et en prenant un café sacchariné à la grande brasserie qui fait face à l'entrée, j'avais contemplé le va-et-vient des uniformes verts qui nous avaient remplacés. Ou bien encore, nous avions marché le long des quais de la Seine, depuis le pont d'Austerlitz jusqu'à Notre-Dame, trajet du provincial timide qui, sans le savoir, parcourt ainsi le chemin le plus immatériel vers le cœur de la Cité, le plus préservé des noirceurs industrielles et le plus à l'écart des tumultueux carrefours.

Rendez-vous à dix heures, métro Bac... Le message m'était parvenu des semaines plus tôt et à travers les grands événements de la guerre et les mille incidents de la clandestinité.

Je retrouve, en sortant à l'air libre sur le boulevard, l'ami Achiary toujours trépidant et rieur qui m'entraîne, sans coup férir, vers l'hôtel qu'il m'a choisi, place de la Convention.

Nous replongeons vers le compartiment du métro, son odeur spéciale, toujours la même, avec une note particulière en ces temps-là, celle du tabac d'Orient fade et entêtant qui imprègne les soldats de la Wehrmacht. À peine ai-je le temps de jeter un regard sur les femmes qui à ma grande surprise, demeurent ce matin-là pimpantes et printanières, tellement loin en apparence des privations, des dangers qui rôdent. Nous voici déjà à la station « Convention » et l'Yvett Hôtel où l'on a retenu ma chambre, n'est qu'à un pas : le temps d'y déposer ma valise et je file dans l'air vif de Paris, accompagnant le bondissant Achiary.

Il m'explique, chemin faisant, la nouvelle existence qu'il mène maintenant : devenu agent du Réseau « à temps complet », il vole de mission en rendez-vous secrets. Je le reconnais à peine, tellement il paraît dopé par ces activités hautement excitantes : à soixante ans passés, ce n'est plus le père tranquille que nous avons connu à Toulouse dans son bureau de la Mutuelle, il est devenu dans le lourd climat de ce Paris 1944 un elfe, un messager dont les pieds ont des ailes, un familier des milieux clandestins qui s'agitent fiévreusement, multiplient les contacts et les coups de main, se hâtent, se bousculent, se mettent en place comme une troupe qui sent venir les trois coups annonciateurs du final.

(1) Aragon, La Nuit de l'exil.

De cette place de la Convention, je vois avec Madeleine et Serge Lagrange, de passage eux aussi à Paris et hébergés dans l'atelier du relieur Paul Bonet, que je dois rejoindre en fin de journée, pour passer la soirée au théâtre avec eux.

Sur la façade d'un grand café-restaurant du quai Voltaire, une plaque de marbre rappelle aujourd'hui le souvenir des réunions de résistants qui s'y tenaient alors, notamment pour Libération-Nord : c'est d'abord là qu'Achiary m'emmène et nous y rencontrons Denver, à qui je rends compte de la situation à Toulouse, depuis notre dernière rencontre à Lyon, et des mesures prises pour assurer la continuité du Mouvement.

Puis, après le travail accompli, la détente s'impose et Achiary, dont la délicate amitié égale l'activité de fourmi ouvrière, m'a ménagé une agréable surprise en organisant un déjeuner dans l'arrière-salle chaude et confortable du « Voltaire ». Sa femme Henriette vient nous y rejoindre et aussi les Bourthoumieux, que je revois, eux aussi, pour la première fois depuis leur fuite précipitée de Toulouse, après la perquisition de la Gestapo.

Dans les restaurants bien pourvus de cette époque, – îlots d'abondance au milieu de la misère ambiante – il est très rare que l'on vienne arrêter les gens, cela ne se fait pas. La bonne chère et les vins aidant, on se laisse aller à donner libre cours à ses pensées, à ses espérances. Les occasions en sont tellement rares, clans cette existence clandestine où chacun se méfiant de tous, dissimule et garde pour lui ses secrets, que c'est seulement en de pareilles rencontres de camarades appartenant au même groupe, qu'il est possible de laisser parler son cœur. Les deux femmes accroissent par leur présence cette chaude atmosphère d'escapade printanière.

Vive comme son mari, Henriette Achiary, auréolée de cheveux gris, porte en elle une telle confiance, un tel goût de l'action que seulement à la voir, la route paraît s'ouvrir toute droite vers la libération et la victoire, pourvu que l'on accomplisse comme elle, chaque jour, sa tâche avec vigueur et conviction. Elle me harcèle de questions sur Toulouse qui est sa ville, sur son Midi où elle connaît chacun de nos compagnons, mais après un court instant de nostalgie, elle s'enthousiasme pour sa nouvelle vie parisienne, partagée entre les travaux et les risques, et le perpétuel bonheur de redécouvrir, en sortant d'une chambre de fortune, les merveilles venues des siècles que la grande ville offre avec profusion à ceux qui l'aiment.

La compagne de Bourthoumieux, par sa beauté de brune tranquille, heureuse et souriante, incarne ce Midi dont ils rêvent tous. Lui se trouve dans une plénitude singulière : ses cheveux argentés, son regard qui rit et caresse, son sourire largement ouvert sur des dents éblouissantes, rayonnent d'optimisme, du plaisir de se trouver en pleine action comme un athlète dans l'eau bleue qui le porte allègrement. Diriger une troupe, préparer les plans d'attaques, les pièges tendus à l'ennemi, tout cela épanouit la vocation de chef de bande qu'il portait secrètement en lui, derrière les fioles de son officine.

Achiary sourit, toujours sous pression, mais heureux. Les deux femmes sont heureuses, car ils sont rares, les repas qu'elles peuvent prendre avec eux au cours de ces semaines de courses errantes. Nous sommes heureux, nous aussi, de nous retrouver bien vivants et de joyeuse humeur, rescapés des coups de filets, survivants des hécatombes. Survivants... mais pour combien de temps encore ? Peut-être jusqu'à ce soir, peut-être jusqu'à demain. Aucun d'entre nous ne peut dire à combien nous nous retrouverons au jour final, mais nous savons confusément que nous

risquons fort de compter les absents ou de figurer parmi eux. Qu'importe ? trinquons et parlons ensemble. « C'était un temps où il faisait également bon vivre ou mourir. » (1)

Nous nous quittons dans la chaleur des retrouvailles : au dehors, c'est la froide hostilité de tous les autres et, sans doute, la cruelle détermination de quelques-uns qui nous traquent : à peine nous retrouvons-nous dans la rue que nos vieilles angoisses nous ressaisissent. Imagination ou phantasmes de pauvres clandestins ? Sur cinq convives de cet amical repas, trois ne nous reverront jamais.

Pour chasser ces obsessions, je vais me perdre dans la foule des lecteurs à la Bibliothèque nationale. Là, au milieu des jeunes étudiants, des vieillards érudits, qui viendrait nous chercher ? Les livres montent la garde autour de nous, et dressent la préservation du Sanctuaire, comme une mystérieuse enveloppe compacte tissée avec les œuvres centenaires de l'esprit humain. Au milieu de ce chaleureux nid, je m'installe et me détends, après avoir rempli ma fiche et trouvé les rares ouvrages qui me manquaient.

Les quelques heures passées à les consulter s'écoulent comme dans un rêve, mais il me faut rejoindre Madeleine et Serge au grand café de la rue Royale où ils m'ont donné rendez-vous avec une de leurs amies Monique B... dans la grande salle, c'est un éblouissement de lumières, un foisonnement de jolies femmes parées, fardées, caquetant avec des hommes, civils bien habillés ou officiers allemands en tenue fantaisie, sortis des états-majors voisins. Nous bavardons, nous aussi, et notre conversation se met au diapason de l'air ambiant, désinvolte, sans importance, comme en dehors du temps. À peine butons-nous parfois, au détour d'une phrase, sur un mot, une allusion à des amis Juifs enfermés, à des occupations secrètes... le regard va se poser sur un uniforme ennemi attablé avec une jolie femme, qui nous rappelle aux dangers de la réalité.

Eux aussi, après tout, trouvent ici l'évasion de leur cauchemar, froides steppes de la Russie et charniers de l'Europe Centrale, tout cela est très loin et la fumée de leurs cigarettes au tabac parfumé d'Orient, le charme des femmes et la chaleur des lumières les enlèvent, comme nous, sur le tapis magique d'un éphémère moment de bonheur.

De là, nous allons au théâtre des Mathurins, voir la pièce de Georges Neveux *Le voyage de Thésée*. Comme dans quelques-unes des meilleures pièces jouées à Paris à cette époque, les *Mouches* de Sartre, ou *l'Antigone* d'Anouilh, l'allusion est reine et les spectateurs plus agiles que jamais à la saisir : sur la scène, plus que dans les livres ou la presse asservie, les idées d'affranchissement, de liberté apparaissent comme le monde irréel qui suscite le rêve. L'individu s'y trouve chaque fois confronté avec les contingences éternelles qui l'oppriment. C'est en ce temps et dans cet univers de prisons, dans cette salle de théâtre parisien, pleine à craquer, plus qu'un spectacle ou un divertissement, une sorte de cérémonie religieuse dans la pureté des premiers siècles qui déroule ses mystères devant les initiés émerveillés de se reconnaître et de s'identifier aux acteurs ; laissons-nous aller à suivre sur les visages l'effet des paroles qui s'envolent : chacun reconnaît le minotaure, s'enrôle avec les compagnons de Thésée partant à la reconquête de la liberté, puis les fronts se crispent et les yeux se durcissent devant les monstres, ancêtres des tueurs et l'enthousiasme se déchaîne enfin lorsque la victoire du fragile héros approche...

(1) Winston Churchill, L'heure tragique.

À la sortie de la chaude salle, peuplée d'un auditoire enthousiaste, revigorante comme une séance d'oxygénation, l'obscurité de la rue pauvrement éclairée, les rares passants dans leurs vieux vêtements touchants et ridicules, puis enfin ma triste chambre d'hôtel au pauvre mobilier bancal, me ramènent brutalement dans le triste présent, où la laideur constitue la dominante, où les ténèbres de la nuit sont peuplées de plus de cauchemars que de rêves.

C'était un moment exceptionnel de luxe dans une vie de misère, comme cette journée tout entière avait été un déjeuner de soleil au milieu d'une période de mouise. Rien, en effet, ne peut dépeindre la pauvreté de notre univers confiné en cette dernière année de la guerre : nous usions tous nos derniers vêtements, comme le service du ravitaillement distribuait ses dernières réserves, comme les combattants des maquis et les rescapés des réseaux bandaient leurs dernières énergies, luttant contre la lassitude, les trahisures accumulées, la marée montante, qui menaçait de les submerger, des ultimes lâchetés désespérées et des rapaces avant-coureurs de la curée. Le grouillement d'anciens vainqueurs en voie de décomposition, les premiers ébranlements d'une victoire en marche martelaient en même temps une population parvenue au dernier stade d'une double maladie : les privations physiques et le régime de la délation policière. On avait beau lui administrer comme toniques extérieurs les victoires du camp allié de par le monde, cela finissait par venir tard, comme sur un organisme trop épuisé pour réagir encore sainement.

La mise en scène de *Thésée* utilisait les couleurs vives de la Méditerranée : la mer, le soleil, la lumière implacable attiraient invinciblement nos yeux, comme le carré de ciel qui forme le seul horizon des prisonniers dans leur cellule, leur fait oublier pour un moment de rêverie, l'abjection de leur vie confinée dans les remugles.

Au bout du voyage, il manque beaucoup de compagnons et les survivants aspirent à un moment de calme : pour tous, le chœur final reprend son thème « rends-nous l'eau fraîche et l'olivier ».

Si la pièce connaît le succès dans ce Paris de guerre et d'occupation depuis plusieurs mois, c'est sans doute qu'elle contient pour ceux qui combattent l'espérance de la victoire finale sur ce minotaure brutal et sanglant dont le masque porte les traits du monstre qu'il faut vaincre pour reconquérir la liberté ; et pour la foule, celle qui subit sans agir, la tenace aspiration à retrouver un jour proche les humbles dons de la terre que l'on ne goûte que dans la paix.

Je transporte toutes ces pensées dans la petite chambre d'hôtel, grise et triste, où elles projettent leur soleil et leur azur sur mes dernières minutes de conscience, avant de m'endormir.

Le réveil est un brusque retour au présent : à demi inconscient, j'entends des coups sourds frappés aux portes des autres chambres et des pas qui se rapprochent : je me précipite sur ma montre, cinq heures du matin. Je vérifie la cachette d'une somme importante dont je suis porteur.

« Police, ouvrez », la porte est ébranlée par une poigne professionnelle. « Vos papiers », je les montre mais ils ne les satisfont pas. « Habillez-vous et suivez-nous. » Je proteste mais ce sont des automates muets qui explorent avec des gestes las de routine, mais efficaces, le lit, ma valise, l'armoire : je ne suis pas armé. En bas, dans la rue, je suis relativement soulagé en trouvant « le panier à salade » de la police française qui attend : ce n'est pas la Gestapo, pas encore...

Il démarre et je regarde mes compagnons : couples louches, israélites traqués, hommes jeunes absorbés dans leurs secrets, prostituées, tous et toutes sous le coup de ce réveil brutal et lourd de menaces : dans les filets de la rafle, se trouvent les destinataires pour Drancy, pour le Vélodrome d'Hiver d'où partent les convois vers le III^e Reich...

À chaque hôtel du quartier, notre équipage fait halte et la compagnie s'accroît de quelques inconnus, jusqu'à ce que nous arrivions, le jour bien levé, vers huit heures, le fourgon cellulaire plein à craquer, au commissariat central près de la mairie du XV^e. Nous descendons et entrons dans la salle de garde, tandis qu'un gardien en tenue se poste à l'entrée, mitraillette aux poings, pour nous enlever l'envie de lui fausser compagnie.

Le temps passe... nous nous dévisageons mais n'échangeons que les quelques mots indispensables pour se demander du feu, un peu de place : chacun est là pour sa propre affaire et se méfie du voisin. Les miens, un couple à l'allure de comédiens de bas étage, protestent et font sonner bien haut le nom de leur ami Laval : ils seront relâchés après quelques coups de téléphone.

Encore un moment et les inspecteurs nous appellent à comparaître pour les vérifications d'identité. Comme je suis allé la veille à la Bibliothèque nationale, j'ai l'idée de leur donner cette précision, qu'ils peuvent vérifier par la fiche des ouvrages empruntés. Je crois comprendre qu'ils recherchent surtout des jeunes gens de mon âge, réfractaires au travail obligatoire en Allemagne : cela me soulage, car de ce point de vue, je suis hors de cause.

Ce qui me préoccupe surtout, c'est la somme importante que je porte sur moi : s'il y a une fouille complète, ils la trouveront et j'aurai de la peine à la justifier, en tant que simple étudiant. Je puis aller aux tinettes nauséabondes du commissariat et déchirer les billets, les faire disparaître en tirant la chasse d'eau. Mais n'est-ce pas céder à une crainte prématurée ? car cette somme est destinée aux familles de nos camarades emprisonnés et le Mouvement ne roule pas sur l'or en ce moment... risquons, attendons.

Les heures passent, de temps en temps, le téléphone sonne, l'un d'entre nous est appelé à la table, puis libéré. Un car s'arrête, « c'est celui du Vel'd'Hiv », nous dit l'agent de garde et les présumés réfractaires y sont embarqués, nous jetant le regard du joueur qui a perdu sa dernière mise. À midi, on nous fait porter un sandwich, l'atmosphère s'épaissit autour de nous qui restons comme le dernier carré, les gardiens nous surveillent avec plus d'attention.

Vers cinq heures, on m'appelle et me conduit dans un local annexe : c'est pour m'entendre dire par un jeune secrétaire de police que mon alibi à la Bibliothèque nationale a été vérifié mais qu'il est assez curieux en ce printemps de 1944, de faire le déplacement de Toulouse à Paris pour aller consulter de vieux documents.

Je ne me le fais pas dire deux fois : je suis libre, mais l'air de Paris est malsain pour moi, me voilà prévenu. Le secrétaire de police me regarde avec un air bizarre : complice ou soupçonneux ? Juste le temps de passer à l'atelier de Bonet pour faire prévenir les amis par Madeleine de ma mésaventure, en pareil cas, on devient dangereux car on peut être filé, je bondis à l'hôtel où le patron me regarde comme un rescapé, pour boucler ma valise et reprendre le premier train à la gare d'Austerlitz. Aussi court qu'ait pu être le séjour dans les locaux de police, l'air qu'on respire libre dans la rue prend une saveur qu'on ne soupçonnait pas et je presse sur mon cœur le petit paquet de billets de banque qui ont évité de près le naufrage.

CHAPITRE XV

PUYLAROCQUE, LA GESTAPO

Je passai rapidement quelques heures à Toulouse, le temps de prendre quelques effets, un peu de linge, mes cahiers dans une valise. Mes parents ne me posèrent pas de questions : j'avais vingt-cinq ans, ils avaient pris leur parti de l'existence que je menais, au cours de laquelle il suffisait parfois d'une détermination prise à temps pour échapper à la prison et à la mort. Dans ces conditions, un éloignement provisoire à la campagne me mettait à l'abri du danger pendant quelques semaines, ils l'acceptaient donc comme une accalmie.

Ma première étape fut Montauban. Nous l'avons vu, cette ville aura été dans cette période, une étape bien située sur l'axe Paris-Toulouse et surtout, une sorte de refuge prédestiné où la tradition huguenote s'alliait à la conscience catholique et à l'intransigeance républicaine pour ignorer superbement Vichy et l'occupant et accueillir, dans ses vieux appartements des rues aux briques roses et sa banlieue fleurie d'arbres fruitiers, les nombreux proscrits, fuyards ou hors-la-loi que Paris et ses rafles laissaient échapper.

En outre, Montauban commandait l'accès de tout un arrière-pays de causses, de montagnes, de maquis où occupants ni policiers ne s'aventuraient guère : en fait, au-delà de Caussade, s'ouvrait une sorte de no man's land où les groupes francs faisaient la loi plus que la Milice ou la Gestapo. Double avantage d'une ville déjà protégée par la complicité de toute une population et d'où l'on pouvait gagner facilement une campagne inviolée.

Tragique serait plus tard le dénouement : lorsqu'au mois de juillet 1944, la population allait avoir sous ses yeux le sanglant spectacle de trois jeunes corps mutilés pendus aux arbres de sa plus belle place publique : trois gars du maquis, les pieds à dix centimètres du sol, sous l'implacable soleil de la canicule, devant les cadavres desquels les brutes S.S. qui les avaient capturés et exécutés, montaient la garde, mitraillette au poing, interdisant aux habitants abîmés de douleur et de rage, eux qui avaient secouru tant de patriotes, de porter la dernière assistance à ces pauvres dépouilles mortelles, désespérément abandonnées.

Les maisons amies fleurissaient à Montauban à la barbe des occupants : non seulement « les Pâquerettes » où Madeleine et Clara tenaient table ouverte à l'amitié, mais chez l'ancien député Guéret, professeur au lycée de Toulouse qui hébergeait surtout les Anglais de l'I.S. ; chez les Mongreville, près du pont sur le Tarn, où la maîtresse de maison se dépensait pour accueillir les femmes et les enfants, tandis que le chef de famille, Hamon, organisait à Paris d'audacieux coups de main contre les fichiers et archives de la police ; chez Rolland, que l'action n'empêchait pas de courir les bouquinistes. Chez Tournon, le cordonnier, comme au garage de Comte, avenue de Paris, on était sûr de trouver l'abri et l'assistance chez tous ceux qui, responsables de filières, conjuguait les complicités de dizaines d'autres amis inconnus.

Comme je cherchais un refuge à la campagne pour me mettre « au vert » – « au vert », c'était l'ordre absolu qui retentissait du haut en bas du réseau quand il y avait eu des arrestations, une menace – je trouvai sans trop de difficultés des offres amicales, entre autres on me proposa de

m'installer dans la métairie d'un propriétaire ami et d'y garder le troupeau pour gagner le prix de ma pension.

Mais, comme je devais terminer mon mémoire et que je pouvais être convoqué inopinément à Toulouse ou à Paris, pour le service du réseau, je dus chercher autre chose et c'est ainsi que Marcel Guéret m'envoya chez un de ses anciens élèves de l'École normale, instituteur à Puylaroque, dans le nord du département, à la limite des causses du Lot.

Je fus accueilli avec amitié, sans questions indiscrètes dans la maison d'école, curieusement établie dans l'ancien château-fort dont la tour qui domine l'horizon sert présentement de cage d'escalier pour monter à l'appartement de l'instituteur. De ma chambre on dominait le village, dont presque toutes les maisons dévalent la pente de la grande rue, tandis que derrière l'enceinte du château qui enclôt la cour de récréation, une pente abrupte l'isole de la plaine. Les dernières richesses de la campagne tarnaise s'y déploient, champs fertiles, pâturages et vergers, avant l'âpreté désertique du causse calcaire.

Là encore, je trouvais dans ce château-fort, devenu maison d'école, un site remarquablement pourvu en moyens d'alerte : on y voyait venir de loin les nouveaux arrivants sur la route départementale qui s'allongeait en bas du roc, on pouvait même s'échapper par la descente à pic, en cas d'irruption par la grande rue du village.

Instinctivement, nous étions alors dressés à repérer tout de suite dans un immeuble la sortie dérobée, à reconnaître la ruelle de derrière par où s'échapper en cas de perquisition. Certes, si la maison avait été cernée par un détachement nombreux, ces précautions auraient été vaines dans la plupart des cas, mais nous réagissions à l'hypothèse la plus vraisemblable, celle qui se répétait le plus souvent : l'intrusion au petit jour de deux policiers de la Gestapo venant frapper à la porte principale.

Une fois encore, j'allai recevoir l'assistance d'un instituteur, moi qui leur devais déjà tant, au fil de ma courte vie : en passant le seuil de cette maison d'école languedocienne, je respirai l'odeur de ces classes, partout la même, où j'avais reçu les premiers dons, là-bas dans le Nord. Des visages se présentaient dans mon souvenir, celui de cet homme si bon qui m'ayant pris en affection, n'eût de cesse qu'il n'eût persuadé mes parents de me faire entreprendre des études secondaires. Peu à peu, il m'admettait dans sa famille, avec ses enfants et les premières vacances, c'est à lui que je les dois, dans ce petit port de pêcheurs de la mer du Nord où il fut muté quelques années plus tard. Il exerçait son magistère aussi bien sur les rudes hommes de mer que sur les têtes dures de leurs fils, car il avait gardé de la Grande Guerre le goût de la camaraderie, des frairies de plusieurs jours où chacun le reconnaissait au café comme au jeu de boules ou au tir à la carabine, comme un solide compagnon, vidant son verre sur les comptoirs des estaminets. Pourquoi ? Pour rester dans ce milieu de travailleurs d'où il était sorti et auprès d'eux, retrouver la chaleur des origines. Au cours de ces longues conversations de café, il persuadait les parents de la valeur de l'instruction, mettant tout son instinct de chasseur de vocations à envoyer les enfants qui lui en paraissaient dignes, dans les collèges ou les écoles d'apprentissage.

Il tempêtait de sa voix de commandement d'ancien lieutenant d'infanterie, plus qu'aucun autre, car il était sourd, il festoyait de frites et de tripes avec les parents de ses élèves, puis faisait avec eux d'interminables parties de manille jusqu'à ce qu'il les ait convaincus de la chance à donner à leur fils.

En classe, il pratiquait le dressage avec une vitalité énergique, car il croyait dur comme fer que c'était sauver un fils d'ouvrier de la misère et du chômage que de lui faire passer le certificat d'études. Aussi, les plus dures têtes devaient-elles emmagasiner sans broncher l'histoire, la géographie et le calcul, car il maniait à l'occasion la canne de jonc et le fouet qu'il faisait siffler à titre de menace, au-dessus des épaules des paresseux ou des attardés.

Avec cela, sa grosse carcasse dissimulait une sensibilité d'artiste que quatre ans de tranchées et quelques blessures n'avaient fait que rendre plus intérieure. Mais lorsqu'il prenait son violon ou qu'il nous lisait des passages de Victor Hugo, nous étions saisis au cœur par une grandeur mystérieuse qui émanait de lui.

C'est donc à cet homme que je pensais : ils se ressemblaient avec mon père par cette insouciance de ceux qui avaient échappé cent fois à la mort, ce goût de raconter les carnages qu'ils avaient vécus à Verdun, en Artois, tout étonnés, en comparant leurs récits, d'avoir combattu parfois à quelques kilomètres l'un de l'autre. Ils vidaient force verres ensemble, s'attaquaient pour une partie de piquet et finalement, l'instituteur persuada son ami de me vouer aux études.

Curieusement aussi, j'allai retrouver dans mon refuge le goût des livres, qu'il m'avait aussi inculqué. Peut-être revois-je la bibliothèque de l'école avec l'émerveillement des souvenirs, mais il me semble qu'il y avait là les plus beaux livres, les classiques de la collection des « Grands Écrivains », les œuvres d'écrivains étrangers comme Tourgueniev ou Selma Lagerlof, dont j'entendais parler pour la première fois. On y apprenait à vénérer les livres, comme objets de prix dont nous connaissions minutieusement la valeur marchande.

Cette image d'Épinal du couple de maîtres d'école qui s'était matérialisée autrefois pour secourir ma jeunesse, je la retrouvai encore dans le ménage Cavaillé, mes hôtes, qui, en m'accueillant, me sauvaient de la Gestapo et des camps de la mort.

Nulle part ailleurs comme dans cette souche des écoles normales, on ne retrouve à l'état pur la sève laïque et républicaine : à trente ans, ils consacraient douze heures par jour de leur vie aux enfants de cette commune. N'ayant pas encore eux-mêmes de descendance, ces enfants étaient les leurs. Solides, plein d'entrain, ils leur enseignaient aussi le football et l'athlétisme. Se tenant au courant de la pédagogie moderne, malgré la dureté des temps, passionnés de lecture, ils avaient réuni dans leur donjon une fort honnête bibliothèque et une collection de reproductions de peinture moderne. Avec cela, ils portaient haut et ferme leur amour pour ces mots tant décriés par les journaux, la radio, les discours officiels : la République, le Progrès, la Liberté. Je retrouvais en eux la solide confiance de notre génération, que ni la guerre, ni l'occupation n'avaient pu ébranler, et tout ce qui tend à élever l'homme au-dessus de sa misérable condition.

Lui, grand, brun, myope, à l'allure de séminariste souriant et émancipé, partait chaque jeudi avant le lever du jour sur une vieille bicyclette pour Caussade où il prenait le train pour Toulouse afin de suivre les cours de géographie du professeur Faucher, lui-même vieux gaulois de la République, imperturbablement résistant.

Elle, grande fille blonde aux yeux bleus, ressemblait davantage aux femmes du Nord qu'à celles qui se rencontrent habituellement dans ces contrées, noires et un peu sarrazines. Elle avait des grâces garçonnières, quand elle dirigeait les jeux de ses écoliers, sur le mail au pied du donjon et

une certaine maladresse à se mouvoir dans le ménage et la vie quotidienne. Par contre le soir, assise au milieu de ses livres et de ses gravures, elle retrouvait avec naturel la vraie patrie qui était la sienne, celle de la pensée et de l'amour du beau.

D'entrée, je partageai leur vie : dans le donjon, nous avions nos vastes chambres porte-à-porte. Les repas, nous les prenions ensemble à l'auberge Cabarroc sous le manteau de la vieille cheminée et les poutres noircies. Le cœur y était pour nous, car le fils de la maison, arrêté par la Gestapo et emmené à leur siège à Cahors, avait réussi à s'évader et était au maquis. Les soirées, nous les passions têtes jointes sous la même lampe occupés à nos travaux, quand nous n'allions pas chez le pharmacien.

Le jeune pharmacien et sa femme, amis des Cavaillé possédaient ce que je considérais à l'époque comme un des plus précieux trésors : la collection complète des classiques de la Pléiade. S'ils en étaient fiers, ils n'étaient pas égoïstes et, ayant reconnu en moi un ami des livres, ils me permettaient d'emporter à la maison d'école un de ces merveilleux objets qui mettent à votre portée le puissant réconfort d'une grande œuvre humaine.

Des autres habitants du village, nous savions seulement qu'ils comportaient encore le petit lot habituel des fervents attardés du maréchal Pétain, dont il fallait se méfier : mais j'étais pour eux un parent de Cavaillé que son état de santé avait obligé à venir prendre du repos à la campagne.

Mais la cuisine de l'auberge Cabarroc et l'air tonique de la campagne tarnaise aidant, j'étais une mine florissante qui, si mon séjour se prolongeait, ne manquerait pas d'éveiller les soupçons, car en ce temps dans un petit village où les groupes s'opposaient sourdement selon le camp qu'ils avaient choisi, tout inconnu devenait rapidement suspect et les dénonciations étaient devenues monnaie courante.

La villa « Les Pâquerettes » à Montauban constituait une « boîte aux lettres » que Madeleine et Clara avaient mise à ma disposition et j'y passais chaque semaine, quand je n'allais pas à Toulouse au rendez-vous mensuel de D... qui venait de Lyon pour assurer un contact périodique.

La vie à Puylaroque s'écoulait calmement et les jours passaient pour moi à la table de travail où j'étudiais minutieusement le captivant personnage de Diderot, quand je ne parcourais pas les champs que le printemps imperturbable refleurissait, comme si tout autour de nous, la guerre et l'occupation, n'existaient pas. La cloche de la maison d'école marquait les heures où je retrouvais ponctuellement mes hôtes et leur studieuse vie quotidienne. On oubliait parfois le monde extérieur et ses drames, en se prenant à rêver d'un temps où il n'y aurait plus de Gestapo, plus de prisons, plus de deuxième front et plus de nazis, mais ce rêve paraissait encore bien insaisissable et hors de notre portée.

L'apocalypse n'était pas loin et se manifestait de temps à autre, alors qu'on s'endormait dans la fausse sécurité.

Au bout de trois semaines, aucune nouvelle alerte ne s'étant produite depuis l'arrestation de Raymond Naves, je rongerais mon frein en pensant à notre groupement décapité, au retard qu'il devait prendre sur les autres, aux consignes qu'il devenait urgent de passer à nos responsables locaux. Aussi, ne tardai-je pas à me décider à rentrer à Toulouse, après avoir pris congé de mes hôtes qui m'assurèrent d'un bon accueil en cas de nouvelle nécessité.

Sur le plan personnel, je devais passer au lycée pour régulariser ma situation administrative, passablement embrouillée par toutes ces allées et venues imprévisibles.

Là aussi, les groupes antagonistes durcissaient leurs positions : certes la Résistance y dominait très nettement, mais il fallait bien connaître sa structure particulière de petits noyaux étrangers les uns des autres, s'ignorant à dessein par mesure de sécurité, et tellement secrète que ce n'est que bien plus tard, à la libération seulement que devait se découvrir l'appartenance de certains hommes à tel ou tel mouvement ou réseau, tenue tellement insoupçonnée qu'on en venait même à douter de sa réalité. Le trouble était encore aggravé par l'attitude équivoque du chef d'établissement qui se montrait plus gouvernemental qu'il n'était décent pour un fonctionnaire en 1944 et sans fermeté devant les exigences des occupants ; s'ajoutait encore la présence de quelques adversaires, partisans du Régime et de la Collaboration, rares mais venimeux par les risques de dénonciation.

Ainsi, un premier incident avait failli mal tourner quelques semaines plus tôt : j'avais dissimulé quelques papiers provenant du sauvetage de la « Centrale » de la rue de Metz sous le parquet d'une chambre, lorsqu'un jour un incendie y éclata : il fallut éventrer le plancher pour circonscrire les dégâts et la cachette fut ainsi mise à jour.

Par malchance, les papiers furent découverts par un garçon de service qui s'empressa de les porter au commissariat de Police, par un mouvement de frayeur imbécile. Évidemment, ces papiers ne contenaient pas d'indication en clair, mais décryptés par un spécialiste de la Milice ou de la Gestapo, auraient pu mener sur des pistes dangereuses. Par chance, le commissaire de Police était un sympathisant et il fit restituer dès le lendemain sa prise à un professeur de mes amis qui la mit en lieu sûr.

J'arrivai donc un matin vers 10 heures, dans cette cour à caissons sculptés de l'ancien hôtel de Bernis où le concierge du lycée avait sa loge. Ce sympathique mutilé de la Grande Guerre se leva de son siège et m'entraîna précipitamment dans sa salle à manger. Bouleversé, il me fit alors ce récit : Le matin même de ce jour à six heures, deux hommes s'étaient présentés à lui : « Police allemande » et avaient exigé d'être conduits à la chambre que j'occupais habituellement – me sachant absent, le brave concierge mit sa veste et les conduisit le long du dédale de couloirs jusqu'à ma chambre, vide bien entendu, où il leur fit constater, avec satisfaction : « Comme vous pouvez le voir et comme je vous l'avais dit, M. Docquier n'y est pas. »

– Où est-il en ce moment ?

– Il ne vient plus au lycée depuis quelque temps : sans doute est-il malade, mais nous avons de nombreux professeurs et maîtres qui vont et qui viennent dans la période présente et je ne puis me tenir au courant de chaque cas individuel.

– Qui peut donc nous renseigner ?

– C'est seulement M. le proviseur, mais on ne peut le déranger qu'à partir de huit heures.

Les deux hommes s'interrogèrent, puis partirent.

Pour le moment soulagé, le concierge fut vite plongé dans la plus vive inquiétude, car il pensa à cette adresse de vacances qui figure habituellement dans le dossier de tout fonctionnaire, adresse où l'on risquait de me trouver. Le proviseur était toujours impressionné par les Allemands, que ferait-il ? L'idée lui vint de prévenir la secrétaire du proviseur, M^{lle} Sevènes, qui, elle, ne cachait pas son hostilité aux occupants.

À huit heures, les deux policiers se présentèrent de nouveau, parmi le flux des maîtres et des élèves qui commençaient les cours. Introduits chez le proviseur, ils lui demandent à voir mon dossier, comme prévu. Comme prévu aussi, M^{lle} Sevènes reçoit aussitôt l'ordre d'apporter le dossier, mais elle a eu le temps d'enlever le détonateur à la mine et elle peut annoncer en toute sécurité : « Pas d'adresse personnelle, si ces messieurs veulent s'en assurer eux-mêmes... » Ils ne veulent pas en entendre davantage, n'écoutent pas les excuses que le proviseur leur bredouille, pourtant en allemand et partent furieux en claquant la porte...

Et me voilà dans la maison où ces événements viennent de se dérouler voici à peine une heure : le concierge tremble pour moi, il tourne dans sa loge comme un ours en cage, craignant qu'un policier en faction ne surgisse tout à coup devant nous deux. Lui serrant furieusement la main, je file rapidement en traversant les cours, par la sortie secondaire du petit lycée, rue Lakanal. Rien aux portes, je bondis dans la rue, personne ne me suit, je suis sauvé...

Je reprends mes esprits... où aller ? D'abord chez mes parents pour les prévenir de se tenir prêts à toute éventualité : si la Gestapo met un tant soit peu d'insistance pour retrouver mon adresse, elle risque fort d'y parvenir. Là-haut, nouvelle alerte : ma mère n'est pas là, elle est partie faire ses provisions, mais la voisine me signale que deux hommes se sont présentés et que, ne trouvant personne, ils sont allés vers l'usine où travaille mon père ; je recommence à trembler. À ce moment, je rencontre sur le chemin mon père qui rentre à la maison seul et souriant : les deux hommes sont mes collègues Calet et Auriault, venus nous avertir de la descente de la Gestapo au lycée.

Nous nous jetons dans les bras l'un de l'autre. Cette fois, nous avons senti passer le danger à deux doigts de notre tête, en sera-t-il longtemps encore ainsi ? Ma mère arrive et nous la mettons au courant. La pauvre femme a un sourire lumineux trempé de larmes et son visage reste courageux et confiant. Sans le dire, je tremble pour elle, pour eux, car depuis quelque temps, on murmure dans les rangs de la Résistance des récits où les parents, l'épouse, sont emmenés par les gens de la Gestapo, furieux de ne pas trouver l'homme qu'ils recherchaient. Nous nous séparons quand même, heureux d'être préservés un jour de plus.

J'aurai dans cette aventure, profité d'un sort favorable : quinze jours plus tard, les hommes de la Gestapo revenant au lycée pour arrêter un autre résistant, ne se contenteront plus du même scénario : ils bloqueront cette fois toutes les issues et vérifieront l'identité de toutes les personnes qui se présenteront durant la matinée.

CHAPITRE XVI

6 JUIN 1944

Me voici revenu à Puylaroque... après la dernière alerte du lycée, la Gestapo aux trousses, il a fallu se réfugier au plus vite dans un endroit sûr et c'était encore la maison d'école d'ici qui offrait les meilleures chances. Je prends évidemment plus de précautions, car cette fois, l'enjeu devient de plus en plus sérieux.

Les dernières batailles sur tous les fronts prennent une allure de charge contre le III^e Reich. La Résistance s'agite, car ses chefs perçoivent à différents signes, que le jour J n'est plus loin. Personnellement, je crois plutôt qu'il s'écoulera encore un certain délai, ou du moins, je préfère me préparer à cette éventualité parce que je vois trop de gens dont les nerfs craquent à force d'attendre le troisième front pour le lendemain matin.

Ce troisième front viendra s'ajouter à ceux de Russie et d'Italie, où les nazis et leurs amis subissent de lourdes défaites. Il naîtra sans doute le jour où les Alliés débarqueront sur une de nos côtes : beaucoup pensent à la Méditerranée, puisque c'est de ce côté que les Américains ont déjà précipité leurs flottes sur l'Afrique du Nord. Les Allemands semblent attendre l'attaque par là et, en ce début d'été, nous voyons les éléments d'une de leurs unités d'élite, la division « *das Reich* » manœuvrer dans la zone de Toulouse-Bordeaux, prête, croyons-nous, c'est du moins ce qui se raconte dans les maquis et les réseaux, à se porter à la rencontre d'un assaillant, soit sur l'Atlantique, soit sur la Méditerranée.

Les hommes de la Gestapo traquent les patriotes, car pour eux ce sont des francs-tireurs qui opèrent à l'arrière de la ligne de bataille et l'ordre est venu de les liquider, ou du moins d'en éliminer inexorablement le plus grand nombre possible.

À Puylaroque, notre cachette devient de plus en plus connue, donc moins sûre. Je suis même obligé de renvoyer quelques-uns de ceux qui peuvent trouver abri ailleurs, car les informations que j'ai depuis quelque temps laissent craindre que cette paisible localité, à la limite de la zone des maquis, ne devienne un jour le lieu d'une bataille rangée entre patrouilles allemandes et corps francs et je ne voudrais pas que nos hôtes et avec eux les habitants du village, les femmes et les enfants, qui sont des civils hors de notre combat, ne voient leur vie et leurs biens en danger par notre fait.

D'ailleurs, les mitraillettes partent vite, au cours de ces semaines. Un soir que nous sommes tranquillement en train de lire après le dîner, à la nuit tombée, une fusillade éclate soudain, des coups de crosse retentissent dans les portes, des vitres sont brisées. Je me demande tout à coup s'il ne s'agit pas d'une descente de police dont nous serions l'enjeu. Pendant de longues minutes, nous nous taisons, haletants, prêts à bondir. Mais subitement tout se calme, des automitrailleuses dévalent la grande rue. Les habitants commencent alors de sortir sur leur seuil et se montrent les traces des rafales de mitraillettes. C'est un détachement S.S. qui, passant sur la grande route, a aperçu des lumières dans quelques maisons du village perché sur son pic. Ont-ils cru voir des

signaux lumineux pour les avions alliés et des parachutages ? Aussitôt, ils sont montés, ont lâché deux ou trois rafales au hasard et houspillé quelques habitants, sans leur faire grand mal, parmi lesquels le curé, un vieillard innocent de toute mauvaise intention à leur égard.

C'est ainsi que nous vivons, au jour le jour, au coude à coude avec les arrestations, les rafales de mitrailleuse. Les services d'autobus deviennent eux-mêmes irréguliers, suivant qu'ils sont réquisitionnés ou interdits certains jours, à l'image des trains eux-mêmes qui passent ou ne passent pas, en sorte que l'on fixe désormais non pas le jour d'un voyage, mais la décade au cours de laquelle on espère pouvoir partir : « J'irai vous voir entre le 20 et le 30 de ce mois, si c'est possible. »

La même incertitude règne sur notre destin : on rapporte un jour à Madeleine qu'un visiteur inconnu s'est présenté en son absence à la villa des Pâquerettes. Il porte une serviette et n'a pas l'accent du Midi, aussitôt les voisins en déduisent qu'il s'agit peut-être d'un agent de la Gestapo, ce qui incite Madeleine à juger les Pâquerettes « brûlées » et à venir chercher refuge à Puylaroque.

En réalité, l'homme à la serviette n'est autre que Didier, le meilleur agent de liaison de Lionel. Il me l'a envoyé quelque temps après mon dernier voyage à Paris pour m'y convoquer de nouveau. Je m'y serais vu proposer de « travailler » à demeure à Paris, sans doute pour assurer une responsabilité sur le plan national en vue de coordonner l'action des jeunes. Toute la gamme du possible est ouverte : une cellule de prison, ou bien des milliers d'hommes à manier. La vie ardente de la capitale ou la retraite morose dans un petit village du Quercy, ou encore ?...

Enfin, un matin de juin, les postes de radio se mirent à donner de la voix : par les portes et les fenêtres ouvertes d'abord, la radio officielle minimisait l'événement : tentative de débarquement en Normandie. Chacun se mit alors, toutes fenêtres fermées, à capter les postes de Londres et Alger : plus de doute cette fois, une immense armada déversait sur les côtes de France les troupes et les blindés, des ports artificiels étaient construits, le courant irrésistible s'amorçait, le « troisième front » tant attendu déclenchait son prélude fantastique.

Justement un ordre de mission était venu m'appeler, cette fois à Marseille : j'avais à y rendre compte des choix de personnes que nous avions dû faire à Toulouse pour combler les vides creusés par les arrestations. En temps ordinaire, c'est toujours une fête pour moi de descendre les escaliers de la gare Saint-Charles et de dévaler le flot vivant de la Canebière jusqu'au Vieux-Port.

Cette fois, j'y arrivai après un trajet épuisant : les trains subissaient des arrêts en rase campagne, pour laisser passer les convois ennemis en route vers le front. La chaleur de juin s'abattait sur des compartiments bondés où des femmes et des enfants enduraient la faim et la soif : on s'embarquait avec quelques provisions, mais elles étaient vite épuisées par la longueur interminable du voyage. Cependant, une lassitude résignée pesait sur tous les voyageurs : pas un cri de révolte, pas un geste chez ces pauvres gens, qui arrivés à leur cinquième année de privations, avec leurs visages fermés et leurs vêtements fatigués, prenaient l'aspect général d'une troupe de prisonniers, méfiants et butés, ancrés dans leur tristesse chronique.

Pour la plupart d'entre eux, même l'annonce du débarquement n'arrivait pas à les tirer de leur torpeur mortelle : trop d'espoirs s'étaient levés qui étaient retombés, trop de fois la victoire sur les nazis avait été annoncée comme imminente et de longs mois mornes où les armées piétinaient avaient succédé. Seuls dans la multitude, ceux qui combattaient conservaient l'espérance, et aussi

les esprits lucides qui, étudiant les rapports de force, voyaient se mettre enfin en marche la machine puissante, lente et inexorable du Nouveau Monde, face à Hitler que les défaites successives sur les fronts de Russie et d'Italie avaient amené à jeter ses dernières réserves dans la bataille.

Dès mon arrivée, je trouvai à notre « boîte aux lettres » l'instruction d'aller loger à Aix. Marseille était dotée d'une Gestapo fort active et, en outre, une milice particulièrement virulente dirigée par le sinistre Sabiani y exerçait une chasse permanente aux suspects, sous forme de rafles fréquentes dans les rues, les cinémas, les lieux publics.

L'acharnement de ces traîtres, était renforcé par l'impression qu'ils jouaient leur va-tout, maintenant que les Alliés avaient pris pied sur notre sol et que le jour s'approchait où il leur allait falloir rendre des comptes. Aussi, ne faisaient-ils pas de quartier et valait-il mieux ne pas les provoquer en s'installant à l'hôtel, dans une telle période, avec de faux papiers d'identité.

Aix-en-Provence, par contre, paraissait un refuge de calme et de sérénité, dominant sur sa colline les flots impurs de sang et d'embûches du grand port contaminé.

Je me présentai à la « librairie du Roi René » où la correspondante de Fontaine m'accueillit comme en d'autres temps moins troublés, une agréable commerçante, amoureuse de ses livres. Nous avons parlé même des récents ouvrages parus, de ceux bien entendu que l'on se passait sous le manteau, publiés par les Éditions de Minuit, sous des pseudonymes dont on se donnait les clés ; ou encore la littérature allusive des petites revues, *Les Cahiers du Sud* ou *Poésie 40*, Fontaine ne parvenant plus depuis le débarquement en Afrique du Nord ; tout ce monde à demi clandestin, seulement connu de quelques milliers d'initiés et dont la gazette hebdomadaire pouvait figurer à bon droit l'ancienne page littéraire du *Figaro*.

Cette charmante librairie me donna le mot de passe pour un hôtel près du cours Mirabeau. Je regardai avec émerveillement ces vastes chambres et cet immense escalier. Lorsque j'eus pénétré dans la salle à manger, c'était vraiment la caverne d'Ali Baba, car on y trouvait en abondance tous les produits rationnés : d'épaisses viandes, d'innombrables bouteilles de vin, des mottes de beurre et de gros pains de campagne. Tandis qu'un flot ininterrompu de clients à l'allure clandestine, mais florissante s'y attablait sans cesse devant de verdoyants pastis, fleurant bon l'anis méditerranéen prohibé, mais cependant partout sur les tables sans vergogne.

Dans ce caravansérail règne, je ne sais pourquoi, un air tonique de veillée d'armes. On me glisse à l'oreille qu'il y a là quelques chefs de maquis et je remarque, en effet, des visages fortement marqués, de la catégorie de ceux qui ne passent pas inaperçus. Pourquoi ? Une mystérieuse puissance leur sort par les pores et semble illuminer ces fronts. Il arrive ainsi que, dans une compagnie où l'on ne connaît personne, les regards se portent invinciblement sur quelqu'un, dont l'allure et la physionomie tranchent sur l'ensemble : qui est-ce ? demande-t-on et c'est, la plupart du temps, une personnalité dont on parle, et qu'on est tout surpris d'avoir devinée, avant qu'elle n'ait été nommée.

Le lendemain matin, m'étant réveillé reposé de mon dur voyage et réconforté par le tonus de l'accueil dans cet hôtel, je fais un tour jusqu'aux antiquités de cette vieille ville admirable puis je descends, comme on dit là-bas, sur Marseille où j'ai plusieurs rendez-vous.

Le premier est avec le responsable de la Presse, c'est Favier qui a succédé à Marcel Bidoux après son arrestation et nous discutons de la publication de notre journal régional qui, depuis que tout le personnel de l'imprimerie Lion à Toulouse a été déporté en bloc, se tire chez un de nos amis de Graulhet dans le Tarn. Nous prenons avec lui un certain nombre de dispositions pour assurer la continuité de sa publication pendant la période particulièrement troublée que nous abordons.

En début d'après-midi, on me conduit dans un endroit écarté de la banlieue dominant la ville : je devais y rencontrer un membre du Comité directeur dont le nom ne m'avait pas été dévoilé. Aussi est-ce avec surprise que je reconnais dans la personne qui vient à moi, malgré ses lunettes et une barbe de circonstance, notre ancien chef de réseau Denver.

En 1943, il fut souvent suppléé par son adjoint Lionel et, en fait, c'est à ce dernier que nous avions à faire. Lui est allé clandestinement à Alger. Maintenant, m'explique-t-il, il a reçu l'ordre de rester sur place, dans l'attente d'événements graves en vue de prendre immédiatement ses fonctions de maire de Marseille, pour lesquelles il a été nommé. Les responsables ainsi désignés à des fonctions de commandement devaient se tenir dans une retraite sûre, pour échapper à la capture et éviter des ruptures d'organisation.

Je lui rends compte rapidement des dispositions prises à Toulouse pour trouver de nouveaux délégués aux Comités de Libération, surtout au comité local qui est important, puisqu'il préfigure le futur conseil municipal, que son président est appelé à devenir le maire désigné à la libération de la ville et que nous avons maintenu nos droits sur ce poste, qui nous avait été reconnu du temps de Raymond Naves. Denver ne connaît aucun des hommes que nous lui nommons, puisqu'ils ne figuraient pas parmi les responsables, du temps de ses passages à Toulouse, mais dit-il, il nous fait confiance, en cette période où tant des nôtres sont absents et où il faut parer au plus pressé.

Il tient à me confier une fonction de liaison sur les trois régions d'Agen, Toulouse et Montpellier pour y représenter le Comité directeur. J'accepte en lui demandant de me faire établir, avant mon départ, une pièce écrite qui puisse me servir dans l'accomplissement de cette fonction, en cas de besoin. Cette pièce sera signée du dernier nom de guerre qui est le sien actuellement, Masselot, et me parviendra au moment de mon retour.

Lorsque nous nous quittons, nous nous serrons la main avec une certaine gravité : Denver-Masselot sourit, mais il porte le poids de lourds lendemains, même si l'on compte pour rien la perspective des derniers assauts de cette lutte qu'il a menée depuis plusieurs années et dont il est un des rescapés.

Son garde du corps me conduit vers un jeune camarade à qui je dois passer des consignes pour l'organisation locale des Jeunesses. Nous nous dirigeons vers le centre de la ville et, bien que rien ne puisse plus nous surprendre dans cette vie hors de nature, nous pénétrons dans un vaste bâtiment administratif qui n'est autre que la Préfecture. C'est là, dans un confortable bureau, que je trouve le futur chef de nos groupes insurrectionnels de jeunes. Il a l'allure très positive et décidée et j'ai vite fait de lui donner les directives générales, en lui laissant le soin de les adapter aux circonstances locales, en toute confiance.

Après cette journée bien remplie, je me dirige vers une adresse que m'a donnée Masselot et qui est celle d'un de ses jeunes agents de liaison. C'est un vendredi soir et mon hôtesse part au bord

de mer, elle me remet la clé après m'avoir fait visiter l'appartement, fort confortable. Tranquillement, je descends dîner dans un restaurant voisin, où je retrouve attablés de nombreux amateurs de pastis clandestin – on en fabrique avec toutes sortes d'alcools et même les alcools provenant des raffineries d'essence comme d'ailleurs on fabrique aussi des frites dans des huiles minérales et l'on s'en régale.

Après dîner, la soirée est belle, les Marseillais prennent le frais sur leur seuil mais cette banlieue paraît assez déserte et je fume une cigarette avec l'intention de me coucher tôt, car je prends le train le lendemain matin de bonne heure. Je remonte donc à l'appartement, mais là une drôle de surprise m'attend : ma logeuse s'est trompée et m'a donné de mauvaises clés. J'essaie discrètement de forcer la porte, mais la concierge, attirée par le bruit, vient m'observer avec méfiance. Que faire ? Les serruriers ont l'air eux aussi en vacances, ce vendredi soir et ma valise, avec de l'argent et des documents ; sont derrière cette porte close. En temps normal, ce serait une situation ridicule dont on se tire facilement, mais alors, inconnu dans une grande ville, sous une fausse identité, il ne s'agit pas de se retrouver au poste de police, soupçonné de cambriolage. Le sort penche favorablement dans le regard de la concierge, qui finalement me prête les outils nécessaires à l'effraction de la porte : le bruit que je faisais me semblait le fracas du tonnerre dans la cage de l'escalier, mais la porte céda sans trop de mal.

Réveillé de bon matin, je gagne la gare Saint-Charles dans l'air léger et le bleu du ciel, euphorique. J'aurai besoin de cette provision de bonne humeur pour le voyage, où je retrouve, sous le soleil qui écrase les wagons, l'invraisemblable convoi d'émigrants. Pourquoi les gens voyagent-ils tant en cette période ? Ils semblent un essaim d'abeilles affolées qui se déplace par vols saccadés et vient se heurter aux obstacles d'un terrain clos. Les uns fuient la ville pour échapper aux bombardements, les autres sont chassés de zones côtières que l'occupant interdit soudain aux habitants, pour s'y retrancher en cas de débarquement. Tous ces voyageurs de l'absurde s'entassent dans les compartiments et obstruent les couloirs.

Arrivé tard dans la nuit à Toulouse, je me repose quelques heures et me dirige vers le Capitole où je trouverai, dans les bureaux, le camarade Vergniaud, qui assure nos liaisons. Je suis assez content de pouvoir lui raconter, ainsi qu'aux autres camarades, le succès de ma mission : reconnaissance des désignations provisoires que nous avons faites, par le Comité directeur ; délégation dont je suis chargé, qui va permettre de régler sur place un certain nombre de problèmes d'organisation ; enfin, quelques moyens matériels supplémentaires, pour lesquels nos groupes d'action manifestent une telle soif.

Et voici que, dans la cour intérieure du Capitole, le drame m'attendait, sous les traits tirés de fatigue de Victor...

Entendant à la radio de Londres un « message personnel », qui concernait en réalité la zone du débarquement, de nombreux camarades appartenant à Franc-Tireur et à France au Combat, avaient quitté la ville, prenant les armes, pour rallier le maquis de Saint-Lys. Pour eux, l'heure H avait sonné, il s'agissait de frayer le chemin aux armées alliées. À partir du 6 juin, en cinq jours, 160 hommes vinrent rejoindre ce commando de la Libération (1).

(1) Récit publié par Viguier-Victor dans « Bulletin municipal de la ville de Toulouse », numéro spécial de la Libération.

Leur plan de bataille était net : former là une base de départ pour libérer la ville, dès que le débarquement allié – que l'on croyait alors inévitablement dirigé sur la côte languedocienne – permettrait de faire converger les troupes alliées et les groupes du maquis. Les chefs Joseph Vie, Chaubet, Micoud, Lozes, Viguier se trouvaient depuis longtemps déjà engagés dans la lutte clandestine. Certains d'entre eux, comme Vie et Viguier, avaient amené avec eux leur fils : il s'agissait pour eux, qui rongeaient leur frein dans la quotidienne bureaucratie de la clandestinité, de se battre enfin à visage découvert avec une arme à la main. Ce qu'ils voulaient aussi obscurément au fond d'eux-mêmes, c'est ne pas connaître la Libération en spectateurs attendant l'arrivée des armées régulières, mais faire leur propre libération et hâter, en agissant, la délivrance de tous ceux qu'ils aimaient.

Leur armement consistait en quelques mitraillettes, des fusils de guerre ou de chasse, des revolvers. Les premiers jours, le groupe cantonna sur le domaine de Gagen. Puis ce fut l'inaction, le débarquement qui ne venait pas, les difficultés du ravitaillement. Les Allemands ne tardèrent pas à repérer les mouvements de cette troupe en armes. Le 12 juin, la position fut abandonnée, le repli amorcé vers la ferme du Candele. Lorsque la colonne allemande du régiment S.S. « Deutschland », division Das Reich, arriva avec son matériel de campagne, elle fut reçue par une fusillade : mais, très vite, la lutte devint inégale entre une arrière-garde réduite à quelques braves qui protégeaient la retraite de leurs camarades et une colonne armée de mitrailleuses et de mortiers : Chaubet, Vie, Micoud, Lozes, Autofage, Bousquayrol, Cavagnol, Lafforgue et Gonzalès furent tués, les armes à la main : les chefs étaient restés les derniers.

Les sauvages S.S. de cette sinistre division – les mêmes qui firent Oradour – massacrèrent aussi des hommes, des femmes et des enfants parmi la population civile. Des combattants, seuls échappèrent à la tuerie, ceux qui étaient partis au ravitaillement à la ville et qui, à leur retour, trouvèrent la colline investie et ne purent rejoindre leurs camarades.

C'est l'un d'entre eux que je trouvai, alors que je venais de descendre du train de Marseille, dans la cour du Capitole, encore tout chaud du combat, halluciné par le massacre de ses compagnons, qui me fit le récit de cette aventure. Serrant les poings, nous comprenions maintenant que, si un coin de terre française était désormais libre, là-bas en Normandie, ce n'était pas encore notre tour ; que des semaines et peut-être des mois allaient s'écouler dans l'angoisse, avant que l'offensive alliée, avançant inexorablement, nous permette de prendre les armes pour chasser les occupants. Sur la colline de Saint-Lys, nos camarades morts, sous l'ardent soleil de juin, étaient arrivés trop tôt au rendez-vous de la liberté.

CHAPITRE XVII

ULTIMES CONTACTS

Juin, juillet 1944... la bataille s'était livrée aux portes de Toulouse, les zones contrôlées par le maquis étendaient chaque semaine leurs tentacules vers les grandes agglomérations urbaines que les uniformes vert-de-gris avaient pratiquement mis en état de siège, pour assurer les arrières de leurs troupes.

Aux portes de Toulouse, des feld-gendarmes puis des S.S. arrêtaient tout véhicule qui entrait en ville y compris les vieux tramways de banlieue, et contrôlaient les cartes d'identité de chaque homme ou femme qui se déplaçait. À quoi cela pouvait-il servir ? Personne ne sortait sans sa carte d'identité, sauf les éternels étourdis, et les mieux pourvus étaient naturellement les hors-la-loi. Peut-être les Allemands avaient-ils diffusé à leurs postes de garde les photographies de quelques « terroristes » notoires ? Mais c'était à qui porterait lunettes, moustaches, barbes, cheveux teints, et les sentinelles s'acquittaient le plus souvent de leur contrôle sans manifester aucun zèle, surtout quand il s'agissait d'originaires de pays occupés, Autrichiens surtout.

Les responsables de la Résistance menant leur action clandestine passaient ainsi de la ville où ils étaient traqués par les diverses polices au territoire libéré, où ils faisaient la loi. Parfois étaient-ils interceptés, comme le commandant Marcouire dit Serge, chef départemental des Mouvements Unis de Résistance.

De même à Puylaroque, il n'aurait pas été difficile de me réfugier dans les maquis du Lot, j'y aurais retrouvé quelques responsables de notre mouvement : ils contrôlaient pratiquement de vastes zones du Massif central, où les troupes ennemies ne s'aventuraient plus qu'en colonnes, suffisamment en force pour se frayer le passage.

Mais pour cela il aurait fallu renoncer à la mission de liaison et de représentation que m'avait confiée Massereau : les instructions du Comité directeur devaient être transmises à ceux qui nous représentaient dans les nouveaux organismes secrètement mis en place pour sortir au grand jour à la Libération et se substituer aux pouvoirs usurpés des délégués de Pétain : comité départemental de Libération, sorte de collège des délégués de la Résistance qui siégerait avec des pouvoirs étendus auprès du préfet et ferait revivre, en somme, l'Assemblée démocratique d'un conseil général et pour la ville, Comité local dont le président devait diriger la municipalité, en attendant de libres élections.

Avec mes faibles forces et l'inexpérience de mes vingt-cinq ans, je devais aux circonstances d'être un des rares survivants de la vieille garde, celle qui avait sorti le Parti toulousain du néant, organisant les premières réunions de 1941 et 1942, mais qui était désormais décimée. Thomas et Naves en déportation, Bourthoumieux arrêté, Achiary éloigné de la région toulousaine et à un nouveau poste à Paris. Les camarades qui avaient assuré la relève, désignés par nos soins, éprouvaient souvent le besoin de nous rencontrer avant leurs réunions capitales de ces derniers

mois, cherchant auprès de nous les arguments fondés sur l'action passée du mouvement et la caution de notre organisation sur le plan national.

Pour échapper aux policiers, nos réunions se tenaient dans les endroits les plus divers : c'était tantôt dans la villa de Cassagne, professeur de musique à la belle tête d'artiste du Capitole, masque tragique préfigurant le sort qui l'attendait. Ou bien chez Vergniaud, un de nos bons agents de liaison toulousains, dans l'atelier de couturière de M^{me} Vergniaud, rue Bernard-Mulé, où nous menions nos discussions au milieu des gravures de mode et des étoffes, aussi chatoyantes que la pauvreté des temps le permettait, dans une pièce voisine de l'atelier où de jeunes apprenties chantaient... Parfois aussi, Debauges, grand et osseux montagnard, notre représentant au C.D.L. nous accueillait chez lui et nous passions pour nous y rendre devant la villa d'Achiary avec un nouveau serrement de cœur : Henriette Achiary venait d'être arrêtée à Paris par la Gestapo.

Les sujets abordés ne manquaient pas d'ampleur. Nous en discussions à la fois avec enthousiasme, car au fond ces projets faits à échéance de la Libération, étaient gagés sur notre liberté conservée et notre survie, éléments aléatoires. Et aussi avec un sérieux et une conviction, sans doute imputables au fait que nous agissions en mendants de nos camarades morts ou déportés : ces derniers reviendraient un jour et nous demanderaient des comptes. Quant aux morts, ils étaient présents pendant que nous délibérions, quand nous réfléchissions à ces problèmes, de jour et de nuit, nous-mêmes morts en sursis pas plus sûrs qu'eux, au fond, de voir se lever pour nous le jour J de la Libération.

Les jours se passaient en occupations de plus en plus pénibles, rendues plus dangereuses par la nervosité meurtrière des Allemands, eux-mêmes menacés d'être pris comme dans une nasse, au fond de ce Midi où ils risquaient de se trouver coupés de leur patrie menacée par l'avance des Alliés en Normandie. La Gestapo et les services de sécurité militaires ne se limitaient plus à traquer les résistants, ils prenaient maintenant des otages parmi les fonctionnaires, les personnalités politiques ou religieuses, suspectés de ne pas « collaborer » avec les occupants : en ce mois de juillet, des centaines de préfets, parlementaires, prêtres prirent ainsi la route de Fresnes et, même âgés et malades ils ne purent être délivrés à temps des camps de concentration. Ainsi l'insécurité devenait-elle générale et les moins engagés eux-mêmes pouvaient-ils craindre d'être réveillés au petit jour par les sinistres sbires.

Les nuits elles-mêmes, les courtes nuits d'été étaient soudain déchirées d'éclairs et martelées de coups de tonnerre : les bombardiers alliés venaient attaquer la cartoucherie et les violentes détonations de la « flack » la D.C.A. allemande leur ripostaient, saccadées et brutales. Les habitants vivaient dans l'angoisse d'une ville menacée, car les objectifs industriels, exploités par l'économie de guerre ennemie, ne manquaient pas d'offrir plus de cibles qu'il n'en fallait.

Un lent exode commença : d'abord les vieillards et les enfants furent éloignés dans la campagne avoisinante, puis tous ceux que des occupations fixes ne retenaient pas en ville, et enfin les habitants des zones menacées : dépôts de carburants, aérodromes, installations militaires.

J'engageai mon père et ma mère à s'éloigner aussi : notre maison de la rue Jules Verne se trouvait dans un quartier dont les gros réservoirs métalliques de carburants et les docks du canal du Midi faisaient une cible vulnérable ; en outre, je craignais pour eux, car maintenant, les hommes de la Gestapo en plusieurs circonstances, ne trouvant pas le suspect recherché, ne reculaient plus devant l'emprisonnement de ses proches qu'ils surprenaient au logis.

Le village de Launaguet nous offrit l'hospitalité, au-delà de cette banlieue maraîchère d'Aucamville que l'on gagnait par un vieux tramway, après avoir passé le contrôle du poste allemand aux limites de la ville de Toulouse. Il restait deux kilomètres à faire à pied, dans la campagne, avant de rencontrer cette agglomération dont un assez beau château, avec son parc et ses dépendances, fait l'ornement. Notre retraite n'était qu'une pauvre pièce, située dans le bâtiment de la laiterie. Mais on y bénéficiait d'une tranquillité relative, à deux pas du corps principal du château, occupé par un général allemand et son état-major, étroitement gardé par des sentinelles postées aux issues du parc. Ainsi imbriqués dans le dispositif ennemi, nous y trouvions une sécurité précaire, une nourriture occasionnelle des produits de la terre, un air fortement imprégné de l'odeur forte de l'étable.

Un soir, de violents coups frappés à la porte nous firent prendre notre dispositif de défense car il s'agissait de soldats ennemis : mon père parlementa, ils essayaient seulement d'obtenir quelques litres de lait pour se rafraîchir.

Un autre jour, sur la route que les hommes du maquis empruntaient sans trop se gêner sur leur bicyclette, le véhicule national du moment, mes parents rentrant à pied sur la route, se trouvèrent mêlés à une querelle entre un de ces jeunes gens qui insulta et provoqua un soldat allemand. On en vint aux menaces et l'Allemand dégaina sa mitraillette : sous les yeux de ma mère, effrayée, mon père s'interposa. Mais au dernier moment, le maquisard rompit sagement, reprit son chemin sur sa bicyclette et les choses en restèrent là.

La nuit, je voyais souvent l'arrivée de la troupe d'un maquis : les hommes désarmaient les sentinelles, se glissaient silencieusement dans les ailes sombres du château, surprenaient dans leurs chambres les officiers et le général, qui n'avaient pas le temps de bondir sur leur revolver, et les faisaient prisonniers. Je recevais alors leur capitulation, en tant que représentant de la seule autorité légitime, celle de la France combattante, sortant de la laiterie avec ma pauvre tenue civile, face aux képis galonnés, aux croix de fer et aux bottes vernies des officiers ennemis. C'était un rêve, mais il était à la limite du réel, tellement nous ne savions plus distinguer l'immense champ du possible d'un réel plus absurde que bien des rêves.

Ces maquisards qui surgissaient de plus en plus audacieux pour des coups de mains qui se multipliaient partout, j'exerçais précisément une mission de liaison avec un de leurs groupes : les gars du capitaine Vira étaient, en majeure partie, de jeunes socialistes, fortement encadrés par d'anciens aspirants des Chantiers de Jeunesse et leur chef, officier aux réflexes prompts, qui pratiquait déjà la foudroyante tactique des « commandos ».

Avait-on besoin, dans les maquis, de camions et de carburant, un commando « Vira » fondait sur un parc automobile, neutralisait les gardiens allemands et prélevait, avec précision, le matériel dont on leur avait passé commande.

Des résistants blessés au combat se trouvaient en traitement à l'Hôtel-Dieu, sous bonne garde, avant le fatidique départ pour Compiègne et les camps de concentration. Prévenus par les médecins français, les maquisards de Vira faisaient irruption dans la salle, maîtrisaient et ligotaient les sentinelles, enlevaient les prisonniers avec toutes les précautions qu'imposait leur état et démarraient dans un éclatant vrombissement de voitures volées, mitraillettes au poing.

Un agent de la Gestapo, de la rue Maignan ou de l'Hôtel de l'Ours Blanc, se signalait-il par ses activités et, très vite, se lançait-il sur une piste qui devenait dangereuse pour l'organisation clandestine. Finie l'époque où il ne trouvait en face de lui, au petit matin, qu'un homme mal réveillé au milieu d'une famille apeurée : en dépit de sa méfiance et de son flair de rapace, il se rencontrait un jour face à face avec un homme du groupe qui lui lâchait un chargeur de mitraillette dans la poitrine et disparaissait dans la nuit.

Ces loups, une fois rentrés dans la vie civile, ne se distinguaient en rien des jeunes gens de leur âge, si ce n'est par une carrure plus athlétique et une tenue plus stricte. Exécutant leurs coups de main la nuit, ou même en plein jour, masqués et camouflés, rien ne les empêchait de reprendre, quelques heures après, leur costume civil et de faire leur promenade rue Alsace ou au Grand Rond.

C'était quand même dans une discrète rue d'un quartier écarté que je les rencontrais pour m'acquitter auprès d'eux de ma mission. Il s'agissait de les prendre en charge pour le compte de notre organisation et surtout de procéder à la formation accélérée de l'assistant de Vira qui devait représenter les jeunes au Comité de Libération. Commissaire politique auprès de cette troupe d'élite, tel était en somme un des multiples rôles du personnage que je jouais, et non des moins exaltants.

Aussi experts et vaillants étaient-ils pour les coups de main et les combats au corps à corps, aussi neuve et disponible était leur conscience civique. Ils aimaient leur pays et la liberté, ils haïssaient les Allemands et leurs collaborateurs français. Encore enfants à la déclaration de guerre en 1939, il ne leur restait du régime antérieur que quelques vagues souvenirs, d'ailleurs déformés par le verre grossissant du rudiment doctrinal des Chantiers de Jeunesse : culte de la vie au grand air, de la camaraderie et de la fraternité des combattants. Ils se méfiaient de la tactique politique mais mordaient avec ardeur aux beaux fruits de l'idéal et d'un pays, d'un monde à reconstruire. Je me sentais plus à l'aise avec eux qu'avec les délégués politiques chevronnés, car à peine leur aîné de quelques années, nous vibrions aux mêmes appels et nous lancions vers les mêmes chimères de l'absolue et idéale pureté.

Je redescendais sur terre pour recenser avec nos responsables dans les Comités clandestins la part qui nous revenait, aussi bien dans les futures assemblées légales à installer au Capitole et à la Préfecture, le jour de la libération que dans les imprimeries toulousaines d'où sortiraient les premiers journaux libres, prenant la place de ceux qui avaient paru sous l'Occupation.

Là, il fallait mener des pourparlers complexes et acharnés pour défendre la représentativité du mouvement et sa place au soleil de la Liberté. Les accords se nouaient et se défaisaient au fil des semaines, la négociation prenait des allures de Congrès de Vienne : il s'y rencontrait les puissances des grands mouvements qui, disposant déjà des moyens, comptaient bien les utiliser comme masse de manœuvre pour se tailler une place nouvelle à leur mesure. D'un autre côté les tactiques de camouflage et de groupements jouant le rôle de Cheval de Troie, étaient remises à l'honneur parmi ceux qui les ont toujours pratiqués, comme une seconde nature.

Je rencontrai l'homme dont le rôle consistait à arbitrer tous ces conflits, le futur commissaire de la République, Jean Cassou. Une première fois, le rendez-vous avait été préparé par Delpech qui l'avait connu dans sa retraite du Lot. Il eut lieu aux abords de la basilique Saint-Sernin, dont nous faisions le tour en conversant. Lecteur de l'hebdomadaire *Vendredi* avant la guerre, je

connaissais son action parmi les intellectuels antifascistes, puis j'avais souvent entendu parler de lui par Clara Malraux. J'avais donc à son égard le préjugé favorable, sans partager pour autant les appréhensions de certains membres des Comités craignant un manque d'esprit pratique chez ce critique d'art qui se trouvait aux prises avec les mille difficultés d'une administration régionale nouvelle à créer. Fallait-il aussi se méfier de ses liens avec le Front national, vaste creuset où bouillonnaient mille composants, mais dont le manche était vigoureusement tenu en mains par les communistes ?

Je le trouvai curieux de s'informer sans parti pris et souhaitant réussir sa mission en y faisant coopérer tous les groupements à leur juste place.

Sur les problèmes de l'après-guerre qui nous passionnaient, il affirmait volontiers sa conviction que la Libération militaire et politique devrait s'accompagner d'une véritable libération sociale, aspiration que nous partageons pleinement avec lui.

L'impression qui me resta, après cette conversation, fut celle d'une scrupuleuse honnêteté intellectuelle, qui le garderait toujours de se comporter, dans une mission d'intérêt public, comme l'homme d'une coterie ou d'un parti.

Nous devons nous revoir, après mon dernier voyage à Paris, dans un petit appartement de la Côte Pavée, autour d'un apéritif servi par son futur chef de cabinet, Daniel. Et puis, plus tard, mais n'anticipons pas...

Je fis ce dernier voyage à Paris pour informer notre Comité directeur des dernières résolutions prises à Toulouse, sur convocation remise par Daudel à son dernier passage, et notre train fut un des premiers à traverser la gare de triage de Juvisy, quarante-huit heures après le dur bombardement qui l'avait pilonnée. Notre convoi avançait lentement, sur l'unique voie dégagée, au milieu d'un chaos de rails tordus, de locomotives cabrées vers le ciel, de wagons renversés béants. Dans notre compartiment, les voyageurs demeuraient muets, devant les cratères immenses ouverts sous nos yeux, évaluant le tonnage de bombes qui avaient « soufflé » la plupart des immeubles aux alentours de la gare. Chacun pensait intérieurement : si de telles destructions se multiplient alors que les Alliés en sont seulement à préparer leur attaque, qu'allons-nous subir au jour J, lorsque les formidables armements vont se déchaîner de chaque côté ?

À peine traversée cette scène d'apocalypse, nous trouvons un Paris de juillet 1944 où tout se voue au fantastique.

Au carrefour Bac-Saint-Germain, un déploiement de police, des badauds massés sur les trottoirs, la foule éclate en applaudissements au passage de plusieurs voitures : au fond de l'une d'elles, s'entrevoit une silhouette tassée de vieillard, c'est Pétain encore applaudi en ce mois de juillet 1944 à Paris, car les gens accrochent ce qu'il leur reste d'espoir à tout symbole, même au plus dépourvu de chances de survie.

Les responsables des mouvements de résistance, eux, sont sous pression : c'est un défilé incessant au magasin d'appareils chirurgicaux où je me rends, en face du Collège de France : j'y reconnais Verdier, visage d'ivoire et cheveux aile de corbeau de prince oriental, l'allure de chien boxer de Depreux, au pantalon pissieux, Gérard Jaquet et d'autres. Pour l'heure, il n'est question que d'organiser les jeunes, qui affluent chez nous et qui exigent des mots d'ordre, des armes, des

combats. Le message du Parti pour le Jour J est prêt : il a été rédigé sous la forme laconique d'une proclamation de salut public et doit être diffusé simultanément sur tout le territoire, imprimé et distribué à des milliers d'exemplaires par nos soins. Je le plie dans mon portefeuille, fortement impressionné par cette ambiance de veille d'armes.

Non loin de là, je vais frapper à la porte d'une vieille dame, M^{me} W..., dans un grand immeuble moderne de la rue du Bac. On met longtemps à m'ouvrir et je commence à m'inquiéter pour elle, lorsqu'elle fait glisser l'huis, m'inspecte de son œil vif et en riant me pousse prestement dans l'entrée : « Ce n'est pas la peine tout de même que "ma" Gestapo vous repère... ».

À un âge respectable, Mme W... dont le type israélite ne peut passer inaperçu, s'est toujours refusée à quitter son appartement parisien et à porter l'étoile jaune, rendue obligatoire par le décret du 19 mai 1942. Ses enfants, ses voisins l'ont suppliée de se mettre en ordre avec la loi de l'occupant, ou de se cacher, rien n'y a fait : elle a traversé les rafles, trouvé son ravitaillement, reçu des résistants dans son appartement de la rue du Bac en se moquant des décisions de police et des menaces des ennemis jurés de ses pareils. À l'étage en dessous, habite un homme de la Gestapo, qu'elle a intimidé par son flegme et son audace et qui maintenant, sentant le vent tourner, la fait prévenir lorsqu'il y a danger. « Ma Gestapo » est à ses ordres, mais elle le méprise, lui et ses congénères, le lui fait sentir et ne lui rend pas son salut dans l'escalier. Ainsi, M^{me} W... traversera-t-elle les mois de rafles, de terreur, de déportation, seule avec sa conviction de la folie du monde qu'il faut laisser passer sans trop s'en soucier, au milieu de ses meubles et de ses bibelots, avec ses chats, ne descendant chez les commerçants du quartier que pour satisfaire son appétit d'oiseau ou chercher des provisions pour ses hôtes de passage qu'elle gave de sucreries en se faisant raconter avec malice les tours joués aux occupants. Inconscience ?... Courage ?... Combien, au cours de cette guerre, sont allés chercher la mort qui les aurait oubliés, s'ils n'avaient fait tant de vent autour d'eux...

Cet Allemand de la Gestapo, que pensait-il rentrant de son bureau où il avait « interrogé » des Juifs et des résistants, en rencontrant parfois sur le palier de son repos et de son sommeil, cette mince silhouette noire et frêle dont l'œil, cependant, lançait la lueur inquiétante et trouble de la pythie, annonciatrice du destin de tout homme, que l'on apprend aussi à connaître dans les manuels du jeune lycéen allemand qu'il avait peut-être été.

Pris en charge par des camarades qui voulaient m'éviter de renouveler la mésaventure d'une arrestation au petit matin à l'hôtel, je fus conduit cette fois dans un petit boui-boui de la rue des Francs-bourgeois. Je transportai ma valise dans une chambre sous les combles où l'on montait par un étroit escalier : ce n'était pas le luxe, loin de là, mais en tout cas la sécurité. Le patron, un solide Aveyronnais, montait la garde à son comptoir, dans la sombre salle de café du rez-de-chaussée : tout respirait la méfiance dans cette « cache » de Libération-Nord, comme je l'appris plus tard. L'occupant hésitait à s'aventurer dans ce dédale de rues étroites qui compose le vieux quartier de la rue Turbigo, derrière l'Hôtel de Ville. Assez sinistre, ce coupe-gorge vous aurait absorbé, attiré vers le néant, sans qu'il en reste trace.

On pouvait ainsi disparaître, au cours de ces derniers jours, dans la fantasmagorie de cette période de sables mouvants, entre la terre ferme du passé qui se dérobaît sous nos pieds et la mer montante de l'avenir dont l'atmosphère nous baignait déjà, sans que nous puissions encore nous y laisser porter.

Au retour, il fallait renvoyer d'urgence des documents : je les confiais sans hésiter au jeune Serge Lagrange. Depuis des mois qu'il me suppliait de l'utiliser à un poste dangereux, je me décidai enfin à l'envoyer en mission car j'eus la nette impression que si je ne lui donnais pas sa chance cette fois, la guerre allait finir et alors, ce garçon pourrait me reprocher d'avoir douté de lui, de n'avoir pas voulu lui remettre une responsabilité d'homme. Il fallait vraiment que je sente la fin proche, pour envoyer au danger à dix-sept ans, le fils de mon grand ami disparu.

L'avance alliée en Normandie piétinait... l'attente pouvait durer encore des semaines, ou bien des mois si les Allemands s'accrochaient au terrain comme en Italie. Les élans d'enthousiasme laissaient la place aux heures de morne découragement.

Contre toute attente, la visite mensuelle que je fis aux familles des emprisonnés au cours de cette période me rendit du courage : les épouses, les parents vivaient dans l'espoir, ils ne pouvaient qu'espérer et les déroulements de la bataille alimentaient en eux ce besoin de se raccrocher par avance à une certitude de l'avenir. Je passais ainsi d'une brave femme d'ouvrier dont le fils avait été pris et qui m'accueillait dignement, non sans un reproche muet dans toute son attitude, à M^{me} Th... et à sa fille qui se considéraient comme devant porter sur leurs épaules toute la confiance de la famille dans l'heureuse et proche fin de la bataille. Il y avait même sur ma liste ce vieux G... qui était si bien caché que je n'arrivais jamais à lui faire passer le dépôt qui lui était destiné : je le capitalisai donc, en espérant pouvoir le lui remettre le jour où il donnerait signe de vie : ce n'est qu'à la Libération qu'il se présenta à moi et reçut sans étonnement le produit de ses économies involontaires. Tous ces êtres frustrés, séparés, me communiquaient une part de leur réserve d'optimisme, soit qu'ils aient adopté ce parti pris de croire avec confiance au succès et au retour de leur absent, soit que vivant désormais à l'écart des risques, puisqu'ils n'avaient plus grand-chose à perdre, leur sérénité formait un pôle d'attraction.

CHAPITRE XVIII

JOUR SACRÉ DE NOTRE INNOCENCE

« Innocence du Monde... »

André SALMON, « Prikaz »

*« La France, en 91, apparaissait jeune et pure,
comme la vierge de la liberté... »*

« Jour sacré de notre innocence, qui ne vous regrettera ! »

MICHELET, « Histoire de la Révolution », VI, 1

Tout bougeait... un monde secret palpitait sous la surface des existences quotidiennes et les silences ou les disparitions signifiaient parfois le degré de plus grande activité concentrée, comme des eaux calmes recouvrent les abîmes les plus profonds.

La retraite dans laquelle avait disparu tel responsable ne signifiait-elle pas qu'il se préparait à prendre pour le jour J le commandement d'une région ou l'administration d'une ville ? Et il en allait de tout ainsi, en ce mois de juillet 1944, où une vie frémissante courait secrètement sous la peau des apparences.

Mais comment distinguer justement la réalité qui allait prendre corps de ce qui ne serait jamais que rêves irréalisés ou songeries avortées ? Il existait bien un fil conducteur et un réseau tout prêt à faire face. Mais entre la longue attente qui se prolongeait, même accélérée par les récentes évolutions de la guerre, et la date de son avènement à la lumière, combien faudrait-il encore compter de jours et de nuits, aussi mortels par les dangers que l'occupant faisait courir, que par le désespoir parvenu à la longue à sa dose la plus nocive ?

Tout bougeait secrètement, certes... mais l'échéance était-elle si proche ? L'offensive alliée en Normandie piétinait et l'on avait vu, tout au long de cette guerre comme des autres, l'ennemi s'accrocher au terrain pour de longs mois encore. Le front d'Italie demeurait stable, lui aussi, pendant de longues semaines, sans que les Alliés ne parviennent à marquer de gains décisifs. Et si cette résistance des Allemands parvenait à s'ancrer sur le terrain, ne se trouverait-on pas devant une interminable période d'attente comme les Anciens de 14-18 en avaient connu devant Verdun, ou même à la fin, en 1918, sur le front du Nord ?

On avait beau se dire que les avions de bombardement et les tanks rendraient maintenant la guerre à la fois plus rapide et plus mobile : que l'Allemagne se trouvait isolée entre les forces russes à l'Est et l'immense machine industrielle des Américains à l'Ouest ; on éprouvait cependant la crainte secrète d'un diabolique sursaut de Hitler, cabrant ses armées en un ultime et gigantesque combat, capable non pas de renverser le sort des armées, mais de le maintenir suspendu encore pour un long moment.

Ainsi l'Apocalypse pouvait soudain se déclencher sur nos têtes. Il n'était bruit que d'armes nouvelles et fantastiques, capables de détruire en quelques heures constructions et vies humaines. Les ondes étaient peuplées de bombardements aériens, de cités rasées, de ruines fumantes où la vie ne parvenait plus à subsister : pourquoi Hitler ne déclencherait-il pas un jour dans notre ciel les terribles représailles de l'anéantissement de la Ruhr ?

L'avenir s'ouvre toujours devant nous comme la perspective immense et désolée d'un vaste désert de sable brûlant. L'horizon prend une forme indéfinie et vague : est-ce l'arrivée au terme de la longue marche ou plutôt le simple renouvellement d'une peine sans repos ? Lorsque l'on a ainsi marché depuis des heures et des heures, le geste devient mécanique et l'esprit se meut dans une étrange torpeur.

Ainsi, allions-nous comme de pauvres bourricots harassés qui trottent pendant des heures à un rythme saccadé avec une apparence active, alors que leurs yeux expriment une indicible peine.

Faire chaque jour son étape nous servait, certes, à oublier sinon à vaincre cette lassitude. Aller à des rendez-vous, assurer les missions de routine, continuer à prendre les contacts, tout cela suffisait à occuper les journées. Avec les indispensables précautions qu'il fallait prendre en face d'un ennemi de plus en plus sur la défensive, multipliant les arrestations et les guets-apens dans cette zone des étapes qu'était devenue notre région du Sud-Ouest.

Les opérations s'étaient rapprochées et la bataille était là : pas de jour sans explosions de bombes, sans claquement de mitraillettes. Les soldats allemands ne se hasardaient à la terrasse du « Soldatenheim » que derrière des grillages semblables à ceux des cages dans les cirques, sous un écrasant soleil de juillet. À l'entrée de la ville, les postes de garde signifiaient l'état de siège, le risque permanent d'un coup de main en force des maquisards.

À deux reprises déjà, l'espoir avait été déçu. Le serait-il encore une troisième ? La sagesse semblait exiger, à présent, un certain scepticisme vis-à-vis des perspectives de délivrance proche : le 6 juin, beaucoup de combattants des réseaux avaient interprété les messages qui précédèrent le débarquement comme le signal de l'embrasement général. En juillet, les appels aux forces de l'intérieur avaient provoqué des départs en masse pour les maquis. Mais dans aucun des deux cas, ce n'avait été le début de la délivrance, à peine quelques étincelles qui n'avaient pas réussi à faire jaillir la flambée. Et nous étions vite retombés à la misérable condition qui était la nôtre depuis quatre années accomplies maintenant.

Après ces deux alertes qui nous avaient fait croire que la liberté retrouvée était proche, tout le monde en ressentait durement les désillusions. La masse des Français suivait à la radio de Londres la progression des combats, mais la relative insignifiance de l'avance quotidienne des Alliés et aussi l'esprit de routine, entretenu par les informations officielles contribuaient à maintenir le doute et même le scepticisme dans les esprits, sur une évolution rapide de la guerre.

Les défenses dressées par les Allemands, les ouvrages durables et les solides réseaux barbelés donnaient à penser que les occupants s'apprêtaient à s'accrocher au terrain. Et s'ils le voulaient vraiment, pensait-on, ces réserves de munitions, de carburants et de vivres que l'on pouvait déceler, leur permettrait de tenir fort longtemps. Assez longtemps, hélas ! pour que nos dernières forces d'espoir et d'illusions soient menacées de s'éteindre.

Au fond, nous n'étions pas habitués aux rapides évolutions de la guerre de mouvement : nous y croyions pour la Tunisie ou la Tripolitaine. Mais en juillet 1944, les campagnes d'Italie et de Normandie nous confirmaient simplement l'expérience tant de fois racontée de 1914-18 : dès que la bataille se livre sur le territoire même des belligérants, l'enjeu devient capital et les fronts ne se modifient que très lentement, étant tenus pied à pied au prix de grands sacrifices de combattants.

Nos villes vont-elles, à leur tour, s'effondrer sous les bombes ? C'est là, par contre ; un désastre typique de la guerre actuelle. Les grandes cités comme Londres, Coventry ont été les premières à connaître les immeubles soufflés, les milliers de morts sous les monceaux de décombres, ce goût atroce de vieux drap brûlé qui traîne ensuite à ras de terre pendant des jours et des jours. À la bataille aérienne d'Angleterre de 1940 ont succédé, les dernières années, les grandes hécatombes des métropoles de la Ruhr, qui ont anéanti les usines, les monuments, les habitants lorsqu'ils n'avaient pas eu le temps d'évacuer leurs maisons. Une ligne au communiqué et d'innombrables civils, femmes et enfants, se trouvent rayés, en quelques minutes, du monde des vivants. C'est devenu quotidien, on ne s'en émeut plus lorsque les bombardiers vont déposer au loin leur ensemencement de mort, mais lorsque les avions de reconnaissance avertissent de la menace proche, une secrète terreur commence à gagner chacun.

La guerre se traîne et n'arrive plus à finir : c'est un fait d'évidence que le III^e Reich est aux abois, coupé de ses bases de ravitaillement et de matières premières, son principal allié européen Mussolini transformé en fuyard, ses grandes armées subissant défaite après défaite. La pénurie fait préférer aux S.S. la chasse aux troupeaux de vaches à la chasse aux maquisards. Les beaux équipements de 1940 tournent à un immense « décrochez-moi ça » des soldes : les uniformes verts deviennent pisseux et élimés, les motocyclettes vrombissantes ont disparu vers les fronts, laissant la place aux envahissantes bicyclettes, qui contrastent avec le fusil et la baïonnette de leurs conducteurs qui n'osent plus s'en séparer, de peur, comme cela leur arrive souvent de devoir faire « kamarad », les bras en l'air, devant de jeunes guerilleros hâves et mal rasés, braquant une bonne mitraillette anglaise, au détour du chemin.

Mais le territoire allemand demeure inviolé, la puissance de ses savants et de ses usines encore mystérieuse et redoutable : on parle d'armes secrètes. Là-bas en Extrême-Orient, le Japon tient tête puissamment aux Américains et aux Britanniques : s'il essuie des défaites de plus en plus, lui aussi conserve son réduit et ses arsenaux et peut encore tenir des semaines, des mois...

La mort, en ces derniers temps, se trouve plus étrangement que jamais mêlée au quotidien de la vie. Le présent n'est qu'un vaste point d'interrogation : sur cette guerre que l'on a vu commencer en réalité dix mois après sa déclaration et qui ne finira peut-être que bien longtemps au-delà de nos espérances.

Tout fuit, tout semble nous échapper, à nous qui sommes entrés dans l'action dans le seul but de nous débarrasser de l'envahisseur. Son départ a déjà commencé et nous sentons bien qu'en définitive, il n'est plus qu'une question de temps. Notre travail arrive donc à son terme et nous voici, en somme, dans un curieux état de vacances.

« Il faut avoir de l'avenir dans l'esprit », aimait à répéter Talleyrand : en fait, nous n'avons que ça et c'est précisément ce déphasage entre un présent déjà périmé et un avenir qui tarde et se fait attendre, qui impose à nos esprits avides d'en finir une tension insupportable à la longue.

Dans le présent, juillet mûrissait les récoltes et à Launaguet, le maire préparait le tableau annuel des ressources agricoles de sa commune, têtes de bétail, quintaux de blé, d'orge, de maïs. Méthodiquement en apparence, les longues colonnes de cet immense tableau administratif faisaient défiler les richesses du terroir devant les yeux des fonctionnaires vichystes et des agents économiques allemands, pour qu'ils y prélèvent au passage leurs impositions, pour que cette année encore l'inexorable machine continue à tourner et à nous broyer un peu plus.

Cependant, à la façon dont le maire manipule les chiffres, les doses pour leur conserver seulement une apparence de vraisemblance, je comprends que ce tableau est entièrement faussé, qu'il ne dira aux autorités en place que la parcelle de vérité juste indispensable pour qu'elles ferment les yeux sur l'immense part qui leur est soustraite dans la direction du ravitaillement individuel, du commerce illicite et des réquisitions opérées presque ouvertement par les maquis voisins.

Et par-dessus le dérèglement de cette économie en folie, un autre élément domine, qui donne un coloris particulier à ce mois de juillet si équivoque : la peur, la grande peur qui accompagne les événements de l'Histoire, la peur de l'an Mil. Jamais les armées fantômes n'ont traversé tant de villages, les bouches n'ont amplifié tant de fausses nouvelles écoutées à la sauvette aux postes de radio. Ces villes supprimées en une nuit de la carte de l'Europe sont entrées dans l'univers quotidien de l'homme des champs. Il en vient instinctivement à recourir aux anciennes protections : les fontaines miraculeuses, les saints patrons de villages. Une après-midi de dimanche, j'assiste stupéfait, à la lente procession implorante des femmes et des vieillards du village qui, à travers un cantique repris d'une seule voix, appellent la protection du ciel contre le feu et l'acier qui tombent des bombardiers aujourd'hui, comme autrefois la guerre et la peste faisaient se découper le pauvre troupeau effrayé de leurs anciens en silhouettes livides sur un ciel de fin du monde.

En ville cependant, d'autres hommes – ceux-là mêmes que nous avons désignés – sont penchés fébrilement sur la naissance de cet avenir qu'ils considèrent, dans une certaine mesure, comme leur bien exclusif : à eux de répartir les sièges aux conseils, de supprimer et de trancher dans le vif ce qu'il importe à la santé du corps social de supprimer et de trancher, d'organiser enfin le peu d'organisation qui doit leur permettre d'asseoir leurs pouvoirs naissants. Le secret dont ils s'entourent, la solidarité qu'ils ont nouée avec les inconnus qui siègent côte à côte avec eux à longueur de semaines, la détermination dont ils font preuve au milieu des périls, font que nous leur demandons peu de comptes et que nous assistons, avec le calme blasé des vieilles troupes, au déploiement de leurs ardeurs qui ont pris leur essor depuis quelques mois.

D'abord, il faudra pourvoir à la survie économique : le ravitaillement va demeurer rationné encore longtemps, estiment les sages, tandis que d'autres, plus expéditifs, s'imaginent qu'il suffira que les Allemands s'en aillent, et leurs impositions de guerre avec eux, pour que la viande, le blé, les pommes de terre puissent être répartis à profusion comme autrefois. Les usines, les ateliers devront continuer à tourner, pour leurs clients comme pour leurs travailleurs ; les services publics ne devront pas être perturbés par la disparition possible de leurs gestionnaires actuels et l'on pense, légitimement, à assortir la libération militaire d'une libération économique, qui écartera les intérêts privés qui se seront compromis, pour les supplanter par des entreprises publiques, du type de la régie municipale ou d'une société nationalisée suivant les illustres précédents de 1936. C'est un flamboiement de projets, hardis, généreux et parfois illuminés et utopiques, qui jaillit au cours de cette période, après avoir couvé patiemment dans le secret de la clandestinité.

Les moyens d'expression, comme la Presse et la Radio, font aussi l'objet d'âpres discussions : quatre années ont passé, une génération nouvelle a grandi dont il s'agit maintenant de conquérir le cœur et l'esprit. Les, plus exigeants sont dans le camp des nouveaux venus : mouvements unis de la Résistance, qui ont conscience de leur faiblesse d'implantation dans le public actuel. Il leur faut donc tout de suite de puissants organes et les plus grands parmi ceux qui vont disparaître se trouvent à leur portée. Les communistes ont les dents longues, en ramenant autour de leur noyau les organisations toutes neuves qu'ils viennent de créer : Front national, Femmes, Jeunes, etc., quant aux Socialistes, ils sont modestes dans leurs revendications, soit par conscience de leur force politique qui finira par survivre aux formations éphémères et s'imposer, soit parce que nos représentants actuels n'ont pas la pugnacité ni la force de ceux de notre âge d'or, en 1942 et 1943 lorsqu'ils formaient le principal bastion de la Résistance dans la région ; mais où sont-ils aujourd'hui : tués, déportés en prison, ayant laissé leur pouvoir entre des mains débiles...

Nous reçûmes, néanmoins, en partage de la part du tout-puissant Comité départemental de Libération les installations modestes, mais assez joliment équipées du journal *La Garonne*, comme la publication de notre feuille clandestine *Le Populaire du Sud-Ouest* nous y donnait droit : droit, en effet, de ceux qui, imprimant, diffusant au péril de leur vie et de leur liberté, au nez et à la barbe de l'occupant les modestes feuilles de la pensée libre, avaient maintenu au milieu du sang, des cris et des tortures, la continuité fragile, ténue, parfois risible mais jamais à genoux, qui permet aujourd'hui aux jeunes journalistes désinvoltes et oublieux, d'écrire et de publier librement.

Nous désignâmes le conseil d'administration en réservant la place des disparus : le nom de Raymond Naves figurerait en manchette comme directeur. Le titre est emprunté à l'œuvre d'André Malraux, lequel médite pendant ce temps derrière les barreaux de la prison Saint-Michel, à quelques centaines de mètres du lieu de nos délibérations : l'ESPOIR, comme par une sorte de revanche de cet élan gigantesque de 1936 qui avait d'abord été vaincu en Espagne, puis écrasé en Europe par les fascistes et leurs alliés honteux, mais qui allait ressurgir dans quelques semaines, dans quelques jours peut-être et que nous saurions préserver, cette fois, en le dotant d'une armature d'acier, contre laquelle l'éternelle Réaction, désormais écrasée, ne pourrait plus jamais prévaloir : « Jour sacré de notre innocence, qui ne vous regrettera ! »

Juillet, tout crissant d'éclairs en puissance comme une nuée d'orages, fait bouillonner espoirs et aspirations sur le ciel de plomb d'un quotidien monotone jusqu'au dégoût. Parmi les hommes d'action qui vont susciter les événements, leurs courants varient en fonction de la durée de l'engagement et de la pureté des intentions.

Ceux qui se sont engagés assez tard sentent avec certitude que le sol brûle et que le temps presse. Il leur faut à tout prix assumer des responsabilités, sinon dans un mouvement ou parti éprouvé, du moins dans un de ces groupements-champignons qui surgissent mystérieusement depuis six mois pour les femmes, pour les jeunes, pour les prisonniers de guerre. Ce qui leur est d'autant plus facile que les vides creusés par les arrestations demandent à être comblés par des hommes qui présentent un minimum de compétence et de garanties.

Mais les plus agités sont encore ceux, qui n'ayant pas jusqu'à présent participé à l'action en raison de leur jeune âge ou d'une certaine lenteur à prendre parti, se lancent maintenant dans la bataille avec une énergie intacte. Ils brûlent d'agir, multiplient les coups de mains, nous fatiguent

parfois par leur ardeur incontrôlée. Emportés par leur élan pris juste à temps, ceux-là iront sur leur foulée au-delà même du but de la Libération, poursuivant l'occupant jusqu'à la frontière et même jusque dans ses ultimes réduits.

Et nous qui avons traversé ces trois années passées de tâtonnements, de coups de filets, de désastres et de catastrophes, nous voici désormais entraînés par des aspirations divergentes, sinon contradictoires.

Revenir, ah oui ! tout simplement, à une vie d'homme paisible dans un monde apaisé ; pouvoir se livrer enfin à quelques occupations, comme étudier ou enseigner ou composer, qui s'engagent un jour et se poursuivent le lendemain et encore les autres jours, sans risque d'être interrompues, brisées, sans être traversées par des cauchemars de trahison, de prison, de tortures.

Mais avant cela, il faudra franchir la ligne de feu du jour J, le plus périlleux peut-être de ces mille jours passés dans les angoisses et les dangers. Qui peut dire comment la liberté va se conquérir, pour chacun d'entre nous et à quel prix ? Dans le cimetière de mon village, se dresse dès l'entrée la pierre funéraire d'un jeune officier, arrivé sain et sauf jusqu'au matin du jour de l'Armistice. Et ce matin-là, alors qu'il avançait en vainqueur, la mitraille d'un tireur ennemi d'arrière-garde l'attendait, pour tuer ce qui aurait dû être son jour de gloire et de délivrance. Toute ma jeunesse, j'avais été frappé par cette cruauté aveugle de la destinée qui semble marquer à l'homme la fragilité de son triomphe. Combien allaient encore tomber à l'aube du grand jour et, dans leur nombre, lesquels et pourquoi pas nous ?

Ce cap franchi si nous le franchissions, il faudrait encore attendre une autre échéance avant de déposer les armes : le mandat que nous remplissions, les responsabilités que nous assumions, nous avons toujours eu la claire conscience de ne les exercer que par délégation des absents, prisonniers et déportés. Ignorant l'horrible réalité des camps de concentration, nous les situons au pire dans de durs lieux de représailles, d'où l'on revient épuisés mais vivants.

L'Allemagne nazie les tenait comme otages ; c'est-à-dire que les derniers spasmes de la bête féroce à l'agonie pouvaient leur faire courir d'ultimes dangers mortels. Mais notre esprit ne pouvait se résoudre à concevoir une Libération sans leur retour et, de toute notre volonté, nous attendions ces compagnons des premiers jours avec qui nous nous sentions plus à l'unisson qu'avec les derniers venus, amenés à nos côtés par les hasards de la guerre. Ceux-là d'ailleurs ne comprenaient qu'à moitié les scrupules que nous mettions à garder intacte la place des absents, car pour eux dont les souvenirs étaient récents, seule occupation valait titres.

À part cette ultime obligation, combien nous sentions-nous légers et disponibles ! Nous avions agi de telle sorte que les miasmes et les humiliations de juin 1940 étaient emportés et lavés dans un torrent irrésistible qui en laissait à peine subsister le souvenir. Toute l'amère noirceur de cette période serait restée comme un poids sur notre âme, qui en aurait à la longue contracté un ulcère mortel. Il fallait nous en défaire coûte que coûte, d'où ce réflexe de défense, comme celui d'un organisme sain tendant à éliminer le poison qui l'a un moment abattu. Ce soulagement à lui seul, constituant une fin en soi, rien d'étonnant donc à ce que nous n'éprouvions pas la nécessité de chercher au-delà de nouvelles aspirations à satisfaire.

L'avenir qui s'ouvrait devant nous ne comportait ni restrictions ni interdits, offrait, au contraire un champ illimité, ouvert à tous les possibles. Au sortir de cette sombre période, les événements avaient fait table rase du passé : avec les dernières troupes d'occupation, battraient

bientôt en retraite ceux qui avaient enterré nos belles espérances de 1936, ceux qui avaient pris leur revanche en juin 1940, croyant que les blindés nazis foulaient à jamais les petites fleurs rouges des rêves populaires. Sur ces ruines où les décors de tragédie étaient plantés à demeure, nous disions adieu à ces personnages qui disparaissaient définitivement dans le trou et si quelques-uns à Alger tentaient de s'accrocher à la scène, ils suscitaient aussitôt parmi nous une telle rumeur de réprobation que nous ne doutions pas de ne plus jamais revoir leurs masques figés et grimaçants.

Nous rêvions d'une certaine candeur de naissance du monde et les plus passionnés retrouvaient une ardeur intransigeante à la Saint Just : c'est ce que m'avait exprimé un jour à la terrasse d'un café de Foix un des nôtres, en me désignant du geste un traître et renégat assis non loin de nous : « Nous ne pourrons plus jamais respirer le même air que ces cloportes. » En effet, lui a été fusillé par les Allemands le matin de la Libération, tandis que le cloporte respire l'air de la liberté. Les mots ont leur vertu propre et ce n'est pas un hasard si le châtiment des traîtres a pris le nom d'épuration : pour la plupart d'entre nous, il ne s'agissait nullement de vengeance, seulement d'un irrépressible besoin de salubrité, au sortir de la soue où nous avons été confinés dans la pire des promiscuités.

Des hommes neufs viendraient, n'importe qui, des inconnus, nos compagnons, qui appliqueraient en actes nos aspirations de quatre ans : pas un résistant, fût-il le plus modéré dans ses idées politiques, qui n'ait été persuadé du caractère inéluctable de ce que Albert Camus appelait le passage de « la Résistance à la Révolution ». Tellement était grand le dégoût de tout ce que le régime de l'occupation avait incarné, depuis l'égoïsme forcené des conservateurs conduit jusqu'à son terme extrême de la capitulation devant l'ennemi, jusqu'au chauvinisme imbécile qui avait abouti à la délation aux occupants, en passant par un régime économique qui, sur un programme d'assainissement, avait sombré dans le « marché noir » et la pire des corruptions, celle qui vend ses frères.

Dans cette heureuse innocence d'un monde nouveau qui s'apprête à naître, rien ne paraissait trop audacieux, trop généreux. Il est ainsi de rares moments de grâce dans l'Histoire où les forces de Progrès ne trouvent aucun obstacle devant elles et peuvent rompre les digues pourries de l'égoïsme. Nous avons tellement conscience de nous trouver dans un de ces moments de grâce que notre seul souci était de conserver une certaine prudence pour endiguer ce flot généreux et éviter qu'il n'aille se perdre dans les sables des velléités ; de rappeler que l'âge d'or ramené sur terre comportait néanmoins la nécessité du travail et la continuité de l'effort.

Ainsi s'exprimait à ce sujet le manifeste que nous nous préparions à afficher par milliers d'exemplaires au grand jour de la liberté.

*« Peuple de France
Il faut renouer les traditions glorieuses des révolutions créatrices
de nos libertés.
Il faut affronter les difficultés avec la volonté farouche de
les dominer et de les vaincre, pour le bien de tous.
Au travail, dans une discipline consentie et stricte, pour réaliser
une vraie démocratie politique épanouie en démocratie socialiste.
Au travail pour organiser une République rajeunie,
ordonnée et forte,*

*Vive la paix des peuples libres !
Vive la France une et indivisible !
Vive la République ! »*

Ces mots, ces vieux mots, qui avaient tellement servi et qui allaient encore s'user davantage retrouvaient une fraîcheur que leur avait restituée un si long silence de quatre années. Ils recouvraient une vigueur accumulée au cours de cette période de lente et patiente endurance. Tout cela jaillit comme un geyser lorsque se leva très tôt dans un paysage de verte banlieue toulousaine, l'aube du 19 août 1944...

TABLE DES MATIÈRES

I	La drôle de guerre.....	2
II	L'enlèvement	11
III	Hiver 40-41 : nouvelle de la mort de Léo Lagrange.....	21
IV	Retour à la vie : Printemps 1941	27
V	Premiers tressaillements	33
VI	Naissance de l'organisation.....	39
VII	Misères du temps.....	45
VIII	Contacts et Action	52
IX	La Gestapo frappe	57
X	Conciliabules	65
XI	1943 : l'âge d'or	70
XII	L'organisation décapitée	78
XIII	Lyon, capitale	84
XIV	Paris, la rafle	89
XV	Puylaroque, la Gestapo.....	95
XVI	6 juin 1944.....	101
XVII	Ultimes contacts.....	107
XVIII	Jour sacré de notre innocence.....	114

HENRI DOCQUIERT (1919-2000)

Henri Docquier est né le 28 juillet 1919 à Laroque dans l'Ariège. Il vécut sa jeunesse dans l'Avenois dans le Nord de la France. Issu d'une famille modeste, il est proche du monde ouvrier ; il a dit-il « Humé le soufflé de la misère et de la révolte des grandes grèves de 1930 », son père était tailleur de pierre. Collégien boursier dès 16 ans, il est attiré par la politique et son mentor, Léo Lagrange, jeune avocat parisien qui venait défendre les couleurs du parti socialiste et deviendra député de sa circonscription. Henri Docquier l'accompagnera dans ses tournées électorales et devint secrétaire des Jeunesses Socialistes dans sa circonscription.

Après la Faculté, Henri Docquier suit une formation d'aspirant officier au Fort-Neuf de Vincennes. En mai 1940 l'avancée allemande surprend tout le monde et Henri Docquier et son unité, comme ce qui reste du Gouvernement de l'époque, rejoignent Bordeaux. Les Allemands entrant dans la ville, l'unité rejoint Nérac puis Agen où les Allemands désarmeront nos soldats.

Démobilisé, Henri Docquier rejoint Toulouse : il fallait qu'il gagne sa vie et termine sa licence. Il trouvera un poste de maître d'internat au lycée de garçons de Toulouse. Il habitera rue Lakanal un petit appartement sous les toits. Il reprendra contact avec son camarade Eugène Thomas ; ce dernier le dirigera vers le groupe de résistants socialistes : « on te donnera du travail, puisque tu en veux », lui dit-il.

Une réunion clandestine a lieu, un dimanche d'été de 1942, dans l'arrière-boutique de la pharmacie du 122, avenue de Muret. Là, Pierre Berthoumieux, le propriétaire des lieux, distribue les rôles : c'est la naissance de l'organisation. Raymond Naves est sollicité pour devenir le chef du groupe de résistant : Henri Docquier devint ce jour-là son adjoint et secrétaire.

Tous deux créeront avec Daniel Mayer, Sylvain Dauriac, Pierre Bourthoumieux, Léon Achiary, Paul Debauges et bien d'autres, le Comité d'Action Socialiste. Henri Docquier devint le rédacteur en chef du journal clandestin *Le Populaire du Sud-Ouest*. Le journal est imprimé chez les frères Lion.

Le 24 février 1944, la Gestapo arrête à Toulouse, plusieurs résistants, membres du réseau Brutus et membres du Comité d'Action Socialiste, dont Raymond Naves, Sylvain Dauriac, Marcel Patez. Pierre Bourthoumieux sera arrêté à Lyon le 1^{er} avril de la même année. Raymond Naves et Pierre Bourthoumieux sont des héros, morts pour la France dans les camps de l'Allemagne nazie.

Ce 24 février 1944, Henri Docquier avait été envoyé par Raymond Naves pour vérifier si tout se passait bien à la « Centrale », la Maison de la Mutualité rue de Metz.

« Le PC est calme. En sortant, le résistant tombe nez à nez avec la police. "À peine ai-je descendu quelques marches que je sursaute en voyant monter les escaliers quatre à quatre deux individus à la mine patibulaire, vêtus d'imperméables qui les identifiaient sans aucun doute. En me croisant, ils scrutent mon visage en marquant un temps d'arrêt. Je parviens à continuer ma descente le plus calmement que je peux." Docquier prend la poudre d'escampette sans être inquiété. Au PC, à l'exception de la prise de 3 000 journaux, la Gestapo fait chou blanc et se fourvoie en posant des scellés

sur les portes de la Maison de la Mutualité. Frappés de l'aigle germanique et de la croix gammée, ils ont de quoi faire fuir tous ceux qui n'avaient pas été prévenus. »

Léon Achiary, responsable de la Maison de la Mutualité, et sa femme, devront quitter Toulouse pour se cacher à Paris.

À propos de la mort de Raymond Naves, Henri Docquier écrit :

« Raymond Naves est mort d'épuisement en 1944 au camp d'Auschwitz. Le peuple de Toulouse n'aura pas connu l'administrateur que la Résistance lui destinait. Souhaitons qu'au-dessus de ses futures élites, plane longtemps le grand exemple de Raymond Naves pour leur inspirer l'amour de la Cité qu'il avait su pousser plus loin que l'amour de la vie. »

Henri Docquier a rendu un hommage à Raymond Naves, dans le Bulletin Municipal de la ville de Toulouse, pages 13 et 24 du numéro spécial d'octobre 1944, consacré à la libération de Toulouse.

J'ai noté, au travers de mes lectures, que Raymond Naves avait été, avant guerre, secrétaire du syndicat des enseignants de l'Hérault. Dans tous les cas, il fréquentait la Bourse du Travail à Toulouse où il donnait des cours de français : il y rencontrait, par la même occasion, Julien Forgues, secrétaire de l'Union départementale et de la Bourse du Travail. Julien Forgues, qui était de la tendance Jouhaux, fut le délégué régional du mouvement de Résistance-Ouvrier Français (MOF) et du Mouvement Libération-Sud.

À la libération, Docquier continua d'exercer, en tant que professeur, au lycée Pierre de Fermat, jusqu'en 1946. Il milita aux seins des jeunesses socialistes SFIO, dont il fut le secrétaire national. À ce titre, il participa avec Daniel Mayer, secrétaire du parti socialiste et Raymond Badiou, à une grande réunion publique qui se tint à la salle du Sénéchal le 20 janvier 1945 (sources : Archives départementales de la Haute-Garonne, journal *L'Espoir* du 18 janvier 1945, Réf : AD, jour 12).

Henri Docquier devint chef de cabinet d'Augustin Laurent, directeur de cabinet du ministre des PTT de 1947 à 1950. Il fut par trois fois sous-préfet et de nouveau directeur de cabinet au ministère des PTT de 1970 à 1980, et notamment avec Eugène Thomas, ministre des PTT à diverses périodes.

Enfin en 1959, il créa une entreprise partenaire des PTT, la SO.CO.TEL. Il est l'auteur d'un ouvrage, écrit en 1987, intitulé *SO.CO.TEL : expérience de coopérative État-Industrie*.

Lors d'un colloque organisé en 1997, pour le cinquantième du CNET (Centre national d'Études des Télécommunications), Monsieur L.J. Libois, directeur général honoraire des télécommunications, évoqua l'action menée par Henri Docquier :

« C'est en janvier 1959 qu'est créée SOCOTEL (Société mixte pour le développement de la technique de communication dans le domaine des télécommunications) sous l'impulsion et grâce à la ténacité de Henri Docquier... La mission principale de la SOCOTEL était de coordonner les recherches de l'administration et de ses principaux constructeurs dans le domaine de la communication

électronique et de mettre en commun les brevets et certaines études et de faire progresser la normalisation. » <http://www.ahti.fr/publications/Libois.htm>

Henri Docquier est l'auteur d'un livre *Expérience de coopération État-Industrie*.

Après guerre, Henri Docquier, afin d'entretenir la mémoire de ce réseau, deviendra le président de l'Amicale Brutus-Boyer dont les membres, de sensibilités politiques différentes, sont issus des quatre coins de France.

Par ailleurs, Henri Docquier qui aimait les Belles Lettres appréciait particulièrement l'écrivain, philosophe et encyclopédiste Diderot, qui fut selon son épouse, son maître à penser.

Henri Docquier fut Médaillé de la Résistance française et officier de la Légion d'honneur.

Biographie réalisée par Georges Portales, avec l'aimable concours de M^{me} Paule Docquier.

Suite à ma demande auprès de Mr Pierre Cohen, maire de Toulouse, une rue portera désormais le nom d'Henri Docquier. Cette voie se situe dans la nouvelle ZAC des Ponts Jumeaux, proche du boulevard de Suisse et doit être prochainement inaugurée.

<mailto:georges.portales@municipal.fr>

Georges Portales Toulouse le 16 novembre 2010

Pseudonymes utilisés :

Léon Achiary, Arnal,
Pierre Bourthoumieux, Bonnard,
Gaston Defferre, Denvers,
Henri Docquier, Dupin,
Raymond Naves, Grange, Leverrier,
Eugène Thomas, Tulle,
Marcel Patez et Sylvain Dauriac ont conservé leur véritable identité.